

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12531 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 15 MAI 1985

Net recul des communistes italiens aux élections régionales

La stabilité au centre

Sans bouleversement, mais massivement, les Italiens paraissent vouloir rompre avec ce qui est depuis quarante années la caractéristique majeure de leur vie politique : l'instabilité gouvernementale. La coalition de cinq partis (la Démocratie chrétienne et les partis « laïcs », dont le Parti socialiste) qui gouverne à Rome depuis vingt et un mois sort en effet incontestablement renforcée des élections régionales et municipales qui se sont déroulées les 12 et 13 mai.

Le grand perdant, contrairement à un pronostic souvent entendu, c'est le PC. La tentation de gauche qui a dominé la décennie écoulée paraît pour le moment écartée : les Italiens ont cette fois clairement opté pour le centre. Les communistes espéraient faire mieux que la Démocratie chrétienne, comme cela avait été le cas lors des élections européennes de juin 1984, où ils avaient indiscutablement bénéficié de la vive émotion soulevée par la mort soudaine d'Enrico Berlinguer.

Le parti a certes joué la carte de la droiture et de la rigueur au niveau des administrations locales. Mais les électeurs n'ont pas pu discerner de ligne politique concrète derrière ces exigences morales. Le gouvernement à gauche, quand bien même il ne s'agit que de gérer une région ou une municipalité, suppose une entente avec les socialistes à laquelle les Italiens, à force de conflits entre les deux partis, ne peuvent plus croire. Quant à la rénovation idéologique du PCI et à son rapprochement avec les sociaux-démocrates de l'Europe du Nord dont on parle à présent, il s'agit d'une évolution encore trop abstraite pour gagner les suffrages.

Le duel à gauche entre socialistes et communistes a ainsi pour effet de mettre un terme à l'expérience des municipalités « rouges ».

Le renforcement de la coalition au pouvoir est d'autant plus net que ses principales composantes (Démocratie chrétienne, socialistes, républicains) progressent chacune, mais sans que ce succès constitue pour les autres une menace. Le président du conseil peut ainsi apparaître aux yeux du secrétaire général de la DC, M. De Mita, comme un allié indispensable sans devenir un concurrent trop dangereux. Les rapports entre les deux formations s'en trouvent améliorés, ce qui n'est pas négligeable dans la perspective des prochaines échéances électorales, notamment de la désignation en juin du successeur de M. Pertini à la présidence de la République.

M. Craxi, que l'on disait menacé avant le 12 mai, peut désormais engager dans de meilleures conditions les négociations avec l'opposition afin d'éviter le référendum sur l'échelle mobile des salaires que les communistes réclament. Même si son parti n'a progressé que modérément, c'est à lui sans doute que l'on doit pour l'essentiel ce goût nouveau des Italiens pour la stabilité. Ses vingt et un mois au gouvernement sont en eux-mêmes une prouesse. Le président du conseil a en outre su se donner une image d'autorité et d'efficacité, en même temps qu'il renforçait la présence de son pays sur la scène internationale. L'« effet Craxi » s'est dessiné les 12 et 13 mai : la turbulente Italie paraît finalement désireuse que ses gouvernements gouvernement.

44 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes dans quinze régions d'Italie les 12 et 13 mai pour renouveler leurs institutions locales et régionales. C'est la Démocratie chrétienne (parti membre de la coalition au pouvoir) qui a le plus largement profité de la très forte participation à ce scrutin (89,7 %). Tandis que le gouvernement de M. Craxi sort renforcé, le Parti communiste est le grand perdant de la consultation.

De notre correspondant

Rome. — Les résultats des élections régionales italiennes, qui se sont déroulées dimanche 12 et lundi 13 mai (on ne connaissait pas encore ce mardi les résultats des municipales), ont d'ores et déjà une double signification. Sur le plan de la politique nationale, ces élections renforcent la majorité et consolident le cabinet Craxi ; la menace d'une crise de gouvernement est écartée. En revanche, au niveau local, elles vont entraîner des changements : selon toute vraisemblance, les « alliances de gauche » (PCI-PSI), qui montraient déjà de sérieux symptômes d'ébranlement, vont être abandonnées dans plusieurs régions et municipalités.

Les Italiens, dont la participation au scrutin a été très élevée (89,7 %), ont opté pour la stabilité et le pragmatisme, au détriment de choix plus idéologiques. La coalition gouvernementale en sort renforcée : elle ne représentait plus guère que 54,2 % des voix à la suite des élections européennes de juin dernier ; elle avoisine désormais les 59 %. En revanche, le PCI s'est affaibli, et l'opposition de droite a légèrement progressé.

La Démocratie chrétienne, qui avait regagné aux élections européennes de juin 1984, regagne une partie du terrain perdu (elle a obtenu 35 % des voix), sans pour autant rétablir sa position de 1980 (36,8 %). Elle redevient en tout cas le premier parti, les communistes n'ayant pas réussi à renouveler leur « exploit » de juin 1984.

Le PCI, avec 30,2 %, régresse tant par rapport à cette dernière consultation (il avait obtenu 34,5 %) que par rapport aux élections locales de 1980 (32,7 %).

Au parti, on explique ce recul par la virulente campagne anticomuniste menée par la Démocratie chrétienne. Le revers est cependant d'autant plus net que le PC aurait dû bénéficier de l'appui du Parti d'union prolétaire (1,5 point), qui l'a rejoint il y a quelques mois. Parmi les « laïcs » de la coalition, deux partis peuvent s'estimer satisfaits : le Parti socialiste progresse tant par rapport aux élections locales de 1980 qu'aux élections européennes ; il obtient 13,3 % des suffrages.

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 3.)

Les attentats accroissent la tension à Nouméa

Les quatre attentats commis lundi 13 mai en Nouvelle-Calédonie ont fait au total sept blessés. M. Edgard Pisani s'est déclaré « bouleversé et très inquiet ». « Si la tranquillité ne revient pas, il n'y a pas de solution au problème calédonien », a souligné le député du gouvernement. L'exécutif local a également « condamné avec la plus grande rigueur les lâches attentats perpétrés à Nouméa ».

La tentation du terrorisme

La terreur après le « rattachement » à la « chaine au Canada » du 8 mai la Nouvelle-Calédonie va-t-elle sombrer dans le drame ? C'est sans doute « pure coïncidence » si les quatre attentats à la bombe commiés lundi à Nouméa et à Thio, cinq jours après les affrontements les plus violents qu'ait connus le chef-lieu, se sont produits un 13 mai... Mais, au 8 mai, anniversaire douloureux pour les pieds-noirs, de la création du Comité de salut public d'Alger, il y a vingt-sept ans, comment n'évoquerait-on pas, à Nouméa, le syndrome algérien ? Même si la plupart des analogies se révèlent artificielles, l'enchaînement des faits oblige à constater que la violence paraît imprimer aujourd'hui, dans ce territoire des antipodes, une voie qui a abouti au chaos en Afrique du Nord.

La bombe lancée contre l'internat mélanésien Do-Kamo, à Nouméa, ne confirme pas seulement que les extrémistes prennent désormais le pas sur les modérés dans la confrontation entre les deux principales communautés locales. Cet attentat est aussi tristement symbolique. Ce lycée privé protestant est, en effet, pratiquement le seul établissement qui conduise les jeunes Canaques

jusqu'au baccalauréat, dans les filières classiques. Pourquoi ? Parce que son principal concurrent, le lycée public Lapérouse est devenu « incapable de former des bacheliers canaques, les pressions et les menaces sur les enseignants, au primaire comme au secondaire, impliquant qu'ils se coupent de la société européenne, et de leur propre famille s'ils sont calédoniens, dès lors qu'ils prétendent s'occuper convenablement de leurs élèves mélanésiens », souligne une note du Centre documentaire pour l'Océanie, que dirige le professeur Jean Guir, partisan de la cause indépendantiste. Le fait est que, si les cadres mélanésiens sont presque tous formés par les écoles privées confessionnelles, c'est parce qu'en Nouvelle-Calédonie l'enseignement public n'a tenté de répondre que tardivement aux aspirations de la communauté canaque et à son désir de promotion. Accusées de produire des chefs pour le mouvement indépendantiste, les écoles privées contrôlées par les Mélanésiens figurent depuis longtemps parmi les cibles politiques des conservateurs.

ALAIN ROLLAT.
(Lire la suite page 8.)

M. Mitterrand favorable à une évaluation des lycées

M. Mitterrand a voulu donner une solennité particulière à sa première intervention importante dans le domaine de l'éducation, en se rendant, ce mardi 14 mai, dans la plus prestigieuse des institutions universitaires : le Collège de France. Il apportait ainsi sa réponse au rapport sur « l'enseignement de l'avenir » que les professeurs du Collège ont rédigé à sa demande et qu'ils lui ont remis le 27 mars.

Des propositions du Collège, le président de la République en a retenu trois, qui doivent faire l'objet rapidement de décisions gouvernementales. Deux d'entre elles consistent à créer de nouvelles institutions destinées à favoriser la formation permanente et l'élevation du niveau culturel de la nation. Il s'agit d'une « université ouverte » pour les adultes et d'une chaîne de télévision éducative et culturelle. La troisième est susceptible d'avoir une action à long terme sur l'ensemble du système éducatif, puisque M. Mitterrand souhaite étendre aux établissements scolaires — et dans un premier temps aux lycées — le principe d'une évaluation permanente, qui vient d'être adoptée pour les universités.

F.G.
(Lire page 11 des extraits du discours de M. Mitterrand.)

L'Iran dans le piège de la guerre

En dépit de toutes les tentatives de médiation — la plus récente étant celle du secrétaire général de l'ONU, — l'Iran refuse toujours de négocier un règlement avec l'Irak — pourtant demandeur — tant que le président Saddam Hussein demeure au pouvoir à Bagdad.

Le premier ministre iranien, M. Mousavi, a affirmé, mardi 13 mai, que son pays ne participera pas au débat du Conseil de sécurité consacré au conflit tant que l'ONU n'aura pas « condamné explicitement l'agression irakienne ». Rien que très épuisé par près de

deux ans de guerre, l'Iran entend toujours remporter une victoire militaire. Le chef du gouvernement de Téhéran — alors que sur le front terrestre la situation est calme depuis la mi-mars — a assuré que son armée passera à l'offensive « dès que l'occasion se présentera ».

1. — Les illusions perdues des « mostazafins »

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Téhéran. — Frère de six ans après la révolution islamique, les États-Unis demeurent toujours le Grand Satan.

Dès sa descente d'avion, le visiteur étranger a le loisir de contempler longuement dans le hall de l'aéroport, tandis que se déroulent les fastidieuses opérations de contrôle, une immense inscription en briques de céramique rouge : « Down with America ! ». Cette même phrase, il l'entendra durant tout son séjour en Iran, répétée en langue persane, telle une lancinante rengaine, par les hezbollahis, qui en ont fait leur cri de guerre, et par les moudjahidins, qui s'en servent en guise d'« amen » à la fin de leurs prières ou de leurs discours politiques. On la retrouve également inscrite en lettres majuscules dans les halls des grands hôtels internationaux désormais contrôlés par les organisations islamiques. Dans certains ministères, on pète, qu'on le veuille ou non, la bannière étoilée peinte à même le sol en couleurs indélébiles.

Le « mid des espions », c'est-à-dire l'ancienne ambassade des États-Unis, est demeuré tel qu'il était au moment de la libération des otages en janvier 1981. Les grands murs bariolés de barbelés qui entourent les bâtiments sont toujours bardés d'inscriptions hostiles aux Américains, alors que ceux de l'ambassade de l'URSS viennent d'être nettoyés, avec l'aimable autorisation des autorités iraniennes, à la suite du récent rapprochement intervenu entre Moscou et Téhéran. Les miradors verts d'où les « étudiants » dans la ligne de l'imam » exhortaient les foules avec leurs haut-parleurs donnent à l'ensemble l'aspect d'un camp de concentration à l'abandon implanté en plein cœur de Téhéran.

Les anciens bâtiments de l'ambassade sont cependant loin d'être déserts. Occupés par la Fondation des martyrs, ils ont été en partie transformés en écoles où les enfants des victimes de guerre désireux de s'inscrire dans le corps des pasdaran (les gardiens de la révolution) reçoivent une instruction idéologique et islamique. En tout cas, les journalistes ne sont pas admis dans les lieux, peut-être pour éviter qu'ils ne rencontrent, quelque part dans l'immense domaine boisé de l'ambassade, certains des anciens « étudiants dans la ligne de l'imam » qui poursuivent inlassablement leur travail de reconstruction des télégrammes confidentiels saisis lors de la prise de l'ambassade en novembre 1979. Cinquante-six gros volumes ont déjà été publiés, et les travaux de compilation sont, paraît-il, loin d'être achevés tant avaient été prolifiques et imprudents les diplomates américains qui notaient et classaient non seulement leurs propres observations et commentaires, mais également tous les messages échangés par leurs ambassades à travers le monde.

Paradoxalement, la culture et le mode de vie américains officiellement pourchassés avec tant de zèle commencent à faire une timide réapparition dans les rues de Téhéran, notamment dans les taxis, où les chauffeurs, qui ne se privent jamais de dire ce qu'ils pensent du régime, rebattent les oreilles de leurs passagers avec les dernières cassettes de pop-music vendues sous le manteau au grand dam des hezbollahis. Les restaurants « fast-food » ont profité d'une vitesse étonnante.

(Lire la suite page 5.)

Cannes trente-huitième

Page 17

Eclairages de nuit par Philippe Boggio

Vive les acteurs ! la chronique de Daniel Toscani du Plantier

COMPÉTITION OFFICIELLE « Rendez-vous » d'André Téchiné

Je t'aime moi non plus par Claire Devanier

UN CERTAIN REGARD

Wenders, Depardon, Yanagimachi :

Le mal de vivre par Louis Marcorelles et le bloc-notes de Jean-François Lacan

J.G. Ballard

Empire du soleil

roman

«Un roman admirable»
Graham Greene

DENOËL

AU JOUR LE JOUR

Virus

Virus consensus : un mal mystérieux se répand inexorablement, semant terreur et confusion. Ce fut d'abord le côté droit qui fut atteint : tensions de plus en plus vives, fortes fièvres, déchirures dans le tissu de l'union...

Depuis peu, le côté gauche paraît à son tour touché par la contagion et ressent les premières atteintes du mal. Certes, ce n'est encore qu'une légère démangeaison, mais il est des signes qui ne trompent pas : tout le corps politique est bien menacé par la cohabitation aiguë.

Il faudra que le Comité national d'éthique nous dise, avant 1986, s'il s'agit vraiment d'une maladie honteuse.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

10. JUSTICE

La mère de l'enfant martyr aux assises.

27. ÉCONOMIE

La Norvège s'installe sur le marché des engrais français.

30. ÉTATS-UNIS

Le dollar revient en boomerang sur l'économie américaine.

Le Monde

SCIENCES

Ariane au grand pas

(Pages 13 et 14)

débats

LA PYRAMIDE

Vive le Grand Louvre !

Il ne faut pas que la pyramide cache le dessin qui fera de notre musée l'un des plus beaux du monde

NOMBREUX sont les Parisiens qui entretiennent avec leur musée les relations d'un amour déçu. Musée le plus riche du monde, il est aussi un de ceux dont les trésors sont les plus inaccessibles et la fréquentation la plus pénible. Suivons le visiteur parti à la découverte des tableaux de son peintre préféré un samedi après-midi de printemps. Il doit d'abord se frayer un chemin dans une foule compacte jusqu'aux guichets, puis attendre la Grande Galerie. N'y trouvant pas les peintures espérées, dans une atmosphère irrespirable, il poursuit, héroïque, jusqu'à la galerie zénithale du Pavillon de Flore, toujours sans succès. Soucieux néanmoins de repartir avec quelques documents, une monographie de peinture par exemple, il subit un nouveau bain de foule dont il ressort épuisé. Sur quelque huit cents tableaux de l'école française des dix-septième et dix-huitième siècles portés au catalogue, deux cent vingt seulement sont accrochés, et la situation est aussi désastreuse, voire pire, pour les autres départements comme celui d'archéologie. Les services mis à la disposition des visiteurs ne suffisent plus. De quoi dissuader le public le plus intéressé et décourager les donateurs les plus généreux.

On croit rêver !

Or voici que l'on nous propose, après tant d'années de sommeil, un authentique Grand Louvre, avec plus de 75 % d'accroissement de la surface d'exposition, des aires de repos avec vestiaires, toilettes et restaurants conviviaux, des librairies bien fournies, des espaces qui mettent l'histoire de l'art à la portée des jeunes, des salles de conférences... Un projet très étudié, bien pensé, original, au service du public comme du spécialiste, fera enfin du Louvre un musée d'aujourd'hui et de demain qui se compare au Metropolitan Museum de New-York ou au musée de Berlin-Dahlem.

Bien entendu, le programme - qu'illustre une magnifique maquette présentée dans le sous-sol de l'Orangerie - est approuvé par les responsables du musée qui ont participé à son élaboration.

En dépit de tout cela, des voix s'élèvent contre le Grand Louvre, s'appuyant sur certains médias et sur des sondages habilement biaisés. On croit rêver ! D'où viennent ces cris d'orfraie, ces textes trop fielleux et persifleurs pour donner

par JEAN-PIERRE CHANGEUX (*) confiance ? Des visiteurs du Louvre ? Certes, non ! Consultons les livres d'or déposés à la sortie de l'exposition de l'Orangerie, où chacun s'est exprimé en toute liberté. L'hésite vous indique que, sur plus de deux mille deux cents témoignages écrits spontanément par les visiteurs intéressés et avant tout débat public, 86 %, soit une écrasante majorité, sont favorables au Grand Louvre. Un autre sondage réalisé plus scientifiquement auprès du même public à la demande de M. Biasini, président de l'établissement public, donne un chiffre très réconfortant de 71 %.

Pourquoi une opposition si véhémente ? La politique intervient-elle ? Ceux qui, sous d'autres septennats, n'ont pas eu l'opportunité de s'atteler à un projet de cette envergure en ressentiraient-ils quelque aigreur ? On a de la peine à le croire. Alors, il reste la pyramide. Que M. Pei nous propose-t-il ? Une sculpture de verre et de métal qui, par la pureté de ses lignes, résume la cour Napoléon envahie par les bruissements et les parkings de voitures, une œuvre d'aujourd'hui qui tranche avec le style Second Empire des bâtiments et en valorise les décors sculptés. Une synthèse historique hardie, qui de l'éclectisme de Louvre en passant par l'arc du Carrousel, réalise une « place de toutes les cultures ». Un cristal de gemme, discret par sa transparence, qui reflète au cœur du Paris urbain les « éléments » naturels toujours éblouissants du ciel et de l'eau et qui lui donne vie.

L'idée est géniale. Mais elle peut, sur le moment, déconcerter. Sur les 86 % de témoignages favorables au Grand Louvre, environ 40 % hésitent sur la pyramide ou la rejettent. Qu'elle irrite une poignée de spécialistes dont l'activité professionnelle oriente le regard vers la critique historique plutôt que vers la création, cela ne surprend pas.

Notons toutefois qu'an fil de l'histoire de telles juxtapositions de styles se retrouvent en permanence : le palais du Capitole bâti à la Renaissance en surplomb du Forum romain, le campanile de la place Saint-Marc à l'architecture conçue trois siècles après la basilique, enfin la tour Eiffel (monument historique) dans la perspective de l'Ecole militaire de Gabriel.

L'explication est peut-être ailleurs : dans l'originalité même de

(*) Professeur au Collège de France.

Les visiteurs de la cour du Louvre ont pu se faire récemment une idée de l'effet de la pyramide que l'on veut y installer, sa structure étant représentée par un entrecroisement de câbles. A cette occasion, Jean-Pierre Changeux s'étonne qu'au nom de cette œuvre - qu'il juge géniale - on puisse remettre en cause le programme du Grand Louvre, appuyé par une large majorité de témoignages. Guy Vanderaa voit dans la polémique sur la pyramide un signe de santé démocratique.

« Bon goût » et bonne conscience

Un signe du caractère pharaonique du pouvoir mitterrandien ?

par GUY VANDERAA (*)

L'ARCHITECTURE est, comme l'a dit de façon remarquable S. Giedion, « ce qui fait une société pour le masque, son véritable visage ». Il est donc parfaitement normal qu'elle soit l'objet d'un enjeu politique, on peut même dire que cela est sain, c'est un signe de santé démocratique. L'absence de débat architectural est un des symptômes infail-

libles du totalitarisme. Si donc il est utile que la polémique ait lieu sur le projet de M. Pei, et que, des fadaïses de Jean Dutoit aux intéressantes remarques de Michel Guy, tout le monde puisse

s'exprimer, il convient alors d'examiner de façon aussi lucide que possible les termes de la discussion pour essayer d'en tirer profit. Constatons que la polémique est à deux niveaux. L'une porte sur la réponse de M. Pei, l'autre sur le programme qui lui fut donné.

Ce qui caractérise le talent des architectes par leur évidence, donnant le sentiment accablant qu'il n'y aurait sans doute guère possible de faire mieux.

Cette perfection résulte d'une synthèse extraordinaire de la maîtrise sino-américaine à sa faire des grands maîtres contemporains. Il a su acquiescer à la perfection du détail d'un Mies Van der Rohe sans la sécheresse technocratique, le sens du volume de Le Corbusier sans les faiblesses de construction, l'art de créer des lieux de Louis Kahn sans donner l'impression de la vieillesse pierre. Sans doute peut-on lui reprocher une certaine raideur, un manque de lyrisme, il n'a pas la sensibilité vibrante d'un Aalto. Pei est l'inventeur d'un monumentalisme moderne. Ce n'est déjà pas rien. La réponse de M. Pei pour l'extension du Louvre a toutes les qualités que sait donc mettre ce grand architecte dans ce qu'il fait.

Deuxième étage de la polémique, le programme qui lui fut donné. M. Pei a un motif, une chose a échappé à son génie minutieux. Sans doute a-t-il choisi la pyramide car tant que forme pure abstraite permettant à l'architecture de revenir à ses sources : la géométrie. Il a oublié une chose, la pyramide est un symbole. Le symbole du pharaon. Si la pyramide n'est pas un problème politique, le pharaon, lui, en est un.

Dès lors, les propos tenus par Roland Castro sur le sujet prennent un tour prophétique. En désignant la pyramide comme la trace emblématique du passage mitterrandien, nous signifions-t-elle le caractère pharaonique de ce pouvoir ? Du coup, la pluie iconoclaste du soir du 10 mai nous semblerait moins injuste et comme un signe prémoniteur du ciel.

Nous comprenons mieux l'effarante surdimension de ce qu'il est commandé d'appeler les travaux du président. Et pourquoi le crayon

(*) Architecte.

« La piscine », de Roger Faligot et Pascal Krop

Une histoire des services secrets français

Le monde de l'espionnage fascine. A tort ou à raison. Ceux qui captivent retiennent les anecdotes, les péripéties ou l'écume des choses. Ils en ignorent les aspects savants et tortueux. Suront, ils n'oublient que ce monde, où le minutie dans le travail de tous les jours le dispute à la sauterelle et à l'obstination des ardeurs, laisse apparaître à la surface davantage ses échecs que ses succès. Des premiers, on entend parler assez vite parce qu'ils laissent des traces plus ou moins évidentes et qu'il faut des coupables. Des seconds, l'observateur attentif ne sera que très rarement informé parce que, précisément, le mérite d'un beau coup réussi est de passer inaperçu ou d'être révélé des années après, lorsque les acteurs ont cessé toute activité.

Roger Faligot et Pascal Krop n'ont pas échappé à cette fascination dans le livre, *La Piscine*, qu'ils consacrent aux services secrets français entre 1944 et 1984. Un ouvrage relativement équilibré entre les deux périodes - la IV^e République et la V^e République - où le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), puis la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), ont été secoués par tant de tempêtes internes que leur « production » en est devenue affaiblie, critique et jugée indigente.

Le livre se présente essentiellement comme une galerie de portraits, qui tend à faire croire, sans doute avec trop de systématisme dans la démonstration, que les petites histoires ponctuelles et, parfois, dérisoires de

ces services ont fait la grande histoire de la France durant ces quarante dernières années. Certes, elles y ont contribué. Mais elles n'en ont pas dévié le cours, et c'est à peine si ces services ont pu anticiper sur l'histoire, en devançant les événements.

Il manque à ce livre, en réalité, un fil conducteur. Par exemple, les auteurs n'ont pas cherché à savoir s'il n'existait pas un lien entre le détournement de l'avion du dirigeant algérien Ben Bella en 1956 et le départ du responsable marocain Ben Barka en 1965 qui donnerait une explication plausible à certaines des tempêtes dans lesquelles, à l'époque, le SDECE a été emporté et malmené.

Si Roger Faligot et Pascal Krop donnent au lecteur le sentiment qu'il n'y a pas toujours de logique dans les actions des services secrets, c'est peut-être qu'ils ont hésité - sans trancher - entre deux thèses en présence : celle qui veut que les services soient très contrôlés par le pouvoir, au point d'être passifs, et celle qui affirme que ces mêmes services prennent des initiatives sans en informer au préalable le gouvernement dont ils sont censés relever.

Le fait de balancer constamment entre ces deux thèses accablées la théorie - fautive - que les services secrets mènent une politique en ordre dispersé et des actions déconnectées.

JACQUES IGNARD.

* 432 pages, éditions de la Plume, 99 F.

COURRIER DES LECTEURS

Bombe atomique et démocratie

C'est avec un certain étonnement que je trouve, sous la plume de Jean-Claude Guillebaud (*le Monde* du 24 avril), la phrase suivante : « Une démocratie peut-elle, moralement et politiquement, prendre l'initiative de franchir la première le seuil nucléaire ? »

C'est, à mon avis, oublier trop vite que, le 6 août 1945, une démocratie prit effectivement une telle initiative, et cela non pas pressée de toutes parts par un adversaire mettant en péril sa culture, ses institutions ou sa survie, mais contre un ennemi dont les défaites successives montraient déjà clairement le déclin.

Une remarque, relativement optimiste, paraît découler de cet « oubli » des premières bombes atomiques, les seules jamais effectivement utilisées dans un conflit : la réflexion morale et politique a progressé, sur cette question, depuis que les possibilités et les risques de l'arme nucléaire ont été mieux compris.

MICHEL PREVOST (Paris).

Pour un Bureau de vérification de la politique

Dans votre numéro du 20 avril 1985, vous décrivez le rôle et l'action du BVP (Bureau de vérification de la politique) à l'occasion du cinquantième anniversaire de cet organisme, sous le titre « Gardien de la démocratie ». Cela m'a fait imaginer, à l'approche des élections de 1986, que l'on puisse créer un autre BVP (Bureau de vérification de la politique), susceptible de dénoncer tout programme de parti « de nature à induire en erreur ».

Si un groupe d'électeurs, de politiciens, d'experts économiques, sociologiques et culturels, indépendants et « sages », pouvait donner son avis sur ce qui, dans les promesses de chacun, est objectivement réalisable ou pas, nous serions fait un pas immense pour la démocratie de la profession politique, comme le BVP l'a fait dans celle des publicitaires.

Enfin on achèterait les politiques que l'on souhaite en sachant si elles sont possibles, sans être contraints de les payer après ! L'expérience montre qu'il ne sert à rien de faire des bilans après, même s'ils sont correctement réalisés : ils n'intéressent plus personne ! (...)

BERNARD SAUVAIRE (Boulogne).



L'imaginaire de la renaissance

Par Claude-Gilbert Dubois

Quel est alors l'imaginaire du Monde et de la Matière, du Temps et de l'Histoire, de la Nature et de la Société ? Tout en préservant l'acquis des tendances actuelles qui élargissent les ténèbres, cet ouvrage réussit à rappeler que cette époque vit l'ouverture vers la subjectivité et le « sujet ». L'enfant-dieu est né sous la Renaissance.

Collection « Ecriture » dirigée par Béatrice Didier.

256 pages - 130 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23
Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1973)
André Laurens (1973-1985)

Dirige de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sautou.

Imprimé
à la « Mairie »
12, rue de la Harpe
75004 PARIS

Reproduction interdite de tous articles
sans accord avec l'administration

Commissaire aux journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse :
notifiez (dans semaines ou plus) nos
abonnés sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant leur
départ. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie,
400 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche,
17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;
Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark,
7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$;
G.-B., 85 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ;
Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye,
0,380 DL ; Luxembourg, 20 L. ; Norvège,
9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,
100 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 3 fr. ;
Soudan, 1,00 £ ; Yougoslavie, 110 ad.

550 من الأمل

étranger

DIPLOMATIE

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ D'ÉTAT AUTRICHIEN

Climat morose pour la rencontre Shultz-Gromyko

Vienne. — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, devait s'entretenir ce mardi après-midi 14 mai, à Vienne, avec M. Andrei Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, à la veille des célébrations du trentième anniversaire du traité d'Etat autrichien. Les deux hommes s'étaient rencontrés pour la dernière fois à Genève au mois de janvier dernier pour des entretiens qui constituaient la toute première étape vers une reprise des négociations soviéto-américaines sur les armements.

La réunion de Vienne devait permettre de vérifier si les déclarations de bonnes intentions exprimées alors de part et d'autre seraient suivies d'un commencement d'effet, et, d'une manière plus générale, si, en dépit d'atlas et de contretemps divers, la tendance à une reprise durable du dialogue entre les deux grands se confirme.

Logiquement, on attend de cette rencontre de Vienne des précisions sur le fameux sommet Reagan-Gorbatchev présenté depuis plusieurs semaines comme très probable et qui pourrait se tenir à New-York à l'automne, lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

Dès son arrivée lundi à Vienne, où il est accompagné d'une imposante délégation, M. Shultz a annoncé qu'il comptait, aborder avec son interlocuteur « un vaste éventail de problèmes ». Mais il aura peu de temps pour le faire, puisque les deux entretiens ont été réduits à deux entretiens de dix minutes, les deux hommes à l'ambassade d'URSS. Le secrétaire d'Etat devait cependant évoquer, outre les questions du désarmement, des mesures de « confiance » proposées par le président Reagan dans son discours devant le

De notre envoyé spécial

Parlement de Strasbourg (notamment l'établissement d'un téléphone rouge entre les deux états-majors), mais aussi revenir sur le meurtre du commandant Nicholson, l'officier américain abattu en RDA en mars dernier par un soldat soviétique. L'incident, et surtout le refus des Soviétiques d'exprimer clairement leurs regrets, sont restés en travers de la gorge des Américains.

Patience

Dans la brève déclaration qu'il a faite à son arrivée, M. Shultz a fait référence à la « patience et la détermination » qui avaient rendu possible l'heureuse conclusion du traité d'Etat qui rendit son indépendance à l'Autriche. L'évocation en ces termes de ce qui reste un succès à peu près inégalé dans les négociations Est-Ouest est évidemment de circonstance, mais elle indique au moins que les Américains sont prêts à faire preuve de patience dans leur dialogue avec Moscou (huit ans de négociations avaient été nécessaires pour aboutir à l'accord signé en 1955). Il faut dire qu'après le discours très dur prononcé par M. Gorbatchev l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire, le climat soviéto-américain n'incite pas à un très grand optimisme. La *Pravda* vient d'ailleurs de rappeler à quel point les positions de part et d'autre restent éloignées, en particulier à propos de l'IDS (initiative de défense stratégique), un projet que les Soviétiques n'ont pas renoncé à combattre avec la plus grande vigueur, tout en exploitant les réticences qu'il suscite chez certains

partenaires ouest-européens des Etats-Unis.

Ces derniers auront l'occasion de se rencontrer mercredi matin pour un « petit déjeuner » qui réunira le secrétaire d'Etat américain et ses homologues britannique, français, ouest-allemand et italien, MM. Howe, Dumas, Genscher et Andreotti. Les cérémonies du trentième anniversaire, qui auront lieu mercredi, réuniront non seulement les responsables des affaires étrangères des quatre puissances signataires du traité, mais aussi tous les voisins de l'Autriche, ce qui explique la présence de MM. Andreotti et Genscher. Ces voisins sont nombreux — outre l'Italie et la RFA, la Suisse, la Yougoslavie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie — et toutes les conditions seraient donc réunies, à Vienne, pour un joli ballet diplomatique si l'emploi du temps des divers interlocuteurs le permettait.

M. Roland Dumas, qui ne devait arriver dans la capitale autrichienne que ce mardi soir en provenance de Norvège, doit, pour sa part, rencontrer mercredi son homologue yougoslave et avoir, dans l'après-midi, un entretien avec M. Gromyko. Le lendemain, ce sera au tour de M. Genscher de rencontrer le chef de la diplomatie soviétique, qui a visiblement décidé de prendre son temps dans cette ville de Vienne qu'il connaît bien. N'a-t-il pas assisté à de nombreux anniversaires du traité d'Etat, le dixième, le vingtième, le vingt-cinquième et à présent le trentième ?

M. Shultz n'était, lui, jamais venu à Vienne et il n'avait jamais entendu Richard Strauss. Depuis lundi et sa soirée à l'Opéra, c'est fait.

JAN KRAUZE.

REÇU A L'ÉLYSÉE

M. Ortega n'a pas demandé d'aide militaire à la France

M. Ortega, président du Nicaragua, a quitté Paris, ce mardi 14 mai, pour Rome, après une visite officielle de vingt heures en France. Il a été reçu, lundi, à l'Élysée pendant près de deux heures par M. Mitterrand et s'est entretenu dans la soirée en particulier avec MM. Jospin et Marchais. Au cours d'une conférence de presse, M. Ortega a affirmé que la France n'avait la « volonté de nous aider sur les plans économique et politique », mais qu'il n'avait pas sollicité d'« aide militaire du gouvernement français ». « M. Mitterrand, a dit M. Ortega, nous a confirmé que la France est prête à contribuer à une solution pacifique de la crise en Amérique centrale. » En fait, malgré la vive satisfaction exprimée dans l'entourage de

M. Ortega après l'entretien de l'Élysée, il semble qu'aucune nouvelle promesse d'aide économique précise n'ait été décidée, bien que la France « entende développer ses échanges commerciaux avec le Nicaragua ».

De son côté, le porte-parole de l'Élysée, M. Michel Vauzelle, a indiqué que M. Mitterrand n'avait pas entendu qu'« avec intérêt » les « trois orientations développées au cours des entretiens par M. Ortega : pluralisme politique, économie mixte et non-alignement ». M. Vauzelle a souligné que la politique de la France à l'égard du Nicaragua répondait à « une attitude fondamentale : le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

« Nous ne sommes pas un pays socialiste » affirme le président du Nicaragua

Comme le pouvoir peut transformer un homme ! Avant son élection à la présidence de la République du Nicaragua, en novembre 1984, M. Daniel Ortega avait la réputation justifiée d'être le plus discret, le plus effacé, des neuf « commandants » sandinistes qui détiennent encore en fait — la réalité du pouvoir à Managua. Une allure timide, presque empruntée, peu à l'aise dans les contacts avec la presse, tribun sans vrai charisme : M. Ortega n'avait pas la faconde impétueuse de Bayardo Arce ou la véhémence d'un Tomas Borge, deux des représentants de la ligne la plus « radicale » du Front sandiniste.

Il a bien changé. Cinq mois d'exercice de la présidence lui ont donné cette assurance qui lui manquait. Il était bésigot, il s'exprime maintenant avec volubilité et sait éluder les questions gênantes.

Considéré comme un « pragmatique » et un « modéré », il était l'homme du compromis au sein d'une direction sandiniste qui a réussi depuis 1979 à maintenir les apparences d'une unité sans failles,

alors que les débats internes (en particulier sur l'opportunité d'organiser ou non des élections générales en novembre 1984) ont été sévères. Numéro un incontesté, M. Daniel Ortega interprète et explicite maintenant avec aisance la « ligne » du Front.

La collaboration de plus en plus étroite avec l'URSS et les pays de l'Est ? Le voyage à Moscou, trois jours seulement après le vote du Congrès américain rejetant la demande d'aide de 14 millions de dollars à la « contra », présentée par M. Reagan ? Le Nicaragua sandiniste sur le point d'être un second Cuba ? M. Ortega continue de penser qu'il y a eu « simple coïncidence » entre la décision d'aller à Moscou et le vote du Congrès. Les dates du voyage, d'ailleurs, ne pouvaient plus être modifiées. Et il continue d'espérer que cette « gaffe » diplomatique n'aura pas de conséquences et que le Congrès américain ne votera pas en définitive en faveur d'une aide aux organisations armées antisandinistes.

M. Ortega s'accroche ferme aux « principes » de 1979 : non-alignement, économie mixte, pluralisme politique, même si beaucoup, à l'intérieur comme à l'extérieur du Nicaragua, estiment non sans raison qu'ils ne sont pas respectés. « Nous avons déclaré et nous répétons, affirme-t-il, que le Nicaragua n'a d'alliances avec aucun pays. Nous développons une politique d'omnité et de coopération avec tous ceux qui nous respectent. L'histoire de la révolution cubaine n'a rien à voir avec la nôtre. Cuba est un pays socialiste. Le Nicaragua ne l'est pas. Cela rend toute analogie sans objet si on veut être sérieux et responsable. »

L'accusation lancée en Pologne, et renouvelée à Madrid, contre la politique Reagan assimilée à « celle des nazis » ? M. Ortega la maintient, en reprenant les mêmes arguments : « Des enfants nicaraguayens sont tués chaque jour du fait de l'agression américaine. »

L'isolement plus prononcé du Nicaragua en Amérique centrale ? « C'est la présence militaire permanente des Etats-Unis dans certains pays de la région qui a introduit des perturbations dans nos relations avec nos voisins. »

Les incursions de l'armée sandiniste en territoire hondurien dénoncées par le gouvernement de Tegucigalpa ? M. Ortega dément catégoriquement. « Les autorités sandinistes ont fait une enquête et rejettent ces accusations. Mais nous savons que les Etats-Unis recherchent ce type d'incident pour justifier une éventuelle invasion. Si des soldats honduriens ont été tués, le plus probable est qu'ils se trouvaient en territoire nicaraguayen, soutenant des groupes de la Contra. »

M. N.

● L'Internationale de la résistance déplore la réception de M. Ortega à l'Élysée. — Dans un communiqué, l'Internationale de la résistance déplore que le gouvernement français, « qui s'est toujours prétendu le champion des droits de l'homme, puisse recevoir en grande pompe le nouveau dirigeant des belles âmes progressistes, Daniel Ortega, l'un des responsables de la politique d'ethnocide qui frappe les Indiens Miskitos de la côte orientale du Nicaragua ».

EUROPE

Italie

Net recul du PC aux élections

(Suite de la première page.) Cette progression est significative : depuis deux ans, en effet, sous la direction de M. Craxi, le PSI n'avait jamais réussi à décoller des 11 %. Autre motif de satisfaction pour les socialistes : cette progression semble s'être réalisée grâce à un déplacement des voix du PCI en leur faveur. L'autre facteur qui confirme sa progression est le Parti républicain, qui passe de 3 % aux élections locales de 1980 à 4 %. En revanche, le Parti social-démocrate (MSI), néofasciste, maintient sa situation et remporte une écrasante victoire à Bolzano (de trois le nombre

à lui conférer à son parti. Ces élections devraient encore garantir la stabilité du gouvernement Craxi et lui permettre d'aborder en position de force les nouvelles échéances, notamment celle du référendum sur l'échelle mobile des salaires demandée par les communistes. Il peut vraisemblablement qu'il sera à même de trouver une solution de compromis permettant d'éviter la consultation.

Il faudra attendre mardi soir pour connaître de façon précise les rapports de forces dans les municipalités. Certains partis paraissent en effet avoir perdu dans une région ou une ville et gagné dans d'autres. Mais d'ores et déjà il est clair que

LES RÉSULTATS DES DERNIÈRES CONSULTATIONS

	Régionales 1985	Régionales 1980	Législatives 1983	Européennes 1984
MAJORITÉ (*)	58,1	60,2	56,4	53,9
dont				
DC	35	36,8	32,6	33
PSI	13,3	12,7	11,4	11,3
PCI	30,2	31,5	31,2	34,5
MSI	6,5	5,9	6,6	6,3

(*) La majorité gouvernementale est composée de la Démocratie chrétienne (DC), du Parti socialiste (PSI), du Parti républicain (4 %), du Parti social-démocrate (3,6 %) et du Parti libéral (2,2 %).

de ses conseillers municipaux passe à onze) ; ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur la situation de la région du Haut-Adige. Le Parti des Verts, nouveau venu dans la compétition électorale, obtient 1,8 % et la Démocratie prolétaire 1,5 %. Ainsi l'extrême gauche fait-elle son apparition au plan local pour la première fois.

Globalement, la coalition gouvernementale à cinq partis (DC, PSI, PRI, PLI et PSDI) sort consolidée de ces élections. Assurée d'un consensus plus large, la majorité devrait pouvoir affronter dans un climat plus serein ses dissensions internes. La Démocratie chrétienne en particulier peut se sentir rassurée : elle s'est renforcée aux dépens vraisemblablement des partis laïcs. Le PCI ne lui a pas ravi sa position de premier parti, et le PSI n'a pas enregistré un succès insoupçonné de l'inquiéter.

Pour le parti de M. Craxi, ces élections ne marquent sans doute pas le grand bond en avant espéré, mais le président du conseil peut se féliciter du fait que ni la DC ni le PCI n'ont enregistré de progression susceptible de remettre en cause la position d'arbitre des alliances qu'il

sur le plan local les élections devraient confirmer le déclin des municipalités de gauche nées au milieu des années 1970.

Déjà en difficulté ces derniers temps en raison des scandales et surtout de la tension croissante entre les communistes et les socialistes, les municipalités de gauche ne sont déjà plus que quatre au lieu de six. Des administrations comme celles de Turin, Florence et Naples ont été, en particulier, victimes de tiraillements entre le PCI et le PSI.

Les résultats des élections du 12 mai vont contribuer à ouvrir l'éventail des formules d'alliance. Les socialistes souhaitent implanter un niveau local le type d'alliance à cinq réalisés sur le plan national. M. Craxi l'a confirmé lundi, tout en précisant qu'il fallait tenir compte des situations spécifiques. Milan et Rome paraissent menacés. A Rome par exemple, le maire sortant (communiste) a perdu devant le candidat démocrate-chrétien dans l'élection pour le renouvellement de l'administration régionale. On saura ce mardi s'il a régressé aussi dans la commune même de Rome.

PHILIPPE PONS.

Espagne

IMPLIQUÉ DANS L'ATTENTAT D'HENDAYE

Le commissaire Ballesteros passe en jugement à Saint-Sébastien

Madrid. — Certains services de la police espagnole connaissent-ils les dessous de la « sale guerre » menée par des organisations clandestines en France contre l'ETA militaire ? Cette question sera au centre du procès du commissaire Manuel Ballesteros (principal responsable de la lutte antiterroriste à l'époque du gouvernement centriste) qui s'ouvre ce mardi 14 mai à Saint-Sébastien.

M. Ballesteros, qui risque une peine de trois mois de suspension de service et 100 000 pesetas d'amende (5 400 F), est accusé de « refus d'assistance à la justice » après l'arrestation commise le 23 novembre 1980 contre le Bar hendayais. Ce jour-là, dans la soirée, trois hommes faisaient irruption, mitrailleuse au point, dans cet établissement de la ville d'Hendaye habituellement fréquenté par des réfugiés basques et ouvraient le feu sur les consommateurs. Bilan : deux morts, de nationalité française, et dix blessés.

Un quart d'heure plus tard, trois inconnus dans une voiture forcent le poste frontière français tout proche, avant de s'arrêter du côté espagnol. Là, après avoir affirmé qu'ils « travaillent » pour l'inspecteur Juan Antonio Gonzalez Pacheco, responsable de la lutte antiterroriste et adjoint du commissaire Ballesteros, ils demandaient à téléphoner au ministère de l'Intérieur à Madrid. C'est le commissaire Ballesteros lui-même, apparemment, qui ordonna alors aux agents du poste frontière de remettre immédiatement les trois hommes en liberté. Tous les efforts de la police française pour connaître leur identité auprès des autorités espagnoles se révélèrent vains.

M. Ballesteros comparait devant la justice pour avoir refusé de communiquer leurs noms « pour des raisons de sécurité ». Selon lui, les trois hommes étaient des « informateurs » infiltrés dans les milieux proches de l'ETA en France et travaillant pour la police espagnole, mais n'avaient rien à voir avec l'attentat d'Hendaye. Une thèse accueillie avec scepticisme du côté français, vu la coïncidence entre la fusillade et l'attentat de la frontière.

Parmi les témoins figurent notamment le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Juan Jose Roson, et l'actuel commissaire général à l'information, M. Jesus Martinez Torres. Tout porte à croire cependant que le procès ne permettra guère de faire la lumière sur cette

De notre correspondant

ténébreuse affaire. Le commissaire Ballesteros, que les socialistes, après leur arrivée au gouvernement, ont relégué à un obscur poste bureaucratique, a, en effet, clairement affirmé qu'il maintiendrait son silence.

La presse espagnole, comme les milieux sympathisants des indépendantistes, ont avancé, de manière souvent concordante, des hypothèses sur l'identité des auteurs de l'attentat d'Hendaye, revendiqué par le « Bataillon basque espagnol », une organisation clandestine aujourd'hui disparue.

Les noms les plus fréquemment cités sont ceux des frères Clément et

Gilbert Perret, de nationalité française (le second est actuellement en prison à Valence, accusé d'avoir volontairement provoqué l'incendie d'une usine pour toucher une prime d'assurance), et celui de Jean-Pierre Cherid. Ce dernier est mort en mars 1984 à Biarritz en manipulant des explosifs et appartenait au mystérieux GAL, Groupe antiterroriste de libération, d'après un porte-parole de cette organisation clandestine. Tout porte à croire que certains activistes du « Bataillon basque espagnol », après la disparition de ce dernier, ont « rempli » au sein du GAL, qui reste, lui, toujours bien actif.

THIERRY MALINIAC.

POUR LA PREMIERE FOIS DES AGENTS SECRETS PARLENT



Quarante années de vie clandestine : une histoire complète des services spéciaux.

Collection L'Espresso des Faits 99 F

S E U I L

PROCHE-ORIENT

La fin du voyage de M. Shultz

« Quelques progrès » mal discernables

Le roi Hussein s'apprête à proclamer une confédération jordanopalestinienne dotée d'un « gouvernement » qui serait chargé de négocier un règlement avec Israël, a déclaré à l'agence Reuters, à Tunis, M. Salah Khalaf, dit Abou Iyad, le numéro deux du Fath. Le dirigeant palestinien a ajouté que l'OLP commettait une erreur en entrainant une telle initiative, qui donnerait au souverain jordanien le rôle prépondérant dans le processus de paix, au détriment de la centrale des fedayin. Certains observateurs estiment que la mise en garde d'Abou Iyad est implicitement adressée à M. Yasser Arafat, qui devrait être reçu ce mardi par le roi Hussein.

Correspondance

Amman. — Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a quitté le port jordanien d'Aqaba lundi 13 mai en laissant une impression très mitigée quant aux résultats de sa tournée en Israël, en Egypte et en Jordanie. Dans une conférence de presse après un dernier entretien avec le roi Hussein, il a fait état de « quelques progrès » en ce qui concerne la question épineuse de la représentation des Palestiniens dans les négociations sur le Proche-Orient. Question dont il a souligné à plusieurs reprises l'importance : « Il est clair que des négociations directes entre Israël et une délégation jordanienne doivent inclure des Palestiniens », a-t-il notamment réaffirmé.

A Lisbonne, avant de se rendre au Proche-Orient, M. Shultz avait laissé entendre, à propos de la possible participation de membres du Conseil national palestinien (parlement de l'OLP), qu'il étudierait le problème en termes de « personnalités individuelles ». Or il vient

d'éluder, à Aqaba, les questions concernant la liste de personnalités palestiniennes proposées par les Jordaniens lors de la tournée au Proche-Orient du secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Murphy, en avril. « Ce n'est pas aux Etats-Unis de suggérer des noms », a-t-il indiqué.

Commentant la visite de M. Shultz, le premier ministre jordanien, M. Zaid Rifai, s'est, pour sa part, borné à déclarer que celle-ci avait permis de « identifier les problèmes et les terrains d'entente ».

La prochaine échéance importante est la visite du roi Hussein à la fin du mois de mai aux Etats-Unis. En attendant, M. Murphy, qui accompagnait M. Shultz dans sa tournée, devait repasser par Israël et par Le Caire avant de regagner Washington, tandis que le souverain haïchémit devait recevoir ce mardi 14 mai le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, arrivé la veille à Amman.

EMMANUEL JARRY.

Liban

APRÈS M. JOUMBLATT

M. Nabih Berri repousse les avances des Forces libanaises

Beyrouth. — L'arbitre syrien fait toujours attendre son acceptation ou son refus de l'acte d'allégeance des Forces libanaises (milices chrétiennes). De ce fait, la « petite guerre » de Beyrouth continue et ce difficile mois de mai s'écoule dans un climat de confusion et d'angoisse.

Les fronts de Beyrouth et de la montagne s'embrassent tous les jours (5 morts, 17 blessés au cours des dernières vingt-quatre heures, chiffre de « routine »), les voies de passage sont toutes closes et à peine l'une s'entrouvre-t-elle qu'elle se referme au bout de quelques heures. Le dialogue entre belligérènes est rompu, sauf entre les inefficaces « faiseurs de cessez-le-feu » de la

commission de sécurité inter-milices.

Après M. Jomblatt, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, a rejeté la main tendue par les Forces libanaises, non sur le fond de leurs propositions mais parce qu'elles émanent d'interlocuteurs inacceptables. S'en prenant au président Gemayel pour ses « atermoiements » et ses « manœuvres », il a proposé un nouveau plan de sécurité basé sur une « répartition » des milices chrétiennes par le chef de l'Etat (chrétien) et l'installation à Beyrouth-Ouest, comme c'est déjà le cas à Beyrouth-Est, de l'armée au lieu des milices le long de la ligne de

démarcation. Plus exactement de la « brigade dite « chiite » après son renforcement en armes pour faire pendant à la 5^e brigade dite « chrétienne » qui se bat contre les milices musulmanes.

Au sud, Israël, en maintenant l'armée du Liban du Sud à Jezzine et en « préparant » la bande frontalière en vue du prochain retrait de son armée, suscite des foyers d'incendie potentiels. La localité chrétienne de Jezzine pourrait être du nombre, malgré les assurances données par MM. Jomblatt et Berri. Ce dernier n'aurait-elle pas été Jezzine de l'Etat « rouge » à la ligne rouge » la protégeant subsiste. Or, selon le chef

De notre correspondant

d'Amal, l'exode des chrétiens et 30 000 de ses coreligionnaires aurait déjà dû fuir leurs villages sous l'effet de bombardements provenant de la région de Jezzine et pratiqués sur instructions d'Israël par l'armée du Liban du Sud du général Lahad.

Tout est donc bloqué. Pourtant, sur le fond, jamais la Syrie n'a été autant maîtresse du jeu qu'aujourd'hui. Chacun remet son sort entre ses mains, chrétiens en tête. En laissant les Libanais « mijoter » dans leurs inextinguibles contradictions jusqu'à l'extrême limite cherchée-elle à les rendre — en particulier les chrétiens — encore plus sollicités et donc dociles ?

LUCIEN GEORGE.

A PARIS

La communauté libanaise de France — forte de 75 000 résidents — continue de suivre avec inquiétude les événements de Beyrouth et du Sud-Liban. Après l'occupation de leur ambassade à Paris, puis un jeûne de protestation, des chrétiens appellent ce mardi 14 mai, à 17 h 30, à une manifestation de solidarité de Notre-Dame du Liban (15, rue d'Ulm) à Notre-Dame de Paris.

Ce n'est pas un va-t'en guerre, Mgr Pierre Harfouche, Vicaire pastoral maronite, ce prêtre n'est pas un de ces moines guerriers qui ne rêvent que de pieux et de bosses, de croix et de croisés. Dans son bureau parisien, Mgr Harfouche témoigne simplement, « avec inquiétude et angoisse », de ce prêtre, plaide et prie pour le « Liban intégral », pour ceux qui sont « l'objet d'agression : aujourd'hui les chrétiens ».

On ne peut pas empêcher Mgr Harfouche de songer à son frère, à ses deux sœurs aînées, à-bas, dans leur maison de Bkaassine, bordée par une grande forêt de pins, à quelques kilomètres de Jezzine, menacée d'un siège. La communauté libanaise de Paris vit ainsi avec des images de son pays plein la tête — des images parfois plus fortes que les images — images exacerbees.

« Qui vous dit, demande Mgr Harfouche dans un murmure, que les jeunes, si la situation continue, ne donneront pas naissance à un terrorisme chrétien dans dix ans ? Poser la question ne revient pas à approuver. J'analyse — je suis historien de formation, j'ai vu

L'amertume des chrétiens du Liban

les Palestiniens, je vois les Arméniens... » Telle est l'inquiétude — l'une des inquiétudes — de ce prêtre qui observe qu'environ cent cinquante mille enfants sont nés au Liban pendant la guerre, depuis 1975-1976, et qu'un nombre identique d'adolescents ont traversé les dix dernières années sans avoir « une vision claire de ce qu'était le Liban autrefois ».

Ce sont ces jeunes qui ont occupé l'ambassade de leur pays, à Paris, à Bruxelles, à Washington pour crier leur colère. Un slogan résume le fond de leur pensée : « Les chrétiens du Liban victimes de l'intégrisme musulman ». Leur discours est sans nuances. C'est un discours qui dit l'urgence et le désespoir, le dépit et l'incrédulité face à l'Occident, qui regarde passivement ce qui est en train de se passer.

Une « défaite »

« On ne demande pas des pleunicheries de circonstance, dit Jeanne, dix-huit ans, étudiante en droit. On veut de l'aide pour contrer la barbarie, c'est tout. » Et Antoine, vingt-cinq ans, étudiant en architecture, souhaite que « les six mille hommes de la FINUL, stationnés à 4 kilomètres des massacres, interviennent ». « Ça fait des années que les démocrates soutiennent le Liban en général, pleurent sur Sabra et Chatila, di-til. Pendant ce temps, les chrétiens d'Orient se font couper la tête ».

Ces jeunes, exilés depuis quelques années, font corps avec leur communauté. Ils participent à l'entrelacs des haines libanaises, passif impuissable. Mais leur réaction est aussi le sursaut d'identité d'étrangers.

diants qui se sentent, dit Georges Labaki, trente ans, docteur en droit, « qu'un chrétien s'intègre vite en Occident, et que les enfants de familles exilées depuis 1975 ont parfois déjà oublié l'arabe ». Georges Corn, secrétaire et financier, partie de l'ethnocommunitarisme d'une génération habituée à vivre dans un ghetto culturel, militaire et religieux.

Qui identifie le pays du cœur avec la paix, la prospérité et l'entente des communautés entre elles ? Certainement pas les quinze-vingt-cinq ans. Qui se souvient du Liban avant qu'il n'ait subi une improyable balkanisation ? Les autres, les aînés. Raymond Eddé, dirigeant du Bloc national libanais, exilé à Paris depuis 1977, est un antiphalangiste convaincu. Raymond Eddé ou la démonstration que l'on peut être maronite, partisan de la conciliation et donc « du côté de toutes les victimes, contra les combattants de tous bords ».

Son message est clair : il faut « mettre les pouces », arrêter de simplifier les choses. Il demande qu'une force multinationale — européenne ou arabo-européenne — intervienne, « avec l'accord des forces en présence de Nabih Berri et de Walid Jomblatt ». Realpolitik oblige. Et le chef chrétien assure que rien de solide ne se fera sans la démission de M. Aminé Gemayel, président de la République libanaise.

Les partisans d'un dialogue existent donc. Eléments et périphériques de la communauté chrétienne libanaise de Paris, ils n'entendent pas faire corps avec le parti des phalangistes. Un journaliste d'origine chrétienne, exilé de-

Israël

Les travaillistes obtiennent la majorité des deux tiers aux élections syndicales

De notre correspondant

Jérusalem. — Le Parti travailliste a consolidé sa suprématie au sein de la centrale syndicale Histadrout aux dépens du Likoud, son principal adversaire. Selon les résultats des élections disponibles ce mardi matin 14 mai — et qui portaient sur 90 % des bulletins, les travaillistes ont remporté 66,7 % des suffrages, progressant ainsi de plus de 3 points. Avec 21,4 % des voix, le Likoud régresse de près de 5 points.

Les travaillistes ont donc atteint leur objectif, qui était d'obtenir la majorité qualifiée des deux tiers. Leur victoire est un indéniable succès personnel pour le secrétaire général de la Histadrout, M. Israël Kesser, qui aura maintenant les mains libres pour réformer la centrale, mais aussi par contrepoint pour l'ensemble du camp travailliste.

Elle confirme que la politique économique de rigueur et de concentration menée depuis huit mois par M. Shimon Pérès — sous la forme de deux « contrats sociaux » associant patronat, gouvernement et syndicats — jouit d'un large soutien parmi la population, malgré les sacrifices qu'elle lui impose. Le pouvoir devrait rapidement annoncer de nouvelles mesures d'austérité, ajournées précisément en raison de la campagne pour les élections syndicales.

Plus que les progrès travaillistes, c'est le recul du Likoud qui restera sans doute la principale leçon du scrutin. Il témoigne de la difficulté du parti de M. Shamir de « mordre » au-delà d'une certaine limite sur l'électorat syndical. Les Israéliens ont sans doute aussi voulu sanctionner le Likoud pour sa mauvaise gestion économique lorsqu'il était seul au pouvoir.

La pilule est particulièrement amère pour M. David Lévy, ancien dirigeant syndicaliste, numéro deux du Likoud et politicien « populiste » par excellence. Ayant refusé de conduire pour la troisième fois la liste de son parti et ayant laissé la place à un homme issu du grand public, M. Yassov Shamsi, il a essuyé un affront dans son fief, la ville de Beit-Shean, dont le conseil local a été reconquis par les travaillistes.

Hormis ces derniers et le Likoud, deux autres listes seulement ont réussi à franchir le seuil éliminatoire des 2 % : les communistes (4 %) et le Mouvement des droits civiques (opposition de gauche), de M. Yossi Sarid et M^{me} Shulamit Aloni (2,7 %). La liste judéo-arabe Progressistes pour la paix, qui avait obtenu deux sièges aux dernières législatives, n'a pas réussi à « percer » dans l'électorat arabe, qui continue à voter massivement travailliste ou communiste.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Iran

Décès d'Iradj Eskandari fondateur du Parti communiste

M. Iradj Eskandari, fondateur du Toudch, le Parti communiste iranien, est décédé à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 30 avril, en Allemagne de l'Est, à la suite d'une longue maladie, a-t-on appris, ce lundi 13 mai, à Paris dans son exil.

Ancien ministre de l'économie et de l'industrie du gouvernement de coalition constitué en 1946, et ancien député iranien, M. Eskandari était membre du bureau politique du Toudch après en avoir été son secrétaire général. Son successeur, M. Noureddine Kianouri est décédé en Iran depuis 1983. Eskandari était marié et père de quatre enfants, trois filles qui vivent en Autriche et un garçon qui vit en République démocratique allemande.

L'âme d'un contestataire

On l'appelait couramment « le prince rouge », surnom qu'il ne refusait pas. Issu de la dynastie des Kadjar, qui régnait en Perse pendant cent trente ans jusqu'à l'avènement des Pahlavi en 1924, Iradj Eskandari avait le comportement d'un grand seigneur. Homme à grande culture, raffiné, polyglotte, parlant notre langue avec élégance — il l'avait apprise dans sa jeunesse à Paris où il avait obtenu un doctorat d'Etat — fine fourchette, il recevait ses hôtes avec une chaleur tempérée par une réserve naturelle.

De tous les pays qu'il a visités, ou dans lesquels il a séjourné, contraint par la répression quasi permanente qu'il subissait, son parti au cours des quarante dernières années, il n'aurait pas une affection particulière pour la France, « berceau des révolutions ». Après cinq ans de démandes incessantes, il avait obtenu l'asile politique en France, ce qui lui avait permis de quitter définitivement l'Allemagne de l'Est, où il se sentait mal à l'aise. Et c'est lorsqu'il faisait, en quelque sorte, ses valises que la mort l'a surpris.

Le « père » du communisme iranien avait l'âme d'un contestataire, ou plutôt le courage d'aller à contre-courant quand il estimait que les principes qui étaient les siens étaient menacés. C'est à la suite de nombreux manœuvres, qu'il qualifiait en privé de « coup d'Etat », qu'il fut élu en 1979, peu avant l'avènement au pouvoir de l'imam Khomeiny, de son poste de premier secrétaire du parti. Auparavant, il s'était dressé contre une politique qu'il jugeait trop complaisante, dans un contexte islamiste et avait prédit, sans ménagement, qu'elle conduirait à une catastrophe. Il se méfiait en particulier de son successeur, M. Noureddine Kianouri, qu'il accusait parfois d'être « manipulé par Moscou ». Ce dernier, on le sait, a fini, après son arrestation en 1983, et vraisemblablement sous la torture, par « avouer » avoir transmis des renseignements à l'Union soviétique.

Iradj Eskandari n'avait cessé de critiquer les calculs de son successeur fondés sur l'anti-impérialisme des mollahs et insistait pour que le Toudch se batte en faveur d'une véritable « démocratie », tout en gardant « son originalité et son indépendance » à l'égard du mouvement islamiste.

Malgré ses divergences fondamentales avec Kianouri, Eskandari est resté en Iran en 1979 pour poursuivre ses activités au sein du bureau politique jusqu'à appartenir encore. Mais il s'est rapidement rendu compte qu'on l'avait transformé en « potiche », « il ne me laissait parler autant que je le souhaitais, certes, mais il agissait à leur guise », confiait-il, amer. L'année suivante, il reprend le chemin de l'exil. Nombre de ses amis l'incitent à prendre la tête du mouvement contestataire au sein du Toudch. Il refuse, jusqu'au bout, de « poignarder [son] parti », surtout après la vague d'arrestations et d'executions qui s'est abattue, depuis 1982, sur ses anciens compagnons. Iradj Eskandari laisse de nombreux écrits, notamment sur l'histoire économique et sociale de l'Iran, ainsi que la traduction intégrale du Capital de Karl Marx en langue persane.

E. R.

« Les compagnons de lutte » d'Iradj Eskandari annoncent, dans un communiqué, qu'ils organiseront, à sa mémoire, une réunion funéraire, le jeudi 16 mai, à 17 heures, au 68, rue Edouard-Nortier, à Neuilly-sur-Seine.

UNESCO

AU CONSEIL EXÉCUTIF

Le représentant britannique critique le comportement de M. M'Bow

Le représentant de la Grande-Bretagne au conseil exécutif de l'UNESCO, M. William Dodd, a dénoncé, lundi 13 mai en séance publique, la fréquence des voyages à l'étranger de M. Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture.

M. Dodd, dont l'intervention énergique devant le conseil exécutif a ouvert le débat de fond sur la crise de l'UNESCO, a estimé que M. M'Bow ferait mieux, dans les circonstances actuelles, de rester à Paris pour diriger son secrétariat qui doit faire face à de nombreuses difficultés.

C'est la première fois qu'une critique personnelle est lancée en séance plénière contre M. M'Bow. Ce dernier avait, dans son rapport d'activités, la semaine dernière, annoncé

qu'il avait effectué une vingtaine de missions à l'étranger, entre le mois d'octobre 1984 et le mois de mars 1985.

Le délégué britannique, qui a rappelé que son pays avait déposé un préavis de retrait de l'UNESCO pour la fin de l'année, a déclaré que Londres n'avait pas encore fermé la porte, mais que les réformes entreprises et les progrès réalisés étaient encore nettement insuffisants.

M. Dodd a enfin rejeté, comme avant lui les délégués soviétiques et canadiens, la proposition faite au conseil exécutif par M. M'Bow, d'utiliser la réserve budgétaire de l'UNESCO pour éponger le « trou » de 10 millions de dollars qui reste encore à combler pour équilibrer le budget 1985 affecté par le départ des Américains.

REJOINDRE L'ÉLITE
TOUTES PRÉPAS sciences-po
2 centres : Neuilly et Quartier latin
CEPES
57, rue Charles-Laffitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.08.19

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953
POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :
FORMATION DE TRANSITION VERS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
Méthodologie de la dissertation
Mises à niveau en langues vivantes
Ouvrages sur le monde contemporain (politiques économiques et sociales)
ENTRÉE EN AP
ANNÉE COMPLÈTE OCTOBRE À JUIN
SESSIONS SEMESTRIELLES COURS DU SOIR
AUTUNN : 6 av. Léon-Henry 75016 Paris
Tél. 324.10.71
TOLBIAC : 85 av. d'Ile 75013 Paris
Tél. : 566.90.36+

CORRESPONDANCE : A propos de la découverte d'un charnier à Jiyeh

Un « comité des habitants de Jiyeh, réfugiés en France » (c/o M. Boustani, 15, rue Robert-de-Flers, 75015 Paris), nous écrit à propos de la dépêche de l'AFP publiée sous ce titre dans nos éditions du 11 mai :

Aucune preuve objective ne permet d'affirmer que les corps et osse-

ments déterrés appartiennent à des victimes musulmanes. En réalité, ces restes humains sont ceux de nos parents. Ils ont été découverts dans l'enceinte du cimetière chrétien de Jiyeh, dont les tombes ont été ouvertes et profanées. Quant aux cadavres de personnes tuées plus récemment, il s'agit de ceux d'habitants

chrétiens de Jiyeh. En effet, plusieurs d'entre eux, parmi lesquels Salim Azzi, son épouse Nahdia, Tawfik Azzi et son épouse, ont disparu au moment de la récente offensive sur le village. Or leurs corps ne figuraient pas parmi les trente-deux cadavres mutilés ramenés à Beyrouth par la Croix-Rouge.

En conséquence, nous contestons catégoriquement l'existence du prétendu charnier musulman. Il s'agit d'une opération montée de toutes pièces avec les dépouilles mortelles de nos aïeux, de façon à justifier les pillages et les massacres dont les chrétiens de cette région viennent d'être les victimes.

1550 من الامم

PROCHE-ORIENT

L'Iran dans le piège de la guerre

(Suite de la première page.)

Malgré la décision des autorités de fermer en février dernier quelque cent cinquante boutiques spécialisées dans la vente de ce que les autorités qualifient ici de « frivolités » (tee-shirts avec inscriptions en anglais ou chemises voyantes), la vente de ces « marchandises de perdition » se poursuit dans d'autres magasins situés dans le centre de la capitale et surtout dans le nord de la ville où régnait jadis ceux qu'on appelle maintenant les « taghoutis » (les représentants de l'ancien régime).

Les taghoutis pourtant s'étaient adaptés au régime islamique, tout en maintenant en partie leur ancien mode de vie. Avant l'imposition du black-out qui, dès le coucher du soleil, plonge la capitale dans une totale obscurité, les soirées étaient, paraît-il, fort gaies dans certains quartiers du nord, spécialement les jeudis, quand jeunes et moins jeunes organisaient des « surprises-parties » très peu islamiques, sans s'attirer trop d'ennuis de la part des représentants des comités chargés d'imposer le respect d'une certaine austérité.

La situation a changé depuis lors. Les bombardements irakiens ont littéralement précipité dans la guerre une population qui observait de loin, assez distraitement, le conflit avec l'Irak sur le petit écran, le soir à l'heure du dîner. Il y a eu alors à Téhéran, au nord comme au sud, une grande panique. Nombreux furent ceux qui, tous les soirs, allaient dormir chez des parents ou des amis logés dans des secteurs, selon eux, moins exposés, ou passaient la nuit en famille dans leur

voiture, sur les routes menant vers les contreforts de l'Alborz, qui domine Téhéran.

Le nord de la capitale a été bombardé qu'à deux reprises, le 11 et le 14 mars, et les victimes ont été peu nombreuses. Les quartiers pauvres du sud où vivent les *moustazafins* (les déshérités) ont été frappés plus durement, au moins une quinzaine de fois, entre le 18 mars et le 3 avril. Il est cependant impossible de dresser le bilan exact des pertes subies, les autorités les minimisant systématiquement dans leurs communiqués afin de ne pas aggraver la panique et le mécontentement grandissant contre la poursuite de la guerre.

Des méthodes éprouvées

Les autorités ont utilisé à cet effet des méthodes qui avaient déjà fait leurs preuves lors des bombardements des villes situées près du front : chaque fois qu'un quartier était gravement touché, il était aussitôt isolé du reste de la ville en attendant que les bulldozers entrent en action pour faire disparaître les décombres. Une fois le terrain « nettoyé », une équipe de télévision se rendait sur les lieux, mais elle était toujours précédée par un groupe d'hezbollahis qui, devant les caméras, jouaient le rôle des habitants « qui ne demandaient qu'à continuer la guerre jusqu'à la victoire », tandis que les véritables occupants des lieux, dans leur épreuve, ne songeaient guère à manifester.

Certains affirment même que le comportement provocateur de ces

hezbollahis a été à l'origine des incidents qui ont opposé le mercredi 10 avril les habitants du quartier du 13-Aban aux pasdaran. Il n'est pas encore possible de savoir ce qui s'est exactement passé ce jour-là dans ce quartier tant sont diverses les versions des événements.

Ce qui est cependant certain, c'est que la manifestation du 10 avril, dans un quartier peuplé essentiellement de *moustazafins* qui sont supposés constituer la base sociale du régime islamique, a été pour les dirigeants de Téhéran non seulement un choc, mais aussi un avertissement. Ils n'en ont apparemment pas tenu compte et ont préféré rejeter, au bout de quelques jours d'un silence embarrassé, la responsabilité des incidents sur les « comploteurs moudjahidins communistes ou fédayins ». L'important pour eux était de démontrer que les incidents avaient été provoqués par des « éléments étrangers » au quartier, alors que la principale caractéristique du mouvement tenait précisément à sa nature spontanée, exprimant un ras-le-bol généralisé face aux difficultés économiques aggravées par la guerre.

Selon les rares témoins, la manifestation qui a dégénéré en affrontements entre les pasdaran et les habitants du quartier a été en partie provoquée par l'indifférence des autorités locales, qui auraient fait la sourde oreille aux demandes d'aide des familles stérilisées voulant reconstruire leurs logements détruits ou endommagés. Plus grave pour le régime : les femmes, d'ordinaire dociles, auraient pris la tête du mouvement et lancé les premiers mots d'ordre contre la guerre et le pouvoir.

On peut se demander ce qui serait arrivé si les bombardements irakiens sur Téhéran n'avaient pas cessé. Y aurait-il eu d'autres 13-Aban ou même un soulèvement généralisé contre le régime, comme l'affirment certains de ses adversaires ? Interrogés sur ce point, les autorités affichent un optimisme de commande en affirmant qu'elles « ont l'expérience de ce genre de réactions passionnelles » — allusion évidente aux grandes villes du Khuzistan soumise bien avant Téhéran aux bombardements irakiens — et qu'en fin de compte les victimes des bombardements « en veulent surtout à ceux qui lancent les bombes ».

Il est évident qu'en faisant alterner une répression sélective et des appels à la patriotisme vivace, les autorités peuvent circonscrire le risque d'explosion, d'autant plus facilement qu'il n'existe apparemment en Iran aucune force d'opposition organisée capable de canaliser le mécontentement latent pour mettre le régime en difficulté.

Espérances déçues

En tous les cas, s'il y a bien une désaffection des *moustazafins* pour un régime qui s'est toujours glorifié d'être leur protecteur, cela est dû avant tout à la détérioration de la situation économique, qui semble irréversible. « Les dirigeants iraniens, nous dit un intellectuel qui habite le nord de Téhéran, sont paralysés par les contradictions qui existent d'une part entre leurs velléités et phraséologie révolutionnaires et leur idéologie et nature conservatrices ; de l'autre, ils ne peuvent créer une société juste, car ils ne peuvent confisquer la richesse — ce qui serait contraire à la tradition religieuse — pour la redistribuer parmi les déshérités. De plus, ils ont prouvé qu'ils étaient incapables de gérer la production, alors qu'ils sont passés maîtres dans l'art de gérer la répression. Ils ne peuvent donc répondre aux espérances

qu'ils ont eux-mêmes suscitées au sein de la population. »

A quelques centaines de mètres du modeste appartement de notre interlocuteur, quatre villas somptueuses qui appartenaient à des taghoutis viennent d'être vendues à des bazoris (commerçants du Bazar). Ces derniers semblent être, malgré leurs perpétuelles récriminations contre le marasme économique, les principaux bénéficiaires du régime islamique, et ceux qui ont le plus profité, avec certains dirigeants du régime, de la spéculation et du marché noir. Officiellement, celui-ci n'existe pas. On parle ici plutôt du « marché libre » où l'on peut acheter tout ce que l'on veut, à condition bien entendu d'y mettre le prix. C'est ainsi que le kilo de riz, aliment de base des Iraniens, vaut dans les magasins d'Etat, sur présentation des coupons de rationnement, 70 rials (1), alors qu'au marché libre son prix peut frôler les 1 000 rials. Le kilo de sucre (35 rials) est vendu dix fois plus cher sur ce marché. Le prix de la viande varie de 750 rials à 2 000 rials le kilo pour les meilleurs morceaux, sans parler des produits que l'on ne trouve qu'au marché libre, comme par exemple les pommes de terre, à au moins 300 rials le kilo.

L'exode

vers les grandes villes

Avec un salaire moyen d'environ 30 000 rials — un fonctionnaire touche 40 000 rials et un ouvrier qualifié près de 60 000 — et un loyer qui, à Téhéran, égale presque le salaire moyen pour un logement de deux pièces, bon nombre d'Iraniens ont été obligés de réduire leur niveau de vie. Certains des déshérités du sud de Téhéran en sont souvent réduits chaque jour à un unique repas composé de pain, de fromage et de fruits. Un cadre moyen, père de deux enfants, qui touche près de 80 000 rials par mois, nous avoue qu'il a dû sérieusement réduire ses besoins pour pouvoir faire vivre sa famille décemment. Il vient de vendre sa voiture et affirme que lui et sa femme n'ont pas, depuis cinq ans, acheté de vêtements neufs et qu'ils ont « depuis longtemps déjà cessé d'inviter des amis à dîner ».

Ce cadre moyen du nord de Téhéran, qui avait accueilli avec enthousiasme la révolution islamique, n'est pas le seul à constater que son niveau de vie s'est dégradé par rapport à ce qu'il était à l'époque du chah. Certains des jeunes députés

radicaux du Majlis n'hésitent pas à le clamer du haut de la tribune. Vint en août dernier contre le projet de budget gouvernemental, le député de Nadjafabad, M. Nadi Nadjafabadi, mollah demeuré proche du peuple, indiquait que le PNB avait diminué de moitié depuis 1979, chutant de 7 500 milliards de rials à 3 200 milliards de rials, alors que l'argent en circulation était de trois fois supérieur au volume des liquidités de 1979. Il relevait qu'au cours des dernières années du règne du chah 40 % de la population urbaine disposaient de 66 % des biens de consommation et que, en 1984, la proportion n'avait guère changé, « alors que nous avons fait la révolution pour assurer la justice sociale ». Le député Moussaviani, pour sa part, pour mieux souligner la dégradation de la situation économique à la campagne depuis la révolution, affirmait qu'en 1973 un paysan pouvait acheter une pièce d'or avec 72 kilos de blé, alors qu'en 1983 cela eût exigé près de 1 500 kilos.

La détérioration des conditions d'existence à la campagne a aggravé le mouvement d'exode vers les grandes villes. Téhéran, qui, en 1979, comptait 5 600 000 habitants, dépasse maintenant les 9 millions. La population de la ville de Karadj est passée, au cours de la même période, de 300 000 habitants à 930 000 ; celle de Qom de 200 000 à 2 millions ; d'Isfahan, de

1 100 000 à 2 millions d'habitants. L'afflux des paysans vers les grandes villes, déjà encombrées par les réfugiés d'Afghanistan et des zones frontalières, a favorisé un développement sauvage des bidonvilles et aggravé l'insécurité dans certains quartiers périphériques de Téhéran, déjà durement touchés par le chômage. On estime, en effet, que 64 % des chômeurs iraniens, dont le nombre oscille entre 5 et 6 millions, sont des citadins. Ce qui faisait dire au maire de Téhéran, en février 1984, que le danger de « l'immigration vers les grandes villes était beaucoup plus grave que le danger de Saddam Hussein ».

La poursuite du conflit est, certes, mise à profit par les dirigeants de Téhéran pour escamoter les véritables raisons de la faillite économique du régime. Mais cette guerre interminable qui, au début de la révolution, a servi de catalyseur pour le pouvoir ne peut plus remplir ce rôle tant elle a fini par lasser la population.

JEAN GUEYRAS.

(1) 1 franc = 10 rials.

Prochain article :

UNE VICTOIRE INSAISSISSABLE

LES OUVRIERS DE LA TOMBE DE RAMSÈS III EN GRÈVE. REPOS ETERNEL COMPROMIS.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.

egypte

GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.



PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !.

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable du non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

DJERBA TROP DOUCE RETOUR DIFFÈRE STOP/ULYSSE.

TOUS LES DÉTAILS DANS LE GUIDE BLEU.



GUIDE BLEU : VOTRE JOURNAL DE VOYAGE.

LE DROIT SANS L'ÉTAT. Sur la démocratie en France et en Amérique.

Par Laurent Cohen-Tanugi.

"Il ne faudrait pas que ce livre capital soit lu comme une pièce de plus dans le faux débat entre une gauche « étatiste » et une droite « libérale ». Laurent Cohen-Tanugi est sévère pour la droite et pour la gauche françaises".

Préface de Stanley Hoffmann. Collection "Recherches politiques" : 224 pages - 90 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LES GRANDS MAGASINS SERONT

OUVERTS

LE JEUDI 16 MAI, JOUR DE L'ASCENSION

■ BAZAR DE L'HÔTEL-DE-VILLE ■ GALERIES LAFAYETTE ■ SAMARITAINE
■ BON MARCHÉ ■ PRINTEMPS ■ TROIS-QUARTIERS/MADELIOS

ASIE

Inde

LA GUERRE DES CASTES AU GUJARAT

On s'entre-tue à Ahmedabad

De notre envoyé spécial

Ahmedabad. — Treize morts dimanche, coups de feu dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 mai : l'armée est dans la rue, et le couvre-feu sur la ville. Ahmedabad, capitale du Gujarat, Etat du mahatma Gandhi, est depuis trois mois le théâtre d'une guerre des castes, des religions et des gangs qui a fait plus d'une centaine de victimes.

Le mythe du mahatma Gandhi est mort. Il a été tué au début du torride été 1985 dans l'Etat le plus gendarme de l'Union indienne, le Gujarat. Ne reste plus, à Ahmedabad, que l'ashram fondée par le « grand ami » il y a soixante-dix ans et une haute statue de métal noir, symbole inutile et dérisoire planté dans le cœur de la ville.

Le lieu de méditation et de prière de l'apôtre de la non-violence est gardé depuis deux mois par une petite escouade de policiers. La silhouette de bronze du « Jyoti » dont parlait Churchill semble s'affaïsser un peu plus sous les outrages de la populace. Entre les assouffis opposés à la prohibition — une idée gandhienne qui n'est plus infligée en 1985 qu'au seul Gujarat — et les partisans intéressés du régime sec, l'auguste statue reçoit, selon les jours, une douche de whisky frelaté ou une averse de lait

turné. Il y a quelques semaines, des adversaires de la politique dite de réservation — aux idées puisées dans le bréviaire du mahatma qui consiste à affecter des quotas fixes d'admission dans les collèges et des emplois déterminés pour les castes les plus défavorisées — les partisans du retour à la dure méritocratie, avaient handé les yeux morts du grand protecteur des intouchables. Comme si, dans un dernier réflexe de pudeur, on avait voulu éviter à la « grande âme » la contemplation de sa ville et de son peuple en fièvre.

Jamais une ville indienne n'aura aussi bien résumé les peurs, les haines, les clivages et les antagonismes de l'Inde moderne. Il y a trois mois, l'agitation « anti-réservationniste » était politique et sociale. Aujourd'hui, tandis que l'armée prend le contrôle de la ville, on se bat parfois de maison à maison, à coups de cocktails Molotov et de briques, on se jette entre voisins des amoncelles d'acide au visage, on se bombarde avec des boules de béton hérissées de gros clous.

Plus de cent morts en cent jours, poignardés dans le crépuscule d'une venelle sordide, abattus sous les balles légales de forces de l'ordre enrégimées et un moment mutinées,

lynchés à coups de briques et de trique par des meutes de fanatiques sectaires, brûlés vifs dans leur logis par des voisins de confession opposée ou simplement envieux. Règlements de compte, crimes gratuits ou politiquement payants, il y a de tout parmi les cadavres d'A Ahmedabad : des femmes et des enfants, bien sûr, mais aussi, et en majorité, des hommes et des musulmans.

L'histoire du chaos d'A Ahmedabad, c'est d'abord celle de l'effondrement de l'ordre civil et de la déliquescence des structures politiques, administratives et sociales d'un Etat microcosmique de l'Inde. Intouchables contre castes supérieures, hindous contre musulmans, fonctionnaires contre leur employeur, étudiants chics contre collègues pauvres, guerre des castes, des gangs et des tenanciers de tripot, police gangrénée de corruption, hâte par tous et baissant tout le monde.

Jeu de massacre

Il y a deux semaines, rendus furieux par le meurtre d'un des leurs et les dénonciations publiques de brutalités dont ils se rendent quotidiennement coupables, des centaines d'argousins mutinés ont tirillé à tort et à travers et incendié, après l'avoir mis à sac, l'immeuble d'un journal local. Aujourd'hui, jonchées de briques et de débris, certaines rues du vieux bazar sont désertées par leurs habitants.

L'armée, unique institution jusqu'ici épargnée par le désordre, les passions et l'indiscipline, seule structure de l'Etat qui inspire encore la crainte et le respect, a dû menacer de tirer sur les révoltés pour ramener un semblant d'ordre. Dans un premier temps, le gouvernement local voulant sauver les dernières apparences, avait placé la troupe « en appui des forces civiles ». Depuis dimanche, c'est elle qui commande. Les réfugiés, 13 000 environ, ont été regroupés après l'incendie de leur quartier ou la mort d'un

parent, dans des camps de fortune à l'extérieur de la vieille ville. Beaucoup, des musulmans surtout, ont exigé d'être gardés nuit et jour par la troupe et protégés de la police. La tension entre ces deux dernières est palpable et les provocateurs sont légion.

A Ahmedabad, la ville des textiles soyeux et des commerçants placides, s'est enflammée, et ses trois millions d'habitants cherchent encore quel monstrueux chapeau à pu régler semblable jeu de massacre. C'est pourtant simple : le gouvernement local (parti de M. Rajiv Gandhi) avait promis, avant les élections, l'augmentation des quotas de « réservation » aux électeurs intouchables et défavorisés, minoritaires en ville. L'opposition hindouiste a soutenu les « anti-réservationnistes » pour les mêmes opportunités électorales. Ils ont été aidés par des transfuges du parti majoritaire à qui « M. Propre », M. Rajiv Gandhi, avait refilé l'étiquette gagnante du Congrès — l'indira pour la consultation (le Monde du 19 avril).

Implosion urbaine

Puis, la tourmente sectaire des affrontements a noyé le poison des quotas, ce qui arrangeait bien du monde. A commencer par les barons bootleggers, les trafiquants de whisky, véritables propriétaires de couches sociales et de castes électorales, et qui sentaient, disaient-ils, l'haléine des incorruptibles anti-alcool sur leur cou. La chienne dans la ville leur a permis d'éloigner le danger et de régler leurs comptes avec les gangs adverses. On en profite aujourd'hui pour tenter une redistribution des territoires de prostitution et de jeu. Les loups contrôlent la ville.

La lutte pour la survie dans ce Chicago du tiers-monde, avec en plus les filets habituels de la pauvreté et de la surpopulation, a fait imploser le chaudron.

PATRICK CLAUDE.

Thaïlande

La vente de douze F-16 par les Etats-Unis rassure Bangkok

Correspondance

Bangkok. — Le Congrès américain n'a rien trouvé à redire à la vente de chasseurs-bombardiers F-16 A et B à la Thaïlande et étudie la proposition d'un député démocrate d'accorder une aide de 5 millions de dollars à la résistance non communiste khmère. Ces développements ont donné, ici, l'impression que les Etats-Unis prennent davantage au sérieux la résistance cambodgienne ainsi que l'inquiétude suscitée à Bangkok par la récente offensive vietnamienne sur la frontière thaïlandaise.

A compter de 1979, à la suite de l'intervention vietnamienne au Cambodge, Washington a de nouveau renforcé ses liens avec ses alliés de la région, en particulier la Thaïlande. L'occupation du Cambodge par les troupes de Hanoi avait, du reste, offert aux Américains l'occasion de donner à Bangkok une nouvelle aide militaire, la Thaïlande étant devenue un pays de « première ligne ».

A l'égard de la résistance khmère, les Etats-Unis ont été très prudents. D'abord, parce qu'elle leur est apparue, pendant longtemps, peu crédible. De plus, la République populaire de Chine fournit pratiquement à elle seule une assistance militaire suffisante. Washington pouvait donc se consacrer à une aide avant tout humanitaire. Depuis près d'un an, toutefois, des fonds américains plus importants ont été mis à la disposition des nationalistes.

Bien qu'elle s'en défende publiquement, l'administration Reagan ne voit aujourd'hui plus d'objection de principe à ce qu'une assistance accrue soit accordée au Front national de libération du peuple khmer et à l'armée nationale sihanoukiste, mais elle souhaite cependant un peu de discrétion.

Au cours de leur récent séjour aux Etats-Unis, le premier ministre du gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, M. Son Sann, et le prince Norodom Ranariddh, fils et représentant personnel

du prince Sihanouk, ont été invités à en tenir compte. Nous savons ce dont vous avez besoin, inutile d'insister trop ouvertement sur aide, car de nombreux pays qui vous sont favorables, surtout dans le tiers-monde, ne veulent à aucun prix d'une ingérence militaire américaine dans la région, leur aurait dit en substance le secrétaire d'Etat, M. Shultz, selon des sources proches de la résistance khmère.

318 millions de dollars

An terme de quinze mois de débats et d'études, Washington a finalement accepté de vendre à Bangkok des avions de combat F-16 A et B. Les relations entre les deux capitales ont rarement été aussi étroites depuis la fin de la guerre du Vietnam, époque où la Thaïlande abritait des bases aériennes américaines. Mais les experts du Pentagone ne sont toujours pas convaincus de l'intérêt pour Bangkok d'acheter un avion si coûteux, alors que la balance des paiements de la Thaïlande est déjà largement déficitaire. C'est également au nom d'arguments financiers que le ministre thaïlandais des finances, M. Somchai Hoontrakul, s'y était opposé. Le Pentagone estime que l'armée thaïlandaise a, avant tout, besoin d'un entraînement régulier.

Les militaires thaïlandais invoquent la menace vietnamienne et soulignent la présence — confirmée par les services de renseignement occidentaux — de Mig-23 sur la base soviétique de Cam-Ranh. Une mission américaine est arrivée la semaine dernière à Bangkok pour parer à l'achat de douze F-16. Les premiers appareils devaient être livrés en principe de juin 1985 à mai 1989. Au départ, l'armée de l'air thaïlandaise avait réclamé dix-huit avions, mais Bangkok a reculé devant la dépense, le coût actuel atteignant déjà les 318 millions de dollars, payables en cinq ans.

JACQUES BEKAERT.

Le premier ministre tente de calmer les passions face au terrorisme sikh

De notre correspondant

New-Delhi. — Réagissant, lundi 13 mai, à la campagne de bombes terroristes qui a fait une centaine de morts au cours du week-end, M. Rajiv Gandhi a fait preuve de beaucoup de calme. « Nous ne devons pas tomber dans le piège qui nous est tendu », a-t-il dit au Parlement. « Les terroristes veulent provoquer des affrontements entre hindous et sikhs. (...) Nous serons durs avec eux, mais resterons flexibles dans notre approche pour trouver une solution politique aux problèmes du Pendjab ».

aussi privé le gouvernement des deux derniers dirigeants sikhs modérés avec lesquels M. Rajiv Gandhi entendait négocier. M. Harchant Singh Longowal, président de l'Alli Dal, principal parti de la secte, et M. Parkash Singh Badal, ancien ministre en chef du Pendjab, dépassés par l'ampleur des événements, ont abandonné samedi toutes leurs responsabilités au sein de l'organisation.

Les luttes d'influence au sein de l'Alli Dal sont loin d'être terminées. Si les modérés devaient capituler, on voit mal comment M. Rajiv Gandhi pourrait espérer régler la brûlante question du Pendjab avant que soit atteint le point de non-retour recherché par les « fous du Khalistan ».

P. C.

Stratégie compromise

Même « la main de l'étranger » que certains dénoncent derrière les indépendantistes sikhs n'a pas réussi à le faire sortir de ses gonds. « L'implication de certaines puissances étrangères [dans les attentats] ne doit pas être ignorée, nous savons tous qu'elle existe, mais il ne faut pas non plus lui attribuer trop d'importance », a indiqué le chef du gouvernement indien. Il a félicité avec emphase « ces sikhs qui, pour la première fois, ont ouvertement dénoncé avec vigueur le terrorisme et l'extrémisme ». Il leur a fait beaucoup de courages, a-t-il insisté, car eux aussi, à un moment ou à un autre, auront à faire face aux terroristes. « Un discours habile et conciliant, on le voit, qui vise essentiellement à ne pas s'aliéner toute la communauté sikh en faisant la différence entre les « fous du Khalistan » et les autres (1).

Les cent morts du week-end ont toutefois sonné le glas de la politique de conciliation du pouvoir. Ils ont

(1) Lundi, l'un des deux sikhs arrêtés à Delhi en compagnie d'un avocat suspecté d'avoir organisé les attentats est mort à son arrivée à l'hôpital. Certains journaux faisaient allusion mardi matin à la torture pratiquée fort communément dans un grand nombre de postes de police.

● Le procès de trois sikhs responsables présumés de l'assassinat de l'ancien premier ministre Indira Gandhi s'est ouvert, lundi 13 mai, dans la prison de Tihar, à New-Delhi, mais a été immédiatement ajourné, a annoncé le directeur du pénitencier. Les journalistes ne sont pas autorisés à y assister. Les trois inculpés sont le garde du corps Satwant Singh, accusé d'avoir assassiné Indira Gandhi, ainsi que Kedur Singh et Balbir Singh, accusés d'avoir participé au complot. — (AFP, Reuters.)

AUX ETATS-UNIS

Le FBI affirme avoir déjoué un complot contre M. Rajiv Gandhi

Washington (AFP). — La Sécurité fédérale américaine (FBI) a déjoué un complot de terroristes sikhs qui voulaient attentat à la vie du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, lors de sa visite aux Etats-Unis la mois prochain, a annoncé, lundi 13 mai, le directeur du FBI, M. William Webster. Il a ajouté que ce complot avait également prévu l'assassinat de M. Bhajan Lal, chef du gouvernement de l'Etat de l'Haryana, pendant que celui-ci se faisait soigner au Louisiane début mai.

« Le FBI a souligné M. Webster dans un communiqué, a découvert qu'un groupe de sikhs préparait l'assassinat de M. Lal (...) et projetaient des opérations de type guérilla contre le gouvernement indien. En outre, a-t-il poursuivi, ils fomentaient un complot pour assassiner le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, lors de sa prochaine visite aux Etats-Unis en juin. »

M. Webster a indiqué que, à la suite de l'enquête sur un groupe de terroristes sikhs, « sept personnes ont été inculpées d'une variété de délits », notamment la tentative d'assassinat d'un dignitaire étranger et de se procurer des armes et des explosifs. Cinq des inculpés ont été arrêtés, les autres sont recherchés par le FBI dans la région de New-York. Parmi les chefs d'accusations pesant sur les sept hommes figure également celui d'avoir « commencé à se doter des moyens de participer à une opération militaire contre l'Inde », a encore précisé le FBI.

M. Webster a souligné que le FBI « a réussi à découvrir un plan qui visait à entraîner un groupe de sikhs à l'usage des armes à feu et des explosifs. Ce groupe projetait de se livrer à des activités illégales contre le gouvernement indien ».

AFRIQUE

Tunisie

En dépit des consignes de l'opposition participation de 92 % aux élections municipales

De notre correspondant

Tunis. — 1 406 746 Tunisiens se sont rendus aux urnes, dimanche 12 mai, pour élire leurs conseillers municipaux. Le taux de participation a atteint 92,03 %, le nombre des électeurs inscrits étant de 1 528 428. Il y a eu 823 bulletins nuls. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, M. Amour Guedira, qui a donné ces résultats lundi au cours d'une conférence de presse, a expliqué cette participation record par la multiplication de nouvelles municipalités et par l'intérêt que le gouver-

nement porte à l'emploi des jeunes. Il a également signalé que ce taux de participation, qui n'était que de 66,48 % en 1981, atteignait les 100 % dans certaines localités de l'intérieur du pays et 83,5 % dans les municipalités de Tunis.

En l'absence de listes de partis d'opposition qui ont décidé de boycotter les élections, seules les listes du Parti socialiste destourien (PSD), parti au pouvoir, étaient en lice. Pour la première fois depuis l'indépendance, la puissance centrale ouvrière, l'UGTT ne participait pas aux côtés du PSD à cette consultation nationale. Enfin dimanche encore, le Parti communiste tunisien distribuait des tracts appelant les électeurs à ne pas participer à ces élections. Les 3 450 candidats, dont 478 femmes, des listes uniques présentées par le PSD dans les 245 communes du pays ont tous été élus. Le PSD a recueilli entre 90 % et 100 % des suffrages. (Interim.)

LA TANZANIE ADMET LA LÉGITIMITÉ DES MESURES PRÉCONISÉES PAR LE FMI

Nairobi (AFP). — La réunion des trente-trois gouverneurs de banques centrales africaines et des principaux dirigeants du Fonds monétaire international, qui s'est ouverte lundi 13 mai à Nairobi, constitue une première sur le continent et une « occasion historique », a relevé le gouverneur de la Banque centrale du Kenya, M. Philip Ndegwa.

Dès l'ouverture des travaux, qui se poursuivront à huis clos jusqu'à mercredi, le président de l'Association des Banques centrales africaines (ABCA) et gouverneur de la Banque centrale de Tanzanie — pays qui s'est plusieurs fois signalé par des conflits avec le FMI, — M. C.M. Nyerere, a déploré la disparition des rapports « excellents » qui régissaient dans le passé les relations du FMI avec ses partenaires africains.

Le représentant tanzanien a encore regretté que le FMI néglige souvent certains critères, telles la rigidité des économies africaines en développement ou la dimension des erreurs et omissions dues à l'absence de données et statistiques fiables.

Admettant la légitimité des mesures préconisées par le Fonds, M. Nyerere a cependant estimé que l'on peut avoir des doutes quant à leur efficacité.

● Le Burundi dément avoir accueilli deux Italiens expulsés de France. — Deux militants italiens d'extrême gauche qui avaient été expulsés par la France vers le Burundi, jeudi 9 mai (le Monde du 11 mai), « ne sont jamais rentrés » dans ce pays, a affirmé, samedi 11 mai, le directeur général de la police de l'air et des frontières du Burundi, le lieutenant-colonel Severin Mandevu, à Bujumbura, la capitale burundaise. Enrico Fedeli, trente-trois ans, et Gianni di Giuseppe, trente-deux ans, avaient été l'objet d'un avis favorable d'extradition des autorités judiciaires françaises que n'avait pas suivi le gouvernement.

[De source autorisée française, on assure que l'avion transportant les deux Italiens expulsés a bien atterri au Burundi. « La suite regarde le gouvernement de Bujumbura et lui seul », ajoute-t-on, laissant entendre que les deux Italiens ont quitté, depuis, le Burundi avec l'accord des autorités de ce pays.]

Nigéria

A la frontière béninoise LA POLICE A TIRÉ SUR UN CONVOI D'ÉTRANGERS

Quatre étrangers « sans papiers » ont été tués, lundi 13 mai, à Seme (poste frontière entre le Nigéria et le Bénin) par la police nigérienne, selon divers témoignages recueillis à Seme. La police a apparemment ouvert le feu sur un convoi de quatre cents camions transportant des travailleurs étrangers qui ont fui le camp de transit d'Ikeja, situé près de l'aéroport de Lagos. La plupart de ces camions, qui tentent de traverser la frontière malgré la fermeture de celle-ci, transportent des Ghanéens qui ont refusé l'offre du Nigéria de quitter le pays par la mer. Plusieurs autres personnes ont été blessées au cours de ces incidents avec les forces de police. Les journalistes, quant à eux, ont été refoulés à plusieurs kilomètres du poste de Seme.

Sur les sept cent mille étrangers en situation irrégulière concernés par la mesure d'expulsion prise par les autorités de Lagos, cent mille seulement auraient réussi à quitter le territoire le 10 mai, lorsque l'ultimatum est arrivé à expiration et que les frontières ont été fermées. Depuis cette date, le gouvernement nigérien cherche à regrouper tous les étrangers à Lagos et à les faire partir par bateau. En attendant, ils sont parqués dans la zone de l'aéroport de Lagos et ne disposent ni de vivres ni de soins. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

● SPORT ET APARTHEID : une conférence de l'UNESCO. — L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) organise à Paris, du 16 au 19 mai, une conférence internationale sur le boycottage sportif de l'Afrique du Sud afin d'intensifier la campagne contre la tournée des rugbymen néo-zélandais dans ce pays.

Amadou Diallo
La mort de Diallo Telli
KARTHALA
Collection : Les Arques
22 bd Arago, 75013 Paris

Chine

REPORT D'UNE VISITE DE NAVIRES DE GUERRE AMÉRICAINS

Washington (AFP). — L'école de courtoisie que devaient effectuer en mai à Shanghai des navires de guerre américains a été reportée en raison du refus de Washington de préciser si ces bâtiments seraient ou non porteurs d'armes nucléaires, a-t-on indiqué, le lundi 13 mai, au département d'Etat. Un fonctionnaire du département d'Etat, qui a requis l'anonymat, a déclaré lundi que les négociations sur cette visite « se sont heurtées à un obstacle » à propos de l'équipement éventuel en armes nucléaires des navires américains.

Un porte-parole américain a néanmoins précisé que Washington envisageait toujours la possibilité de cette visite de navires de guerre américains en Chine, sans toutefois évoquer de date. Il a rappelé que la politique américaine consiste à refuser de confirmer ou de démentir si les navires de guerre américains transportent des armes nucléaires.

En avril, le numéro un du parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, avait annoncé que les Etats-Unis et la Chine étaient parvenus à un accord selon lequel les navires américains ne seraient pas dotés d'armes nucléaires au cours de leur escale à Shanghai, ce que le département d'Etat avait aussitôt démenti.

Sri-Lanka

DES SÉPARATISTES TAMOULS MASSACRENT 78 PERSONNES

Colombo (Reuters). — Les rebelles tamouls ont tué soixante-dix-huit personnes et en ont blessé plus de cent autres, en attaquant, mardi 14 mai, la ville d'Auradhapura, 4-00 annoncé de source autorisée.

Les maquisards séparatistes, appartenant au Mouvement des tigres de libération tamouls (EELAM), l'un des nombreux groupes de guérilla en lutte pour obtenir un Etat tamoul indépendant, ont fait irruption dans cette ville de la province du centre-nord de Sri Lanka ; et ouvert le feu dans plusieurs quartiers. Parmi les morts, on compte des femmes, des enfants et cinq religieux bouddhistes. Le gouvernement a lancé un appel au calme.

Controverses sur le viol

CAPEL fait l'homme fort bien habillé

550 من الأصحاب

AMÉRIQUES

Etats-Unis

L'AFFAIRE DOTSON-WEBB

Controverse dans l'Illinois sur le viol et la loi

Correspondance

Washington. — Gary Dotson est-il ou non coupable d'avoir violé, en 1977, Cathleen Webb ? Oui, a déclaré le gouverneur de l'Illinois, M. James Thompson, mais Dotson ne retournera pas en prison. Le gouverneur, en effet, a accepté sa demande de clémence et commué sa peine de vingt-cinq années de prison à six ans seulement, correspondant à la période que Dotson a effectivement passée sous les verrous. Le gouverneur a toutefois rejeté la rétractation de la victime qui, en mars dernier, avait affirmé qu'elle avait menti en accusant Dotson en 1979. Ainsi, seule une juridiction d'appel pourra infirmer le jugement de l'époque qui avait condamné Dotson et du même coup établir son innocence.

Le gouverneur Thompson pouvait soit gracier Dotson, soit commuer sa peine, soit rejeter sa demande en grâce. En choisissant la commutation de peine, il a cédé aux pressions de certains secteurs de l'opinion et satisfait ceux qui estiment que six ans de prison, c'est en soi une peine suffisante pour un tel crime, et qui continuent de penser que la rétractation de Webb a jeté le doute sur la culpabilité de Dotson. Or, la jurisprudence veut que cette culpabilité soit admise « au-delà d'un doute raisonnable ». « J'ai menti en 1979, je dis maintenant la vérité », a récemment déclaré M. Webb.

En 1979 (elle avait alors seize ans), craignant d'être enceinte des œuvres d'un jeune ami, et pour éviter les reproches de ses parents d'adolescence, Cathleen Webb avait dit-elle aujourd'hui, inventé ce viol. Pour rendre plausible ce mensonge, elle avait décrit ses vêtements et s'était infligé quelques blessures au ventre. Elle avait identifié Dotson au hasard parce que, dit-elle aujourd'hui, il ressemblait à la description qu'elle avait faite de son agresseur à la police. Le juge, qui avait présidé le procès en 1979, n'avait pas accepté la rétractation tardive de la présumée victime. Dotson avait dû retourner en prison, le 4 avril dernier, une semaine après sa remise en liberté, et malgré ses protestations d'innocence.

Une discussion byzantine

« Une affaire exceptionnelle », dit le gouverneur Thompson, qui présidera samedi 11 mai, les audiences du conseil de révision des peines de la prison parce que, déclare-t-il, « le monde entier a les yeux fixés sur le système judiciaire de l'Illinois ». Passons sur cette légère exagération. Mais, il est vrai qu'en plus des cent cinquante journalistes et personnalités, tel que le prix Nobel de littérature, Saul Bellow, admis dans la salle, la chaîne de télévision par câble CNN diffuse en direct les débats de cette instance.

Ainsi, théoriquement, plus de cent trente millions d'Américains peuvent devenir des « voyeurs » et suivre une discussion byzantine entre experts sur l'origine et l'emplacement d'une tache de sperme de 25 centimètres sur le sous-vêtement de M. Webb montrée, sous forme de diapositives à l'intention du public, sur un grand écran. Ils ont pu apprendre aussi de la bouche de David Byrne, l'ancien petit ami de la victime que, contrairement aux affirmations de Cathleen, il n'avait jamais pratiqué avec elle que l'amour oral et le coïtus interruptus.

CAPEL fait de l'homme fort un homme bien habillé

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Le Sénat va mener une enquête sur les activités antiterroristes de la CIA au Liban

Washington (AFP, UPI). — Les affirmations du Washington Post selon lesquelles une unité antiterroriste entraînée par la CIA, serait à l'origine de l'attentat à la bombe qui, le 8 mars dernier, avait fait plus de quatre-vingts morts, ont amené le vice-président de la commission du Sénat pour les affaires de renseignements, M. Patrick Leahy (démocrate), à ouvrir une enquête.

Le sénateur Leahy s'est étonné de ne pas avoir été tenu informé de l'existence de cette unité, ce qui, selon lui, ne peut être que la preuve d'une violation de la loi. L'agence de renseignements n'aurait pas dû faire l'objet d'une analyse approfondie pour savoir si la loi américaine avait été violée.

La CIA a cependant réagi à l'article du Washington Post en affirmant lundi « n'avoir jamais entraîné de forces de sécurité libanaises liées [par le journal] à ces événements ». L'agence de renseignements, selon un porte-parole, n'aurait également « pas eu connaissance à l'avance de l'action contre-terroriste mentionnée dans l'article » du Washington Post.

Ce démenti s'écarte pas toutefois la possibilité, selon certains observateurs, qu'il ait existé des relations entre la CIA et l'unité qui a perpétré l'attentat.

Chant des hauts fonctionnaires de l'administration américaine, le New York Times a, en effet, révélé, lundi, que « la CIA était certes en contact avec une organisation libanaise, mais cette organisation avait, à son tour, entraîné un groupe d'activistes qui, lui, n'avait aucun contact avec la CIA ». Autrement dit, le lien de la CIA avec les actions terroristes aurait été protégé par l'existence d'un groupe-écran.

Le sénateur démocrate de New York, M. Patrick Leahy, qui occupe, l'an dernier, la fonction délicate aujourd'hui par M. Leahy au sein de la commission pour les affaires de renseignements, a, pour sa part, déclaré qu'on lui avait dit, à la fin de l'année dernière, que le président Reagan avait demandé à la CIA de développer « un petit effort antiterroriste ». Il a toutefois ajouté ne pas savoir comment cette entreprise s'était concrétisée.

Pure coïncidence, mais cela tombe mal pour la CIA, un ancien directeur de l'agence, l'amiral Stansfield Turner, vient d'affirmer précisément que le gouvernement de M. Reagan ne respectait pas la loi exigeant un contrôle du Congrès sur les activités des services secrets. Dans un livre à paraître, intitulé *Secret et Démocratie*, et dont l'hédonnadaire *Newsweek* publie des extraits cette semaine, M. Turner cite, à l'appui de ses accusations, le minage des ports nicaraguayens en 1984 ainsi que les directives de la CIA aux « contras » visant à neutraliser physiquement des responsables de Managua. « Les Soviétiques », écrit l'amiral Turner, qui dirigeait la CIA sous le président Carter, ont mené ce genre d'opérations régulièrement en Europe de l'Est. Ce qui embarrasse les Américains, c'est que nous nous abaissons à copier les Soviétiques.

Argentine

LE PROCÈS DES MILITAIRES

L'ancien président Lanusse affirme que les accusés ne pouvaient ignorer les « méthodes illégales » de la lutte contre la subversion

Buenos-Aires (AFP). — Le général Alejandro Lanusse, chef de l'État argentin de 1971 à 1973, a affirmé sans la moindre ambiguïté, lundi 13 mai à Buenos-Aires, que les chefs des juntes militaires qui ont gouverné le pays de 1976 à 1982 ne pouvaient ignorer les méthodes illégales employées pour lutter contre la « subversion ».

Appelé à témoigner au procès en cours des neuf chefs des juntes, le général Lanusse a répété devant le tribunal ce qu'il a affirmé avoir déclaré à son collègue Jorge Rafael Videla (chef de l'État et la junta de 1976 à 1981) dès 1977 : « Je ne peux concevoir que ces actes hors la loi aient pu se produire sans que le commandant en chef de l'armée et le président de la nation en aient eu connaissance ».

Interrogé en particulier sur la disparition en avril 1977 de son ancien secrétaire à l'information, le journaliste Edgardo Saxon, et sur le meurtre de sa cousine germaine, la diplomate Elena Holmberg, l'ancien

président a, dans les deux cas, affirmé qu'ils avaient été victimes d'« opérations hors la loi » menées dans le cadre de la « lutte contre la subversion ».

A son tour, le général Lanusse a affirmé que les chefs des juntes militaires qui ont gouverné le pays de 1976 à 1982 ne pouvaient ignorer les méthodes illégales employées pour lutter contre la « subversion ».

La netteté des réponses du général Lanusse comme sa vigueur de ton ont suscité des murmures d'admiration dans la salle. Depuis le début du procès, aucun témoin n'avait dit aussi directement ce que la plus grande partie du public tient pour être la vérité.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

• L'UNITA AFFIRME AVOIR OCCUPÉ UNE MINE DE DIAMANTS. — Dans un communiqué publié samedi 11 mai à Lisbonne, le mouvement rebelle de M. Jonas Savimbi annonce que ses troupes ont pris le contrôle de la mine de diamants de Luo (nord-est de l'Angola) et capturé M. Stephen Bows, âgé de trente-quatre ans, technicien britannique de la société Field Foreman. L'UNITA affirme que le président angolais, M. Dos Santos, devait prendre la parole à Luo le jour même de l'attaque. — (AFP.)

Namibie

• QUATORZE ÉCOLIERS ENLEVÉS PAR LA SWAPO. — Des écoliers ont été enlevés, vendredi 10 mai, par trois hommes armés dans la région d'Oshana (nord de la Namibie). A Windhoek, l'état-major sud-africain a annoncé que les maquisards se sont réfugiés en Angola avec quatorze enfants sur les cinquante enlevés au départ. Les autres écoliers ont, semble-t-il, réussi à s'échapper. D'autre part, la ville d'Oshana, en pays ovambo (nord de la Namibie), a été attaquée au début de la semaine. Trois personnes ont été blessées et près de vingt-cinq obus sont tombés sur les faubourgs de la ville. Les auteurs de l'enlèvement et de l'attaque contre Oshana seraient des maquisards de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). — (AFP, Reuters.)

Népal

• REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le roi Birendra a procédé à un remaniement ministériel et nommé un nouveau ministre des affaires étrangères pour remplacer le titulaire du portefeuille, M. Padma Bahadur Khatri, qui a démissionné pour des raisons de santé, a annoncé, mardi 14 mai, un communiqué du palais royal. Le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Randhir Subba, âgé de soixante-seize ans, détiend également le portefeuille de l'éducation nationale dans le nouveau gouvernement. M. Lokendra Bahadur Chand demeure premier ministre. — (AFP.)

Ouganda

• ATTENTAT AVORTÉ CONTRE UN MINISTRE. — M. John Lawuliza Kirunda, ministre des affaires étrangères, a échappé à un attentat, lundi 13 mai, à Kampala. Selon la radio de la capitale ougandaise, une grenade a été lancée en direction du ministre alors qu'il quittait son bureau, situé dans un immeuble abritant plusieurs ministères. Des coups de feu ont, semble-t-il, été échangés à l'intérieur du bâtiment avant l'explosion de la grenade. — (AFP.)

Syrie

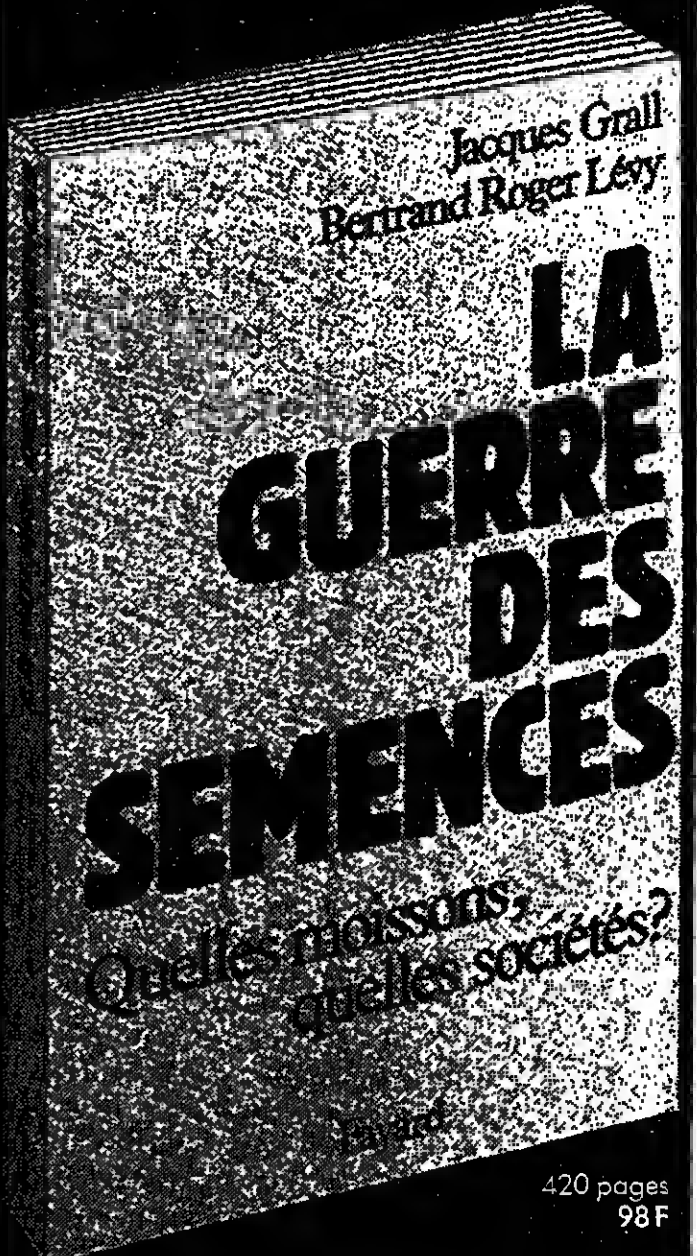
• TROIS PENDINGS PUBLIQUES A DAMAS. — Trois condamnés pour « espionnage au profit d'Israël » ont été pendus ce mardi 14 mai à l'aube, sur la place des Abbassides à l'entrée de Damas. De nationalité syrienne, les suppliciés s'étaient, selon la presse, vendus aux services sionistes en exécutant des actes agressifs contre la sécurité des Syriens. — (AFP.)

pour les hommes grands CAPEL est un grand homme

FAYARD

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

L'AGRICULTURE MONDIALE EST EN TRAIN DE VIVRE DES BOULEVERSEMENTS AUX CONSÉQUENCES IMPRÉVISIBLES...



Il fallait l'expérience de Jacques Grall et Bertrand Roger Lévy pour raconter cet univers aussi complexe que secret. Leur livre est le plus important qui ait été écrit depuis bien longtemps sur l'avenir proche de l'humanité et les risques en cours.

Jacques Girardon, Sciences et Avenir

FAYARD

politique

Regain de violence en Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement territorial de Nouvelle-Calédonie a condamné, mardi 14 mai, « avec la plus grande vigueur les lâches attentats » perpétrés à Nouméa, lundi soir et dans la nuit de mardi à mercredi. « Ces actes criminels émanant de fous dangereux constituent à l'évidence une provocation destinée à entretenir un climat de trouble sur le territoire », a estimé l'exécutif local, en demandant « que tous les efforts soient entrepris afin que les auteurs de ces odieux attentats soient identifiés et déferés à la justice ».

Le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, qui est encore en métropole, a déclaré, pour sa part, au cours de l'émission « Face au public » de France Inter, dont il était l'invité : « Le gouvernement central et les leaders du FLNKS sont tout à fait dépassés et ne contrôlent plus du tout la situation. »

M. Ukeiwé a ajouté, à propos du nouveau projet gouvernemental pour l'avenir du territoire : « Si le projet devient une loi de la République, nous ne pourrions que nous y plier et nous participerons au vote, mais à une condition : que le gouvernement rétablisse l'ordre et fasse en sorte que tous les Calédoniens puissent prendre part normalement aux opérations électorales. » Le sénateur RPR a également estimé qu'il « n'y a pas de problème racial en Nouvelle-Calédonie » et qu'il n'y en a « jamais eu ».

L'Union syndicale des magistrats a déploré, lundi, « le climat de violence qui s'installe en Nouvelle-Calédonie », et condamné en particulier l'attentat visant les locaux du palais de justice de Nouméa, qui constitue, à ses yeux, « une tentative d'intimidation à l'égard de magistrats exerçant leurs fonctions dans des conditions difficiles, et qui, à travers l'insécurité judiciaire, porte atteinte à l'exercice des libertés dans l'île ».

Dans une interview à l'Union de Reims, M. Bernard Stasi affirme, de son côté, que M. Edgard Pisani « est désormais un obstacle à l'apaisement des esprits ». « J'étais de ceux qui lui avaient fait crédit, souligne le premier vice-président du CDS, mais Edgard Pisani a perdu la confiance des uns sans gagner la confiance des autres. Il est évident qu'il a échoué. »

Les quatre attentats à l'explosif n'ont pas été revendiqués

Nouméa. — Quatre attentats à l'explosif, dont trois à Nouméa, commis dans la soirée du lundi 13 mai, ont encore accru la tension qui règne sur le territoire, après les affrontements du 8 mai dernier, qui ont fait un mort et cent six blessés. Le premier s'est produit dans la localité minière de Thio (côté est) vers 19 heures. Une faible charge de dynamite a été déposée dans le four d'une boulangerie. Aucun blessé, seulement des dégâts matériels peu importants. De source indépendante, on indique que le boulanger serait sympathisant du FLNKS.

Une demi-heure plus tard, un colis piégé était lancé d'une voiture contre l'internat mélanésien de Do Kamo, situé dans la vallée des Calons à Nouméa (voir nos éditions du 14 mai) : sept personnes étaient légèrement blessées ; la charge de dynamite, assez importante, a soulevé une case traditionnelle en paille qui faisait office de porche.

Vers 0 h 30, une troisième explosion détruisait un bateau de plaisance ancré au club nautique municipal, appartenant à M. Jean-Marie Kholer, sociologue de l'Office de recherche scientifique et technique d'outre-mer (ORSTOM), auteur de nombreux travaux sur le monde mélanésien.

Enfin, un quart d'heure plus tard, une charge explosive de très forte puissance creusait un trou de

De notre correspondant

2 mètres de diamètre dans la façade du palais de justice de Nouméa. Aucun de ces attentats n'a été revendiqué. On ne sait même pas si les quatre explosifs ont les mêmes auteurs, ou si les deux dernières ont constitué une réponse aux deux premières. Toujours est-il que ces actions ont fait l'objet d'une réprobation unanime.

Dès mardi 14 mai, dans la matinée, l'exécutif local publiait un communiqué indiquant : « Le gouvernement du territoire condamne avec la plus grande vigueur les lâches attentats perpétrés à Nouméa au cours de la nuit du 13 au 14 mai. Ces actes criminels, émanant de fous dangereux, constituent à l'évidence une provocation destinée à entretenir un climat de troubles sur le territoire. (...) »

Cette condamnation sonne comme un démenti préventif contre toute tentative de rapprochement de ces attentats avec les positions dures adoptées par le RPCR lors des affrontements du 8 mai. Après que M. Edgard Pisani eut porté plainte contre lui pour « participation à un attentat et incitation à la discrimination raciale, à la haine et à la violence », M. Henri Morini, responsable de la sécurité du RPCR, avait tenu des propos menaçants, annonçant une imminente « répli-

que de choc » et laissant entendre à plusieurs journalistes qu'il se préparait à passer à l'action.

Après le dynamitage du palais de justice, de l'internat mélanésien et du bateau d'un sociologue spécialiste de la culture canaque, les milieux judiciaires orientent leur enquête dans cette direction. La plainte déposée contre M. Morini avait d'ailleurs pour but de faciliter l'enquête sur l'intéressé et son entourage. M. Jacques Lafleur, député RPR, avait assuré M. Morini de son soutien total. Mais les enquêteurs ne délaissent pas pour autant la piste de l'extrême gauche.

« La classe politique perd la tête »

Le parti indépendantiste modéré LKS (Libération kanake et socialiste) de M. Naisseline, qui a récemment démissionné de l'Assemblée territoriale pour protester contre les

La modernisation des installations militaires du territoire durera trois ans et coûtera près de 400 millions de francs

De notre correspondant

Nouméa. — En passant trente-six heures en Nouvelle-Calédonie, les 10 et 11 mai, M. Charles Hernu, ministre de la défense, a concrétisé la volonté du gouvernement français de mener à bien, rapidement, le renforcement des infrastructures militaires dans le territoire. Quant à la venue concomitante du sous-marin nucléaire d'attaque le Rubis, que le ministre a rejoint juste avant son entrée dans la rade de Nouméa, elle correspond, en fait, à une triple démonstration.

Technologique, tout d'abord : la France a prouvé aux yeux des Américains, des Australiens et des Britanniques qu'elle est capable de faire plonger un sous-marin au large de Toulon et de le faire réapparaître n'importe où dans le monde, et cela dans un minimum de temps.

La deuxième démonstration était d'ordre politique : en faisant surgir un sous-marin nucléaire pratique-

Il n'est pas du tout certain que le nombre d'avions stationnant en permanence sur le territoire soit augmenté.

Les stratégies du ministère de la défense ne jugent pas indispensable l'immobilisation sur le territoire d'un escadron de Jaguar qui ferait définitivement sauter le territoire. En outre, ceux-ci, en raison de leur autonomie limitée, supposeraient la présence d'un avion ravitailleur KC-135 pour augmenter leur rayon d'action, ce qui est difficilement concevable. Enfin, qu'il s'agisse de chasseurs ou d'appareils de surveillance maritime, type Bréguet-Alizé ou Atlantique, on doit être en mesure de les accueillir sur un certain temps.

Le problème est identique pour la marine nationale, dont les bâtiments sont actuellement dans l'obligation d'accoster dans la partie commerciale du port de Nouméa. Cela avait d'ailleurs surpris le président de la République lors de son passage, le 20 janvier dernier, où il avait vu le navire-école Jeanne-d'Arc dans le port civil. Quant au Rubis, il a été amarré au quai des Pêcheurs, à côté d'un aviso-escorteur, et protégé par un mince filet antipollution. Le Rubis restera huit à dix semaines en Nouvelle-Calédonie, où il recevra l'assistance d'un navire-atelier attendu d'ici à trois semaines. On doit donc prévoir la création d'une véritable zone militaire, avec ses propres quais, ses ateliers et peut-être même un bassin de carénage pour bâtiments de surface et sous-marins. Les travaux devraient commencer rapidement, ce sera la phase la plus onéreuse du projet.

L'armée de terre, enfin, ne devrait pas voir non plus ses effectifs propres augmentés, a annoncé M. Hernu.

Le moral des gendarmes

La philosophie de l'ensemble du projet réside donc non pas dans un renforcement numérique des forces présentes, mais une augmentation des capacités d'accueil, que ce soit pour l'armée de l'air, l'armée de terre ou la marine. Sur un plan purement technique, reconnaître les militaires, ne veut pas dire leur donner des problèmes d'absence d'infrastructure auxquels se sont heurtés les forces britanniques lors du conflit des Malouines en 1982, constat qui avait

incité la Grande-Bretagne à construire un aéroport (il a été inauguré le 12 mai), en précisant qu'il n'était pas question pour autant d'installer une base stratégique dans cet archipel.

Ces aménagements s'étaleront sur une durée de trois ans, a indiqué M. Hernu, et coûteront de 300 à 400 millions de francs, ce qui n'a rien de déraisonnable, remarquent les experts de la défense, au regard d'un budget global de 135 milliards de francs.

La mission de M. Hernu en Nouvelle-Calédonie devait se révéler très importante sur le plan local. « J'ai vu tout le monde », a dit le ministre de la défense. Il a rencontré son ami, le député RPCR, M. Jacques Lafleur, ainsi que les principaux élus du RPCR qui, tout en étant méfiants, sont favorables au projet militaire français. Quant aux indépendantistes — on ignore si M. Hernu a rencontré certains de leurs représentants — ils réclament le statu quo de la présence française sur le territoire, toute modification ne devant intervenir, selon eux, qu'après l'indépendance. « Dans le cadre de négociations d'un souverain à un souverain ».

La visite du ministre de la défense n'aurait pas été complète sans une rencontre avec les gendarmes. M. Hernu s'est tout naturellement intéressé à leurs « états d'âme ». Il a notamment déclaré : « Un certain nombre d'hommes qui ont loyalement servi, qui ont quitté les rangs depuis longtemps et qui prétendent parfois parler au nom des gendarmes d'active, ont évoqué publiquement les états d'âme dans la gendarmerie. Ils n'ont pas à le faire. Dans la gendarmerie, il n'y a pas de syndicat et il n'y a pas de besoin. Les officiers connaissent bien leurs hommes et leurs rapports sur le moral (des gendarmes) valent pour le moral que les lia toutes les notions syndicales. Et croyez-moi, je suis bien informé. »

FREDERIC FILLOUX.

La tentation du terrorisme

(Suite de la première page.)

Des inconnus, exploitant ce climat politico-culturel, sont passés à l'action, sans hésiter devant le risque d'un carnage. Les appels au calme lancés aujourd'hui par le gouvernement territorial, contrôlé par les anti-indépendantistes, ne sont pas superflus. Ils auraient assurément plus d'impact si les principaux porte-parole de la communauté nouméenne n'avaient eux-mêmes justifié la recours à la violence contre les indépendantistes lors des incidents du 8 mai.


Mais les événements de ces derniers jours amènent à s'interroger sur la rôle tenu, au sein du courant conservateur, par certains Calédoniens de fraîche date qui se veulent plus calédoniens que les calédoniens dans leur défense de la « Nouvelle-Calédonie française ». Ces nouveaux activistes s'étaient manifestés publiquement, pour la première fois, en juillet 1982, quand ils avaient investi par la force le siège de l'Assemblée territoriale pour s'opposer à l'arrivée du chef indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, à la tête de l'exécutif local.

Les fondateurs du Front calédonien (extrême droite), en fuite depuis le belliqueux « pique-nique » de Thio, en février dernier, en font partie. Tel est aussi le cas, justement, de l'homme qui est sur la sellette depuis que le délégué du gouvernement a déposé une plainte contre lui après les violences du 8 mai : le « conseiller en sécurité » du gouvernement territorial, M. Henri Morini, arrivé en 1965 à Nouméa en qualité de sous-officier dans un régiment de parachutistes de l'infanterie de marine,

aujourd'hui reconverti dans la restauration et l'exploitation d'une salle de gymnastique, qui affirmait le week-end dernier préparer « une réplique de choc » à M. Pisani. M. Morini, responsable du service d'ordre du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, et directement impliqué dans l'origine des violences de la semaine passée, avait participé, lui aussi, au commando contre l'Assemblée territoriale en juillet 1982, ce qui lui avait valu quarante-cinq jours de prison pour « dégradation de biens publics ». Rien n'indique que les auteurs des attentats de lundi appartenaient à ces nouveaux activistes-là. Mais, dans le microcosme politique qui constitue Nouméa, l'influence personnelle de quelques hommes aux fortes convictions peut ainsi à tout moment provoquer des enchaînements irréversibles. Il appartient à ceux dont ils se réclament d'empêcher qu'il en soit ainsi.

ALAIN ROLLAT.

● Un Calédonien arrêté. — M. Jacques Gerardin, trente-six ans, a été inculpé mardi 14 mai à Nouméa pour port d'arme d'insulte et port d'armes prohibées. Il avait été arrêté le 8 mai dernier, vêtu d'une combinaison de l'« Éléphant léger d'intervention » (ELI), un corps spécialisé de gendarmerie, arborant aussi un écusson du GIGN. Il détenait en outre à bord de sa voiture une caisse de dix-huit grenades offensives (semble-t-il militaires) qui semblaient avoir été volées à des gendarmes, ainsi qu'une carabine de gros calibre et les cartouches correspondantes. Il a été inculpé par le procureur et placé en détention.



LE MONDE
diplomatique

MAI 1985

SPÉCIAL TIERS-MONDE

LE TIERS-MONDISME EN QUESTION

La mode en Occident est aujourd'hui aux lamentations sur les échecs économiques du tiers-monde et à la critique de ses régimes politiques.

LE MONDE DIPLOMATIQUE révèle le véritable sens de cette campagne :

- L'analyse des thèses économiques en présence ;
- La percée politique du tiers-monde ;
- Les raisons de l'endettement ;
- Le rôle des sociétés multinationales ;
- Le développement des échanges commerciaux Sud-Sud.

LE MONDE DIPLOMATIQUE donne également la parole aux écrivains du tiers-monde.

UN GRAND DOSSIER DE 23 PAGES

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

LA GUERRE DES ÉTOILES

A la menace que le tiers-monde ferait peser sur l'Occident s'ajoute la peur d'un conflit nucléaire en Europe. La guerre des étoiles peut-elle assurer aux démocraties une paix durable et donner au Vieux Continent son autonomie scientifique et stratégique ?

LE MONDE DIPLOMATIQUE éclaire les vrais enjeux d'un débat souvent escamoté.

Un numéro exceptionnel en vente chez votre marchand de journaux.

affrontements du 8 mai, analyse, dans un texte publié par le quotidien local, cette « montée des extrêmes » sur le territoire. « La violence des excès de droite alimente et encourage celle des indépendantistes extrémistes et vice versa », écrit-il. Les extrémismes se nourrissent, s'alimentent et se renforcent mutuellement (...). La classe politique calédonienne perd complètement la tête (...). Le RPCR commence par réclamer le retour à l'ordre et à la sécurité, mais il est le premier à bafouer l'état d'urgence (...). Le délégué du gouvernement, garant de l'ordre, des libertés et de la sécurité, laisse se dérouler des manifestations qu'il a interdites la veille (pique-nique de Thio, meeting du 3 mai) (...). De notre côté, indépendantistes, on ne peut pas dire que la clarté politique soit la qualité prédominante. On se dit les défenseurs des libertés et de la dignité humaine, mais, en même temps, on bafoue la liberté de l'enseignement et on humilie ceux des tribus qui ne partagent pas nos idées. »

Un millier de lycéens de plusieurs établissements de Nouméa — dont ceux du lycée Laplace où des incidents avaient éclaté le 10 mai — ont défilé mardi 14 mai dans les rues, puis se sont rassemblés sur un parking du centre-ville pendant qu'une délégation était reçue par M. Pisani. Leur but : exprimer leur refus de la violence dont sont victimes en premier lieu les établissements scolaires de Nouméa. Montreront-ils l'exemple ?

F. F.

Une piste de 3 200 mètres

Sur l'aéroport de la Tontouta, à une cinquantaine de kilomètres de Nouméa, les bétonneuses sont entrées en action pour permettre au revêtement de la piste de supporter la chaleur des réacteurs des avions de chasse. Le long de cette piste de 3 200 mètres, on va construire une bande de béton pour le roulage des appareils. On va aussi élargir les parkings de la zone militaire et construire des hangars qui recevront l'outillage nécessaire à l'entretien des forces aériennes susceptibles de rejoindre la Nouvelle-Calédonie.

Selon M. Hernu, les premiers avions, dont le type n'est pas précisé, arriveront dès le mois d'octobre. Toutefois, soulignait son état-major,

50 من الامم

LA « DEUXIÈME GAUCHE » INVITE LES SOCIALISTES A « AVOUER » QU'ILS ONT CHANGÉ

M. Michel Rocard a rendu public, le lundi 13 mai, sa contribution au débat préparant le congrès du Parti socialiste. Venant après ceux du CERES et des amis de M. Pierre Manry (le Monde daté 12-13 mai), après celui des mitterrandistes (le Monde du 14 mai) et en même temps que celui de ses anciens partisans du courant AGIRS (les néo-rocardiens), le texte de M. Rocard est sensiblement plus agressif vis-à-vis de la tendance majoritaire au gouvernement et à la direction du parti, que ne l'avait été son intervention au comité directeur du PS, le 11 mai.

M. Rocard, évoquant les revers politiques subis par les socialistes, n'épargne pas le président de la République lorsqu'il cite le projet de référendum, avorté, de l'été 1984. Il interpelle, aussi, le premier ministre, en observant que

l'art d'esquiver les problèmes ne peut tenir lieu de perspective aux socialistes dans leurs rapports avec la société.

Version Rocard ou version AGIRS, la « deuxième gauche » revendique le privilège de l'antériorité et le mérite de la cohérence dans le réalisme, réalisme auquel les autres courants du PS ont dû, sous la pression des faits, se résoudre. Mais peuvent-ils l'avouer ?

M. Rocard : les faits ont tranché nos anciennes querelles

M. Michel Rocard a placé en exergue de sa contribution une citation de Victor Hugo : « Savoir au juste la quantité d'avenir qu'on peut introduire dans le présent, c'est là tout le secret d'un grand gouvernement. » Contre les apparences, affirme d'abord M. Rocard, je crois aux chances du Parti socialiste. On n'est jamais battu d'avance, sauf si on accepte en son for intérieur l'idée de la défaite.

L'ancien ministre de l'Agriculture estime que les socialistes font la preuve de leur capacité à gérer et à moderniser le pays, mais qu'ils ont « rétréci et essayé, parfois, de redoutables revers » sur des obstacles politiques : « enseignement privé, loi sur la presse, référendum et, plus gravement encore, incapacité à expliquer le changement de politique économique. »

« Ma conviction, écrit M. Rocard, est que nous n'aurions pas subi de tels échecs s'ils n'avaient été alimentés par un décalage, ressenti comme profond par nos concitoyens, entre les discours et les actes. Comment croire au « compromis social » dont parlait la motion de notre congrès de Valence quand, dans les discours, il était trop question de dénonciations, de mises à l'index, d'épuration ? Comment croire à notre volonté de « rassembler pour moderniser » après avoir entendu « tel d'entre nous expliquer à d'autres qu'ils avaient juridiquement tort parce qu'ils étaient politiquement minoritaires » ?

L'ancien ministre relève, aussi, des erreurs de gestion. « La première, dit-il, a été de refuser une nécessaire dévaluation initiale qui aurait augmenté nos marges de liberté. La principale a été de réaliser en douze mois des mesures sociales attendues, mais que notre appareil de production n'aurait pu supporter sans dommages qu'en trois ans. Dommages que nous payons, aujourd'hui, sur les terrains de l'emploi, de la croissance et de l'emploi. Une autre est d'avoir traité l'abaissement de la durée du travail à treize heures dans des conditions qui ont pratiquement annulé tout effet sur l'emploi. Comment, enfin, ne pas s'interroger sur le coût inutilement excessif qu'il a fallu payer pour des nationalisations à 100 % ?

M. Rocard estime que les socialistes doivent dire qu'ils ont « changé ». « Ce sont les faits, écrit-il, qui ont tranché et qui, du même coup, réglent nos anciennes querelles et les font apparaître comme lointaines et dérisoires. »

Ainsi, il est « devenu évident que, nationalisés à 100 % ou à 51 %, une entreprise publique reste une entreprise ». « En tant que, observe l'ancien ministre de l'Agriculture, nous avons vérifié que l'économie mixte est, en toute circonstance, préférable à l'économie administrée, car entre le plan et le marché, s'ils ne vont pas de concert, il n'y a pas grand-chose. » Et M. Rocard

de demander : « Y aura-t-il encore quelque chose pour soutenir que les contraintes n'existent que par éclipse et que, par conséquent, le réalisme puisse n'être qu'une parenthèse ? »

« Nous avons devant nous une société fragmentée et contradictoire, écrit M. Rocard. Ce d'autant plus qu'elle est inquiète de son avenir, traversée de conflits entre les classes, les groupes sociaux, les catégories d'intérêts ; il faut la recomposer comme telle. Il ne faut pas prétendre supprimer ces conflits par des exclusives, ni les diluer dans un unanimisme artificiel : tôt ou tard, ils finiront par resurgir et par exploser. Les socialistes doivent affronter ces contradictions en affirmant leurs principes : « Il n'y a pas de vraie sécurité sans solidarité », ni « d'égalité véritable sans liberté », et « la concurrence disparaît vite si quelques règles de justice ne la garantissent pas. »

Nous faire comprendre

Il faut, estime M. Rocard, savoir communiquer. « Nous ne pouvons espérer gagner sans nous faire comprendre, écrit-il, nous ne pouvons pas espérer nous faire comprendre sans mettre de l'ordre et de la cohérence entre ce que nous faisons et ce

que nous disons. Les Français ont besoin d'espoir et pas seulement de réalisme. Mais ils ont aussi besoin que cet espoir s'ancre solidement dans la réalité. Seul le Parti socialiste peut, à travers son discours collectif, rendre compte de la logique et des perspectives où se place l'action gouvernementale. »

Le maire de Caillans-Sainte-Honorine émet le souhait d'un congrès unanime mais, ajoute-t-il, « s'il y a de la compétition dans nos rangs, c'est qu'il y a de la vie et, par là même, la possibilité de restaurer nos chances collectives de victoire ». Les socialistes, estime-t-il, doivent retrouver leur capacité de débat, choisir directement leurs dirigeants et leurs candidats aux élections, redonner audace à leurs idées.

M. Rocard rappelle son hostilité au scrutin proportionnel et propose, pour conserver « son efficacité et sa force » au droit qu'a le président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale, « tout accord politique aboutissant à la composition d'un gouvernement se traduise par un contrat de législature, emportant dissolution si la coalition gouvernementale venait à se dissocier. »

Pour lutter contre le chômage et contre ses conséquences, M. Rocard

propose l'établissement, par la négociation, d'un minimum social garanti : la modification des cotisations sociales, de la réglementation et de la fiscalité ; des « progrès significatifs » vers le partage du travail et des revenus ; une action économique respectant les contraintes, mais ne s'interdisant pas les avantages marginaux qui pourraient résulter de l'adaptation de l'ECU comme monnaie européenne, de la création d'emplois dans le domaine des économies d'énergie, d'une baisse des taux d'intérêt.

M. Rocard estime qu'il est effectivement trop tôt pour répondre à la question de savoir « s'il y aura une majorité pour gouverner en 1986 », mais il souligne que le congrès devra énoncer « les critères et les conditions qui détermineront les choix du Parti socialiste. Pourra-t-on, par exemple, demander-t-il, envisager de gouverner avec des forces politiques qui ne seraient pas au moins d'accord sur les termes d'un contrat de législature (...) ? Pour ma part je m'y refuserais. Si des camarades pensent le contraire, ils doivent le dire. M. Rocard souhaite, en revanche, que les socialistes associent à leur « effort » ceux qui, en dehors de leur parti, « sont d'accord sur [leurs] perspectives d'ensemble. »

Les néo-rocardiens réclament une « révolution culturelle »

La contribution déposée par les néo-rocardiens affirme notamment : « Le socialisme n'est plus ce qu'il était. Tant mieux ! C'est la preuve qu'il s'est évolué avec la société. Mais que les socialistes cessent de s'en cacher ! Instruits par l'expérience, nous avons changé : disons-le. A cette condition seulement, nous pourrions continuer à changer la France (...). Pour gagner en 1986 (...), il faut un projet (...) construit à partir de nos valeurs, à partir de notre doctrine. Mais un projet qui ne vaudra rien en dehors des réalités (...). »

« La gauche au pouvoir, c'est la gauche à sa place (...). Mais pour diriger (...) les conséquences intellectuelles de cinq ans de gouvernement, le parti a besoin, aujourd'hui, d'une révolution culturelle. Il ne peut se satisfaire, en effet, de la stérile confrontation des vieux mythes, qu'on ravale comme on peut, et d'une pratique gouvernementale qui s'en est affranchie sans le dire et navigue au plus près dans le cours nouveau de la modernisation. On peut toujours couvrir ces virages du noble manteau de la République. Qui ne la respecte ? Mais la réactivation frénétique de l'idéologie républicaine ne saurait tenir lieu de renouvellement. Le socialisme contient la République : il est bon de s'en souvenir. Mais la République n'épuise pas le socialisme. Tout est là (...). Conscient, moderne, gestionnaire, réaliste, le socialisme

doit l'être. Mais à n'être que cela, il perd son âme. Il est vrai que cette rénovation intellectuelle n'incombe pas au gouvernement, qui gère le quotidien. Elle incombe au parti : qu'il la fasse ! »

Les néo-rocardiens, qui estiment que leurs réflexions ont été « pour la plupart confirmées par la pratique du gouvernement », soulignent : « Chacun voit bien qu'il faut, aujourd'hui, s'engager dans la voie de l'aggiornamento, à partir de nos propres valeurs, et non de l'air du temps (...). Le gouvernement s'adapte à la situation nouvelle, le parti n'ose pas le dire. Chaque jour, les ministères, à commencer par le premier d'entre eux, se démarquent des traditions : nos dirigeants feignent de ne pas s'en apercevoir. Notre politique est socialiste parce qu'elle est faite par des socialistes. » Passez muscade. »

Le spectre du mitterrandisme

Selon les néo-rocardiens, « on met le projet socialiste entre parenthèses, puis on le relègue au placard, mais jamais on ne l'admet. La doctrine est nue, mais il ne faut pas le dire. L'action serpente au fil du pragmatisme le plus avoué : l'essentiel est qu'on ne change pas une ligne aux livres sacrés. Toujours les mots masquent les choses. »

« D'où cet étrange sentiment qui étreint les militants : celui d'appartenir à un parti sans voix et sans influence, qui endurcisse les virages sans les analyser, répète les mots d'ordre sans les élaborer, sentent les décisions sans y participer. Un parti qui s'interroge et se sait. Les principes vaudraient qu'il soit « l'intellectuel collectif » du socialisme, chargé de mettre l'action gouvernementale en perspective. Il n'est que le muet du sérail. »

« Ce grand écart entre des analyses qu'on n'applique plus et une action qu'on n'analyse plus ne saurait durer sans dommage. Le risque est patent : retomber sous le poids d'une doctrine ancienne et paralysante, c'est une erreur à long terme et mesures immédiates, dans cet opportunisme grisé par le pourpoint mité d'une doctrine immobile. Cette attitude a un nom, qui nous renvoie aux heures noires du socialisme français : le mitterrandisme. Il est temps de dire « non ». »

Les néo-rocardiens, critiquant les « idéologies du modernisme, qui défendent le réalisme publicitaire avec la même fausseté qu'hier l'orthodoxie verbeuse », soulignent : « Être de gauche (...), c'est lutter contre les injustices et les inégalités (...). Ce n'est pas un regain d'idéologie froide, qui mélangerait les restes du marxisme, de l'anticapitalisme rhétorique, du nationalisme de papa et de la technocratie sans savoir. »

LA PRÉPARATION DE LA « CONVENTION LIBÉRALE » DE L'OPPOSITION

Projet contre projet

Les 8 et 9 juin prochains, MM. Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac seront réunis à la même tribune à l'occasion de la première « convention libérale » organisée, à Paris, par les clubs Perspectives et réalités, dont l'ancien chef de l'Etat est le président fondateur et qui fêteront alors leur vingtième anniversaire.

Ont été associés à la préparation de cette convention, le Conseil pour l'avenir de la France (CAF), créé en 1982 par M. Giscard d'Estaing, et les autres « grands » clubs de l'opposition, notamment le Club 89, proche du RPR, qui travaille depuis six mois avec les clubs giscardiens et le CAF à l'élaboration de « propositions pour l'alternance ». Ont été également invités à cette « grande messe », « tous les « dirigeants » de l'UDF et du RPR.

En présentant cette manifestation, M. Alain Lamassouire, délégué général des clubs Perspectives et réalités, a estimé qu'il s'agira de « l'acte II de l'union de l'opposition ». L'acte I ayant été joué, selon lui, le 10 avril, avec la signature par le RPR et l'UDF d'un « accord pour gouverner ». L'acte III, a-t-il ajouté, sera « du ressort des partis politiques » qui, comme ils s'y sont engagés le 10 avril, devraient présen-

ter une plate-forme de gouvernement à l'entour.

« A moins d'un an d'une échéance politique très importante, l'opposition ne peut plus se contenter de faire la critique systématique du socialisme, a expliqué M. Lamassouire. En 1986, elle devra se présenter devant les électeurs, non avec un catalogue détaillé, qui serait fallacieux et irréel, mais avec des choix politiques clairs sur les sujets qui préoccupent les Français. Depuis 1981, un formidable brassage des idées s'est fait dans l'opposition. Le temps est venu d'en faire la synthèse. A cette synthèse s'ajoute, particulièrement le groupe des Huit, mis en place le 20 décembre 1984 par M. Giscard d'Estaing (le Monde du 23 janvier et des 3 et 4 février). »

Le samedi 8 juin, la convention libérale débuttera par la présentation du document de synthèse des « propositions pour l'alternance » et se poursuivra par un travail en ateliers. L'atelier principal concernera l'emploi et le redressement économique. Les autres seront consacrés à l'éducation et à la formation professionnelle ; à la famille, à la santé et à la protection sociale ; à la sécurité ; aux droits et aux devoirs des

étrangers ; à l'organisation et à la gestion de l'Etat libéral ; à la culture et à la communication ; à l'agriculture, au commerce et aux services ; enfin, au rôle de la France en Europe et dans le monde.

Division du travail

Le lendemain, MM. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing tireront les conclusions de ces journées. Ces trois intervenants se sont répartis la tâche. M. Barre parlera de « l'enjeu européen du redressement », M. Chirac de son « enjeu social » et M. Giscard d'Estaing de son « enjeu économique ».

Cette convention « ne doit pas être une fin », a souligné M. Raymond-François Le Bris, secrétaire général du CAF. « D'ici au printemps 1986, il faudra approfondir les sujets nous encore traités et mettre à jour ces propositions, pour tenir compte notamment de l'évolution économique. »

Selon M. Le Bris, « sur certains points apparaîtra une rupture non seulement avec la politique menée depuis 1981 mais aussi avec celle menée depuis dix ans ». En 1986, a-t-il poursuivi, nous nous battons

projet contre projet, bilan contre bilan. »

La manifestation des 8 et 9 juin devrait permettre de mesurer les lignes de fracture qui peuvent exister au sein de l'opposition et qui ne passent pas forcément entre l'UDF et le RPR. Qu'il s'agisse de la défense, de l'éducation, de l'immigration ou de l'organisation de l'Etat.

M. Le Bris juge qu'en matière de politique économique les différences « n'existent pas » entre le RPR et l'UDF, même si, dit-il, « les experts peuvent envisager différemment la situation économique du pays en 1986 ». « Nous travaillons sur plusieurs hypothèses car on ne sait pas ce qu'on trouvera », a-t-il expliqué avant de remarquer que « le vrai débat aura lieu vraisemblablement plus tard. »

M. Lamassouire pense, pour sa part, que la convention libérale permettra de « tester » la solidité de l'union de l'opposition, de mesurer la réalité de son libéralisme et sa capacité à gouverner en formulant des propositions « responsables ». Cinq mille personnes sont attendues les 8 et 9 juin au Palais des congrès de Paris.

C. F.-M.

Propos et débats

M. Destrade (PS) : le centre-gauche

M. Jean-Pierre Destrade, porte-parole du PS, a affirmé lundi que « la seule attitude saine » est de vouloir gagner en 1986 et que « cet échec » dans la bataille à venir. Précisant qu'il s'exprimait à titre personnel, il a expliqué que, parmi les conditions nécessaires à la victoire, figurait « la constitution d'une liste de centre-gauche du type UDSR autour du MRG, de la formation d'Oliver Stirn, des écologistes et des fédérations dissidentes de radicaux valaisiens. »

Autre condition : « Un PS suffisamment puissant », qui obtiendrait 30 % de suffrages. Il s'agit, a expliqué M. Destrade, de « conquérir 4 % à 5 % de nouveaux électeurs (autour 900 000 et 1 200 000 voix) par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 1981 ou au premier tour des cantonales de mars 1985 », ce qui « est possible dans les milieux de l'extrême gauche, du PSU et du PCF. »

Enfin, M. Destrade a cité un « PC dont la régression se stabilise aux environs de 10 % à 12 % et dont la représentation parlementaire, issue de 1986, accepte une attitude de soutien critique vis-à-vis du gouvernement, quels que soient les propos calomnieux actuels de la direction du PCF. »

Le porte-parole du PS juge que M. Marchais, « qui ne profèra que des critiques à l'encontre d'un prétendu cirque politique, passe désormais pour le clown tragique de son propre cirque. »

Mme Bouchardeau : les gauches

Dans un entretien accordé à l'ACP, Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, qui souhaite « un regroupement des gauches » explique : « Ma proposition de regroupement des gauches est le complément de ce que le scrutin proportionnel aurait éliminé à l'égard de courants minoritaires. » « Si l'on veut avoir les résultats les plus larges possible, il faut une majorité qui rassemble le plus possible, même s'il est évident que le PS est le groupe le plus fort, le plus important, l'axe, si l'on veut. Car la majorité présidentielle n'est pas seulement l'affaire d'un parti mais de l'ensemble des familles de gauche. » Mme Bouchardeau suggère que le premier ministre préside un comité d'initiative pour préparer la mise au point des listes de la majorité présidentielle.

M. Doubin (MRG) : gauche plurielle

Le MRG se fixe « un objectif de 6 % des voix aux prochaines législatives. Notre choix en matière d'accords sera très influencé par cette volonté », a déclaré lundi 13 mai à Taux (Indre-et-Loire) M. François Doubin, président des radicaux de gauche. Il a estimé que le MRG, qui se trouve aujourd'hui, selon lui, dans une phase de « reconquête de son autonomie et de son identité », est « face à trois choix : celui des listes autonomes, un accord général dans le cadre d'une majorité présidentielle ou une alliance avec le Parti socialiste. » « Il faut, a ajouté M. Doubin, que la gauche devienne plurielle. »

Mme Garaud : l'axe

Mme Marie-France Garaud, qui a l'intention de présenter une liste à Paris, a estimé lundi que « la reproche de division [de l'opposition] peut porter s'il s'agit de diviser ce qui est un axe des idées ». L'ancienne conseillère de Georges Pompidou ne croit pas à « la réalité d'une union politique lorsqu'elle n'a pas un contenu qui [lui] paraît clair sur les objectifs électoraux ». « Je trouve inadmissible qu'un parti politique demande à des candidats dévoués de s'engager sur le nom d'un futur président dans une élection qui n'est pas encore ouverte (...) », affirme-t-elle.

Mme Garaud a d'autre part expliqué : « Si je participais à un gouvernement avec François Mitterrand comme président de la République, ou bien je compromettrais ma politique, ou bien je mettrais le président de la République dans un pécarié. Or la préminence de la présidence de la République est l'axe de nos institutions. »

M. Debré (RPR) : la relance

M. Michel Debré, ancien premier ministre, propose dans sa Lettre mensuelle, « la relance par le travail, la seule dont on pourrait être sûr qu'elle débouche sur une meilleure santé de notre économie ». Il suggère par exemple que « l'on subordonne toute sensible augmentation de salaire à un allongement de la durée du travail et que cet allongement soit plus prononcé pour ceux qui ont la stabilité de l'emploi. »

Il propose également que « au lieu de limites d'âge impératives, on établisse, ou même on encourage, un volontariat pour ceux qui désirent rester dans la vie active et que, dans le même temps, l'allongement des congés payés soit subordonné à un certain temps de travail dans l'entreprise. »

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH
après le British Council
57 rue de Valenciennes - 75015 PARIS TEL (1) 553.13.02
Ann. 1981 - Lic. A 788

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral :
BAC - MEC
SCIENCES-PO
DEUG - LICENCE
CAPES

Pan Am.
Mickey Folies en Floride.
8 jours à partir de 6940F

Prix par personne comprenant le transport aérien Paris-Orlando-Paris, 7 nuits d'hôtel pour 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple, la demi-pension, une voiture avec kilométrage illimité, les entrées aux attractions Disney World, Epcot Center, Sea World, Kennedy Space Center.

COMITOUR

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Comitour : 1, rue Daunou, 75002 Paris. Tél. : 261.67.08.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Lt 715 A

PAN AM

société

DEVANT LA COUR D'ASSISES DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Cinq peines de prison à vie : l'avocat général a requis autant contre le SAC que contre les accusés eux-mêmes

Aix-en-Provence. — Quel ouragan, quel souffle et quel imprécateur ! M. Christian Lassalle, avocat général à la cour d'appel d'Aix-en-Provence, c'est Jupiter tonnant avec l'accent de l'Ariège. Il a tonné, le lundi 13 mai, durant les quatre heures étendues du réquisitoire dont il avait la charge, au procès des six accusés de la tuerie d'Auriol. Mais, s'il l'a fait contre les hommes qu'il avait devant lui en réclamant pour cinq d'entre eux, Maria, Collard, Finocchietti, Poletti et Campana, la réclusion criminelle à perpétuité et laissant à la cour le soin d'apprécier si « elle peut consentir seulement vingt ans pour Massie », il l'a fait aussi contre le SAC auquel ils appartenaient tous.

SAC de Marseille certes, mais à ses yeux, SAC tout court, car cette section des Bouches-du-Rhône « n'en fut qu'un microcosme exemplaire ». Ainsi, le propos fut vraiment à la dimension de l'affaire dont il était l'objet, écouté par une salle archi-comble dans laquelle on relevait la présence discrète du premier président et du procureur général.

D'emblée, ce fut l'attaque : « On n'entraîne pas, mesdames et messieurs, au SAC comme on entre en religion. Certes, il y avait là quelques militants sincères et purs, mais autour d'eux que d'arrivistes, de truands, d'aventuriers remplacés par fil des purges successives par

d'autres arrivistes, d'autres truands, d'autres aventuriers ! »

M. Lassalle a fait ses comptes. De tous les témoins membres du SAC qui ont été déposés, il sait et nomme ceux qui ont été, pour la justice, faussaires, voleurs, receleurs ou escrocs. Il sait aussi que à côté de ces « petits maqueux et grandes canailles », il y avait des policiers « quelques policiers de trap, cinquante-deux exactement entre 1969 et 1980, adhérents sans conviction. C'est misérable, mais ce devait être dit ».

Il relève aussi, chez tous, « cet amour immodéré des armes » révélé par les perquisitions. Ce sera l'occasion d'un premier coup de patte à M. Debizet : « cet homme pacifique, si soucieux de l'honneur de son mouvement, mais chez qui on a découvert trois fusils, une carabine, trois revolvers dont deux approvisionnés, des munitions en quantité et pas destinées à tirer les alouettes ».

Il afflue les portraits, les mentalités, les obsessions de clandestinité, les nostalgies des services secrets : « Ce sont là, pourtant, les individus que Debizet a choisis pour diriger la section des Bouches-du-Rhône, car ce sont là, à ses yeux, les plus aptes ».

Il lui faut maintenant entrer dans l'affaire elle-même, examiner com-

ment va naître entre Massie et Maria un conflit qui ne cessera de s'envenimer, de l'automne 1980 à l'été 1981. Massie « magouilleur », Massie « profiteuse minable et minable petit escroc prélevant sa dîme sur les cotisations », M. Lassalle en est convaincu autant que le fut Maria. Mais là n'est point à ses yeux la raison des crimes qui vont s'accomplir : « La véritable cause est ailleurs, sinon on aurait dû sionner Massie comme le furent d'autres avant lui à Paris, à Pau et ailleurs ».

Espionnage

La véritable cause, pour M. Lassalle, elle est inscrite dans ce goût qu'avait Massie de tout consigner des activités du mouvement dont il avait la responsabilité, dans sa proposition à l'espionnage que, dit-il au passage, « Debizet encourageait comme le procureur de ses lettres ». C'est encore un coup de griffe pour l'ancien secrétaire général : « Debizet s'insurge aujourd'hui, quand on attaque son mouvement, il est dit plus crédible, s'il avait présenté les documents qu'il détenait et qu'il a volontairement soustraits à la justice. Il me fait penser à ces banqueroutiers qui détruisent leur comptabilité pour assurer ensuite, la main sur le cœur, qu'elle était rigoureuse et sincère ».

Que craignait donc Maria ? Il craignait que Massie, devenu incertain, ne révèle la réalité d'attentats commis à Marseille et en Corse, imputés au FLNC ou à des mouvements mystérieux, alors qu'ils avaient été le fait de gens du SAC.

Car Massie l'avait bel et bien confié à certains de ses intimes. Il avait dit que des explosions comme celle qui endommagea un centre culturel occitanique à Plan-d'Aups ou contre l'imprimerie Encre noire, étaient le fait de Maria et de Collard. Maria lui-même avait confié à Finocchietti qu'en agissant de la sorte, il entendait « mouiller Massie ».

Le SAC et FRANCIA ? Pour M. Lassalle, la aussi il y avait partie liée, quoi qu'en ait dit le commandant Pierre Bertolini.

« On peut en être assuré : la révélation de ces activités est une catastrophe pour le SAC, en un moment où tout laissait pressentir un changement de majorité. Voilà pourquoi il fallait réduire Massie au silence et quel meilleur silence que celui du cimetière ? Massie qui avait dit à son ami Courtois, qui devait disparaître le 15 mai 1981 : « Nous avons fait avec Collard et Maria des choses pas très propres ».

Voilà donc pour l'avocat général les raisons du drame. Voilà les raisons de l'attentat manqué du 26 avril 1981. Pour M. Lassalle, cette tentative fut bien une réalité. La preuve lui en est apportée par la peur dans laquelle allait vivre désormais Jacques Massie, peur qu'il exprima auprès des siens et qui se trouve dans les accusations qu'il porte ouvertement le 1^{er} mai contre Collard et Maria.

Lorsque Pierre Debizet vient à Marseille le 5 mai, il y vient bien en raison de cette affaire d'attentat dont Massie lui-même lui a déjà parlé. M. Lassalle estime que, dans cette occasion, le secrétaire général du SAC « n'est pas montré très curieux, et que sa responsabilité morale pour le moins est considérable ».

L'accusateur continue. La décision d'éliminer Massie, c'est Maria qui la prend et la prend seul. Il la

prend aussi avec toutes les conséquences qui peuvent s'ensuivre. Finocchietti et Campana l'ont déclaré expressément : « On avait envisagé de l'exécuter chez lui à l'occasion d'un week-end qu'il viendrait y passer, ce qui impliquait l'exécution de membres de sa famille ».

Dès lors, les choses vont se dérouler inexorablement. Après les avocats des parties civiles dont les derniers avaient été dans la matinée du 13 mai M^{rs} François Sartre et surtout M^{rs} Gilbert Collard, M. Lassalle va tout redire, tout examiner jour après jour, heure après heure. Il va montrer comment après les premières missions de « repérage » menées séparément par Collard et Finocchietti, puis par Campana, Poletti et Masson, les deux équipes vont se trouver réunies, le 18 juillet, sur ordre de Maria avec des armes et un équipement qui provient que l'on avait bel et bien prévu la suppression d'éventuels témoins.

A son tour, il va décrire la tuerie, s'appliquer à établir la part qu'y ont prise les uns et les autres, jusque dans l'assassinat d'Alexandre dont Poletti fracassa le crâne et qui fut achevé au couteau par Finocchietti. C'est à n'en plus finir. M. Lassalle a raison de dire que le reste, le trameport des corps « n'est que perpétuelle macabre ». Tout comme n'est que « recherche d'effacement » celle qui consista à savoir combi celui-ci ou celui-ci a porté de coups de couteau ou de coups de fusil.

« Une incroyable tuerie collective »

Ils ont tous participé délibérément à une incroyable tuerie collective et la participation de tous était indispensable ».

Cependant, comme il s'agit de juger, il convient, au-delà de l'affirmation, de présenter les arguments qui l'autorisent. Alors M. Lassalle a repris cas par cas, s'attardant surtout à Maria et à Collard, les deux qui, pour faire apparaître la vanité de leur position, l'inconsistance de leurs alibis, mettent en évidence les accusations portées contre eux par Campana, Poletti et Masson, elles-mêmes recoupées par les déclarations de Finocchietti, celui qui brosse d'eux des portraits tout à fait conformes aux leurs.

Chacun, pour finir, a eu droit à l'apostrophe directe, au geste qui désigne et stigmatise : « Vous Maria qui avez entraîné les autres dans ce processus effrayant ; vous Collard, tueur glacé et précis qui ne cédera jamais, tant il est sûr de son bon droit ; vous Finocchietti, ambigu, inquiet et seul responsable du cauchemar que vous dites vivre aujourd'hui ; vous Poletti, Campana, Masson, les aventuriers, les opportunistes, ramassés d'idéologies bolcheviques et contradictoires dans la vraie nature du SAC. Tous vous avez adhéré au projet sans réserves. Même ceux qui furent des vôtres vous renient aujourd'hui et vous condamnent. Vous vous êtes placés hors des obligations éternelles qui lient les hommes entre eux. Il faut contre vous des peines de nature à retenir les autres aventuriers, les traîtres de sang, les spadassins de tout bord et de tout acabit qui gravitent dans l'ombre et qui, demain, pour une raison d'Etat, aussi imaginaire et fumeuse que la vôtre, seraient prêts pour une même tragédie ».

Il reste à la défense à retrouver son souffle.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La libre diffusion du film « Je vous salue Marie » confirmée en appel

Dans un arrêt rendu le lundi 13 mai, la première chambre de la cour d'appel de Paris a confirmé la décision du juge des référés du 28 janvier dernier par laquelle deux associations catholiques intégrées étaient déboutées de leur action visant à faire interdire le film de Jean-Luc Godard « Je vous salue Marie ».

L'Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française et chrétienne et la Confédération nationale des associations familiales catholiques soutenaient que le film était une atteinte au respect des croyances et des sentiments religieux de leurs adhérents. Les magistrats ont considéré en appel que certains aspects du film « sont de nature à blesser sûrement ces personnes en leurs croyances et en leurs sentiments, mais aussi à heurter de nombreux spectateurs respectueux des valeurs spirituelles, qu'ils soient catholiques ou non, croyants ou non ».

Mais l'arrêt ajoute : « Ces atteintes ne sont pas portées dans des circonstances telles qu'elles constituent un trouble de gravité exceptionnelle, seul de nature à justifier des mesures restrictives de la liberté d'expression. (...) En l'absence de publicité et en particulier d'affichage de contenu provocant, les atteintes dues aux aspects blessants de cette œuvre sont nécessairement limitées aux spectateurs qui ont pris l'initiative de se rendre dans les salles de cinéma ».

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE L'ESSONNE

David, l'enfant martyr

Une affaire d'enfants martyrs particulièrement révélatrice est jugée, depuis lundi matin 13 mai, devant la cour d'assises de l'Essonne à Evry avec le procès de Claude Chevet, trente-six ans et de sa concubine, Françoise Bisson, trente-neuf ans, conjointement accusés d'avoir fait subir des sévices et d'avoir séquestré David, aujourd'hui âgé de quinze ans, le premier fils de Françoise Bisson.

attaché à un pied de lit ou à la tuyauterie du chauffage. La nuit, il couchait dans le salon de bains, enchaîné à la cuvette des W.C.

Puis, la famille s'installe à Brétigny-sur-Orge. David est enfermé dans un placard de 2 mètres sur 1,60 mètre, dépourvu de lumière : bornés quelques sorties dans l'appartement, quand son frère trouve une clé, il restera prisonnier jusqu'à son éviction.

Le drame de David n'aurait peut-être jamais été connu si ce dernier n'était parvenu, le 17 août 1982, à s'échapper de l'appartement de ses parents, à Brétigny-sur-Orge. Découvert endormi dans un jardin, le petit garçon était, quelque temps plus tard, raconté toute son histoire à la police. « Je me suis enfui pour échapper aux sévices que me font subir mes parents depuis plusieurs années », expliquait-il aux policiers avant de faire le récit de sa pitoyable existence.

David est né le 29 mai 1970. Fruit d'une liaison passagère avec un homme marié, il n'a jamais connu son père et sa mère qui cache à son entourage sa grossesse et la naissance. Dix jours plus tard, alors que sa mère reprend normalement son travail comme hôtesse à la Compagnie des wagons-lits, David est confié à des nourrices. De son côté, Françoise Bisson fait la connaissance de Claude Chevet en 1971. L'année suivante, ils ont un fils, Laurent. Françoise Bisson reprend alors David au foyer. Mais, très vite, elle le rejette. Très attaché à Laurent, elle se montre, au contraire, dure à l'égard de David. Entre les deux le fossé se creuse, mais David continue cependant de mener une existence normale.

Se produit alors un événement dramatique au sujet duquel deux versions s'opposent : d'un côté, l'accusation affirme que le père de David, pour le punir de ne pas vouloir manger, lui aurait plongé et maintenu les mains dans un bidet rempli d'eau bouillante. De l'autre, l'accusée parle d'accident. Il reste que David, brûlé au deuxième degré, ne recevra d'autres soins que ceux de sa mère et qu'il conservera de graves séquelles.

C'est là que tout bascule : au phénomène de rejet vient s'ajouter la nécessité de cacher aux autres la gravité de l'infirmité de David, consécutive aux brûlures. A l'âge scolaire, l'enfant n'est inscrit nulle part. David est désormais « égaré » dans l'appartement du couple à Neuilly-sur-Marne. Le jour, il est

Plus le temps passe...

Juger, c'est comprendre et, pour les jurés de l'Essonne, la tâche ne s'annonce pas facile. Comment, en premier lieu, interpréter l'attitude de cette mère, a priori indigne, mais dont tous les témoignages indiquent qu'elle aimait les enfants et choisait son second fils Laurent ? Selon un psychologue, les rapports entre David et sa mère furent faussés dès le départ. « Elle ressentait tout ce qu'il faisait de désagréable comme une agression dirigée contre elle », disait-il en cet expert. « Je n'ai pas compris son comportement, que j'ai pris pour un rejet. Je n'ai pas redressé la situation. Plus le temps passait, moins je voyais de solution pour en sortir », a expliqué Françoise Bisson en réponse aux questions de M. François Sarvet, président de la cour d'assises.

Blonde aux cheveux longs coiffés en natte, les joues creusées, la tête constamment rentrée dans les épaules, le regard rivé au sol, elle n'a guère pu fournir d'autre explication. Claude Chevet, brun et moustachu, n'a pas été beaucoup plus loquace sur son attitude. Lui, il fait comme s'il n'était pas responsable. « Je ne l'ai pas battu. Je ne savais pas ce que faisait Françoise », a-t-il affirmé lors de son interrogatoire. Il joue les Ponce Pilate : c'est un rôle tant pour un homme que certains décrivent « souper au lait et manger d'autorité ».

Dans ce foyer, il aurait pu être le père de David et le protéger. Mais il n'a presque rien fait pour s'opposer à une femme qui, sans doute « du moins le croyait-il », lui aurait fait des scènes s'il s'était interposé.

Chavet attendait en fait, comme il l'a confié à l'audience, « que quelqu'un fasse quelque chose pour mettre fin à la situation ». Ce quelque chose, c'est David qui l'a provoqué en s'évadant...

PATRICK DESAVIE.

AGITATION SPORADIQUE DANS PLUSIEURS PRISONS

Quatre suicides, deux grèves de la faim

Retour au calme incertain dans les prisons françaises après l'arrêt des divers mouvements collectifs de la semaine passée. Mais suicides, grèves de la faim, mesures disciplinaires, protestations syndicales... expriment toujours le malaise profond du monde pénitentiaire.

De nouveaux suicides de détenus marquent cette chronique de la prison quotidienne. A la maison d'arrêt de la Taludière à Saint-Etienne (Loire), Pascal El Hocine, âgé de vingt-sept ans, s'est donné la mort, dimanche 12 mai, en s'ouvrant les veines. Il avait été condamné par le tribunal de Montbrison (Loire) à trois ans de prison pour falsification de chèques et usage et détention de stupéfiants.

A la maison d'arrêt d'Agén, un détenu espagnol, José Moreno Puggles, âgé de trente-cinq ans, a été retrouvé, lundi matin 13 mai, pendu dans sa cellule. Il était depuis deux ans en attente de son jugement pour tentative de hold-up et pour un assassinat, commis en France, et devait comparaître, mardi, devant la cour d'assises de Lot-et-Garonne. A la maison d'arrêt de Dijon (Côte-d'Or), un détenu, Bernard Malet, âgé de vingt-deux ans, condamné à dix ans de prison pour vols avec violence, est dans un état désespéré après avoir tenté de se pendre, lundi.

D'autre part, Jacques L., cinquante ans, un détenu de la prison Saint-Paul de Lyon, hospitalisé le 10 mai après une tentative de suicide, a succombé lundi soir à ses blessures.

Deux grèves de la faim : une cinquantaine de détenus de la maison d'arrêt d'Auxerre (Yonne) observent, depuis dimanche soir 12 mai,

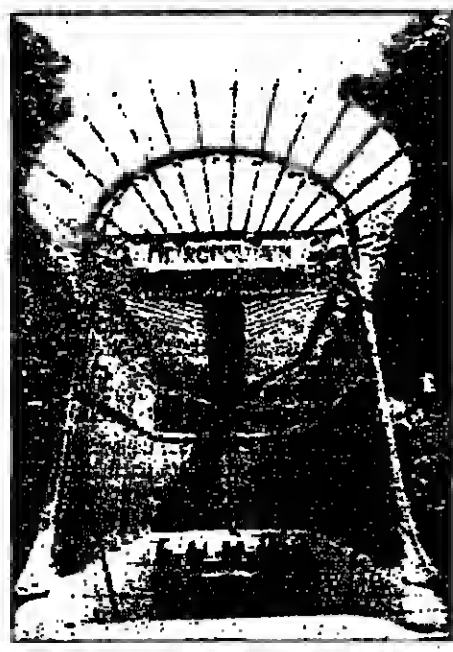
une grève de la faim afin d'obtenir une augmentation du temps de parloir (quarante-cinq minutes au lieu de trente), une meilleure répartition des promenades (deux fois une heure par jour contre une heure trente actuellement pour une seule sortie), la gestion du foyer par les détenus et un « meilleur respect » de la part des gardiens. Plusieurs dizaines de détenus, hommes et femmes, de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne) ont eux aussi refusé de s'alimenter lundi 13 mai.

Parallèlement, l'un des dirigeants d'Action directe, Régis Schleicher, inculpé pour l'assassinat de deux policiers à Paris le 31 mai 1983, a été transféré, pendant le week-end dernier, de la prison de Fleury-Mérogis à la maison d'arrêt de Lorient (Morbihan). Schleicher est considéré par la chancellerie comme l'un des principaux meneurs des incidents survenus le 5 mai à Fleury-Mérogis. Schleicher, ainsi qu'un autre militant d'Action directe emprisonné à Fleury, Nicolas Halfon, est depuis le 7 mai l'objet d'une information judiciaire pour « destruction et dégradation d'objets mobiliers et de biens immobiliers ».

Tandis que M. Robert Badinter, garde des sceaux, se rendait, lundi 13 mai, à la prison Saint-Paul de Lyon, où il a rencontré notamment le directeur de l'établissement, trois syndicats des personnels pénitentiaires — la CFTC, la CGC et le syndicat autonome — lui demandaient une audience commune. Ces organisations souhaitent que « le gouvernement prenne dans les meilleures délais toutes les initiatives législatives et réglementaires auprès de la magistrature pour diminuer, autant que faire se peut, le nombre de prévenus et de condamnés à de courtes peines ».

Le Monde

Six promenades d'architecture à Paris



Guides et itinéraires pour découvrir un Paris ignoré des touristes

- GUIMARD et l'art nouveau
- FER ET VERRE autour de la Bourse
- ATELIERS à Montparnasse
- HABITAT SOCIAL à Ménilmontant
- ARTS DÉCORATIFS à Passy et Auteuil
- AVEC L'AUTOBUS de petite ceinture

EN VENTE EXCLUSIVEMENT AU « MONDE » - 45 F

BON DE COMMANDE
« PROMENADES D'ARCHITECTURE A PARIS »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL [] [] [] VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (S) X 55 F =
(45 F + 10 F frais d'expédition)

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT
AU « MONDE », Service des ventes au numéro,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

Trois pro

Dans la

les franciscains rappo

55 من الامم

dossier

LE POINT SUR...

Le statut des immigrés

Le droit de vote aux élections locales ne sera pas accordé aux étrangers, à court terme en tout cas. M. François Mitterrand, qui y est favorable, recommandait lui-même, le 20 avril dernier, que l'opinion française n'est pas prête à suivre l'exemple de la Suède, de la Norvège, du Danemark et des Pays-Bas.

Les partisans d'une telle réforme font valoir que les immigrés, installés en France de manière durable, sont soumis aux mêmes obligations financières que les Français. Un droit de vote leur permettrait, à la fois, de participer davantage à la vie locale et de mieux intéresser les partis politiques à leur sort.

Beaucoup de Français estiment, au contraire, que le droit de vote est inséparable de la citoyenneté. Modifier ce principe constitutionnel pour les élections municipales, qui ont un caractère politique, n'entraînerait-il pas tôt ou tard à s'interroger sur la participation des immigrés à d'autres scrutins ? S'y ajoute une autre raison, moins souvent formulée : les quatre millions d'étrangers qui vivent en

France auraient des droits excessifs, et il n'y aurait aucune raison de leur en accorder d'autres, surtout dans le domaine politique. Dans cet esprit, des partis ou groupements d'extrême droite, comme le Front national ou le Club de l'Horloge, veulent retirer certaines facilités aux immigrés.

A l'inverse, le MRAP et d'autres mouvements antiracistes dénoncent une série de discriminations et jugent insuffisantes les améliorations apportées depuis 1981.

La politique gouvernementale actuelle comporte trois volets : maîtriser l'immigration illégale et limiter au maximum les nouvelles installations d'étrangers en France ; aider les immigrés qui le désirent à retourner dans leur pays d'origine ; favoriser l'insertion des autres, c'est-à-dire l'immense majorité.

Les immigrés sont de moins en moins des travailleurs temporaires. Rejoints en France par leur famille, ils réclament des droits et des garanties. C'est dans cet esprit qu'a été institué, en juillet 1984, un titre unique de séjour et de travail, valable dix ans et renouvelable de plein droit. Les étrangers en situation régulière

ont, grosso modo, les droits du travailleur, mais pas ceux du citoyen.

Pour l'emploi et la protection sociale, leur statut est presque égal à celui des Français. (Du moins sur le papier, car il y a souvent une marge entre la loi et son application). Leurs droits politiques, en revanche, sont très limités. La mesure la plus importante dans ce domaine a été la suppression, en octobre 1981, de toutes les entraves à la liberté d'association. A noter également la création, en juillet 1984, d'un organe consultatif, le Conseil national des populations immigrées.

Mais où s'arrêtent les droits sociaux ? Où commencent les droits politiques ? Si les travailleurs étrangers ne sont pas associés à des décisions municipales qui les concernent directement, ils peuvent élire des juges prud'homaux et diriger des syndicats... Leur statut n'échappe pas à l'ambiguïté. Même ceux qui, à la naissance ou à dix-huit ans, deviennent automatiquement français ne sont souvent pas considérés comme tels et n'utilisent d'ailleurs pas toujours leurs droits politiques. Le mot « immigré » recouvre, plus que jamais, des réalités très différentes.

Un titre unique de séjour et de travail

Tous les étrangers résidant en France n'ont pas exactement le même statut. Il faut distinguer cinq catégories :

- Les étrangers du régime général qui sont, de loin, les plus nombreux ;
- Les ressortissants algériens ;
- Les ressortissants d'autres pays (anciennes colonies françaises du sud du Sahara), qui ont conclu des accords bilatéraux avec la France ;
- Les ressortissants des pays de la Communauté européenne qui bénéficient de certains avantages ;
- Les réfugiés politiques et les apatrides.

Le régime général

La loi du 17 juillet 1984 a supprimé la dualité des titres de séjour et de travail. Il n'existe plus désormais que deux titres uniques : la carte de séjour temporaire et la carte de résident. Tout étranger âgé de plus de seize ans, séjournant en France, doit être titulaire de l'un ou l'autre de ces documents.

● La carte de séjour temporaire, portant le cas échéant la mention « salarié », est valable un an et renouvelable. Son titulaire salarié, qui serait involontairement privé d'emploi, obtient le prolongement automatique de son autorisation de travail pour un an. Si, à l'issue de cette prolongation, il est toujours privé d'emploi, sa demande de renouvellement peut être refusée sous réserve de l'examen de ses droits à indemnisation de chômage.

● La carte de résident confère à son titulaire le droit d'exercer l'activité professionnelle de son choix. Elle est valable dix ans et renouvelable de plein droit.

Ce document peut être accordé au titulaire d'une carte de séjour temporaire à trois conditions : si l'intéressé justifie d'une résidence en France régulière et non interrompue d'au moins trois années ; s'il dispose de ressources stables et suffisantes ; si sa présence en France ne

constitue pas « une menace pour l'ordre public » (dans l'affirmative, il sera mis en demeure de quitter le territoire national dans un délai n'excédant pas un mois, sous peine de poursuites judiciaires).

Tous les étrangers déjà en possession d'un titre de séjour ou de travail de trois ans obtiennent automatiquement, à l'expiration de ce titre, une carte de résident.

La carte de résident est délivrée de plein droit :

- 1) Au conjoint étranger d'un ressortissant de nationalité française ;
- 2) A l'enfant étranger d'un ressortissant de nationalité française, si cet enfant a moins de vingt et un ans ou s'il est à la charge de ses parents, ainsi qu'aux ascendants d'un tel ressortissant et de son conjoint qui sont à sa charge ;
- 3) A l'étranger qui est père ou mère d'un enfant français résidant en France, à moins qu'il n'ait été déchu définitivement de l'autorité parentale ;
- 4) A l'étranger titulaire d'une rente d'accident du travail servie par un organisme français et dont le taux d'incapacité permanente est égal ou supérieur à 20 % ;
- 5) Au conjoint et aux enfants mineurs de dix-huit ans d'un étranger titulaire de la carte de résident qui sont autorisés à séjourner en France au titre du regroupement familial ;
- 6) A l'étranger qui a obtenu le statut de réfugié politique ;

A noter cependant que :
- Les étrangers n'ont pas droit à des emplois publics et que cette interdiction s'étend à des emplois parapublics (SNCF, EDF, etc.) ;
- Les allocations familiales ne sont perçues que si la famille réside en France ; dans le cas contraire, la plus grande partie de ces sommes est versée au Fonds d'action sociale (FAS) ;
- Les étrangers sont électeurs mais non éligibles aux conseils de prud'hommes ;
- La formation professionnelle, mal adaptée, ne leur est pas toujours accessible.

Pour ce qui est de la vie quotidienne (habitat, école, etc.), les étrangers sont, en principe, à égalité avec les Français. Mémes droits au logement, mêmes droits à l'inscription. Ils peuvent participer, comme tous les citoyens, aux comités de locataires, aux associations de parents d'élèves, aux élections à l'université.

L'aide au retour

Les travailleurs étrangers involontairement privés d'emploi depuis moins de six mois et dont le dernier employeur a signé une convention avec l'Office national d'immigration peuvent bénéficier d'une aide à la réinsertion dans leur pays d'origine.

Cette aide comprend :
- Une prise en charge des frais de voyage pour l'intéressé, son conjoint et ses enfants ;
- Une allocation de démenagement forfaitaire ;

7) A l'apatride justifiant de trois années de résidence en France ;

8) A l'étranger qui justifie, par tous moyens, résider en France habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ;

9) A l'étranger qui justifie, par tous moyens, résider en France habituellement depuis plus de quinze ans.

L'accord franco-algérien

La circulation, l'emploi et le séjour en France des ressortissants algériens et de leur famille sont régis par l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968. Ce document a été modifié le 3 décembre 1984 pour étendre à dix ans - comme pour les autres étrangers - la durée des certificats de résidence, renouvelables de plein droit.

Les Algériens de France avaient, au départ, un statut préférentiel, fondé sur les accords d'Evian. Ils estiment aujourd'hui être dans une situation plus précaire que celle des autres étrangers. En particulier l'article 10 de l'accord franco-algérien de 1968 prévoit que les certificats de résidence peuvent être retirés aux ressortissants algériens « considérés comme otifs du fait qu'ils se trouvent en France sans emploi ni ressources depuis plus de six mois consécutifs ».

La France compte, d'autre part, de nombreux réfugiés politiques. La

plupart viennent du Sud-Est asiatique et d'Europe de l'Est, suivis - de très loin - par l'Amérique latine et l'Afrique. Devant le nombre grandissant de candidats, des mesures restrictives sont à l'étude (le Monde du 19 février).

Le statut de réfugié est accordé par l'OFPIA (Office français de protection des réfugiés et apatrides). Il existe deux procédures d'accueil. L'une concerne les demandeurs d'asile individuels dont la situation est très précaire ; l'autre, fondée sur des quotas annuels, permet à des étrangers d'arriver en France avec un laissez-passer établi par le ministère des relations extérieures et d'obtenir assez rapidement un statut de réfugié.

Expulsions

L'expulsion est une mesure administrative, décidée par le ministre de l'Intérieur quand il estime que la présence d'un étranger représente « une menace grave » pour l'ordre public. Les personnes de moins de dix-huit ans ne peuvent être expulsées.

La reconduite à la frontière est une décision judiciaire, prononcée par un tribunal. Elle s'applique aux étrangers en situation irrégulière. Diverses mesures ont été prises pour accélérer les procédures et améliorer les conditions matérielles de reconduite à la frontière.

Nationalité française

Plusieurs dizaines de milliers de personnes résident en France acquiescent chaque année la nationalité française, à leur demande et parce qu'elles répondent à certaines conditions. Le mariage avec un citoyen français permet d'obtenir la nationalité au bout de six mois, par déclaration.

Mais il existe aussi des acquisitions automatiques. Aina, toute personne née en France de parents étrangers acquiert la nationalité française à dix-huit ans si, à cette date, elle réside en France et y a eu sa résidence habituelle pendant les cinq années précédentes. Le mineur peut cependant décliner la qualité de Français, avec l'autorisation de

ses parents, dans l'année précédant sa majorité.

D'autre part, un étranger né en France est Français dès sa naissance si l'un de ses parents étrangers est lui-même né sur le territoire français. C'est le cas des jeunes Algériens nés après l'entrée en vigueur des accords d'Evian, le 1^{er} janvier 1963. Il en est de même pour les autres immigrés, nés en France après l'indépendance de leurs pays respectifs.

Les titulaires de la double nationalité, française et algérienne, choisissent de faire leur service militaire soit en France, soit en Algérie. Ils ont, bien entendu, le droit de voter en France, même s'ils l'exercent encore rarement.

Regroupement familial

Les travailleurs immigrés résidant en France peuvent être rejoints par leur famille ; à certaines conditions fixées par le décret du 4 décembre 1984. Ce texte a modifié les règles précédentes sur un point essentiellement : la famille reste au pays d'origine pendant la durée de la procédure. Seuls le conjoint du demandeur et ses enfants de moins de dix-huit ans (ou de moins de vingt et un ans dans quelques cas) peuvent bénéficier de ce regroupement familial, soumis à des règles très strictes.

Pour que soit prise en compte la demande, faite par l'intéressé au commissariat de la République de son département, trois conditions préalables sont nécessaires : le travailleur doit justifier d'une année de présence en France, prouver que ses ressources sont stables et suffi-

santes et qu'il dispose d'un logement en mesure d'accueillir sa famille. Ce logement doit être conforme aux conditions « tenues pour normales pour une famille de même composition dans la même région », c'est-à-dire disposer de certains équipements de base (eau potable, chauffage, etc.) et une surface minimale (52 m² pour cinq personnes, 79 m² pour huit personnes). Dans la pratique, de telles règles, auxquelles les familles françaises ne sont évidemment pas soumises, reviennent à restreindre fortement le regroupement familial.

Si ces conditions sont remplies, la famille devra subir une visite médicale dans le pays d'origine. La demande sera rejetée si l'un de ses membres « constitue une menace pour l'ordre public » en France.

Nombre et répartition

Combien d'étrangers résident en France ? 3 680 100 selon le recensement général de 1982, mais 4 470 495 au 31 décembre 1983, selon le ministère de l'Intérieur. Si le premier chiffre peut paraître en défaut, le deuxième est surévalué car il recense les titres de séjour en cours de validité sans tenir compte de tous les décès, naturalisations et retours au pays.

Ces 4 470 495 personnes se répartissent, en tout cas, de la manière suivante : 1 057 402 enfants de moins de seize ans ; 2 067 136 étrangers relevant du régime général ; 645 003 ressortissants algériens ; 445 987 ressortissants d'Etats membres de la CEE ; 128 001 ressortissants d'Etats africains du Sahara du Sud auparavant sous administration française et 125 966 réfugiés et apatrides.

En dix ans, l'évolution a été la suivante :

	1973	1983
Total	3 906 251	4 470 495
Principales nationalités :		
Algérie	845 894	777 027
Belgique	63 832	63 477
Espagne	570 398	390 262
Italie	872 803	426 325
Maroc	289 690	519 571
Pologne	91 059	82 165
Portugal	812 007	869 564
Tunisie	148 806	214 957
Turcs	45 383	144 531
Yugoslaves	79 345	66 519

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1985

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la dernière sélection à Paris Vendredi 24 Mai 1985

école supérieure de commerce de Paris

cesma

23, avenue Guy de Collongue - B.P. 174 - 93130 Bouilly-Tel. (7) 833.81.22

Les droits du travailleur mais pas ceux du citoyen



Une participation au projet de réinsertion professionnelle, plafonnée à 20 000 francs.
L'aide publique s'ajoute à l'aide de l'entreprise et au versement des deux tiers des allocations de chômage restant à courir.

Liberté d'association

Neuf mille candidats au retour se sont fait connaître au premier trimestre 1985, et 70 % ont été agréés. Parmi eux, un tiers d'Algériens.

La loi du 9 octobre 1981 n'a supprimé le décret-loi de 1939 qui soumettait les associations type 1901 dirigées par des étrangers à l'autorisation préalable du ministère de l'Intérieur. Cela n'encourage la floraison d'associations étrangères. A eux seuls, les Portugais en auraient utilisé mille.

Subsiste, en revanche, l'entre-décret-loi de 1939 qui autorise le ministère de l'Intérieur à interdire la circulation, la diffusion et la mise en vente de publications étrangères.

En principe, rien n'interdit à des étrangers de défendre des opinions politiques. Mais ils sont astreints, de

fait, à une non-ingérence dans les affaires françaises. On se demande, d'autre part, si l'activité de certaines associations étrangères ne provoquera pas des difficultés diplomatiques avec tel ou tel pays, amenant les autorités françaises à intervenir d'une manière ou d'une autre.

Le décret du 17 juillet 1984 a institué, auprès du ministre chargé des immigrés, un Conseil national des populations immigrées. Cet organisme se réunit au moins deux fois par an. Il peut être consulté par le ministre sur toutes les questions concernant les conditions de vie, l'habitat, l'emploi, l'éducation et la culture. Mais il n'a, pour le moment, qu'un rôle très limité.

Préside par le ministre, le Conseil comprend : seize représentants des immigrés ; quatre représentants des organisations syndicales ; le président du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille ; le président de l'Office national d'immigration ; le président de l'Union nationale des associations familiales et dix personnalités choisies par le ministre pour leur qualification.

DOSSIER ÉTABLI PAR ROBERT SOLE

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
PICARD
+ d'autres marques

Matériel
GARANTI 5 ANS
+ 1 blindage acier
15/10°
+ 4 goujons d'acier
anti-dégondage
+ 1 cornière en acier
sur bâti bois
+ 3 cornières
anti-pince
à l'extérieur sur le
pourtour de la porte

OFFRE EXCEPTIONNELLE

3.600 F TTC
Pose et démol. comp.
PARIS-SANLÉVE

Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
☎ 554.58.08
554.41.95

FAÇONNEMENT

554 41 95

Le Monde SCIENCES

Ariane au grand pas

A mesure que les satellites prennent du poids et que les lanceurs s'alourdissent, le « spatiodrome » de Kourou s'agrandit. Le deuxième pas de tir, ELA 2, est presque achevé, et l'on songe déjà à l'installation d'ELA 3, dans les années 90.

Il en va des lanceurs de satellites comme des automobiles. Les années passent et les modèles se renouvellent, offrant à la clientèle des gains de performance et de rentabilité sans rapport avec ceux qui les ont précédés. Ariane n'a bien sûr pas échappé à cette règle, comme le montrent les calendriers de tir établis par la société Arianeespace, chargée de promouvoir et de commercialiser le lanceur européen.

En effet, même s'il est vrai que, cette année encore, le lanceur Ariane-1, identique à celui qui fit ses premiers vols en décembre 1979, sera tiré de la base guyanaise de Kourou, l'heure est à des engins autrement puissants, comme Ariane-2 et Ariane-3, capables de mettre en orbite de transfert géostationnaire des satellites d'un poids compris entre 2 100 et 2 580 kilos, contre 1 825 pour la première version d'Ariane.

La compétitivité, on s'en doute, est à ce prix, dans la mesure où les constructeurs de lanceurs doivent en permanence savoir s'adapter aux exigences nouvelles de leur clientèle, soucieuse d'envoyer en orbite des charges plus lourdes, mais aussi plus volumineuses. A ces exigences commerciales, qui ont conduit l'Europe à engager le développement du très puissant lanceur Ariane-4, s'ajoutent des contraintes d'ordre technique tenant à la nature même de l'engin, en particulier pour ce qui concerne le site de lancement. De même qu'un avion gros-porteur ne peut se contenter de l'infrastructure d'un aérodrome, de même un nouveau lanceur a, en principe, besoin d'un pas de tir spécifique.

Pour des raisons économiques bien naturelles, les réalisations ne suivent pas ce que la théorie impose, et l'on essaie, faute de

mieux, d'adapter les aires de lancement à un, deux, voire trois modèles de fusées. C'est le cas du pas de tir de Kourou (ELA 1), actuellement exploité par Arianeespace, hérité des années noires qui virent les échecs successifs et dramatiques de la fameuse fusée Europa.

Cet ensemble technique a été modifié au fil des ans pour recevoir tour à tour Ariane-1, Ariane-2, mais aussi Ariane-3, qui constituent l'essentiel de son plan de charge. Une activité importante et qui devrait prendre fin, selon le président d'Arianeespace, M. Frédéric d'Allest, au début de 1987.

Pourquoi ? Tout simplement parce qu'à cette époque les fusées Ariane-2 et 3 ne seront plus fabriquées. Lorsque le dernier exemplaire d'Ariane-3 prendra son vol, dans le courant de 1988, les six versions du lanceur Ariane-4 (1) auront, depuis longtemps déjà, pris le relais.

Deux zones séparées

Tout change en effet très vite dans le domaine spatial. Au point même qu'en novembre 1984, lors du vol du deuxième exemplaire de la fusée Ariane-3, M. d'Allest avait laissé échapper : « Ariane-3, c'est maintenant du passé ! » Le commentaire n'était qu'à peine ironique. Les Européens l'ont bien compris, eux qui, dès juillet 1980, avaient pris la décision de construire un nouvel ensemble de lancement (ELA 2) plus moderne et plus conforme aux exigences actuelles.

Cette installation est aujourd'hui pratiquement prête à fonctionner. En ce moment, les techniciens mettent la dernière main à ce pas de tir optimisé pour Ariane-4, dont les bâtiments jaunes pile rehaussés de quelques bandes orange se détachent sur le vert de la forêt. Tout cela a des

allures de chantier bien ordonné. Ce n'est en fait qu'à l'intérieur des bâtiments que l'on se rend mieux compte du saut conceptuel qui a été fait pour réaliser ELA 2.

Comme l'explique M. Michel Pupin, responsable de la logistique et de la gestion de ce nouvel ensemble, ELA 2 diffère d'ELA 1 sur au moins trois points, exception faite, bien sûr, de la taille des lanceurs qu'il met en œuvre.

Tout d'abord, sa conception d'ensemble. « Pour réduire au minimum la durée des campagnes de lancement », indique M. Pupin, il a été décidé de séparer géographiquement la zone où sont préparés les lanceurs de celle où ils sont mis à feu. » Ce choix, qui, au gigantisme près, s'apparente à celui des Américains pour les vols de la navette et

zone de lancement, les derniers préparatifs avant son envol. Résultat : la durée d'une campagne de tir « se limite à trente-cinq jours ouvrables », ce qui autorise un lancement tous les mois, contre un tous les deux mois sur ELA 1.

Mais, en fait, ne serait-ce qu'en raison d'une capacité de production volontairement limitée des lanceurs Ariane, ce sont en moyenne huit tirs par an qui seront effectués depuis ce site. La marge de manœuvre en cas d'urgence est donc confortable.

Deuxième originalité d'ELA 2 : l'utilisation d'une table de lancement mobile. Ce concept s'apparente, à quelques nuances près, aux véhicules à chenilles utilisés par les Américains pour transporter la navette spatiale ou les fusées lunaires, et au dispositif de

écoles en ce sens qu'une double voie ferrée de 1 kilomètre de long environ a été construite, sur laquelle circule cette table de lancement portée par trente-deux roues, et que le lanceur est transporté, vide, en position verticale. Ainsi Ariane pourra-t-elle accomplir un « long » voyage d'une heure environ à une vitesse maximale de 1 ou 2 kilomètres à l'heure, entre sa zone de préparation et sa zone de lancement.

Quelque 650 tonnes de ferraille, dont seulement 25 à 30 tonnes de lanceur vide, défilent alors, poussées ou tirées par un camion de 300 chevaux, spécialement aménagé pour l'occasion. Deux modèles de table existent actuellement : un pour Ariane-3, qui devrait être utilisé pour le tir du mois de décembre, et un autre pour Ariane-4, qui sera testé en juillet de l'année prochaine. Dans la mesure où les lanceurs Ariane-4 prendront de plus en plus d'importance, il a été prévu de construire une seconde table mobile de ce type.

Troisième originalité : l'information du pas de tir. Elle a été poussée au maximum, ce qui aura pour effet de réduire les effectifs des équipes de tir et de simplifier les procédures. Comme le fait remarquer Michel Pupin : « Il aurait fallu, pour respecter les cadences de tir retenues, construire deux pas de tir si l'on avait fait appel aux techniques utilisées sur ELA 1. » Une amélioration que personne ne regrettera, d'autant que le bunker du PC de lancement, distant désormais de 1 kilomètre environ du pas de tir

contre plusieurs heures, voire une journée, précédemment.

Ce nouveau pas de tir, qui aurait dû être livré à l'Agence spatiale européenne en avril de cette année, ne devrait l'être finalement qu'en juillet. Cela tient, paraît-il, à des problèmes de production de lanceurs et à des questions de rentabilisation d'ELA 1.

Reste qu'ELA 2 devrait être exploité dès la fin de cette année par Arianeespace, qui effectuera, le 13 décembre, un tir d'Ariane-3. Quant au lancement du premier exemplaire d'Ariane-4, il n'aura pas lieu avant juillet 1986. L'Europe se trouvera alors mieux à même de disputer aux Etats-Unis le marché des services de lancement de satellites. Et cela, à relativement peu de frais puisque le coût d'ELA 2 (un peu plus de 1 milliard de francs - aux conditions économiques de 1984 - sur cinq ans) n'aura dépassé que de 15 % environ l'enveloppe initialement prévue.

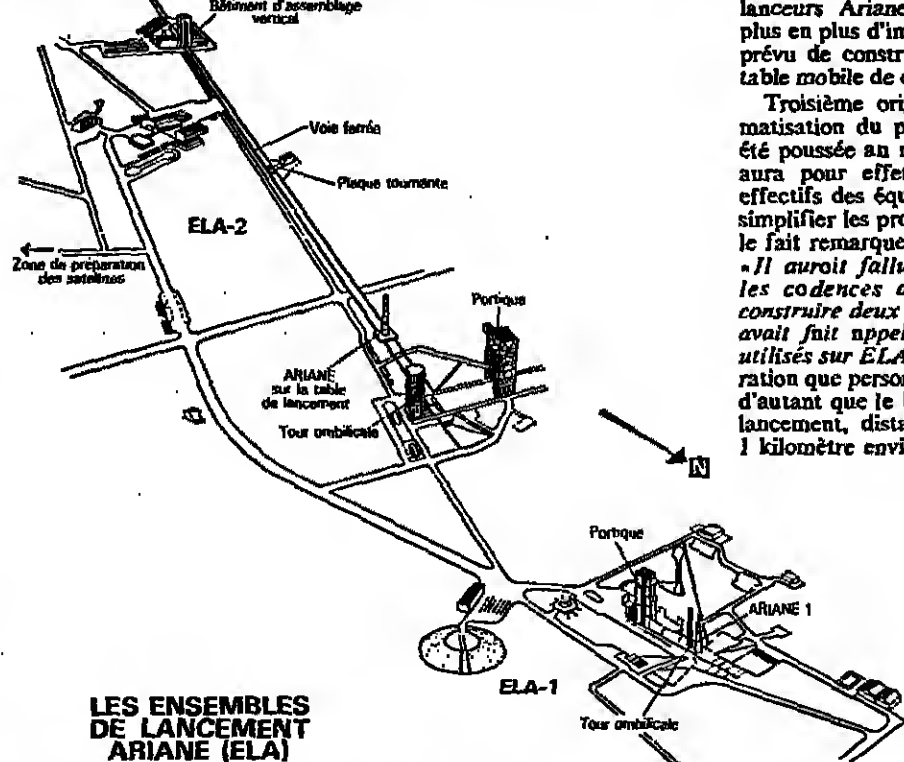
Lanceur lourd et planeur spatial

Mais ce programme n'est qu'une étape. Le temps presse et l'on pourrait dire, en paraphrasant M. d'Allest, qu'ELA 2 est d'ores et déjà du passé. Le site d'ELA 3, à partir duquel s'élanceront, au début des années 90, les lanceurs lourds Ariane-5 et, plus tard, le planeur spatial habité Hermès, a en effet déjà été choisi. A 500 mètres environ au nord-est du pas de tir historique d'Ariane.

Bien que la décision de construire n'ait pas encore été prise, les premières études ont été lancées et les appels d'offres pour cette nouvelle installation devraient intervenir prochainement. Tout paraît donc pratiquement joué, comme semble le montrer la plaque tournante d'ELA 2, qui pourrait servir d'anguille vers ce nouveau pas de tir. Un signe qui ne trompe pas.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Six versions de la fusée Ariane-4 sont à l'étude. Elles devraient permettre la mise en orbite de charges dont la masse sera comprise entre 1 900 et 4 200 kilos.



d'Apollo, donne en effet une plus grande souplesse d'utilisation des moyens de lancement, puisqu'un lanceur peut être érigé, assemblé et contrôlé en zone de préparation, tandis qu'un autre subit, en

voie ferrée mis en œuvre par les Soviétiques, dont les lanceurs sont transportés horizontalement sur des wagons spéciaux. La solution retenue par les Européens s'inspire de ces deux

proprement dit, offre pour les équipes une qualité de vie plus agréable, dans la mesure où sa fermeture ne nécessitera qu'une dizaine de minutes avant la mise à feu des moteurs d'Ariane,

La « Géode » de la Gaîté

Le procédé Panrama a précédé d'un quart de siècle l'Omnimax utilisé à La Villette.

La Géode de La Villette n'est pas la première salle dédiée à la projection de films sur écran hémisphérique. Le Panrama (35, rue de la Gaîté, Paris-14^e) montre ce genre de films spectaculaires depuis 1981, et une salle Panrama un peu plus petite existe à Clapiers, près de Montpellier, depuis 1969.

Le procédé Panrama, inventé par M. Philippe Jaumes, architecte et président de la société Les Ateliers du cinéma total, a une nette antériorité sur le procédé austro-canadien Omnimax utilisé à La Villette.

Le brevet en a été déposé pour la France en 1958 et pour les Etats-Unis en 1963. La première salle Omnimax a été installée en 1975 à San-Diego (Californie).

Les deux procédés sont fondés sur le même principe : des prises de vues faites avec un objectif très grand angle (fish eye), des images projetées sur un

très grand écran hémisphérique et les spectateurs installés dans une salle très « pentue ».

Il y a cependant tout de même quelques différences. Le projecteur du Panrama est placé au centre géométrique de la sphère où il est peu encombrant. Celui de l'Omnimax n'est pas au centre de la Géode, et il occupe plusieurs rangées et plusieurs sièges, les meilleurs, puisque les plus proches du centre.

Un écran réfléchissant

La position du projecteur Panrama permet l'utilisation d'un écran réfléchissant, alors que l'écran de la Géode est gris, de façon à absorber une partie de la lumière, dont, autrement, la réflexion générerait les spectateurs.

Si bien que 4,5 kilowatts suffisent pour le projecteur Pan-

rama et l'écran de 350 mètres carrés, alors qu'il faut 15 kilowatts au projecteur Omnimax pour l'écran de 1 000 mètres carrés.

Le Panrama est tourné avec des films standards négatifs de 35 mm défilant horizontalement. Ce qui donne beaucoup plus de choix de pellicules. Le 70 mm négatif, utilisé pour l'Omnimax, n'est fabriqué que par Kodak.

En outre, le traitement des films de 35 mm est beaucoup moins cher et beaucoup plus banal que celui des films de 70 mm.

Pour M. Jaumes, les procédés qui utilisent la projection sur écran hémisphérique sont tellement différents des procédés classiques qui servent d'un écran plat qu'il faut leur trouver un « langage » cinématographique tout à fait nouveau. Et, seule, la réalisation de nombreux films peut parvenir à ce résultat.

Malheureusement, Les Ateliers du cinéma total ne sont pas riches et n'ont pu encore faire de nombreux films.

YVONNE REBEYROL.

Biofutur
LE MENSUEL EUROPEEN DE BIOTECHNOLOGIE
NUMÉRO SPÉCIAL
LES ENZYMES

NUMÉRO SPÉCIAL MAI 85

LES ENZYMES

N° 35 - 39 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BULLETIN D'ABONNEMENT PRIVILÉGIÉ

Un an, 11 n° : 390 F au lieu de 540 F, prix total au n° (tarif étranger voie de surface : 475 FF)

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à Biofutur au prix de 390 F TTC (étranger 475 FF)

Nom _____ Profession _____

Adresse _____

A retourner accompagné de votre règlement (chèque bancaire ou postal) à :
BIOFUTUR, 56 rue de l'Université - 75007 PARIS

Originalité française

La France a une longue tradition de recherche scientifique et technique. Cette originalité se manifeste dans de nombreux domaines, notamment dans la recherche fondamentale et l'innovation technologique. Les chercheurs français ont contribué de manière significative à l'avancement de la science et de la technologie à l'échelle mondiale.

Couplement familial

Le couplement familial est un concept clé dans l'étude des relations sociales et familiales. Il se réfère à la manière dont les individus sont liés les uns aux autres au sein d'une famille ou d'une communauté. Cette notion est essentielle pour comprendre la dynamique sociale et les interactions humaines.

Abre et répartition

Le terme « abre » est souvent utilisé dans le contexte de la répartition des ressources ou des données. Il fait référence à la manière dont les éléments sont distribués ou organisés. Cette notion est importante dans de nombreux domaines, notamment en informatique et en statistiques.

cesma

cesma est une entreprise spécialisée dans la fourniture de matériel informatique et électronique. Elle propose une large gamme de produits de qualité, adaptés aux besoins de particuliers et de professionnels.

Ispra, ou la recherche à l'européenne

Au Centre de recherches européennes d'Ispra, en Italie, les chercheurs sont pris dans un lourd carcan administratif qui leur interdit toute initiative. Ils obtiennent malgré tout des résultats intéressants.

QUAND on parle de recherche européenne, on mentionne volontiers les succès du CERN et les échecs d'Ispra. Le Centre commun de recherches européennes (CCR), créé par le traité de l'Euratom et géré par la Commission de Bruxelles, a effectivement une réputation fort médiocre, et particulièrement son établissement italien d'Ispra, installé sur les bords du lac Majeur. Les trois autres composantes du CCR sont des instituts de plus petite taille, à Guel (Belgique), Karlsruhe (RFA) et Petten (Pays-Bas), auxquels leur implantation dans des centres nationaux de recherche et leur mission mieux définie ont permis de présenter des résultats plus honorables. Mais le bilan d'Ispra paraît accablant.

Le Centre a été chargé, au début des années 60, de développer la filière Orgel - des réacteurs à eau lourde assez semblables à ceux de la filière canadienne Candu, mais où le refroidissement était assuré par la circulation d'un liquide organique. La filière a été abandonnée en 1969, et le réacteur ESSOR, construit pour l'essai de cette filière, s'est trouvé sans emploi. On le transféra à l'Italie, qui le rendit à la CEE. Entre-temps, une nouvelle vocation avait été proposée au CCR : faire des travaux de caractérisation - établissement de banques de données, comparaisons de méthodes employées dans les divers pays européens - axés sur des aspects de sécurité ou de protection de l'environnement. Il fut décidé

d'utiliser ESSOR pour tester les effets d'une perte de liquide de refroidissement dans un réacteur nucléaire, accident du type de celui survenu en 1978 à Three Mile Island. C'était le projet Super-Sara. Comme cela s'était passé quinze ans plus tôt avec la filière Orgel, les décisions importantes ne furent prises qu'après de multiples retards, et Super-Sara fut finalement abandonné en 1983, quand on constata que cette expérience exigerait des investissements très supérieurs aux estimations initiales et donnerait des résultats trop tardifs pour qu'ils aient un grand intérêt.

Un contrôleur pour deux chercheurs

Ces deux échecs retentissants ont jeté sur Ispra un discrédit certain, même si l'est clair que le principal de leur responsabilité ne revient pas aux équipes du CCR mais à des mésententes entre pays européens. Les chercheurs d'Ispra ont entendu beaucoup de propos sévères, souvent nuancés par une insistance sur les défauts de structure qui condamnent pratiquement le CCR à l'impuissance. Ainsi, quand fut discuté le projet européen JET d'étude de la fusion thermonucléaire, une préoccupation unanimement partagée par ses promoteurs fut « de ne surtout pas refaire un Ispra ». Le JET a reçu un statut d'entreprise commune qui le fait échapper aux contrôles tatillons constamment exercés sur le CCR, lesquels interdisent pratiquement aux

chercheurs de trouver quoi que ce soit qui n'ait pas été prévu de longue date. L'étonnant n'est alors pas qu'ils aient connu des échecs, mais plutôt qu'ils puissent se flatter de quelques succès.

travaillent directement avec eux mais exclut les 509 membres des unités de support technique auxquelles les chercheurs peuvent faire appel et les 651 personnes des services généraux et administratifs.



Dessin de Nicolas VIAL

Une simple comparaison montre la lourdeur du carcan imposé aux chercheurs - carcan qui résulte pour une bonne part de la lettre même des traités européens et n'est donc pas aisément modifiable. Travaillent à Ispra ou dans les instituts qui lui sont rattachés (Geel, Karlsruhe, Petten) 663 « hommes-recherche ». Cette terminologie regroupe les chercheurs et les techniciens qui

travaillent. Ce travail des 1 063 hommes-recherche était jusqu'à l'an dernier surveillé de manière pointilleuse par quelque cinq cents personnes. Un contrôleur pour deux chercheurs ! Ce seul rapport montre le vice profond de la structure adoptée et explique bien des griefs qu'on peut faire au Centre commun de recherches.

Le CCR a un conseil d'administration et un conseil scientifique, ce qui n'est rien de très normal - l'existence du conseil d'administration est d'ailleurs récente. Mais si cela donne au CCR une certaine autonomie de gestion, la programmation des recherches est du ressort de la direction générale XII de Bruxelles, qui les fait approuver - à l'unanimité - par le conseil des ministres et surveille étroitement leur exécution. Chaque programme est sous le contrôle d'un comité d'experts qui se réunit trois fois par an et comporte pour chaque Etat membre et pour la Commission trois personnes (un représentant gouvernemental, un représentant de l'industrie, un représentant de l'université ou de la recherche). De nombreux autres comités ont droit de regard sur les recherches : le comité scientifique et technique d'Euratom, conseiller de la Commission, et un comité analogue pour la recherche non nucléaire : diverses commissions du Parlement européen : les experts du groupe des questions atomiques ; plusieurs groupes ad hoc réunis au niveau bruxellois ou international, et compétents pour les questions de sécurité nucléaire...

Courir un rallye

Ce réseau serré de contrôles croisés s'appuie sur un document d'une précision inimaginable. Le « Programme multianuel du CCR » pour 1984-1987, au long de 180 pages denses, détaille par le menu ce que les chercheurs doivent faire pendant quatre ans : à titre d'exemple, pour la part du programme sur la protection de l'environnement qui traite de la pollution atmosphérique, le document définit douze objectifs ; il décrit et date à un ou deux mois près, vingt-trois « milstones », points de passage obligés qui font du chercheur un coureur de rallye.

Or il s'agit d'un domaine de recherche dans la quarantaine de ceux qu'individualise le document, et pas le plus important : il disposera en quatre ans de 20,6 millions d'ECU (1) - pour un total de 752 millions pour le CCR, - cette somme étant soigneusement découpée en tranches annuelles, dans lesquelles sont précisément délimitées les dépenses de personnel, ce qui fixe en pratique le nombre des hommes-recherche qui travailleront à chaque instant.

Rien n'est donc laissé au hasard, car il ne faudrait surtout pas qu'un chercheur ait le mauvais goût de trouver quelque chose d'imprévu. Bien entendu, le CCR ne fait aucune recherche de base, trop aléatoire : si le résultat d'une expérience ouvre une piste qui pourrait éventuellement se révéler fructueuse, aucun moyen humain ou matériel ne permet de l'explorer. Le directeur du CCR peut moduler les dépenses dans une limite qui était de 7 % et a été portée à 15 %, mais pour rien au monde il ne saurait transférer un ECU ou un homme d'un programme sur un autre.

Il n'est pourtant pas interdit aux chercheurs d'avoir une idée originale. Elle peut être proposée pour le prochain programme quadriennal. Si elle est vraiment bonne, il y aura bien un organisme national pour s'en saisir, dont les représentants à Bruxelles feront savoir que ce sujet n'a pas à être traité par la recherche communautaire. Si elle est douteuse, si on n'en voit pas le profit direct, elle a moins de chances d'être retenue. Ainsi va la recherche « européenne ». Faut-il s'étonner qu'elle n'aille pas loin ?

MAURICE ARVONNY.

(1) Soit 175 millions de francs, en quatre ans, dont les deux tiers en salaires.

Le palmarès en deux résultats

• Le plomb, l'essence et le sang

UN résultat des plus notables de l'activité d'Ispra vient d'une étude commencée en 1973 et menée pendant une dizaine d'années pour déterminer dans quelle mesure le plomb contenu dans l'organisme humain vient de la circulation automobile et de l'utilisation de ce métal comme antidétonant dans l'essence. Le résultat est que si le plomb de l'essence fait l'essentiel de la pollution atmosphérique, celui qui est contenu dans l'organisme humain, en majeure partie, une autre origine, apparemment alimentaire.

Le plomb a la particularité que sa composition isotopique (1) dépend de la mine qui le produit, ce qui n'est pas le cas des autres métaux. Il existe en Australie une mine où le rapport des proportions de plomb-206 et de plomb-207, habituellement compris entre 1,18 et 1,20, n'est que de 1,04. Les auteurs de l'expérience ont obtenu des compagnies pétrolières et des raffineries que ce plomb soit préférentiellement utilisé comme additif à l'essence distribuée dans la région de Turin, et qu'il soit le seul plomb ajouté à l'essence à partir du printemps

1977. Cette région a été choisie parce qu'elle est proche d'Ispra, mais aussi parce que la barrière des Alpes évite à l'air piémontais de recevoir des polluants venant de l'ouest ou du nord.

L'utilisation du plomb australien a été tutelle jusqu'à décembre 1979, puis l'on est revenu progressivement à la situation initiale.

L'expérience proprement dite a consisté en des prélèvements d'air en divers points de l'agglomération turinoise et de la campagne environnante, suivis d'une détermination de la quantité de plomb contenu et de sa composition isotopique. D'autre part le plomb a aussi été recherché dans le sang d'individus choisis selon divers critères. Plus de cinq mille échantillons de sang furent analysés, après mise au point de méthodes très fines permettant de déterminer la composition isotopique du plomb contenu dans 1 centimètre cube de sang.

Ces analyses ont montré que la composition isotopique du plomb atmosphérique suit avec retard celle de l'antidétonant ajouté à l'essence. La circulation routière est donc clairement res-

ponsable de cette pollution. Dans la ville même de Turin, le plomb atmosphérique, pour 80 %, vient de l'essence, la proportion tombant à 60 % dans la campagne. Mais les analyses de sang ont donné des résultats tout différents. Les rapports isotopiques n'ont guère varié, et il a pu en être déduit que moins d'un quart du plomb mesuré venait de l'essence. Le reste est d'origine terrestre, et paraît introduit dans l'organisme par les aliments, spécialement par le vin. Ce résultat relativise donc le danger présenté par le plomb de l'essence, au moins pour l'homme.

(1) Comme bien d'autres éléments chimiques, le plomb naturel est composé de plusieurs variétés d'atomes, qui diffèrent par le nombre de neutrons contenus dans le noyau. En général, la proportion de chaque variété (isotope) est constante, mais ce n'est pas vrai pour le plomb, car une partie des atomes vient de la désintégration radioactive d'atomes plus lourds, et, suivant la nature de ces derniers, cette désintégration donne l'un ou l'autre des trois isotopes. C'est ainsi que le plomb-206, le plomb-207, le plomb-208, ces dénominations indiquant le nombre total de protons et de neutrons dans les noyaux.

• La résistance des métaux

LA vocation initiale d'Ispra était la recherche nucléaire. Une réorientation s'est produite au début des années 70, avec une ouverture vers d'autres énergies et un effort sur les problèmes touchant à l'environnement. Mais la sécurité nucléaire reste encore l'activité majeure. Elle a valu au centre d'être doté d'une grande installation de traction, sans équivalent en Europe, qui permet d'étudier la résistance d'éprouvettes métalliques de grande taille, ayant des sections allant jusqu'à 50 centimètres carrés. Les essais de rupture se font habituellement sur des modèles réduits, et l'on repasse à la situation réelle par des calculs plus ou moins complexes. L'installation d'Ispra permet des essais en vraie grandeur, utiles

pour la validation des méthodes de calcul.

Elle se compose de deux câbles installés presque bout à bout, entre lesquels on fixe l'éprouvette à étudier. Les extrémités des câbles qui tiennent l'éprouvette étant immobilisées par un système de fixation, on tire sur l'autre extrémité avec des vérins hydrauliques. Chaque câble peut ainsi être soumis à une tension équivalente au poids de 500 tonnes, mais la fixation de son extrémité empêche la transmission de cette tension à l'éprouvette. Les câbles ont des longueurs de 100 mètres, ce qui leur permet d'avoir une élasticité suffisante pour supporter sans dommage cette tension. Par rupture de boulons explosifs, on libère les fixations, ce qui fait que la tension est appliquée à

l'éprouvette, qui se déforme, puis se rompt. Des jauges placées sur l'éprouvette et divers moyens d'observation, en particulier un système de cinématographie à deux cent mille images par seconde, permettent d'étudier la rupture.

L'installation a été conçue pour l'étude de la résistance de pièces utilisées dans les réacteurs nucléaires. Mais l'industrie nucléaire n'est pas la seule à présenter de tels besoins. Il est déjà prévu d'utiliser cette installation pour contrôler la résistance de bétons armés. On envisage aussi d'ajouter deux autres câbles, à angle droit des précédents, ce qui permettrait des mesures plus complexes montrant le comportement d'un matériau qui se déforme simultanément dans deux directions.

M. A.

En pointe

Traduction automatique en libre-service

Il y a peu de choses en commun entre la robotique et la traduction assistée par ordinateur. C'est pourtant une société française de robotique industrielle, la société Gachot S.A., qui a obtenu de la CEE la licence d'exploitation de son système interne de traduction Systran à l'intention des organismes à caractère public de la Communauté. Des licences ont aussi été octroyées à des sociétés belge, luxembourgeoise, italienne et allemande.

Le système Systran, mis au point en 1963 outre-Atlantique par un Américain d'origine hongroise, polyglotte de surcroît, le Dr Peter Toma, est un système de traduction lourd, nécessitant l'utilisation de gros ordinateurs et d'importants dictionnaires de mots et d'expressions, pouvant traduire 320 pages à l'heure. Le Systran a été notamment utilisé en 1975 lors du vol spatial, américano-soviétique Apollo-Soyouz.

L'accord signé entre la CEE et la société Gachot se concrétise par la création d'un centre de services de traduction, situé à Paris, auquel participe la Chambre nationale des entreprises de traduction (CNET). Ce centre propose, dans un premier temps, ses services pour la traduction des textes de l'anglais en français, et du français en anglais. D'autres langues sont envisagées ultérieurement. La traduction est contrôlée de bout en bout par des traducteurs-réviseurs. Le coût en est de 8 centimes le mot si le texte est déjà mis sur disquette, et de 12 centimes s'il arrive dactylographié (le coût moyen d'une traduction classique est de 60 centimes le mot).

La société Gachot propose aussi aux pays de langue arabe un système entier de traduction automatique de textes de l'anglais en arabe, pour un prix de 100 millions de francs, qui comprend le logiciel Systran, les équipements (ordinateurs, écrans-claviers anglais-arabe, lecteur optique, imprimante laser, photocomposeuse), ainsi que la maintenance et la formation du personnel à Paris et sur place. Des discussions sont déjà très avancées entre Gachot et l'Arabie saoudite. Ultérieurement, un service de traduction anglais-arabe pourrait être implanté à Paris.

C. G.

Les chercheurs de Limagrain s'implantent sur le campus universitaire de Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand. - Les mentalités changent. Il y a deux ans, un enseignant de l'université Clermont II traduisait en ces termes une assez large réticence partagée par ses collègues : « Il ne faut pas mélanger les genres université et industrie. » (Le Monde du 17 août 1983). Aujourd'hui, aucune voix ne s'élève, alors que le groupe semencier Limagrain prévoit d'installer, en juin prochain, une unité de recherche sur le campus même. Le groupe investit 12 millions de francs dans une opération qui se traduit par l'embauche de douze chercheurs de haut rang et par la construction de 300 mètres carrés de laboratoires sur un terrain de 2 800 mètres carrés.

L'inauguration est prévue pour le mois de février prochain. Commentant cet acte de mariage exceptionnel, M. Jacques Fontaine, président du conseil de l'université, souligne : « Je n'aurais même pas essayé de soulever un tel dossier il y a encore trois ans. La nature de la compétition internationale a fait évoluer les consciences, et le pouvoir de gauche a fait perdre leurs complexes aux universitaires face aux réalités. » Le « partage des biens » a été l'objet de négociations attentives, car les deux partenaires ont souhaité une coopération claire et durable. Un bail est évidemment signé, et une convention de collaboration scientifique établit dans les détails les problèmes de la propriété industrielle, des modalités d'échange des personnels. Elle est renouvelable par tacite reconduction tous les cinq ans. Sur le fond, elle situe la position de ce laboratoire de biologie moléculaire et cellulaire entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, afin d'améliorer les temps de transfert. Leur réduction est un facteur d'amélioration de la compétitivité internationale à laquelle doit faire face Limagrain.

M. Joël Perret, directeur de ce qui constitue la sixième grande unité de recherches du groupe dans le monde, explique : « Nous n'avons pas de but de rentabilité, mais d'aide aux sélectionneurs, qui, eux, réaliseront les semences

destinées à faire gagner de l'argent. Nos projets les plus importants portent sur la génétique moléculaire du maïs et sur la rhizomanie de la betterave. Nous voulons en créer une qui soit résistante à ce virus. Notre installation sur le campus nous permet d'élargir la masse critique de nos travaux grâce aux contacts avec les chercheurs publics. Contacts qui doivent être fructueux dans les deux sens. L'erreur dans cette affaire consisterait à prendre des universitaires pour les transformer en industriels. Nous n'achetons personne. Nous collaborons. »

Limagrain a choisi l'université la plus proche de son siège social (20 kilomètres) en raison de son potentiel en matière de recherches biologiques et génétiques (notamment à travers le laboratoire associé au CNRS que dirige M. Jean-Claude Bregliano) et non par commodité géographique. Le groupe a bécoté entre ce site et les universités de Strasbourg et de Toulouse, et une implantation en Californie. Du côté du ministère de l'éducation nationale et de la direction du CNRS, l'opération est suivie de près, car elle répond au souhait exprimé par M. Roger Gérard Schwartzberg, secrétaire d'Etat chargé des universités et les entreprises « condition indispensable à la modernisation de la France ».

LIBERT TARRAGO.

Depuis **ISTH** 1953
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES
PREPA SCPO
EXAMEN d'ENTREE en AP
SESSIONS SEMESTRIELLES
Janvier à Juin ou Février à Juin
TESTS d'ADMISSION
AUTEUIL 6, Av. Léon-Huguez
75016 Paris - Tél. : 224.10.72
TOLBIAC 63, Av. d'Italie - 75013 Paris
Tél. : 565.50.36

هكذا من الامم



LA NOUVELLE
ENCYCLOPÉDIE
FONDATION
DIDEROT

LE RETOUR DU PÈRE DENIS

... 5 octobre 1986, 20 h 15. La conférence mondiale
sur les conséquences des manipulations génétiques va débiter.
J'allume mon écran, tape le code d'accès. L'image apparaît...
la Science est au rendez-vous.

Il y a deux siècles, en 1765, Denis DIDEROT et Jean LE ROND D'ALEMBERT créaient l'Encyclopédie et affraient à leurs contemporains le libre accès aux connaissances. Pour la première fois, les connaissances étaient rassemblées, donnant à chacun les moyens de comprendre et de juger les transformations scientifiques et techniques. Le monde changeait...

Aujourd'hui... à l'heure où nous vivons une nouvelle mutation technologique, à l'heure où l'informatique et la télématique peuvent mettre les connaissances à la portée de chacun, où il est nécessaire que les chercheurs et les ingénieurs exposent à tous les enjeux de leurs disciplines, il nous faut une Nouvelle Encyclopédie, l'Encyclopédie de notre temps.

DU LIVRE À L'INFORMATIQUE

Diderot faisait écrire son Encyclopédie à la plume ; la Nouvelle Encyclopédie utilisera tous les supports à sa disposition, du livre à l'informatique, pour réunir et diffuser les travaux des meilleurs chercheurs.

Mieux qu'une somme des connaissances classées de A à Z, la Nouvelle Encyclopédie s'interrogera en permanence sur des questions d'aujourd'hui, des "questions vives". Celles qui bougent actuellement, qui suscitent discussion, voire controverse. Celles aussi, qui interfèrent sur notre manière de voir le monde, et sur notre façon de vivre : existe-t-il une mort naturelle ? Quelles sont les limites de l'intelligence artificielle ? Verrons-nous mieux d'où vient l'univers ?...

Deux cents questions seront ainsi traitées en deux cents volumes par près de deux mille chercheurs. Ce fonds bibliographique donnera naissance à des ouvrages de vulgarisation et sera complété par un ensemble de logiciels, un système de téléconférence, et toute une série d'informations disponibles sur MINITEL.

MAÎTRISEZ LE SAVOIR DE DEMAIN

Pour donner le jour à la Nouvelle Encyclopédie dès 1986, la Fondation Diderot fait appel au concours de 100 000 donateurs, à votre concours.

En donnant aujourd'hui 100 F pour la Nouvelle Encyclopédie, vous pourrez demain assister aux débats des chercheurs du monde entier et maîtriser ainsi les grandes interrogations du XXI^e siècle.

POUR 100 F ENTREZ DANS L'HISTOIRE

En donnant 100 F à la Fondation Diderot, associez-vous aux chercheurs, ingénieurs, professeurs, industriels et préparez ensemble le "retour du père Denis".

En remerciement, une œuvre d'Art vous sera dédiée. Composée de 100 000 modules, elle symbolisera le geste des donateurs, votre geste.

Un journal de l'Encyclopédie, édité à votre intention, vous permettra de suivre régulièrement les travaux de ce vaste chantier intellectuel.



DENIS DIDEROT 1713/1784 / VAN LOO / GIRAUDON.
Écrivain, philosophe du Siècle des Lumières, Denis Diderot vous invite à participer à son retour : la création de la Nouvelle Encyclopédie.

Bon à retourner à Donation Encyclopédie B.P. 313 - 75989 PARIS CEDEX 20

JE PARTICIPE AU RETOUR DU PÈRE DENIS

NOM _____ PRÉNOM _____ ADRESSE _____ CODE POSTAL _____

Je participe au retour du père Denis et vous adresse la somme de : _____ ☐ par chèque bancaire à l'ordre de "L.E.E. Donation Encyclopédie". ☐ par chèque postal 3 volets CCP 21 500 80 Z Paris.

Votre don est déductible de vos impôts dans la limite de 5% de votre revenu imposable. Dès le mois d'octobre vous recevrez un reçu de déductibilité fiscale.

LIGUE FRANÇAISE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'ÉDUCATION PERMANENTE

CREDIT LYONNAIS

Le pouvoir et son quotidien

LE CARNET DU Monde

Val-Fleury, Marly-de-Roi, tél. :
49-11

هكذا من الأصل

Eclairages de nuit



À chacun sa palme d'or. Pas chien, le Festival distingue chaque jour un nombre impressionnant de stars, grandes ou petites, de circonstance ou pour la vie. A celle qui n'a pas de rôle, à celui qui n'a pas de film en compétition, cet animal protéiforme offre cent raisons d'attirer l'attention, à commencer par la fréquentation remarquée de ses fêtes nocturnes, cette sorte de deuxième service après les heures ouvrables des projections et des affaires, cette chronique des songes « glamour » au bord des piscines.

Quand le jour s'est éteint, qu'il ait fait beau ou qu'il ait plu à pleurer comme lundi, reprend l'incroyable marathon des soirées très fermées, mais où on se retrouve à mille. Toujours les mêmes, reconnaissables à force, familiers comme les partenaires d'un club de bridge. Le succès de Cannes, la solidarité active de ses invités avec un cinéma malade se mesurent aussi dans les villas louées à prix d'or où le Festival émigre la nuit.

Certains comédiens, comme par exemple Gérard Depardieu et Pierre Richard, se sont même fait une spécialité de la disponibilité d'avant fermeture. Invisibles sur la Croisette comme des vampires craignant la lumière. Mais ponctuels dès que le rock se remet à faire danser les smokers ou mépris des plaintes du voisinage.

Généreuses, les fêtes honorent aussi bien les plus célèbres — Jacqueline Bisset était formidable lundi soir pendant la nuit du Festival dans le rôle de la star claquant la porte — que les débutants. S'il regardait attentivement autour de lui, Lambert Wilson (*Rendez-vous*, de Tchéchin), habitué des soirées, trouverait vingt très jeunes comédiens lui ressemblant.

Dans la cohue des retrouvailles nocturnes se forment les ambitions du renouveau. Stéphane Ferrara, le boxeur-acteur a eu la chance de tourner avec Godard, mais en cinq ou six nuits, avec sa bonne humeur et sa voix de ring, il est devenu indispensable au cinéma.

Inutiles les fêtes ? Au contraire, puisque les caméras de télévision, à qui il faudra un jour interdire les chambres d'hôtel tant elles s'insinuent dans la vie privée du Festival, enregistrent avec ce même souci du détail aussi bien l'éphémère nocturne que les événements sérieux de la journée. En fait, Cannes ne se repose plus. La ville travaille en continu, avec pourtant, cette année, une sérénité que Pierre Viot, le président du Festival, avait appelée de ses vœux. Aurait-il été imaginable l'an dernier d'organiser, dans une même soirée, un banquet très officiel avec le concours exclusif du groupe Kid Creole ant the Coconuts ? Belle audace, très symbolique de la souplesse de Cannes 1985 : les tables des vénérables VIP et des douaniers, cernées, prises en otage lundi, à la première note de musique, par des centaines de jeunes gens venus danser et admirer les jolies contorsions des choristes — très Marilyn — du groupe. Les vieux lambris du Palm Beach mettront des mois à s'en remettre.

Cette année, toutes les initiatives hors des salles de cinéma sourient au Festival. Il est devenu nécessaire de détendre la colonie de la Croisette. Celle-ci affirme ne pas se laisser de ces activités ludiques, toutes calquées sur le lexique d'Hollywood. Le cinéma, sans doute devant l'effacement, serre les rangs. Et les stars acceptent mieux de faire ce pour quoi elles sont faites. Se montrer.

PHILIPPE BOGGIO.

Cannes, trente-huitième

Compétition

« RENDEZ-VOUS », d'André Téchiné

Je t'aime moi non plus

La caméra dit je t'aime, l'histoire répond moi non plus. Merci André Téchiné, de nous avoir donné le premier film troublant de ce Festival.

Attirant et répulsif : *Rendez-vous*. L'auteur de *Barocco* et des *Sœurs Brontë* a un tel don de filmer que cela devient une métaphysique de la mise en scène. Côté pile en cinémascope : proche de Godard. Côté face : famille Doillon, continuité réaliste de la violence, avec une touche de baroque. Le mouvement est raffiné, mais le miroir est tendu au sordide. Téchiné n'aime pas le sentiment facile, Juliette Binoche doit se débattre. Lambert Wilson et Waldeck Stanczak arrivent à l'écarter sur elle, ou elle sur eux. Sujet : ces échauffements de la passion enfoncée dans la chair, mais la chair est triste.

Il y aurait donc deux chorégraphes. Celle qui est assignée au grand directeur de la photo Renato Berta, et celle qui échoit aux acteurs. Le costaudier, Christian Gasc travaille sur une bichromie déjà utilisée dans *Hôtel des Amériques*, en fonction d'une tonalité, cette fois moins lumineuse et tranchée. Il est des deux côtés de la barrière : il stylise, mais il répond au récit. Le récit vide, se développe sur une belle construction par ellipses, tandis que l'action et les dialogues tablent sur la mise à nu, sans parvenir aux excorciements d'un Jean Eustache.

Provinciale montée à Paris pour vivre sa vie et dire : « *Tu es choco-lat ?* » à monsieur et à madame, sur

les planches d'un théâtre de boulevard, Juliette Binoche s'entend répéter qu'elle est une goule. Depuis trois mois qu'elle est à Paris, elle a rarement dormi seule. Pourtant, elle se refuse, dans un premier temps, au seul garçon qui soit gentil avec elle : Stanczak. En revanche, elle est fascinée par un rustre qui la maltraite avant de mourir et de revenir la hanter de nouveau : Wilson.

Le premier est employé d'une agence immobilière, c'est un garçon carré. Son unique perversion est de montrer des polaroids d'apparements comme des photos érotiques. Le second est un génie déchu qui joue dans un spectacle porno live. Il a été Romy, sa Juliette a eu un accident, et s'il résiste d'encre les morts, c'est pour empêcher Juliette Binoche d'avoir le rôle. Elle l'a, grâce au metteur en scène ringard (Tintinnant) qui avait rendez-vous avec Wilson.

Ce ne sont pas les événements qui intéressent Téchiné, ni le théâtre dans le film, mais les mises à l'épreuve des candidats comme des personnages. Lambert Wilson est censé obliger Juliette Binoche à se dépasser, mais elle se débrouille par ses propres moyens, utilisant à bon escient le tremplin offert à sa carrière : elle aime et rejette tout à tour Waldeck Stanczak, dans la fiction, comme dans la réalité de l'image.

CLAIRE DEVARREUX.

★ Sortie le 15 mai.

Perspectives

« LA PART DE L'AUTRE », de Jeanne Labruno

Le double amour

Au bord de l'Atlantique, sur la côte landaise, dans une maison de vacances, deux frères jumeaux, Romain et Sylvain, vont se retrouver pour un dernier combat. Ils s'aiment d'amour, et Romain voudrait que Sylvain lui appartienne ? Celui-ci régitime, cherche sa liberté. Elle lui viendra — mais à quel prix — d'Hélène, une femme qui a été la maîtresse de son frère.

Cette histoire écrite par Jeanne Labruno reprend, d'une certaine façon, le thème, cher à Laurent Malet, de la jalousie passionnelle, qu'il avait interprété dans *Invitation au voyage*, de Peter Del Monte, film présenté dans la sélection française au Festival de Cannes 1982 : un jeune homme était épris de sa sœur jumelle, morte, partait avec son cadavre.

Chez Jeanne Labruno, Romain et Sylvain sont deux corps, deux visages masculins semblables, face à face, vivants. Et les acteurs sont de vrais jumeaux, ce qui accentue la force d'un rapport où la complicité, l'amour, la jalousie, la souffrance, tissent non pas une névrose mais un désir d'absolu.

On a, d'abord, du mal à distinguer Sylvain de Romain parce qu'ils ont joué, parfois, à se faire passer l'un pour l'autre. Mais, ensuite, la différence de comportement, de caractère, est sans ambiguïté. Image reflétée de Romain, Sylvain appartient à un autre monde, plus prosaïque.

Depuis quelques années, Jeanne Labruno réalise des films pour la télévision, mais, quand elle met en scène, elle a le cinéma dans le tête. On trouve chez elle un langage des images, une façon de construire des plans dans l'espace et la durée, très particuliers. Si elle sait parfaitement décrire et comprendre les femmes (Christine Boisson, en Hélène sûre d'elle et sans ruse, et Milla Mayr, l'opulente servante, force de la nature), elle a un profond instinct de la vérité des réactions masculines.

Jeanne Labruno s'est impliquée dans ce sujet comme dans tous ceux (tels *la Digue*, diffusé l'an dernier) dont elle est l'auteur. N'y a-t-il pas, chez l'homme, une dualité sentimentale et sexuelle tourmente de mystère et de fascination ? Ce film est empreint d'une sensualité qui fulgure dans deux scènes : celle où les jumeaux, se baignant dans l'océan, sont roulés par une vague les ramenant, en somme, au ventre maternel ; celle où, dans un accès de colère et de haine, ils se battent jusqu'au moment où ils semblent s'éteindre sous l'aiguillon du même plaisir.

Pierre Malet interprète remarquablement un personnage un peu capricieux, velléitaire, et fait pour être séduit. Avec sa beauté ambivalente, son cynisme apparent, Laurent Malet, lui, devient vite bouleversant car Romain est, en réalité, un être fragile, mettant sa vie même comme enjeu contre les interdits ? Et là, on peut dire que le comédien est prodigieusement inspiré.

JACQUES SICLIER.

Un certain regard

On s'est battu pour entrer dans la salle Debussy au Palais des festivals et pour voir deux des films les plus attendus à Cannes, avec le Godard : *Tokyo-Ga*, de Wim Wenders et *Empty Quarter*, de Raymond Depardon (1). Deux Européens en mal de voyages et mal dans leur peau d'Occidentaux (comme dans le cinéma tel qu'il se pratique) ont remis en question les anciennes formules pour, à leur tour, se remettre en question.

Wenders, tout bonnement, inaugure et clôt son film avec *Voyage à Tokyo* du maître japonais Yasujiro Ozu. La famille fait corps avec la tradition mais les enfants partent à tour de rôle vers Tokyo. Les vieux se retrouvent seuls. La vie, le monde continuent. Wenders relève aujourd'hui les traces de cet univers fictif qui, avec le passage du temps, prend valeur de document historique. En contrepoint, des survivants témoignent, Chishu Ryu, l'acteur mascotte d'Ozu, toujours sur la br-

Bande à part

Vive les acteurs !

LA CHRONIQUE DE DANIEL TOSCAN DU PLANTIER

A Cannes, on l'a compris, cette année les nuits sont américaines. Notre dieu s'appelle Clint Eastwood : il est partout, traversant tous les langages du public. Vedette du box-office en Amérique, idole des cinéphiles en Europe, né du western-spaghetti, le voici sur la piste de l'Amérique profonde, dans un film étrange qui dissimule, sous l'apparente banalité de la forme, une surprenante folie.

En dédiant son *Détective* à John Cassavetes et Clint Eastwood, Jean-Luc Godard nous le révèle implicitement. Eastwood — le sait-il ? — a rejoint le clan des « illuminés », et son dernier film, *Pale Rider*, interprété, réalisé et produit par lui, nous le montre pasteur et justicier poussant à la révolte les petits chasseurs d'or opprimés par les spéculateurs. Il est là, presque constamment silencieux, le regard dissimulé sous le rebord d'un chapeau à la Jean Vailhan, entraînant vers lui les hommes et les femmes, la mère et la fille, dans un enthousiasme troublé par l'appel des sens.

Existe-t-il même vraiment ? N'est-ce pas seulement le symbole des espérances et des fantasmes de ce petit peuple éperdu et souffrant ? « *Défi-vrains aux âmes captives* », dit Claude à la fin du *Soulier de satin*. Mais, cette fois, le message est porté par ce sombre cavalier venu d'ailleurs et disparaissant sur la pente enneigée, dans les cris d'amour de l'adolescente qui lui a proposé sans succès son cœur et son corps. Ce film inégal et mal construit dégage le charme, il faut le dire, prodigieux, de cet acteur maintenant légendaire, dont la

visage buriné prend une beauté irrésistible avec l'âge. Enfin, moi, je n'ai pas résisté, séduit personnellement par la grâce de l'homme et, professionnellement, par la capacité de ces acteurs américains quinquagénaires ou plus qui savent trouver dans une seconde carrière une présence humaine encore renforcée par l'usure du temps. Bravo, Henry Fonda, Gary Cooper, Paul Newman.

Alors, bien sûr, les beaux esprits de dénoncer les faiblesses innombrables du film et l'excessive focalisation du réalisateur sur sa vedette, lui-même. Mais, comme toujours, l'excès révèle et dit aujourd'hui plus que jamais à quel point les acteurs, les actrices sont le cœur, la présence, l'avenir du cinéma.

La France arrive aujourd'hui en compétition en mettant toute son espérance sur les épaules dénudées d'une jeune fille, hier inconnue, Juliette Binoche, dont on attend déjà le miracle. William Hurt a épaulé le public du film d'Hector Babenco, Hemerson Ford a transformé la soirée d'ouverture avec le film de Peter Weir.

Tous les jours, un acteur, une actrice, comète ou inconnue, vient nous faire rêver et apporter l'espérance de lendemains à cette industrie chancelante, comme si, devant l'égrotion des techniques, le talent individuel et spontané des comédiens était seul à surmonter les crises. Là où les groupes industriels multinationaux défilent, des adolescents ignorants construisent malgré tout un avenir de leur corps et de leur regard.

WENDERS, DEPARDON, YANACIMACHI

Mal de vivre

che, vieillit avec élégance : Yuharu Asuta, cameraman d'Ozu, son collaborateur depuis le muet jusqu'à la mort. Au cœur du récit — Tokyo, *Tokyo-Ga*, de Wim Wenders et *Empty Quarter*, de Raymond Depardon (1). Deux Européens en mal de voyages et mal dans leur peau d'Occidentaux (comme dans le cinéma tel qu'il se pratique) ont remis en question les anciennes formules pour, à leur tour, se remettre en question.

Wenders, tout bonnement, inaugure et clôt son film avec *Voyage à Tokyo* du maître japonais Yasujiro Ozu. La famille fait corps avec la tradition mais les enfants partent à tour de rôle vers Tokyo. Les vieux se retrouvent seuls. La vie, le monde continuent. Wenders relève aujourd'hui les traces de cet univers fictif qui, avec le passage du temps, prend valeur de document historique. En contrepoint, des survivants témoignent, Chishu Ryu, l'acteur mascotte d'Ozu, toujours sur la br-

objet de son désir refoulé, lui sert de témoin, dans un décor superbollywoodien d'exotisme oriental. *Himatsuri*, du japonais Mitsuo Yanagimachi, sur un sujet de l'écrivain Kenji Nakagami, ramène au cinéma « classique » ou plutôt à une possibilité de cinéma classique, et révèle le Japon contemporain au sud de l'archipel, un Japon transfiguré par l'image et la violence de cette image. Décor idéal de cinéma averti la montagne en arrière-plan, un port de pêche au pied des forêts. Dans ce cadre théâtral, la tragédie éclate et radicalise brutalement le propos du film. Le cinéaste refuse la psychologie. Tout s'explique presque par le seul décor et les actions physiques. Ouvrage formaliste très travaillé, très ambitieux.

LOUIS MARCORELLES.

(1) *Le Monde*, Arts et spectacles - du 9 mai.

Alors que le ministère de la culture tente désespérément de rétablir les fonds nécessaires pour que Queen Wilma vienne tourner le *Roi Lear* en Europe, le groupe américain Casanova invite Jean-Luc Godard à réaliser aux États-Unis une adaptation de la pièce de Shakespeare avec Madsen Beards et Woody Allen. Le contrat, signé en dix minutes sur une nappe d'hôtel, est peut-être un coup de bluff destiné à appuyer une campagne de promotion qui procède depuis le début du Festival que « 1985 est l'année Casanova ». On enregistre un alibi culturel pour ce producteur indépendant, spécialiste dans les films d'aventures ou d'horreur à budget modeste, mais qui d'offre de temps en temps un *Lifsize Casanova* ou un *John Cassavetes*.

Quel qu'il en soit, le turbulent Casanova pique la curiosité et énerve, à l'évidence, les « majors » hollywoodiennes. Le groupe a plus de quarante films en production pour l'année qui vient. Il a acheté en deux ans cinquante cinémas en Grande-Bretagne, dix-huit aux Pays-Bas et les quarante salles de Gammon et Italie. Il vient de faire appel à des investisseurs pour mobiliser 100 millions de dollars, une somme qui servira à acheter de nouvelles salles aux États-Unis et en France, à lancer de nouveaux films.

Qu'est-ce qui fait courir Madsen Beards et Woody Allen ? « La passion du cinéma », répondent les deux responsables de Casanova. « L'argent de la vidéo », rétorquent

leurs détracteurs. Plus simplement peut-être, le pari économique d'une séduction des rechange à Hollywood : une internationalisation du cinéma d'exploitation où le film serait, entre le pop-corn et le Coca-Cola, un simple produit de consommation.

Trente pour cent d'augmentation annuelle du coût de production des films, 4% de progression dans le même temps du prix d'entrée dans les salles : le cinéma français est coincé entre ces deux chiffres. Pour

Bloc-notes

trouver une solution, le ministère de la culture multiplie, à Cannes, les contacts avec les professionnels. Objectif : laisser à chaque entreprise une plus grande liberté pour fixer le prix des places en fonction du film et des salles. En échange, les pouvoirs publics demandent un engagement signé par tous les participants — techniciens, acteurs, producteurs — pour limiter drastiquement les coûts de production.

Autre initiative : une taxe sur les recettes des télévisions publiques et privées alimentant le fonds de soutien du cinéma et celui consacré à la production audiovisuelle. C'est la proposition du Centre national de la cinématographie, qui pourrait être

reprise par le rapport de M. Jean-Denis Broffier, qui vient de recevoir l'appui du Parti socialiste dans une conférence de presse tenue à Cannes par M. Jean-Jack Querryrme.

Certes, Fellini tourne *Ginger et Fred*, Scola Maccheroni Commencé peindre la *Storia* et Antonioni *Deux Témoins*. Mais ces quelques films-phares ne suffisent pas à cacher la vérité des chiffres : le cinéma italien réclame des aides d'urgence, comme l'a reconnu le chef du gouvernement, Benito Craxi, le 6 mai. Sur les dix mille salles restantes, on s'attend à ce que quatre-vingt-dix-neuf films ont été produits l'an dernier contre cent vingt-cinq en 1982. Plus grave encore : la fréquentation des salles de spectacle, qui représentait il y a vingt ans 1,36% du budget des ménages italiens, a régressé à 0,71%.

Hausserment, après quatre mois de discussions, le Parlement italien a enfin adopté une loi-cadre sur le spectacle. Sur trois ans, 280 milliards de lire seront consacrés au cinéma italien. Des déductions fiscales faciliteront l'investissement privé dans la production. Le ministère de spectacle, Lello Lagorio, doit rencontrer Jack Lang à Cannes à la fin de la semaine pour concrétiser le projet d'agence franco-italienne de production.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Futur Directeur Général OUTRE-MER

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche pour l'une de ses filiales OUTRE-MER (130 personnes) un futur Directeur Général.

Après une formation de quelques mois en France, il assistera le Directeur Général actuel et prendra progressivement en charge l'ensemble des responsabilités (technique, financière, administrative, commerciale et humaine) correspondant à ses fonctions ultérieures, qu'il assumera dès qu'il le pourra.

Agé de 40 ans minimum, la personne recherchée doit être de formation ingénieur ou assimilée, avoir de bonnes connaissances en mécanique et électricité (matériel de maintenance, engins TP ou agricoles, centrale électrique autonome, etc.) et une expérience de direction d'unité Outre-Mer (centre de profit de type agricole, par exemple).

Ecrire sous réf. GO 380 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris **etap**

DIRECTIONS Nationales et Internationales

BANQUE POPULAIRE SAVOISIENNE DE CREDIT

offre dans la région du Lac LEMAN, un poste de

DIRECTEUR DE GROUPE D'AGENCES

Pouvant convenir à un cadre de formation supérieure ayant dirigé des agences importantes avec plusieurs points de vente.

Il aura 5 ans de pratique du développement dans la sécurité, résultat obtenu grâce à sa capacité de formation et d'animation de tous les collaborateurs de son (ou ses) agence(s).

Par son caractère régional et son dynamisme, la B.P.S.C. offre, à ce Directeur de Groupe, des possibilités d'évolution à la mesure de ses capacités.

Si vous avez l'expérience et l'enthousiasme que nous souhaitons, vous pouvez appeler notre Directeur des Relations Humaines qui vous garantira la stricte confidentialité de ce premier contact :

Michel LIMONDIN - 16 (50) 03.03.75 (poste 379).

Directeur Commercial Presse

Nous sommes un important groupe de presse éducative. Dans le cadre de l'optimisation de notre structure, nous recherchons un Directeur Commercial. Votre mission : développer nos ventes auprès d'une population où nous avons déjà une forte notoriété. Membre du Comité de Direction, vous définirez avec notre Directeur Général vos objectifs et vos moyens. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, il serait souhaitable, pour être rapidement opérationnel, que vous ayez exercé des fonctions commerciales importantes dans notre secteur d'activité : presse, édition ou livre. Nous comptons également sur votre expérience des techniques publicitaires et de commercialisation telles que : VPC, couponing, vente par téléphone, home party... que votre équipe de vente (une douzaine de personnes) peut utiliser avec succès. Ce poste à responsabilité globale s'exerçant dans un cadre convivial permettra à un professionnel de réaliser ses talents.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (femme ou homme) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 513 à :

j.l. parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

FICHET-BAUCHE

Groupe Français leader mondial produits haute sécurité recherche son

Directeur Extrême-Orient

Chargé au sein de la Direction Exportation :

- de promouvoir la commercialisation des produits FICHET BAUCHE d'origine française ou malaise, sur les marchés d'Extrême-Orient.
- d'assurer leur coordination technique et commerciale.
- de représenter les intérêts du Groupe FICHET BAUCHE au sein de notre filiale de Malaisie.

Le candidat est de formation commerciale supérieure et a une expérience confirmée du Commerce International complétée par une connaissance pratique de l'Extrême-Orient. Il consacra 50% de son temps en présence sur le terrain. Anglais courant indispensable.

Adresser dossier de candidature complet avec photo s/réf. DEO à la Direction des Relations Humaines 15/17 avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY.

emplois régionaux

SOLEX, Branche Electronique Automobile du GROUPE MATRA, pour sa principale usine située à EVREUX, recherche :

Responsable Ordonnancement

Avec l'appui d'une équipe de 20 personnes, il a en charge :

- le plan de production - l'approvisionnement - la gestion du magasin
- la gestion des stocks - l'établissement des données de gestion.

Dans une unité qui a bénéficié d'investissements importants et qui met en place de nouveaux moyens de gestion informatisée, cet Ingénieur (ou formation équivalente) doit justifier d'une expérience industrielle en production de plusieurs années. Outre son aptitude à s'intégrer au sein de l'équipe de Direction en place, il devra faire preuve de sa capacité à prendre en charge dans un délai proche le contrôle de gestion et l'informatique.

Ce poste doit permettre à un candidat de valeur d'affirmer sa personnalité et son potentiel pour évoluer à terme au sein de l'entreprise et du Groupe.

Adresser les candidatures (C.V., photo et prétentions) à la Direction du Personnel et des Relations Humaines de SOLEX - 19, rue Lavoisier 92000 NANTERRE

SOLEX

elf aquitaine

Le Groupe Elf Aquitaine recherche

INGENIEUR SUP ELEC SPECIALISTE EN TELECOMMUNICATIONS

Après une première affectation à PAU, il pourra être appelé à diriger, dans l'une des Filiales du Golfe de Guinée, le Service Télécommunication qui a en charge :

- la maintenance des différents moyens télécommunication utilisés ; B.L.U., V.H.F., réseaux par câbles et faisceaux Hertzien, téléphonie spatiale ou temporelle...
- l'étude et la réalisation des modifications à apporter aux réseaux existants pour répondre aux besoins des utilisateurs.
- la maintenance au premier et deuxième degré des matériels informatiques utilisés par l'exploitation (HP 1000 plus périphériques).

Expérience requise : 5 ans d'exploitation de réseaux de télécommunications. Aptitudes requises : travail en groupe, sens des relations.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 10443 à SNEAP - Service Recrutement, 26, avenue des Lilas, Bât. Mestressat, 64018 PAU Cedex.

Groupe des Fromageries BEL PARIS

(6300 personnes - 18 usines)

recrute pour son Département Organisation Informatique - basé dans le quartier St-Lazare - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 4341 (VM, VSE, CICS, SGBD) et de nombreux IBM 36 :

INGENIEUR INFORMATICIEN 6 mois à 2 ans d'expérience

issu d'une grande école (Centrale, Ponts...). Le candidat que nous recherchons est un homme d'études et de développement qui saura allier le goût de la technique à une forte capacité au dialogue avec les utilisateurs ; en outre, il aimera le travail en petites équipes. Nous lui confierons des responsabilités d'analyste-chef de projet après une période de formation (si nécessaire). Les possibilités d'évolution sont réelles pour un candidat de valeur.

ANALYSTE 3 à 5 ans d'expérience

titulaire d'une maîtrise d'informatique, et possédant 3 à 5 ans d'expérience en analyse et programmation. Le candidat que nous recherchons est directement opérationnel sur matériel 4341. Expérience des bases de données et du temps réel appréciées.

Merci d'écrire avec C.V. et prétentions à Fromageries BEL - Richard Foliot, Chef du Personnel, 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

Au cœur des actions commerciales

Diplômé(e) d'une grande Ecole de Commerce (ESSEC, EDHEC...), vous avez acquis une première expérience commerciale (minimum 2-3 ans). Votre souhait maintenant : valoriser vos idées sur une force de vente plus importante.

Nous vous offrons l'opportunité au sein de notre réseau : 1.000 Hôtesse, 100 Rendez-Vous Catalogue au service de la clientèle, assurent aujourd'hui plus de 50 % de notre Chiffre d'Affaires.

Responsable de l'efficacité commerciale du réseau par rapport à la stratégie de La Redoute :

- vous animerez et développerez la politique commerciale du réseau,
- vous lancerez de nouvelles actions en liaison avec le Marketing (Télévente...),
- vous analyserez les performances commerciales et les corrigerez par des opérations répondant aux besoins spécifiques du terrain,
- vous définirez les actions en formation qui permettront l'évolution du réseau.

Basé au Siège, vous aurez cependant l'occasion de vous déplacer sur toute la France et bien sûr, vous ferez partie de l'équipe dirigeante de notre réseau.

Adresser-moi votre candidature sous réf. 59 M Véronique SILVAIN 57, rue de Blanchemaille 59082 ROUBAIX Cedex 02.

La Redoute

هكذا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL AGRO-ALIMENTAIRE
distribuant des produits de confiserie, chocolaterie de haut de gamme
recherche pour la RÉGION RHONE-ALPES

JEUNE CHEF DE SERVICE ACHATS

Membre du comité de Direction, Responsable devant le Directeur Général d'un budget annuel d'achat de 50 millions de francs environ, il sera particulièrement chargé d'élaborer une stratégie d'achat des matières premières spéculatives (féves de cacao, sucre, fruits secs...), de rechercher en liaison avec le service Développement de nouvelles matières premières et produits alimentaires innovants, de prendre la fonction packaging en liaison avec le Directeur Commercial et Marketing.

Le poste s'adresse à un candidat de formation supérieure agro-alimentaire ayant acquis une première expérience dans une fonction similaire où il aura éprouvé ses qualités d'organisateur, de ferme négociateur et de curiosité. D'une intégrité absolue, rigoureux et concret, il aura un sens aigu du service et saura créer avec ses différents interlocuteurs internes des relations constructives.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

La rémunération sera motivante

et dépendra directement de la valeur du candidat retenu.
De réelles perspectives d'épanouissement de fonctions à très court terme
seront proposées à un candidat de grande valeur.

Prévoir lettre manuscrite, c.v. à ANNONCES SERVICE,
45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES sous référence 5 508 qui transmettra.



- Leader européen de l'équipement électrique d'installation.
- CA 4 milliards de francs
- 13 000 personnes.
- Nombreuses unités de production en France et à l'étranger.

Ingénieur méthodes

Directement rattaché au responsable du département, il a pour mission l'assistance et le conseil auprès des filiales du groupe principalement en ce qui concerne :

- la définition des besoins
 - l'optimisation des procédés
 - l'analyse et la mise au point de nouveaux produits
- Il sera amené à effectuer des déplacements fréquents en France et à l'étranger. La maîtrise de l'anglais est vivement souhaitée.

Vous avez une formation d'ingénieur (AM, INSA, ou équivalent) une expérience de 5 ans minimum dans la fonction méthodes, une approche concrète des problèmes et le goût des responsabilités.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 567 A, à Etienne Simonnet,

OC Conseil, 15 rue du Louvre 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOREM



Dowell Schlumberger

Compagnie internationale de services appliqués à l'industrie pétrolière, nous recherchons pour notre centre d'étude et de fabrications de St-Etienne, un

Chef de projet mécanique

Mission : mener à bien la réalisation d'équipements destinés à l'industrie pétrolière depuis la prise en charge du dossier études jusqu'au prototype en s'appuyant sur un bureau d'études équipé de CAO et en sous-traitant un grand nombre de fabrications.

Exigences : diplôme d'ingénieur, bonne connaissance de l'anglais, quelques années d'expérience dans un bureau d'études mécaniques.

Merci d'adresser votre candidature au Service du Personnel EFD, BP 90, 42033 St-Etienne Cédex.

CENTRE

INGENIEUR INFORMATICIEN

ESE - ENST INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au cœur d'une région verdoyante, notre société (400 personnes), filiale du groupe ELF AQUITAINE, conçoit des appareils de mesure et de régulation, des produits de comptage et automatisme de conduite de process.

Ayant une formation informatique, diplômé ESE/ENST ou similaire, le candidat recherché possèdera une expérience de quelques années en informatique industrielle et temps réel.

Il supervisera le développement logiciel des nouveaux produits tels que : système de régulation, système de régulation décentralisé, régulateur mono et bi-boucle.

Nous demandons : la connaissance des microprocesseurs 8085/8086/8088/8080/8085, des langages ASSEMBLEUR et PASCAL, du système de développement HP 64000 et des réseaux de transmission industrielle.

• Anglais souhaité.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous la référence 6260 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

International Management

CONSULTANTS EN RECRUTEMENT FINANCIER
8, rue Georges V, 75116 PARIS

Un groupe de négoce de combustibles et prestations de services, CA + de 5 milliards de frs, 4.500 personnes, 80 filiales, recherche pour son centre administratif situé dans la région

Centre OUEST

CADRE COMPTABLE

Adjoint du Directeur de la Comptabilité

Le candidat prendra en charge la consolidation après avoir été préalablement formé aux méthodes du Groupe. Il secondera également le Directeur de la comptabilité dans toutes les tâches classiques. Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat de 28-30 ans de formation supérieure + D.E.C.S. possédant quelques années d'expérience en cabinet ou en entreprise. La pratique de l'Anglais est nécessaire.

Le poste requiert une bonne adaptabilité et une aptitude à la communication compte tenu des nombreux contacts professionnels. Des déplacements fréquents dans toute la France sont à prévoir. Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. CC/05 à notre conseil Patrick BRUNETEAU

ARCOREM

Important groupe chimique recrute pour le Centre de Recherche et de Développement de sa Division GÉLATINES

UN INGÉNIEUR DE RECHERCHES

Sous l'autorité du Directeur du Laboratoire, il aura la responsabilité de la section analytique, composée de deux chimistes et d'un aide-chimiste.

Une expérience HPLC, des connaissances techniques, une formation complémentaire informatique et une très bonne maîtrise de l'anglais faciliteront son adaptation à ce poste d'avenir basé dans le SUD-EST.

Prévoir d'adresser c.v. détaillé avec prétentions sous n° 2 072/ISS AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

MERLIN GERIN

Spécialiste mondial des matériels électriques et électroniques de commande et de protection, est l'un des plus importants constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension et pour les ensembles électriques « clés en mains ».

18 000 personnes - 43 filiales et participations en France et dans le monde - 6,4 milliards de chiffre d'affaires en 1984 dont 50% à l'exportation.

recherche pour sa

DIVISION ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE

chef de projet électronique de puissance

Sa mission :
• réaliser des produits nouveaux en animant une équipe d'ingénieurs et de techniciens de développement.
• sa responsabilité s'exerce aussi bien sur le plan technique (conception) que sur le plan planning, gestion, réalisation.

- Son profil :
- diplômé d'une grande école d'ingénieurs électroniciens ou électrotechniciens,
 - 5 ans d'expérience industrielle minimum,
 - connaissance des systèmes à base de microprocesseurs,
 - compétences hard et soft,
 - connaissances en télétransmission et réseaux,
 - anglais indispensable.

Ecrire avec CV, prétentions en précisant la référence CFR 253 au Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - MERLIN GERIN 38050 GRENOBLE Cedex

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE ANTENNE (N° 256 1016)

Une très importante société de services RECHERCHE

UN JEUNE CADRE RESPONSABLE DROIT SOCIAL

- CE POSTE EXIGE :
- Une très solide formation juridique (maîtrise, DESS), complétée par une expérience professionnelle de quelques années (1 à 5 ans) dans une Direction du personnel où le candidat aura, notamment, acquis la pratique des procédures contractuelles, le suivi des institutions représentatives... la gestion juridique des contrats de travail, etc.
 - Des qualités relationnelles éprouvées car il conseillera les opérationnels et interviendra auprès des représentants du personnel.
 - Un intérêt pour l'ensemble de la fonction personnel, car il pourra évoluer vers de plus larges responsabilités au sein de la Direction du personnel.

Le poste est basé en BANLIEUE OUEST.

Veuillez adresser C.V. et photo à :
REGIE PRESSE sous n° 305 948 M
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CD Parfums Christian Dior

Recherchent pour leur direction marketing international

CHEF DE PRODUIT : PARFUMANTS (H.F.)

- Il coordonne le développement des lignes parfums féminines et masculines.
- Il est, en outre, le gestionnaire des produits en terme de détection des opportunités de croissance, de profit, d'élaboration des recommandations, de chiffrage, des stratégies.
- Il assure la mise en œuvre et l'application du plan marketing.
- Il assure également le contrôle des écarts, et des propositions des actions correctrices.

Ce poste sera confié à un diplômé (e) d'études supérieures (HEC, IEP, GESEC) pratiquant couramment l'anglais et l'allemand, possédant une première expérience de 3 à 5 ans, ayant participé au lancement international d'une ligne complète de produits parfums.

Votre C.V. accompagné d'une photo est à adresser :
aux PARFUMS CHRISTIAN-DIOR du département du personnel
45804 SAINT-JEAN-DE-BRAYE CEDEX

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

AGENCE DE PRESSE

Recherches pour région parisienne

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN TECHNICO-COMMERCIAL

Pour suivi de chantier informatique. Expérience sur micro et communications nécessaire. Anglais indispensable.

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN DIPLOMÉ

Pour réalisation de projets à base de mini et micro. Expérience en vidéotex, télécom, communications, matériel et logiciel.

Anglais écrit et parlé indispensable.
ENVOYER C.V. A REUTER MONITOR GIE
19/21 RUE POISSONNIÈRE, 75001 PARIS.
A L'ATTENTION DE MONSIEUR C. FLORIT.

UNE IMPORTANTE ENTREPRISE LARGEMENT PRÉSENTÉ DANS LE MONDE

recherche pour son Siège Social à

LA DEFENSE

ASSISTANT DE TRESORERIE

Le candidat retenu, titulaire si possible d'un DUT - option finances comptabilité - ou équivalent aura acquis une première expérience dans un service trésorerie. Persévérance et sens de l'organisation sont indispensables à la bonne tenue de ce poste qui est à pourvoir rapidement. Envoyer votre candidature (CV, photo et prétentions) à CONTESSE PUBLICITE ss réf. 10610, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.



Société Nationale des Poudres et Explosifs recrute pour son centre de recherche du BOUCHET (Essonne)

ingénieur docteur

de formation ENSI, ENSTA, INSA... ou universitaire 3^e cycle. Débutant, connaissances indispensables en énergétique et thermodynamique, il sera responsable de recherche dans le domaine de la stabilité et de la décomposition des produits.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à SNPE CRB - BP 2, 91710 Vert-le-Petit, réf. 0 rappeler T.C. 85/24.

VILLE DE SAINT-JEAN-DE-BRAYE
116000 habitant
Agglomération orientale

RECRUTE

pour son service ANIMATION JEUNESSE

1 responsable chargé d'animer et de coordonner l'ensemble des activités de l'animation jeunesse de la commune.

Diplôme : licence d'animation culturelle et sociale ou équivalent.

Expér. professionnelle exigée.

Recrutement effectué par mutation interne ou par concours d'inscription sur liste d'aptitude préalable mais pas exclusif.

Adresser candidatures et C.V. avant le 8 juin 1985, à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE.

SOCIÉTÉ SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE CENTRE-OUEST

recherche

JEUNE DIPLOMÉ(E) E.C.S. ou équivalent

dynamique et méthodique, ayant la responsabilité d'encadrer et de coordonner l'ensemble des activités de la commune.

Diplôme : licence d'animation culturelle et sociale ou équivalent.

Expér. professionnelle exigée.

Recrutement effectué par mutation interne ou par concours d'inscription sur liste d'aptitude préalable mais pas exclusif.

Adresser candidatures et C.V. avant le 8 juin 1985, à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE 100 km NORD DE PARIS

recherche

pour renforcer son équipe de révision.

ASSISTANT(E) CONFIRMÉ (E)

Niveau DESS-maître

Il devra avoir l'esprit d'équipe et le sens du contact. Large disponibilité et poste aux perspectives très ouvertes.

Recherchons

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.

Env. C.V. Et TOURNÉUR 21 Nord 82000 Montauban ou tél. (59) 66-10-43.



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE ANTENNE (N° 256 1016)

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE ANTENNE (N° 256 1016)

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE ANTENNE (N° 256 1016)

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE ANTENNE (N° 256 1016)

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

NUMERO VERT
16.05.30.23.80
(APRÈS 18H00)

THOMSON-CSF
DIVISION SYSTÈMES DÉFENSE ET CONTRÔLE

Aujourd'hui nous nous situons au tout premier rang de la compétition internationale, dans la maîtrise et le développement des marchés de l'électronique, et de l'informatique: contrôle du trafic aérien et maritime, radars et équipements électroniques de conduite de systèmes de défense. Nous recherchons

2 INGÉNIEURS C.F.A.O./C.A.O. MÉCANIQUE HF

A partir d'un cahier des charges vous étudiez et analysez des procédures et programmes à mettre en place dans le cadre de notre conception de fabrication assistée par ordinateur. Vous proposez les évolutions de configuration sur les matériels existants (VAX 780/785), les nouveaux investissements, et coordonnez les besoins des différents utilisateurs.

Nous recherchons des spécialistes en langage FORTRAN 77 diplômés (A. & M., ECP, ENSM, ENSMA).

Vous êtes âgés au minimum de 25 ans, débutants à 20 ans d'expérience. Vous avez un fort désir d'innovation et le souci de vous investir dans un poste de C.F.A.O.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Lieu de travail: MEUDON-LA-FORÊT.

Prendre contact avec Gérard GAULTIER - THOMSON-CSF, Division S.D.C. - 40, rue Grange-Dame-Rose, 92360 MEUDON-LA-FORÊT, sous réf. 85/IME/M.

TECHNOLOGIES DE HAUT VOL

THOMSON-CSF

DMC

Un des PREMIERS GROUPES TEXTILES EUROPÉENS composé de plus de 50 Sociétés réparties dans le monde (principalement R.F.A., U.S.A., Amérique Latine, Afrique) - C.A. supérieur à 6 milliards de francs dont plus de la moitié à l'étranger - crée au sein de sa DIRECTION JURIDIQUE et FISCALE une nouvelle fonction d'

ingénierie juridique

Le titulaire du poste sera chargé d'apporter initiatives et recommandations dans les missions d'expertise, soit au niveau d'opérations de restructurations juridiques du Groupe, soit au niveau de montages à caractère financier et commercial. Il sera en outre chargé d'assurer la gestion juridique courante du Groupe (contrats commerciaux ou de franchise, litiges et contentieux...). Ce double rôle implique la tenue à jour permanente de la documentation juridique du Groupe à l'échelon international.

Ce poste qui s'adresse à une nouvelle "race de juristes" à la fois créative et série, consistera à DOCTEUR DROIT PRIVÉ INTERNATIONAL (ou DESS) + IAE ou DAUPHINE, parfaitement bilingue ANGLAIS. La connaissance de l'ALLEMAND est un plus. Il aura acquis au sein d'un CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL, ou d'AVOCAT ou dans une BANQUE D'AFFAIRES une expérience d'en moins de 5 ans lui ayant permis de participer activement à des montages juridiques complexes. Il devra travailler en équipe et négocier; il possèdera une bonne pratique de la rédaction juridique.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3086 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

IBM 4341

Paris - Afin de franchir une nouvelle étape dans son développement, cette société (2500 personnes - CA 700 millions de F), filiale d'un groupe industriel international recherche, pour la direction informatique de son siège à Paris dotée d'une infrastructure performante (IBM 4341, DOS/VSE, CICS, DL1, réseau 100 terminaux, IBM 36), des

responsables d'applications

Rattachés au responsable des études, ils prendront en charge la conception, la réalisation et la mise en place d'applications de gestion en temps réel soit dans le domaine administratif, soit dans le domaine de la gestion de production. Ils seront en liaison constante avec les utilisateurs pour étudier les besoins et définir les spécifications fonctionnelles.

Les candidats, de formation supérieure, ont au moins cinq ans d'expérience dans des fonctions d'analyse. Une bonne connaissance de COBOL et CICS/DL1 est indispensable. La connaissance de Mapics ou de Copics et du GAP serait un atout supplémentaire pour le poste concernant la gestion de production. Postes évolutifs.

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous la référence 008/M, à M. Dupuy, Sema-Sélection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

Sema selection Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Relations Presse et Communication HF

La Direction de la communication d'un grand groupe industriel recherche un assistant pour le responsable de son service presse et relations extérieures. Il aura pour fonctions de rechercher l'information et de la mettre en forme pour son utilisation par la Presse; de répondre aux demandes de documentation sur l'entreprise en provenance de l'extérieur. Il aura en charge la réalisation de la revue de presse quotidienne (journaux français et anglo-saxons) destinée aux dirigeants du groupe, et devra secondar le responsable du service dans ses contacts réguliers avec les journalistes. Ce poste requiert un intérêt prononcé pour l'activité industrielle et l'environnement économique, ainsi qu'un esprit ouvert à l'évolution et à un apprentissage d'enseignement supérieur ayant une première expérience de l'entreprise et des contacts avec les médias. Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste est à pourvoir au siège du groupe, à Paris.

Ecrivez à notre Conseil.

Maryse PERCHE vous remercie de lui adresser votre CV avec photo + rémunération actuelle s/m. 3086 M.

CORT

65 avenue Kléber, 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec Paris - Lille - Lyon - Strasbourg

Groupe industriel diversifié de tout premier plan (6000 p.), nous cherchons

un ingénieur technico-commercial, chef de produit (à Ivry - 94),

pour prendre en main les destinées d'une ligne de convertisseurs de fréquence performants (valeur unitaire de 50 000 à 500 000 F) destinés notamment aux fabricants et installateurs de systèmes industriels de chauffage et de ventilation.

Ingénieur électricien-électronicien, vous apportez, à 35 ans environ, la preuve de votre réussite commerciale avec des produits électrotechniques lourds modernes; vous êtes aujourd'hui en mesure de prendre la responsabilité globale d'un objectif de développement (études de marché, publicité, prospection, démonstrations, négociations des contrats). Il vous faut, de plus, savoir l'anglais et être prêt à de fréquents déplacements.

Notre consultant, J.P. DOURY, vous remercie de lui écrire (réf. 4656 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Contrôleur de Gestion Expérience Usine

est devenu en quelques années leader européen sur le marché des appareils de chauffage électrique (C.A. 84; 360 MF; effectif: 700 personnes; 3 unités de fabrication). Les contributions attendues du contrôleur de gestion nécessitent la recherche d'un professionnel confirmé, basé à notre siège à Aubervilliers.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, votre expérience effective des techniques du contrôle de gestion - 5 ans minimum - acquise pour partie en usine, vous permettra de faire évoluer avec nous cette fonction.

Rattaché à la Direction Administrative et Financière, et en liaison étroite avec les directions opérationnelles, vous ferez fonctionner et améliorerez, avec l'aide d'un outil informatique élaboré, les tableaux de bord, systèmes d'information et procédures qui requièrent une gestion budgétaire efficace. Vous serez responsable de l'établissement et du suivi des prix de revient usine.

Pour ce poste évolutif, vos qualités de rigueur et d'efficacité, votre sens des relations humaines seront les critères déterminants de notre choix.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 85 8202 M. Elle sera examinée confidentiellement par François CORNEVIN qui vous contactera rapidement.

EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

LE MONDE DE L'EXPORT ET DES CARRIERES INTERNATIONALES

Mardi 21 Mai

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

offres d'emploi du journal

Le Monde

avec **EUROPE 1**

IMPORTANT GROUPE DE NÉGOCE EN GROS DE PRODUITS INDUSTRIELS comprenant:

15 Sociétés réalisant un chiffre d'affaires de 1 Milliard 200 Millions par an - 25.000 factures par mois - 16.000 comptes clients environ ayant fonctionné dans l'année.

recherche

Adjoint au Directeur du crédit et recouvrement

Mission:

- préparer les décisions de crédit avec analyse des bilans;
- décider de l'opportunité d'enregistrer certaines commandes en fonction du crédit client;
- assurer le recouvrement dans les meilleurs délais en intervenant judicieusement tant par lettre que par téléphone;
- suivre plus particulièrement les dossiers importants en accord avec le chef de service;
- intervenir auprès des différents services du groupe afin d'obtenir le règlement des litiges commerciaux;
- prendre en charge les dossiers pré-contentieux et effectuer les négociations si nécessaires.

Profil du candidat:

- excellente mémoire en raison de la complexité du groupe et du nombre important des dossiers en cours;
- organisé, méthodique, rapide, psychologue, diplomate, tenace, doué de bon sens;
- suffisamment autoritaire dans les contacts tant à l'intérieur du groupe qu'à l'extérieur avec la clientèle;
- goût des entretiens téléphoniques;
- bonnes connaissances comptables et juridiques;
- une expérience de la gestion informatique des comptes clients.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 88228 M à: BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Labe - 93407 VINCENNES - qui transmettra -

OFFRES D'EMPLOIS

ELEC

ingénieur

TECHNICO-CO

Vous prions instamment d'avoir l'obligeance de nous les lettres qu'ils ont été confiées.

هكذا من الأمل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

à SAINT-CLOUD
recherche

ingénieurs informaticiens

GRANDES ÉCOLES

débuts ou quelques années d'expérience

Si vous êtes motivés par les techniques de pointe.
Si vous avez le goût de l'innovation et des responsabilités.
Plusieurs postes sont à pourvoir dans les domaines suivants:

Aéronautique

ÉTUDE ET RÉALISATION DE NOUVEAUX PROJETS

- Réseaux de microprocesseurs
- Systèmes de transmission de données
- Logiciel temps réel

Ref. 3023 M

Génie logiciel

DÉVELOPPEMENT ET INTÉGRATION DE NOUVEAUX OUTILS

- Langages de spécification
- Compilateurs
- Outils de test et de validation
- Assurance et contrôle qualité

Ref. 3024 M

Logiciel temps réel

ÉTUDE ET RÉALISATION DE LOGICIELS D'ÉQUIPEMENTS

- Études Systèmes
- Simulations
- Réseaux de microprocesseurs
- Traitement du signal

Ref. 3025 M

Les dossiers de candidatures, sous réf. correspondante, seront traités confidentiellement par

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

X, ECP, HEC...

Directeur financier

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE SOLIDE ET PERFORMANTE, rattachée à un groupe de premier plan, recherche son Directeur Financier.

Il s'agit d'un poste à haut niveau qui conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école ayant acquis de solides compétences financières et comptables et ayant déjà assumé des responsabilités de direction.

Il sera chargé:

- d'étudier et de réaliser les investissements,
- de gérer les ressources financières de la société,
- de participer à l'étude de rachats éventuels de sociétés ainsi qu'à la gestion des filiales,
- d'animer la comptabilité et de développer les procédures comptables adaptées à sa croissance et à une politique de décentralisation.

La réussite dans ce poste implique rigueur et imagination ainsi que d'excellentes capacités relationnelles.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération: 450.000 F. +

Ecrire sous réf. PZ 455 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Ingénieur électricien confirmé pour responsabilités importantes d'assistance technique

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN, un des leaders mondiaux dans son domaine, plus de 10 usines modernes et automatisées en Métropole, recherche un Ingénieur Électricien confirmé.

Au sein de la Direction Technique du Groupe, il aura un rôle clef d'expert dans le domaine des courants forts. Son action s'exercera à différents niveaux:

- Investissements: il participera aux choix techniques et à la sélection des fournisseurs,
- Exploitation: il assistera et conseillera les usines sur l'utilisation, la maintenance, le renouvellement des installations,
- Progrès techniques: il recherchera, analysera, évaluera toutes les évolutions techniques dans son domaine d'intervention.

Ce poste conviendrait à un ingénieur ESE, IEG, AM... ayant au minimum 5 ans d'expérience soit, dans l'industrie lourde, au sein d'un service entretien et/ou travaux neufs, soit chez un constructeur d'équipements électromécaniques. La réussite dans ce poste implique de solides compétences techniques mais également d'excellentes capacités relationnelles, lui permettant de jouer un rôle "d'expert".

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. DY 454 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Un parcours pour un jeune ingénieur AM, IDN, ENSI... au départ:

INGÉNIEUR EN ORGANISATION

SOCIÉTÉ À TAILLE HUMAINE, dynamique, réalisant des produits de moyenne et grande série, bien implantée sur son marché, recherche un jeune ingénieur diplômé (+ IAE apprécié) ayant si possible une première expérience en organisation industrielle. Les candidatures d'ingénieurs débutants (avec stages GPAO ou équivalent) seront également examinées.

Son action s'exercera dans le domaine de l'organisation de l'administration des ventes, puis évoluera vers la mise en place de la gestion de production automatisée. Au-delà, ce poste débouche sur des responsabilités opérationnelles de production de haut niveau pour un candidat de fort potentiel.

Lieu de travail: proche banlieue sud-est Paris.

Ecrire sous réf. RB 456 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Importante société Paris 16ème développant des matériels de haut niveau technologique, vendus dans le monde entier, recherche

pour son siège social parisien et ses usines de la région Parisienne

Contrôleurs de Gestion

Leur mission: - participer à l'élaboration des budgets annuels et en effectuer les contrôles mensuels (dont calculs des encours), - fournir tous les renseignements comptables et de gestion aux opérationnels, - assurer les liaisons entre les unités de fabrication et le siège social.

De formation supérieure (ESCAE, DECS, maîtrise de gestion...), les candidats devront justifier d'une expérience de 4 à 5 ans dans une société à vocation industrielle. La connaissance et la pratique de l'outil informatique sont indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3622 à RSCG CARRIÈRES 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS. Réponse et discrétion assurées.

Jeunes ingénieurs électroniciens

« systèmes naval »

Nous sommes un important Etablissement Technique du Ministère de la Défense. Nous recherchons pour les domaines d'activité:

Radar et Guerre Electronique
(Ref. 1121) (Ref. 1122)

plusieurs

Ingénieurs systèmes électroniques

Au sein de petites équipes (15 personnes environ), nous leur offrons la possibilité de piloter des études, des projets attractifs, cela avec beaucoup de liberté d'action. Nous leur demandons le goût et la capacité d'entretenir des contacts à haut niveau. L'esprit d'initiative, d'autonomie, ainsi que d'excellentes capacités de synthèse sont exigés. La pratique de l'anglais est indispensable.

Une première expérience industrielle serait appréciée. Son absence devrait être compensée par un réel désir de formation. Le lieu de travail est Paris avec quelques déplacements en province. Statut: Ingénieur contractuel.

Merci d'envoyer rapidement votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), en précisant la référence choisie, à J.-F. Jourdain - CAPFOR - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS.

CAPFOR

PARIS - LYON - ANGERS - NANTES - CAEN
ANGERS - BREST - MONTLUPON - MONTPELLIER - NIMES - QUIMPER - RENNES

VOUS ÊTES:

fiscaliste-juriste

Vous avez la passion des questions fiscales pointues et de restructurations d'entreprises, après 5 années d'expérience minimum dans de grandes Entreprises, dans des Cabinets, dans l'Administration fiscale.

NOUS SOMMES:

des conseillers d'entreprises dans le secteur le plus important de l'industrie agro-alimentaire.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS: pour compléter notre équipe pluridisciplinaire.

Lieu de travail Paris 9^e

200.000 F +

Merci d'adresser C.V. manuscrit, photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 197, à Jacques GENEVAY 11, square Jasmin - 75016 Paris (garantie absolue du secret des candidatures)

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE
COMPTABLE DE COMMISSARIAT
AUX COMPTES PARIS-16^e
recrute

UN RÉVISEUR STAGIAIRE

- DECS complet.
- 1 an d'expérience minimum.

Ecrire C.V. et prétentions à:

SOCIÉTÉ SERPES
18, rue Soufflot, 75118 Paris.

ORGANISME FORMATION

cherche pour son département langues

ASSISTANT(E)

- Collège et pédagogique.
- Bilingue français/anglais.
- Formation Sup.
- Expérience. Tôt en entreprise exigée.

Lettre manuscrite + C.V. rédigée en français + photo

Ecrire sous la réf. 306 963 M

7, rue de Montmaury, Paris-7^e

ÉCOLE DE LANGUES À PARIS

recherche

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Salaire annuel minimum assuré. Qualité et expérience.

Tél. : 587-18-25.

Entreprise de montage en ALLEMAGNE (RFA) cherche une

personne qui nous transmettra les demandes clients

de nos clients. Nous proposons en charge les frais de

transport et d'hébergement. Rémunération: une somme fixe par mois.

Ecrire à: 306 456 M à REGIE-PRESSE, 7, rue de

Montmaury, 75007 PARIS.

Filiale société allemande

PANTIN 100 personnes

recherche

CHIEF COMPTABLE BILINGUE ALLEMAND

expérience de reporting.

Rattaché au Directeur Financier

vous aurez la responsabilité d'une équipe de 12 personnes

que vous devrez animer et motiver. Nous prévoyons une

augmentation de cet effectif, votre dynamisme et votre

disponibilité vous permettront de faire face à cette évolution.

Adressez dossier de candidature complet à notre conseil

SDOP 7 sous référence 907, 2, avenue du Général-Leclerc, 75014 PARIS.

ANIMATEUR (TRICE)

22 ans min. pour foyer de

jeunes travailleurs. Pays-Est,

vie du Foyer, loisirs, insertion

sociale, etc.

Formation nécessaire, expérience appréciée.

Collective Nat. des F.J.T.

Env. C.V. + lettre + photo à:

C.L.J.T., 155, rue de Charonne

75011 Paris.

Entreprise nationalisée rech.

JEUNES TECHNICIENS (NE)

SUPÉRIEUR (E)

Titulaires B.T.S. Electron-

Technicien. Lieu de travail

S.-et-M. Ec. av. C.V. n° 444 à

HAVAS - 77007 MELUN Cedex.

Etablissement scolaire

proche banlieue Ouest

recherche

COLLABORATEUR (TRICE) COMPTABLE

Expérimenté (e)

informatique appréciée

Env. C.V. + photo sous réf.

M. 07 850 BLEU 17, rue Labat

94307 Vincennes Cedex

qui transmettra.

Le centre de formation

professionnelle des adultes

Yves BODIGUEL, recrute:

Un TECHNICIEN

de la

MAINTENANCE INFORMATIQUE

Niveau: DUT ou équivalent.

Expérience professionnelle sou-

haitée: 5 ans dans la mainte-

nance de moyens ou mini-

systèmes informatiques.

Salaire: 150.000 F ou + se-

lon réf. ou niveau.

Lieu de travail:

Méaulon-la-Forêt.

Son travail consiste à com-

pléter une équipe d'ensei-

gnants pour la formation

continue ou de stages agréés

d'un an en maintenance in-

formatique.

Ecrire à: F.G.M.M.

C.F.D.T.

Michel GAY

6, rue Mayran

75008 PARIS.

représentation

offres

IMPORTANT FABRICANT

PRÉ-A-PORTER

SPORTSWEAR

recherche

REPRÉSENTANTS(ES)

14 SUR TOUTE LA FRANCE.

21 SUR TOUTE LA SUISSE.

Fax + coordonnées.

Tél. : 238 20 30.

277-28-20.

Vendez un équipement Scientifique

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Au sein d'un société française en forte expansion spécialisée dans les domaines de l'instrumentation nucléaire, du traitement et de l'analyse d'images numériques sous l'autorité du Chef des ventes « instrumentation nucléaire », vous serez responsable de la diffusion de produits de forte valeur unitaire: systèmes de domochemie nucléaire, appareils d'analyse pour radiocartographie, radiocronomètres, etc... après des services de maintenance nucléaire et de radiocronomètres, des laboratoires hospitaliers et universitaires, des industries pharmaceutiques des centres de transfusion sanguine.

Vous avez complété votre formation IEST - DUT - Biologie, Biochimie par une expérience commerciale d'au moins 2 ans de cette clientèle. Vous êtes passionné par la vente et les produits de haute technologie.

Nous vous offrons une rémunération motivante (fixe + intéressement) une voiture de fonction, un cadre de travail agréable dans la région de Tignes (73).

Rejoignez une équipe dynamique en nous écrivant: NUMELEC

Service du Personnel, B.P. 38, 73330 Le Mont-Benoît Cedex.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau, vous voulez éviter la filière "classique": Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

NOUS, nous recherchons plusieurs

**JEUNES DIPLOMÉS
ÉCOLE DE COMMERCE
(HEC, ESSEC, ESCP, ...)**

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères après une période de formation en France d'environ 2 ans.

**Nous sommes un Grand Groupe
Industriel et Commercial français,
leader mondial sur son marché.**

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à
INTERMEDIA N° 573 A
9 bis, rue Labie - 75017 PARIS
qui transmettra.

**Chef du bureau
de normalisation**

De formation A&M ou équivalent, vous possédez une très solide expérience industrielle dans le domaine de la chimie fine de synthèse et des énergies, acquise dans une société d'ingénierie chimique, un bureau d'étude ou un service de génie chimique.

Vous savez animer une équipe chargée de l'étude et de la mise en forme de la normalisation des appareils et des accessoires pour les usines de production.

Si vous êtes particulièrement bien organisé et dynamique sans être rebuté par les contraintes de tenue de dossier, vous nous intéressez.

Ce poste est situé à Romainville (93), dans notre Division Production.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 117M à
Robert de Vitry, Service Gestion des Cadres Roussel Uclaf,
35 Bd. des Invalides - 75007 Paris.

ROUSSEL UCLAF

WYSE

**DIRECTEUR DES VENTES - FRANCE
EN POSTE A PARIS**

- Le client** - Wyse Technology. Importante société anonyme qui doit sa croissance spectaculaire à ses ventes d'unités de visualisation et de microordinateurs de pointe. Wyse est le premier fabricant indépendant de terminaux.
- Le poste** - Assurer la liaison entre les distributeurs Wyse en France et les bureaux aux Etats-Unis et à Taiwan. Coordonner les négociations avec les principaux clients et fournir des conseils dans le domaine technique. Coordonner les opérations de vente et de marketing pour la France.
- Le responsable** - Doit posséder une solide formation en électronique et avoir à son actif une expérience positive en ventes et en marketing de matériel informatique.

Ce poste est le premier d'une série dans la formation d'un réseau Wyse en Europe. Les entretiens auront lieu au cours de la 3^e semaine de mai 1985. Veuillez adresser votre candidature en anglais avec votre C.V. sous n° 6.759
le Monde service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

COMMERCIAL D'EXPERIENCE

AYANT DIRIGE FORCES DE VENTE
Souhaite rencontrer Direction faisant confiance à Autodidacte
Très disponible, ses limites sont nos frontières
Salaire envisagé: 240.000 F +
suivant responsabilités
Ecrire à REGIE-PRESSE, sous n° 305.705 M,
7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

CADRE DE DIRECTION

47 ANS, BILINGUE ANGLAIS
Expérience gestion filiale britannique
P.M.E. française
Milieu commerce ou industrie
Export pays européens et anglo-saxons
recherche fonction similaire
Voyages France et Etranger.
Ecrire sous le n° 305.755 M,
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

43 ans, cadre expérimenté Afrique,
ESG, exp. direction PMI 15 ans.
ch. resp. gde ou cadre étranger
France, Angl., espagnol.
Ecrire Maxima Antilles 236-06
ou Tél. : (93) 65-07-76.

Cadre expérimenté financier
38 ans, dynamique confirmé
avec PORTFOLIO
recherche banque ou société finan-
cière. Ecrire BP 183.
M. LEVIEUX
75025 CEDEX 19.

MEMORIALISTE
EXPERT COMPTABLE
Expériences entreprises, cabinet
formation
997-07-97.

Homme 52 ans dyn. esprit dé-
cision, volonté créative, rech. al-
tér, comportant responsable
sola, représentant secteur France.
Exp. Afr., Amérique latine.
Ecr. 4/10 2-432 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RAC + 4 EN GESTION
COMMERCE (1984)
cherche cadre expérimenté
service commercial, secteur finan-
cier. Ecr. M. BUDAL, 17, rue
Colonel-Doudot, 75012 PARIS.
Téléphone : 829-78-72.

Commercial 42 ans
cherche cadre expérimenté
AFRIQUE FRANCOPHONE
statut expérimenté (58) 23-87-20.
Ecr. sous le n° 308-308 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

Américain 34 ans, ex. France
**MASTER OF SCIENCE
IN PHYSICS**
Licence en physique Paris-VII
3 ans industrie nucléaire
cherche poste stable.
Ecrire sous le n° 306-487
REGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

Homme 32 ans docteur sciences
politiques, Paris, exp. marke-
ting, journalisme, allemand,
arabe courant, anglais inter-
médiaire, M. Chebli,
1, rue du Ri-Doré, Paris-13^e.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs:
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.F., 27 ans. - Etudes sup + formation IGS di-
rection du personnel et informatique. 4 ans exp.
prof. en P.M.E. 2 ans responsable du personnel
(gestion, paie, études rentabilité, législation so-
ciale). Goût pour la négociation. Aptitude à
l'animation, formation, féru de bureaucratie.
RECHERCHE: situation conduisant à des res-
ponsabilités auprès de tte. entreprise dévelop-
pant ses moyens d'adaptation aux innovations
technologiques et sociales. (Section BCO/JCB
669.).

J.F. 30 ans. - Licenciée en psychologie. Anglaises
courantes. Mannequin 3 ans à Tokyo. Respon-
sable de relations publiques depuis 3 ans dans
agence de publicité médicale. Motivée par
contacts humains. Travail en équipe, vente et
voyages.

RECHERCHE: situation et responsabilité
analogue dans domaine cosmétique. Salaire:
11 000 F à 15 000 F par mois (section
BCO/JCB 670.).

CADRE SUPERIEUR, 59 ans. - Formation
universitaire sup. scient. INSEAD. Allemand et
anglais courants. Hollandais lu et parlé. 20 ans
expérience en dir. gén. en entreprise (eff. 50
pers. CA 20 MF dont 30 % exp.). Restructuration
de sup. par réorganisation complète incluant
R.E. commercial France + étranger et adm.
PROPOSE son expérience à entreprise indus-
trielle ou commerciale soucieuse d'améliorer sa
rentabilité par accroissement de son activité en
France et étranger (déplacements acceptés)
(section BCO/JCB 671.).

INGENIEUR en propriété industrielle, 30 ans
expérience surtout en brevets de mécanique,
électricité et électronique. Consultations di-
verses et procès contrefaçon.
RECHERCHE emploi stable dans cabinet pro-
priété industrielle à Paris (section BCO/JCB
672.).

ANPE
Ecrire ou téléphoner:
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
PALAIS ROYAL
Studio 40 m², 1000 F. T. 606-67-83 le soir.
Téléphone : 653-20-21.

4^e arrdt
MARIAE Imm. Pierre de T.
Acquéreur, tapis, escalier, grand
studio 11 cts. 634-15-18.
Tél. : 662-16-40.

5^e arrdt
PANTHEON 3 P. 65 m²
P. : 945.000 F. 327-28-80.

9^e arrdt
Part. vend studio 35 m². P. :
280.000 F.
Haut rue du P. de la Sorbonne.
Entrée, séjour, s.d.b., cuisine,
4 + 1 étag. sans escalier, porte
d'entrée, toilettes chaises.
Tél. 949-59-73 après 18 h. ou
laisser message sur répondeur.

10^e arrdt
HOPITAL SAINT-LOUIS
de tout, pièce de 1. Tapis etc.
3 p. entrée, cuisine, V.C. bain,
réf. mod. Tél. 634-15-18.

11^e arrdt
Quartier Bastille, belle surt. à
rén. 30 à 150 m², 3 p. entrée,
cuis. mod. Tél. 525-58-55.

13^e arrdt
PLACE D'ITALIE
particulier vend studio grand.
Tél. : 544-75-53.

14^e arrdt
MONTMARTRE
P. de T. 2 P. 11 cts. parfait état.
530 000 F. Tél. : 325-67-16.

16^e arrdt
BOULEVARD A RENOVER
7 P. 2 700 000 F. Vieux R.V.
notaire 288-47-08

17^e arrdt
MONTMARTRE BATEAU LAVOR
Boulevard à louer, du studio à 6
pièces de 2.000 F. à 10.000 F.
selon confort et quartier. Égale-
ment échanges possibles. Nous
ne sommes ni agence ni transac-
tion sans nos honoraires.
Ecr. à APPEL 75 - BP 114
- 75003 PARIS CEDEX 10.
Réponse assurée à tout courrier
séjour.

18^e arrdt
VENTA PARIS (5 pièces) 10^e
M. de la République, immeuble ré-
cent, 4^e ét. mod. parfait état. Très
clair, lumineux; séjour et salle
à manger sur jardin, 3 chambres,
salle bain, salle douches, w.c.,
cuisine équipée et aménagée,
placards, loggia, portes d'é-
meri. 1.100.000 F. 387-13-21
Des. 1.250-63 (seul.).

19^e arrdt
MAIRIE 19^e arrdt
Immeuble rénové, grand studio
11 cts. ref. int. 634-13-16.

20^e arrdt
MAIRIE 20^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

21^e arrdt
MAIRIE 21^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

22^e arrdt
MAIRIE 22^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

23^e arrdt
MAIRIE 23^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

24^e arrdt
MAIRIE 24^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

25^e arrdt
MAIRIE 25^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

26^e arrdt
MAIRIE 26^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

27^e arrdt
MAIRIE 27^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

28^e arrdt
MAIRIE 28^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

29^e arrdt
MAIRIE 29^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

30^e arrdt
MAIRIE 30^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

31^e arrdt
MAIRIE 31^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

32^e arrdt
MAIRIE 32^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

33^e arrdt
MAIRIE 33^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

34^e arrdt
MAIRIE 34^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

35^e arrdt
MAIRIE 35^e arrdt
Immeuble rénové 3 pièces, tout
confort, 1.000 000 F.
IMMO MARCADET 252-01-82

locations non meublées demandes

Paris
Pour cadres expérimentés et en-
ployés diplômés de province
importante société internationale
informatique rech. divers
après 2 à 5 p. études, villas.
Prix modérés. Paris, banlieue.
Téléphone : 604-48-21.

Région parisienne
Cadre supérieur recherche
poste 6 pièces Paris ou Ver-
sailles. Possibilité louer dans
ville. Téléphone: Paris, banlieue
après 18 h. 21-13-63.

locations meublées demandes
Paris
OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour ses clients.
Séjour après 18 h. 21-13-63.
4 pièces et plus. 285-11-02.

pavillon
A vendre à Montesson.
5 p. 6 pièces, double salon,
3 chambres, cuis., entr., bar,
salle de bain, w.c., S. de
garage, jardin arboré, vue
détournée. 648 000 F. Tél. après 18 h. :
848-33-28.

BOURG-LA-RENE 5 M. de
Paris par. rénové. 5 p. 5
+ grand jardin, 1200 m².
1.200.000 F. Tél. 981-31-11.

immeubles
Centre TOULOUSE, vend
part. ensemble immobili-
ère bon état. 100 m². Super-
ficie 1272 m². Superficie G.
vélodrome 6 251 m².
+ 2 500 m² bois, bordée par
31002 TOULOUSE CEDEX.

villas
HTE-PROVENCE rég. Grignan
1 h 40 de Lyon, 5 p. villa 5 p.
et 2 p. 2 p. 2 p. 2 p. 2 p. 2 p.
cuisine, poss. crédit vendeur.
S. CHORRE 17, r. Neuve 85001
LYON. Téléphone : 471-828-84-38.

COMES-LA-VILLE
400 m. gare. Superbe maison
6/7 p. 300 m². 300 000 F.
+ 2 500 m² bois, bordée par
2.100.000 F. Tél. 398-00-46.

propriétés
MANTES (près de)
VALLÉE DE LA VAUCOULEURS
au bord de la Seine, 2 h 30 de
Paris, 400 m². 4 p. maison, gar-
dén, parc arboré 8 000 m².
+ 2 500 m² bois, bordée par
2.100.000 F. Tél. 760-73-78.

VERSAILLES
RÉSIDENTIEL, 1/200 m² de
jardin arboré, belle maison par-
faite état, 150 m², grand salon,
cuis. + 3 chambres, 2 salles de
bain, maison gardén, garage.
NOTAIRE 501-54-30
LE MATIN.

Vend propriété quatorze
pièces, 16 h. bois, 2 h. 30
de Paris, 400 m². 4 p. maison,
garage, cour, écurie, piscine,
gazon, 600 000 F.
Jardens, 47001 LYON.
Tél. 1615-371-01-28.

viagers
ETUDE LOUËL 35, bd Voltaire
75011 PARIS Tél. : 355-61-56.
Spécialiste viagers. Expériences.
Spécialiste viagers. Expériences.

38 000 CPT + 2 000 F après
2 P. 11 cts. imm. standing neuf
parking près place d'Italie
occupé couple 55/73 ans.
Cruz, R. rue la Boétie. 288-13-00.

**Immobilier d'entreprise
et commercial**

bureaux
bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
COOPIERATIONS
SARL - RC - RM
Contribution de sociétés.
Déclaration et tous services.
Permanence téléphonique
355-17-50.

VOTRE ANTENNE A PARIS
Bureau ou domiciliaire
TME BURD (1) 345-00-65.

BOULOGNE
proche M. P. de St-Cloud
vue calme de bel imm. récent
sur verdure, beau 4 p. 11 cts. ré-
f. mod. 1.240.000 F.
NOTAIRE 501-54-30
le matin.

DOMICILIATION 8, 2
Securariat, tél. 115.
Location bure. Tél. démarches
pour constitution de société.
ACTE 359-77-55

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de société, décla-
ration, secrétaire etc.
ACTE SA. 359-77-55.

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
555-91-82

PARIS-11-31-31

MÉDECINE

UN NOUVEAU PROGRÈS
POUR LE TRAITEMENT DES GRANDS BRULÉS

Des chercheurs français fabriquent une peau humaine complète

Une équipe médicale française, travaillant en collaboration avec un laboratoire américain du Massachusetts Institute of Technology (MIT), annonce ce mardi 14 mai qu'elle est capable de cultiver en laboratoire une peau artificielle complète associant derme et épiderme (1). Cette communication est faite dans le cadre du quatrième meeting de la Société européenne de recherche en dermatologie qui se tient actuellement à Amsterdam. Après les résultats récemment obtenus à Lyon par l'équipe du professeur Jean Thivolet (le Monde du 27 avril), ces travaux inaugurent une nouvelle ère dans la prise en charge des grands brûlés.

L'équipe lyonnaise du professeur Thivolet travaille en collaboration avec le professeur Howard Green de Boston. L'équipe de l'hôpital Henri-Mondor (Créteil) collabore pour sa part avec le laboratoire concurrent du professeur Eugene Bell, également de Boston (MIT). Les deux équipes américaines ayant choisi des voies différentes pour parvenir à cultiver la peau humaine en laboratoire, les deux équipes françaises qui ont, l'une et l'autre, perfectionné les procédés américains, se retrouvent aujourd'hui concurrentes.

« Banque de derme »

L'équipe parisiennaise (professeurs René-Louis Tournier et Louis Dubertret, Service de dermatologie de l'hôpital Henri-Mondor) va plus loin que l'équipe lyonnaise dont les travaux portent sur la seule fabrication d'épiderme. Le derme est obtenu notamment à partir de collagène de veau et l'épiderme reconstruit après culture de cellules prélevées sur le malade. « Les cellules épidermiques, expliquent les chercheurs, se développent une fois replantées sur le derme comme des feuilles de lotus. » Plusieurs enfants atteints de graves anomalies dermatologiques ont déjà été traités

avec succès par ce procédé qui fait l'objet depuis 1984 d'un brevet franco-américain.

Curieusement, explique le professeur Dubertret, il n'existe pas de phénomènes immunologiques de rejet au niveau du derme. Mieux, on a démontré chez le rat que des cellules dermiques étrangères à l'animal sont acceptées par ce dernier et peuvent migrer à distance de la greffe. « Un tel phénomène devrait conduire à la constitution rapide de « banques de derme ».

Conservé par congélation, le tissu sous-cutané peut être décongelé dès l'arrivée d'un grand brûlé. L'équipe parisiennaise établit que la simple application d'un tel « pansement de derme » était de nature à arrêter les saignements, à supprimer les douleurs et à provoquer une revascularisation du tissu. « La peau reconstruite, derme plus épiderme, peut être greffée par unités de cent centimètres carrés au plus tard quinze jours après l'entrée du blessé », expliquent les professeurs Tournier et Dubertret. « Notre technique de prélèvement d'épiderme ne laisse pratiquement pas de cicatrices et le facteur de multiplication de surface, actuellement de cinquante, peut être porté à deux cents. Ainsi, 80 cm² d'épiderme prélevés sans cicatrices pourraient suffire à reconstruire une tête à deux semaines toute la peau d'un brûlé. »

De tels résultats amèneront les pouvoirs publics à choisir les moyens de développer à l'échelle nationale ces thérapeutiques révolutionnaires. Le remarquable contrôle de la culture des cellules cutanées offre aussi d'autres avantages. C'est ainsi que l'équipe d'Henri-Mondor est parvenue pour la première fois à reproduire un modèle de portosus en éprouvette. Un résultat qui, à terme, pourrait notablement améliorer la prise en charge thérapeutique des malades atteints de cette maladie cutanée très handicapante, caractérisée par l'apparition de taches rouges recouvertes de squames et dont l'origine demeure étrangement mystérieuse.

JEAN-YVES NAU.

(1) La communication est signée par un groupe de sept chercheurs de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, de l'unité 190 de l'INSERM et du MIT.

INFORMATIONS « SERVICES »

Bilan officiel de la vie associative

Le bilan de la vie associative en 1982 vient de paraître à la Documentation française. Il est l'œuvre du Conseil national de la vie associative (CNVA) et répond à l'une des missions confiées à ce dernier par le premier ministre lors de sa création, par décret du 25 février 1983.

Après avoir étudié la démographie associative, la pratique associative des Français, l'emploi dans les associations et le développement de la recherche sur

les associations, les auteurs recensent les mesures et les événements à inscrire au bilan de la vie associative en 1982 avant de proposer des pistes de réflexion.

Ce document de 161 pages est en vente à la Documentation française au prix de 70 F.

* CNVA, 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 Paris CEDEX 13, tél. : (1) 826-40-00.

* Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris, CEDEX 07, tél. : (1) 261-51-10.

UNE REVUE : LES SCOP A L'ÉPREUVE. — La dernière livraison de la Revue de l'économie sociale sera fort utile à tous ceux qui travaillent dans ce secteur. Regards historiques, vision contemporaine, chroniques de l'économie sociale : ce numéro fait la part belle aux SCOP (Sociétés coopératives ouvrières de production). Ce numéro de 282 pages (80 F) est disponible au siège de la revue, 22bis, rue de Terre-Neuve, 75020 Paris, tél. : (1) 370-46-90. Abonnement à quatre numéros : 280 F.

UN ANNUAIRE DES ASSOCIATIONS CULTURELLES. — Sous le titre *Rencontre*, le guide annuel des associations culturelles est l'ouvrage de M. Laurent Dubois, un juriste éditeur. Trois parties : la gestion, le choix et la liste des associations culturelles. Ce guide de 200 pages est en vente au prix de 100 F à l'Esplanade internationale, 8, avenue de Villiers, 75017 Paris, tél. : (1) 267-96-64.

UN GUIDE COMPTABLE. — Le Conseil supérieur de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés publie un guide comptable destiné au secteur associatif à but non lucratif, mais aussi aux syndicats, fondations et comités d'entreprise. Ce guide analyse les principes comptables fondamentaux et les problèmes concrets spécifiques auxquels il apporte des solutions précises. Le tome I donne les nomenclatures de comptes pour tous les secteurs, y compris le secteur sanitaire et social. Les deux tomes, 200 F, auprès du Conseil supé-

rieur de l'ordre des experts-comptables, 109, boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Une version résumée est actuellement soumise pour avis au Conseil national de la comptabilité.

MÉTÉOROLOGIE

AMÉLIORATION

La journée du 14 mai devait être marquée par une amélioration du temps souvent ensoleillé avec des hausses de températures. Dans la matinée, cependant, des pluies devaient s'étendre de l'Alsace au Nord, mais faiblir dans la journée. En Corse, averse suivie d'éclaircies.

Sur la majeure partie de la France, temps assez beau, mais passagèrement nuageux près de la Manche et de l'Atlantique. Averses l'après-midi sur les Pyrénées, le Massif central et les Alpes.

Températures maximales lundi après-midi : Biarritz : 11 ; Rennes et Saint-Etienne : 12 ; Grenoble, Lyon, Nantes et Cherbourg : 13 ; Pau et Clermont : 14 ; Cannes, Brest et Lorient : 15 ; Marseille, Marignane et Limoges : 16 ; Ajaccio : 17 ; Bordeaux, Toulouse et Dijon : 18 ; Perpignan et Paris-Orly : 19 ; Nancy : 20 ; Lille : 21 ; Strasbourg : 22.

Températures maximales à l'étranger : Genève et Londres : 15 ; Lisbonne : 18 ; Madrid : 19 ; Moscou : 26 ; Rome : 27.

ASCENSION

Les services ouverts ou fermés

PRESSE. — Les quotidiens paraissent normalement.

BANQUES. — Fermées du mercredi 12 heures (11 h 45 pour certaines) jusqu'au vendredi matin.

BUREAUX DE POSTE. — Fermés le jeudi 16 mai. Pas de distribution de courrier à domicile.

GRANDS MAGASINS. — Tous ouverts à partir de 10 heures ou de 10 h 30 (9 h 30 pour la Samaritaine).

ARCHIVES NATIONALES. — Fermées le jeudi 16 mai.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE. — Fermée le jeudi 16 mai.

SÉCURITÉ SOCIALE. — Caisse fermée à partir du mercredi 13 h 30 jusqu'au vendredi matin.

CNAVTS (Caisse nationale d'assurances vieillesse des travailleurs salariés). — Guichets fermés du mercredi 14 heures au vendredi matin.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Caisse fermée à partir du mercredi 12 heures jusqu'au vendredi matin.

MUSÉES. — A Paris seront ouverts : le musée des Invalides, le Centre Georges-Pompidou, le musée Rodin, la ménagerie et le jardin du Muséum d'histoire naturelle, le musée de l'Orangerie, le Grand Palais et le Musée de l'air et de l'espace au Bourget.

En Ile-de-France seront ouverts : le château de Chantilly (Oise), le château de Langeais (Indre-et-Loire), le musée de Talleyrand (Saint-Chéron, Essonne), la Malmaison et Fontainebleau.

En province seront ouverts : la maison de Bonaparte à Ajaccio, les châteaux de Pau, d'Eyzies-de-Taye, de Moulleu-en-Pareds, de Compiègne, de Blérancourt et de Saint-Riquier.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 MAI

• Le Marais et la place des Vosges, 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé) ou métro Temple (Paris pittoresque et insolite).

• Marais et place des Vosges illuminés, 21 heures, métro Pont-Marie (Les Flâneries).

• Les collections chinoises du musée Guimet, 10 heures, place d'Iéna, devant la caisse (Clio/Les amis de l'histoire).

• La Madeleine et son décor du dix-neuvième siècle, 15 heures, devant les grilles (C.A. Messier).

• La montagne Sainte-Geneviève, 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (côté numéros impairs) (G. Botteau).

• De Renoir à Picasso et Nymphéas de Cl. Monet, 14 h 30, musée de l'Orangerie, côté Seine.

• Le Village d'Astérix : animation pour enfants au Musée en herbe, 14 h 30, entrée Jardin d'acclimatation.

• Le Musée de la médecine dans l'Académie de chirurgie de Louis XV, 15 heures, 12, rue de l'Ecole-de-Médecine.

• La sculpture romane : Languedoc, Auvergne..., 15 heures, entrée du musée des monuments français.

• La Crypte archéologique, 15 heures, devant entrée crypte, parvis Notre-Dame (Paris autrefois).

• L'hôtel de Lauzun, 15 heures, 17, quai d'Anjou.

• Les salons de l'Hôtel de ville : histoire de la ville de Paris d'E. Mar-

cel à la Commune, 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (P.-Y. Jaslet).

• Notre-Dame : naissance de l'architecture gothique, 14 h 30, portail central (M. Polver).

CONFÉRENCES

Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, 18 h 30. • Le fœtus, la vie, la mort, à propos du livre *Hors de la bulle*.

• Maison Victor Hugo, 10 h 30 et 14 heures, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

• 1, rue V.-Cousin (Bachelard) 20 h 30. • L'art de la divination (F. Lionel).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 13 et mardi 14 mai :

UNELLOI
• Modifiant la loi du 10 août 1981 relative au prix du livre.

UNARRÉTÉ
• Relatif à l'affectation des élèves à la sortie de l'école nationale d'administration en 1985 (liste diminueuse).

UN DÉCRET
• Modifiant le décret du 28 décembre 1976 modifié relatif à l'organisation de la formation dans les écoles maternelles et élémentaires.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3965

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

VERTICALEMENT

1. Perdu pour un poète qui venait de perdre la vue. Se rhabilla en civil après avoir pris une veste militaire.
2. Les Hellènes y trouvaient une place au soleil. Amoureux dans l'alcôve.
3. Ne « passe » pas qu'à Londres.
4. Possessif. Coupe-gorge.
5. Le grand large.
6. Remorque. Prendre une mesure selon l'usage ou se mesurer d'une façon antisociale.
7. Modifera sa façon de voir. Poignée de main.
8. L'agrément du troubadour. Vieille tante. Lie.
9. Irritation portant sur les nerfs. Fut souvent pris par les corsaires.

HORIZONTALEMENT

I. Porte-clés. II. Symbole des orfèvres. Leurre de la mort pour la vieille. III. On le prend facilement au filet. Prêt un accent grave. IV. Régale. Symbole chimique. V. Mammifère herbivore. Pronom. VI. On peut en accorder un, mais pas pour longtemps. VII. Peut être extraordinaire sans être remarquable. VIII. Bête grec. IX. Article. Vieux détracteur d'un canard fallacieux. X. Suite et fin. Porte souvent des lunettes, mais ne les chausse jamais. XI. Préposition. Noires, elles ne manquent pas de pétrole.

Solution du problème n° 3964

Horizontalement

1. Peloteux. II. Epiphanie. III. Roc. Eu. A.M. — IV. Fuie. V. Eventails. VI. Cartable. VII. Tn. Ourlet. VIII. Ito. IX. Barricade. X. Liée. Omar. XI. Elle. Tins.

Verticalement

1. Perfectible. 2. Epouvantail. 3. Licier. Orel. 4. O.P. Entouree. 5. Thé. Tau. 6. Eau. Abri. 7. Un. Bill. Am. 8. Ria. Lee. Dan. 9. Sèmes. Tiers.

GUY BROUTY.

SPORTS

LE LOTO SPORTIF VA DEVENIR PLUS DIFFICILE MAIS PLUS FRÉQUENT

Quelque 2,2 millions de bulletins ont été validés pour le deuxième tirage du Loto sportif (30 % de plus que pour le premier) et une centaine de parieurs ont trouvé les réponses aux huit questions sportives.

Afin de rendre le jeu plus difficile — et les rapports plus intéressants — la société du Loto national demandera désormais non plus le nombre de points total marqués au cours d'une rencontre, mais le nombre de points inscrits par une équipe. Le rythme des tirages va également s'accroître : il y aura trois tirages en trois semaines à partir du 25 mai.

Le troisième tirage (30 mai) portera sur trois matches de la dernière journée du championnat de France de football et sur la finale du championnat de France de rugby. Le quatrième (9 juin) concernera les demi-finales aller et retour et la finale de la Coupe de France de football. Le cinquième (10 juin) portera sur les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

annonces associations

Appels

L'ÉCOLE ET LA VILLE 75001 Paris. Tél. : 281-72-35. Ecole de type associatif gérée par un collectif d'enseignants, de parents et d'élèves. Pédagogie adaptée aux problèmes de culture, cours à la carte, activités de la 4^e à la terminale. — Souti sociale et différenciée. — Objectif : conquérir efficacité et autonomie individuelle.

Manifestations

SOS ÉCOUTE JEUNE organisée du 18 mai à 18 h UNE SOIRÉE D'AMISANTS 68, rue de la Folie-Médecine, 12. 21-36-61 de 13 h à 18 h.

COLLOQUE L'association hors les murs et l'urbanisme de la photographie dans l'enseignement, organisé par Expo Média et Pulpia et Culture, 20-25 mai 1985 à Montpellier. Mises en œuvre et relation aux objets de la photographie scientifique et technique, exposition de la structure touristique dans une logique d'enseignement. RENIS. Poule et Culture. 12, rue des Volontaires 34000 Montpellier (07) 92-12-80.

Sessions et stages

VICTOIRE SUR LE TABAC Vous pouvez en 4 semaines cesser de fumer durablement et sans gros frais. Nous ne faisons pas appel à votre volonté, juste à votre bonne volonté. Nous vous avons tout essayé, informez-vous : avant le 23 mai, si vous voulez cesser de fumer avec les vacances : Victoire sur le tabac. 561-15-13.

Julie : Colette Thomas-More 1-2 : Rites d'accueil et de l'entraide. 64 : Douleur éphémère S.F. 106, 68210 L'Arvieux.

STAGE THÉÂTRE du 20-25 mai 1-8 inclus avec GERARD DESARTRE

LUC HERVEZ PIERRE VIELHESGAZE accessible handicapés privés. 4, rue Damiens 75111. 25-14-03.

• Prix de la ligne 30 F TTC (28 lignes, lettres ou espaces).
• Veuillez mentionner l'année et le numéro d'inscription au J.O.
• Chèque libéré à l'ordre de Régie-Presses LMA et à adresser au plus tard le jeudi pour parvenir au mardi date minuscule à Régie-Presses LMA, 7, rue de Montmarais, 75007 PARIS.

UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE MÉDECINE CHINOISE

Formation en acupuncture accessible à tous

à Paris, Marseille, Lyon et Lille.

BOURSES D'ÉTUDES

Renseignements : U.E.M.C. 87180 HELGENBERG 7

Le Centre X2000 Les Corolles

organise des stages d'initiation (400 F) basés, logo ou informatique, des perfectionnements par son système ou filaire, 800 F) des stages théoriques autrement de 1000 F) ainsi que des stages DEFA — deux formules sur 3 jours ou 2 ans par semaine pendant 6 semaines pour renseignements. 18. 172-84-07.

Ecole nouvelle, contr. assoc. pédagogique active, visant développement et autonomie des enf. en places maternel. et prim. ch. parents initiés, par cette approche éducative.

Pour en savoir plus, contactez : ASS. 1301 ENISTA, 7, rue Parmentier, 75007 Paris, 562-72-54, dr. M. Simonard.

54, linguiste. Anglisme. Tris. 54. Tél. : (1) 849-35-11.

MICRO-INFORMATIQUE Stage d'initiation au Sade 112 h du 20 au 25 mai soirée et 15 au 18 juin. Stage de gestion micro-informatique, traitement de texte, multiplex, Base II du 20 au 24 mai. Stage de comptabilité micro-informatique de 18 au 21 juin. COMEX-CITE, 3 cité de l'armement 75011 Paris. Tél. : 367-28-42.

ARABE MAGHREBIN

Séminaire 1 sur 12-7 Paris 19-60 h — 12 av. — 750 F — Ense. ALPHATIS 27, rue de Charente 75018 Paris (54) 04-10-11.

L'Association PRO LINGUA propose aux lycéens des séjours linguistiques en Irlande en juillet, en RFA, en Angleterre ou en Espagne, en juillet ou en août. Accueil en famille avec programme complet d'activités linguistiques, culturelles et sportives. Association fondée en 1974 par des enseignants. Tél. : (1) 246-41-11. 34, rue de Trévise, Paris 9^e.

A.P.L.V. JOURNÉES D'ÉTUDES DE BORDEAUX 9-13 juillet 1985 Renseignements et inscriptions HANNE LADÉVIE, 18, avenue Aristide-Briand, 41000 Vendôme.

OFFICIER MINISTÉRIEL VENTE PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

Etude de M^{rs} TEFFAUD et BUCQUOY, notaires associés, 106, bd des Volontaires, (85360) LA TRANCHE-SUR-MER - VENTE PAR ADJUDICATION AMIABLE À LA TRANCHE-SUR-MER, au siège social de l'office notarial le SAMEDI 25 MAI 1985, à 15 h

TERRAINS A BATIR - PROX. MER - PARC DU ROCHER M. à P. : 210000 F - 180000 F - 170000 F - 155000 - 200000 F S'adresser à l'office notarial - Tél. (51) 30-32-40

Vente Palais de Justice, jeudi 30 mai 1985, 14 h PARIS 4^e et 5^e arr. M. à P. 100000 F M^{rs} W. DRIGUEZ Avocat Paris (9^e) 6, rue Saint-Philippe-de-Ronde. T. 225-13-20

VENTE au Palais de Justice, au Palais de Justice de PARIS LE JEUDI 23 MAI 1985 à 14 h - EN UN LOT UN APPARTEMENT DUPLEX de 3 PIÈCES PRINCIP. aux 2^e et 3^e étages 4-8, RUE ROBERT-DE-FLOERS - PARIS-15^e M. à P. : 200000 F S'adr. M^{rs} BAILLY, GUILLET, DELMAS, 16, Dauphine, Tél. : 260-39-13 - Tous avocats près le Tribunal de grande instance de PARIS - Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de Créteil, jeudi 23 mai 1985 à 9 h 30. EN UN SEUL LOT 1041 25 bis, rue IMMEUBLE VINCENTES Raymond-du-Temple M. à P. : 100000 F M^{rs} F. RAIMON avocats à Vincennes (94300), 54, av. de Paris, Tél. : 808-08-06 54 Guy BÉGIN, avocat à Paris, 37, rue de Lille, Tél. : 281-15-45. A tous avocats près le Tribunal de grande instance de Créteil.

Cabinet de M^{rs} WISLÉN, avocat à NEUILLY (92), 7, avenue de Madrid VENTE au Palais de Justice de PARIS LE MERCREDI 29 MAI 1985 à 14 h - EN UN LOT UN PAVILLON D'HABITATION à SCEAUX (92) 11, rue de Bagneux Comprenant : sous-sol à usage de garage, cave, buanderie ; rez-de-ch. : entrée, cuisine, salon, salle à manger, W.C., 1^{er} ét. : 2 chambres, débarras, cab. de toilette, grenier. — Jardin. MISE A PRIX : 150000 F M^{rs} BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à PARIS-15^e, 16, rue Dauphine, Tél. : 260-39-13. — Tous avocats près le Tribunal de grande instance de NANTERRE. Sur les lieux pour visiter.

Vente par adjudication au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 MAI 1985 à 14 h. EN CINQ LOTS, dans un immeuble à PARIS-11^e 31-31 bis, RUE DE MONTREUIL 1^{er} LOT : UN LOCAL COMMERCIAL - Mises à Prix : 20000 F 2^e LOT : 4 LOCAUX COM. UNE CAVE - Mises à Prix : 40000 F 3^e LOT : UN LOCAL COMMERCIAL - Mises à Prix : 20000 F 4^e LOT : UN APPARTEMENT de 2 p., cuisine - Mises à Prix : 15000 F 5^e LOT : UNE CAVE - Mises à Prix : 500 F S'adresser pour tous renseignements à la SCP GERVES, LECORVAISIER, DURANNE, avocats à Paris-08, 25, av. de l'Observatoire, Tél. : 384-04-57.

économie

REPÈRES

Dollar : nouveau glissement à 9,33 F

Le glissement du dollar s'est poursuivi sur les marchés des changes mardi 14 mai, les cours du « billet vert » revenant de 9,40 F à 9,33 F environ et de 3,09 DM à 3,06 DM. Outre la perspective d'une baisse du taux d'escompte fédéral, fixé à 8 % depuis décembre dernier, les nouvelles difficultés de certaines caisses d'épargne, notamment la Old Court Saving dans l'Etat du Maryland, ont pesé sur les cours de la monnaie américaine. L'once d'or a fait un bond de 314 dollars à 324 dollars.

Chèques : croissance ralentie des émissions en 1984

Le nombre de chèques émis en France a connu une croissance ralentie en 1984. Selon la Chambre de compensation des banques de Paris, le nombre de chèques « compensés » l'année dernière entre les différents établissements bancaires, et qui représentent environ 70 à 80 % du total des chèques émis, a atteint le chiffre de 3,2 milliards, contre 3,03 milliards en 1983. La croissance a ainsi été ramenée à 5,8 % en 1984, contre 8 % l'année précédente et 11 % en 1982.

CONJONCTURE

Le marché hypothécaire va être réformé

Etudiée depuis le début de l'année, « le Monde de l'Economie » du 24 janvier, la réforme du marché hypothécaire va déboucher sur la mise en place d'un nouveau dispositif dont l'objet sera à la fois d'allonger la durée des ressources dont disposent les banques pour financer le logement et d'en abaisser le coût. A cet effet, il sera créé une « agence » qui mobilisera des billets hypothécaires émis par les banques et

« adossés » aux prêts hypothécaires consentis par ces établissements.

L'agence à son tour, émettra des obligations d'une durée longue, de douze à vingt ans, qui viendront s'ajouter aux obligations déjà émises par les banques, mais d'une durée plus courte.

Ce dispositif, assez largement inspiré de l'exemple américain, se superposera au marché hypothécaire actuel. Sur ce dernier les établissements se refinançant en émettant des billets dont la durée a été progressivement raccourcie, afin de répondre aux besoins des banques de dépôts qui ont des disponibilités à investir dans des placements réputés « sûrs », comme le sont les prêts hypothécaires dotés d'un gage sur un bien immobilier.

Le résultat est que aujourd'hui, contrairement à l'objectif initial qui était d'allonger le financement du logement, le marché hypothécaire s'est rapproché du marché monétaire et de ses conditions (durée courte et taux plus bas). La réforme permettra aux établissements spécialisés dans le financement du logement de réaliser des économies sur leurs ressources longues à caractère obligatoire : dans un premier temps, les obligations émises pourraient atteindre 10 à 30 milliards de francs par an.

F. R.

● Accord des banques centrales sur le rapport de « groupe des Dix ». Les grandes banques centrales occidentales ont donné, lundi 13 mai, leur accord sur les grandes lignes du rapport dit du « groupe des Dix », concernant l'assouplissement du système monétaire international (SMI), lors de leur réunion mensuelle, à Bâle. Cette étude, lancée à la demande de la France lors du sommet des sept grands pays industriels, à Williamsburg en 1983, est « une tentative de retour à un système de parité de change fixe dans un avenir prévisible », a déclaré un des participants. Le rapport des ministres, « qui n'offre pas d'innovation spectaculaire », sera examiné par les ministres des finances des Dix le 22 juin prochain, à Tokyo, puis sera présenté en octobre, à Séoul, au comité intermédiaire du Fonds monétaire international. (AFP.)

SOCIAL

POUR LA CONVENTION DE 1985

Les médecins accepteront-ils un engagement de modération ?

La préparation de la prochaine convention entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les deux principales organisations de médecins entre dans le vif du sujet avec l'examen, ce mardi 14 mai, par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), des textes mis au point par les négociateurs et surtout avec le début des discussions sur les tarifs médicaux.

En effet, l'essentiel des discussions est d'ordre financier : comment maîtriser l'évolution des dépenses de médecine ambulatoire (honoraires des praticiens et prescriptions) et assurer une rémunération convenable des médecins ? La convention de 1980 avait prévu, dans ses articles 20 à 22, de fixer chaque année des « objectifs de dépenses » pour les honoraires et les prescriptions « compatibles avec les recettes disponibles de l'assurance-maladie ». La réévaluation des honoraires devait être déterminée à partir des résultats obtenus.

Le système avait son prolongement sur le plan local : après de chaque caisse « une commission économique » paritaire (formée de représentants de la caisse et des syndicats médicaux) devait examiner

l'évolution des dépenses de santé, sur proposition d'un comité médical paritaire (médecins-conseils des caisses, plus représentants des syndicats médicaux) et décider des mesures à prendre (notamment des campagnes d'information) à l'égard des médecins et des assurés sociaux.

En fait, les syndicats médicaux obtiennent que ce système, baptisé « enveloppe globale », ne soit pas appliqué. Ainsi les commissions économiques locales, réunies le plus souvent une ou deux fois par an seulement, ont tourné à vide, se bornant généralement à des constatations sans suite : la commission économique nationale qui devait les coiffer n'a pas été formée ; quant aux comités médicaux, ils ont surtout examiné le cas des praticiens dont l'activité ou les prescriptions paraissent anormalement élevées.

Fidèles à leur politique de négociation, les dirigeants des caisses nationales d'assurance-maladie, en particulier M. Maurice Devlin, secrétaire confédéral de Force ouvrière, pour la CNAMTS, ont accepté une rédaction moins contraignante, pour obtenir la participation des médecins tout en essayant de préserver le rôle des institutions et celui des caisses.

Les partenaires devraient seulement se donner « des objectifs de meilleur usage des soins portant notamment sur le volume des actes et des prescriptions ». Sur le plan local, les « commissions conventionnelles », remplaçant les commissions économiques et se réunissant au moins une fois par trimestre, devraient en faire autant. La commission économique nationale serait supprimée, laissant place à un simple « comité de suivi statistique ».

Les comités médicaux locaux auraient à la fois un rôle de conseil technique des commissions conventionnelles et de mise en œuvre des mesures prises : ils renonceraient à toute « mise en garde » des médecins « déviants », se contentant de les informer.

Un pari incertain

Même transaction en ce qui concerne la nomenclature des actes médicaux : les parties signataires promettent de la gérer plus « activement », c'est-à-dire de mieux identifier les actes pratiques, de suivre l'évolution de leur nombre et de proposer des modifications avant la discussion annuelle des tarifs. Ainsi espère-t-on, sans contester les prérogatives du ministre des affaires sociales, éviter qu'il n'intervienne entre deux échéances, comme en 1984.

Les débats portent sur l'efficacité de ce nouveau dispositif de bon usage des soins. Les responsables des caisses espèrent, à partir de là, convaincre les organisations de médecins d'aboutir à des résultats concrets en matière de prescriptions et de nombre d'actes, pour assurer en contrepartie une progression significative des honoraires.

Ce n'est pas encore acquis. Les centrales médicales repoussent en effet tout engagement chiffré. Elles refusent de lier la progression des honoraires à des économies en matière de prescriptions ou à une diminution du nombre des actes. La Fédération des médecins de France (FMF) l'a réaffirmé, pour sa part, lors de son conseil d'administration, le 28 avril.

Pour ces organisations, le « bon usage », obligation « déontologique » (sic) du praticien, ne peut se traduire en termes comptables et ne peut entraîner un « rationnement » ou une « normalisation » des prescriptions ou du nombre d'actes.

Ainsi la FMF s'est-elle « formellement refusée » l'idée avancée par le ministre des affaires sociales d'une prime versée aux médecins au-dessous d'un certain nombre d'actes, en faisant valoir que la formule établissait une « norme » d'activité (1).

La seule façon d'échapper à la course entre les tarifs médicaux et le nombre d'actes, soulignée par M. Georges Dufoix (le Monde daté 21-22 avril), consisterait donc à faire le pari que, mieux payés, les médecins feront moins d'actes...

Ce pari, le gouvernement ne paraît pas disposé à le prendre aujourd'hui, au vu des derniers résultats de l'assurance-maladie. Au cours du premier trimestre de 1985, le nombre de visites au domicile des malades a augmenté de 14,7 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation, qui a coïncidé avec un relèvement du tarif de la visite à partir du 31 janvier, est-elle entièrement due à des épidémies de grippe ? Quant aux prescriptions, l'enquête récente de la CNAMTS sur les antibiotiques montre que l'obligation déontologique est moins forte que le besoin de « se soigner » (le Monde daté 12-13 mai). Il n'est donc possible d'envisager à brève échéance un relèvement significatif des tarifs qu'en échange d'objectifs quantifiés et explicites, pour le bon usage des soins.

Cela laisse présager une convention et un accord tarifaire à minima. Le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position sur les tarifs, mais, dans les conditions actuelles, il est difficile de prévoir une hausse moyenne supérieure à 3 % en niveau sur 1985 (2). C'est sans doute pour cela que, à la Confédération des syndicats médicaux (CSMF), comme du côté gouvernemental, on envisage une convention de brève durée — une année — éventuellement renouvelable, ce qui donnerait une chance de l'améliorer en 1986 (si les élections sont favorables ?). C'est, en tout cas, l'une des formules présentées ce 14 mai à la CNAMTS...

GUY HENZLICH.

(1) Et ainsi que la prime serait elle versée par la Caisse primaire d'assurance-maladie et non par le client.
(2) L'augmentation prévue est de 4,5 %, mais il faut en déduire au minimum 1,1 % pour la revalorisation de la visite.

(Publié)

COTE D'IVOIRE
UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL
Ministère des Travaux Publics,
de la Construction, des Postes
et des Télécommunications
Office National
des Télécommunications

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° 3290/84/ONT/DFB/FM/031

1. - OBJET
L'Office National des Télécommunications lance un appel d'offres international ouvert à la concurrence pour la fourniture, l'installation et le raccordement au réseau téléphonique d'un central numérique SPC local et de transit de capacité initiale de 10 000 lignes extérieures jusqu'à 60 000 lignes à Abidjan et d'autres centres ou équipements à option susceptibles d'être commandés par l'ONT.

2. - FINANCEMENT
Le financement est assuré conjointement par la Banque Africaine de Développement (BAD) et le gouvernement ivoirien.

3. - CONDITIONS DE PARTICIPATION
L'appel d'offres est ouvert aux fabricants ou fournisseurs de systèmes de centraux numériques ressortissants d'un pays membre de la BAD et dont les équipements à fournir proviendront de ces pays. Les centraux numériques doivent avoir été éprouvés au service.

4. - RETRAIT DU DOSSIER
Les dossiers d'appel d'offres pourront être retirés dès le 20 mai à l'adresse suivante :
Service des Marchés
Bureau des Appels d'offres
4, Rue de la Poste 04-01
Port 2001
ABIDJAN

contre versement d'un chèque ou d'un mandat-lettre visé par le fabricant ou le fournisseur, d'un montant de 200 000 F CFA établi à l'ordre de :
Office National des Télécommunications de Côte d'Ivoire.

5. - DÉPÔT DES OFFRES
La date limite de remise des offres est fixée au 20 août 1985 avant 17 h 30, délai de rigueur, à l'adresse suivante :
Direction de l'Office National des Télécommunications
Service des Marchés
Bureau des Appels d'offres
4, Rue de la Poste 04-01
Port 2001
ABIDJAN

6. - DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
Pour tout renseignement complémentaire, écrire ou téléphoner à l'Office National des Télécommunications, Service des Marchés, pour les renseignements administratifs, et au Département de la Production Projets Plans 113 pour tout autre renseignement.

Port 2001
ABIDJAN
01 BP 1638
Côte d'Ivoire
Tél. : 23790 ou 23758

Le directeur de l'Office National des Télécommunications

PRÉFECTURE DU LOIRET

AVIS AU PUBLIC

— Construction de poste 400/90 KV de Gâtineau.
— Commune de Bailleul-Gâtineau.
— Ouverture d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et mise à disposition du public de l'étude d'impact.

Il est porté à la connaissance du public que, par arrêté du 25 avril 1985, M. le Préfet, commissaire de la République du département de Loiret, a autorisé préalablement à la déclaration d'utilité publique relative au projet de construction du poste 400/90 KV de Gâtineau sur le territoire de la commune de Bailleul-Gâtineau.

Le dossier du projet qui comprend : étude d'impact, notes explicatives, plan de situation, plan préliminaire, plan d'ensemble des travaux, schéma unifilaire, estimations des dépenses des travaux sera déposé de mardi 28 mai au vendredi 28 juin 1985 à la mairie de Bailleul-Gâtineau où les personnes intéressées pourront le consulter le mardi et vendredi, de 17 h à 18 h.

Le public pourra consulter ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet où les adresses par écrit à M. Georges Dubrey qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Les commissaires-enquêteurs reçus en personne à la mairie de Bailleul-Gâtineau les observations verbales de public les vendredi 21 et 28 juin 1985, ainsi que les mardi 25 juin 1985, de 17 h à 18 h.

Pendant la durée de l'enquête, l'étude d'impact pourra non seulement être consultée au mairie de Bailleul-Gâtineau mais également aux lieux, jours et heures indiqués ci-dessous :

— à la préfecture d'Orléans (direction des relations avec les collectivités territoriales, bureau des opérations immobilières et de l'urbanisme, 3^e étage, porte 323),
de lundi au jeudi inclus, de 9 heures à 16 h 30, le vendredi, de 9 heures à 18 h 30, excepté les jours fériés ;
— à la sous-préfecture de Figeac :
o de lundi au jeudi, de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 16 heures,
o le vendredi, de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 17 heures,
o le samedi, de 9 h 30 à 12 heures,
excepté les jours fériés.

A partir de 20 juillet 1985, il pourra être pris connaissance du rapport de commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération soit à la préfecture d'Orléans, soit à la mairie de Bailleul-Gâtineau.

Fait à Orléans, le 25 avril 1985.
Le Préfet,
Commissaire de la République.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base + base	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -	Rep. + en dép. -
SE-U.....	9,3300 9,3300	+ 149 + 145	+ 280 + 27	+ 145 + 545
3m.....	6,8202 6,8438	+ 31 + 31	+ 31 + 31	+ 45 + 182
6m (100).....	3,7246 3,7288	+ 133 + 133	+ 231 + 230	+ 725 + 771
12m.....	3,6778 3,6897	+ 116 + 124	+ 228 + 243	+ 670 + 715
Flux.....	2,6980 2,7019	+ 61 + 75	+ 136 + 140	+ 442 + 479
F.R. (100).....	15,1338 15,1495	+ 146 + 151	+ 284 + 289	+ 444 + 496
F.S.....	3,6163 3,6224	+ 153 + 167	+ 299 + 328	+ 389 + 444
L.I. (100).....	4,7148 4,7278	+ 166 + 171	+ 316 + 325	+ 484 + 544
F. (100).....	11,7371 11,7528	+ 297 + 299	+ 498 + 495	+ 1.287 + 1.618

TAUX DES EUROMONNAIES

	3 1/8	3 1/4	3 1/2	3 3/4	4 1/8	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5 1/8
SE-U.....	5 3/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7 1/8
Flux.....	5 3/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4	7 1/8
F.R. (100).....	9 3/4	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/8	10 1/4	10 1/2	10 3/4	11 1/8
F.S.....	4 3/8	4 1/4	4 1/2	4 3/4	5 1/8	5 1/4	5 1/2	5 3/4	6 1/8
L.I. (100).....	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/2	13 1/2	14 1/4
F. (100).....	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	13 1/4	13 1/2	13 1/2	13 1/2	14 1/4
F. (100).....	9 3/8	9 1/4	9 1/2	9 3/4	10 1/8	10 1/4	10 1/2	10 3/4	11 1/8

Ces courbes pratiques sur le marché interbancaire des devises sont indiquées en fin de matinée par une grande banque de la place.

مركز من الأصل

ENQUÊTE

La décentralisation trois ans après

Parmi les réformes décidées depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, la décentralisation est une de celles sur lesquelles il sera difficile sinon impossible de revenir. La loi du 2 mars 1982, en supprimant la tutelle du pouvoir central sur les collectivités locales, a,

comme on l'a dit, sanctionné « une sorte de coup de force de l'Etat contre lui-même ».

Trois ans après, quel premier bilan peut-on dresser de cette réforme dont la mise en place n'est d'ailleurs pas terminée ? Plus exactement, comment est ressenti sur le terrain ce

transfert des responsabilités ? Dans deux articles précédents (le Monde du 14 mai), nous avons pris l'exemple de deux villes : Briare et Bordeaux. Aujourd'hui, l'expérience de la décentralisation dans un département : la Haute-Loire.

II. - Haute-Loire : la fin du « préfet alibi »

M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, qui vient d'être réélu à la tête du conseil général de la Haute-Loire, savoure son succès avec retenue. Le scrutin du 17 mars a pourtant conforté sa position. Sur ces terres de vieille chrétienté plus artisanales et rurales qu'industrielles, la gauche est réduite à la portion congrue. Des neuf sièges qu'elle détenait, elle n'en a fait que trois. Le président du conseil général dispose maintenant de vingt-neuf voix sur trente-cinq.

Aussi, lorsque l'on se plaint de la « patron » pour désigner le préfet - devenu commissaire de la République - peut-on s'étonner. La courtoisie sans doute. Ou l'habitude. Avec peut-être un rien de coquetterie propre à ceux qui, sûrs de leur pouvoir, en consentent quelque apparence à d'autres...

Car, en vertu des lois de décentralisation, le président du conseil général est devenu une espèce de « chef de gouvernement ». Et, comme tout pouvoir a besoin de symboles - et de moyens matériels - les locaux de la préfecture ont été partagés. Le corps central du bâtiment a été scindé, et une aile dévolue au préfet, l'autre au conseil général. « Nous avons été raisonnables », assure M. Barrot, « on n'a pas fait la guerre ». C'est l'assemblée départementale qui gère le parc de voitures et les chauffeurs. Sur les deux cents personnes dépendant du préfet, cent trente sont restées dans son service. Quarante autres travaillent désormais pour le compte du conseil général, qui a, en outre, recruté vingt et un agents. La « scission » se solda donc par le recrutement de vingt et une personnes.

Au-delà des signes extérieurs, il y a la réalité d'un pouvoir partagé. Pour « gouverner » et diriger ses services, le président du conseil général n'a pas, comme ailleurs, fait appel à des sous-préfets. Il a préféré des « enfants du pays ». M. Joseph Pionto était secrétaire général de l'assemblée départementale. Il est aujourd'hui à la tête des services qui s'occupent des personnels, de l'action sociale. Quant à M. Pierre Estival, il avait enseigné vers le Jura l'histoire au lycée de la ville de Saint-Étienne avant d'être nommé à la direction départementale de

l'équipement (DDE). Il est revenu prendre en charge les affaires économiques, scolaires, culturelles.

Un de ses propos éveille le changement opéré. De la DDE, service extérieur de l'Etat, à une direction qui appartient au département et travaille sous les ordres du conseil général, la différence n'est pas que d'appellation. « Avant », explique-t-il, « j'étais un fonctionnaire, je répondais en fonctionnaire, je citais un règlement. Aujourd'hui, je parle au nom d'élus. Je dois apporter une réponse politique ».

Politique ? Tous les interlocuteurs en conviennent. A mesure que la décentralisation entre dans les faits, les élus départementaux deviennent comptables de leurs choix. M. Jean Proriot, premier vice-président du conseil général de la Haute-Loire et député PR, et M. Adrien Couteyron, deuxième vice-président, sénateur RPR, disent la même chose : « Nous n'avons plus l'alibi du préfet », considère le premier ; « Si les élus font des bêtises, ils les paieront », renchérit le second.

En particulier dans deux domaines où la décentralisation a déjà commencé à prendre forme pour le département : l'enseignement et l'action sociale.

A dire vrai, pour l'éducation c'est encore, selon l'expression de M. André Gibert, principal du collège de Sables, « un grand flou dont je ne sais pas s'il sera artistique ». L'hiver a été rude ici à plus de 1 000 mètres d'altitude. Les crédits ont manqué pour chauffer l'établissement et le principal n'est pas sûr que le conseil général lui donnera l'an prochain ce qu'il lui a refusé cette année. Selon les textes, les départements sont responsables de la création et de l'entretien des collèges à partir du 1^{er} janvier prochain.

« On sent déjà », constate M. Jean-Marie Principian, inspecteur d'académie, que c'est le conseil général qui prépare le budget de l'enseignement et non plus le préfet. Ce qui, à ses yeux, loin d'empêcher la concertation, l'impose davantage puisque, à l'avenir, le département construisera les établissements mais devra se tourner vers l'Etat pour obtenir les professeurs.

La période actuelle de transition n'est pas des plus faciles, et l'inspec-

trice a des scrupules. Elle dirige un service extérieur de l'Etat, mais elle est « mise à la disposition du département » qui la sollicite directement, qui pourra même contacter directement le principal d'un collège. Elle ne se débarasse pas de toutes craintes d'être quelques peu « court-circuitée » même si, pour l'instant, les rapports avec les élus départementaux sont bons.

Depuis septembre dernier, le conseil général a aussi la charge des transports scolaires. Budget annuel : près de 20 millions de francs gérés par le département. L'Etat s'est désengagé, transférant sa subvention au conseil général. Celui-ci s'alarme cependant du « calcul défavorable » dont il aurait été victime. Pour que le taux global de subvention soit maintenu à 70 %, le département a dû relever sa propre participation de 7 % à 12 %. La charge supplémentaire en 1985 représentera 1 million de francs dans son budget.

Plus de responsabilités, moins de moyens

Plus de responsabilités, moins de moyens : la complainte des élus de la majorité du conseil général s'élève au fil des chapitres. Singulièrement à propos de l'action sociale. C'est le deuxième secteur où la décentralisation s'est visiblement mise en marche. Dans l'organisation des services d'abord. En Haute-Loire, il n'y a plus une seule direction départementale de l'action sociale et sociale (DDAS) mais deux. Ainsi l'exige la loi. La part de financement qui relève du département est très importante. Elle absorbe 112 des 433 millions de francs du budget du département. Au conseil général de gérer l'aide sociale aux enfants, aux adultes handicapés, aux personnes âgées (pour ce qui concerne l'hébergement, l'hygiène sociale...). Ici encore, les élus manifestent leur inquiétude. « La population âgée s'accroît en Haute-Loire », souligne M. Gouteyron. Et la construction d'une maison de retraite coûte cher. Le département doit recourir aux crédits type HLM : prêts localisés, aides bonifiées de l'Etat. Si des lits sont « médicalisés », c'est-à-dire si

des soins sont délivrés aux pensionnaires, l'Etat intervient aussi par l'attribution d'un forfait de soins qui nécessite l'accord du conseil général. La concertation avec le préfet demeure indispensable.

Nouvelle occasion pour les élus de renouveler leurs doléances. Le transfert des dépenses de 1984 pour l'aide sociale a été calculé sur celles de 1983. M. Proriot précise que les dépenses du département ont augmenté de 14,30 % quand la dotation correspondante accordée par l'Etat ne progressait que de 6,96 %.

Les élus se plaignent. Et ils ont tort, rétorque M. Roger Chazelle, conseiller général socialiste, ancien sénateur. Ils devraient d'abord se réjouir que la distance entre décideurs et usagers soit réduite, pense-t-il. M. Jacques Barrot l'admet volontiers lorsqu'il évoque les avantages d'une « responsabilisation accrue » des élus.

Avec une interrogation et la conscience d'un danger. L'interrogation est suggérée par le préfet et par des élus de l'opposition départementale : fallait-il augmenter le pouvoir du département, au risque de multiplier les échelons de décision : communes, département, région, Etat ? An risque aussi de multiplier les dépenses. De toutes ces entités, s'en est-il pas une - laquelle ? - dont on pourrait faire l'économie ? Le danger, lui, n'échappe à personne. Une « politique au ras du contribuable » est gérée par le risque de clientélisme, de démagogie, de « féodalisme », selon le mot de M. Barrot. Des élus de gauche craignent que leur canton ne soit victime du « rouleau compresseur qui est la majorité départementale ». Celle-ci, en réponse, proteste de sa bonne foi et jure qu'elle prendra en compte les préoccupations de tous. M. Chazelle est prêt à le croire. Il se persuade que le « vouloir vivre ensemble » l'emportera sur les intérêts électoraux. D'ailleurs, observe-t-il avec malice, « à la procession du Puy, il n'est pas bon de voir des martyrs ».

CHARLES VIAL

Prochain article : L'EXEMPLE DU NORD-PAS-DE-CALAIS.

ÉTRANGER

AUSTÉRITÉ EN SUÈDE

Les sociaux-démocrates veulent freiner la consommation privée

Rajoutement de deux points de taux de l'escompte, restriction des crédits des banques aux particuliers et des achats à tempérament, réduction des liquidités des entreprises, telles sont les principales mesures prises, le 13 mai, par la Banque centrale et le gouvernement social-démocrate suédois pour freiner la consommation privée et enrayer la fuite de capitaux enregistrée ces dernières semaines.

De notre correspondant

Stockholm. - Le gouvernement devait absolument agir. Plus de 10 milliards de couronnes (soit environ autant de francs) avaient quitté la Suède depuis le début de l'année. La semaine dernière seulement, la fuite de devises s'était élevée à 2,5 milliards. Le monnaie suédoise s'affaiblissait, et certains milieux financiers spéculaient, semble-t-il, sur une nouvelle dévaluation.

La balance des paiements a accusé un premier trimestre 1985 au déficit record de quelque 6 milliards de couronnes, alors qu'elle était excédentaire durant la même période de l'année passée. Le commerce extérieur affiche un solde positif ; mais en volume, les importations augmentent plus vite que les exportations.

Selon le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt, cette situation résulte de la reprise, plus forte que prévu, des investissements industriels (de l'ordre de 30 %), qui se traduit par une augmentation des importations des entreprises et par un accroissement, plus fort que prévu également, de la consommation des ménages. « Nous pensions, reconnaît-il, qu'après plusieurs années de baisse du pouvoir d'achat, les Suédois allaient réfléchir deux fois avant d'acheter des biens de consommation et se montrer plus prudents ».

Toutefois les Scandinaves n'ont pas changé leurs habitudes : en mars, les ventes de voitures ont augmenté de 10 %, et le commerce de détail a amélioré son chiffre d'affaires de 5,2 %. Et ce sont, en grande partie, des produits importés que les Scandinaves choisissent. Faut-il s'en inquiéter ? Le ministre de l'Économie et des Finances, M. Olof Palme, ne le pense pas.

Le gouvernement a décidé d'y mettre un coup de frein. A l'avenir, les banques ne pourront pratiquement plus accorder de prêts pour la consommation des particuliers. L'acquéreur d'une voiture devra régler la moitié du prix comptant et le reste au moins d'un an. Tous les achats à crédit seront réglementés de la façon suivante : 30 % à la li-

vraison et le solde en dix mensualités.

Le nouveau plan d'austérité du gouvernement comprend également des mesures destinées à réduire les liquidités des entreprises. Les firmes devront déposer un mois d'avance 6 % de la masse salariale supposée à 20 millions de couronnes à la Banque centrale et 4 % en janvier 1986. Elles ne pourront récupérer ces sommes que le 1^{er} avril 1986. Ou vont ainsi empêcher les entreprises de sortir leur argent du pays pour le placer à l'étranger. En outre, la hausse du taux de l'escompte, qui passe de 9,5 % à 11,5 %, va se traduire en pratique par une majoration de 4 points des taux d'intérêt.

Echec

Apparemment inébranlable, le ministre des finances continue à affirmer que « la Suède est sur la bonne voie », bien que la balance des paiements soit largement déficitaire et même si, en matière d'inflation, les objectifs fixés ne seront pas atteints. Les prix ont augmenté de plus de 8 % en 1984, contre les 4 % espérés. Cette année, malgré le blocage décidé en mars, les prix ont déjà augmenté de 3 %. C'était le niveau prévu pour l'ensemble de 1985 par le gouvernement.

Pour l'opposition, ces mesures d'austérité « consacrent l'échec de la politique économique du gouvernement social-démocrate ». Pour M. Ulf Adelöf, dirigeant conservateur et probable premier ministre, si les « bourgeois » gagnent les élections de l'automne, « le redressement suppose la réduction sensible du déficit budgétaire, de la pression fiscale, ainsi que des dépenses de l'Etat et des communes - des opérations que les sociaux-démocrates, pour des raisons idéologiques, n'ont pas pratiqué ».

Il souligne les aspects paradoxaux de la politique de M. Olof Palme, qui, au mois de mai, freine la consommation privée, et, un mois plus tard, va offrir une ristourne fiscale exceptionnelle de 600 couronnes à tous les salariés travaillant à plein temps pour remercier les syndicats d'avoir accepté de plafonner la hausse des salaires à 5 % en 1985. Mais, à quatre mois des législatives, reviens sur ce « petit cadeau » serait un suicide politique pour la gauche, qui a déjà un conflit social bien délicat à résoudre sur les bras. Plus de 65 000 employés de la fonction publique sont actuellement en grève ou lock-outés.

ALAIN DEBOVE.

LOGEMENT

Devant le congrès du mouvement HLM

M. PAUL QUILLÈS ANNONCE UNE BAISSE DU TAUX DES PRÊTS LOCATIFS

Pour tenter de résoudre en partie les problèmes financiers des HLM, le taux des prêts locaux aidés (PLA) devrait, à l'avenir, baisser en fonction de la diminution du coût des ressources d'épargne affectées à leur financement (livret A, des caisses d'épargne). M. Paul Quillès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports s'y est engagé, lundi 13 mai, devant le congrès du mouvement HLM réuni à Nancy. Le ministre a aussi annoncé que l'Etat aiderait ceux des organismes qui s'engagent dans une démarche de modernisation de leur gestion : 20 millions de francs de subvention seront accordés à cet effet.

Insistant sur la qualité de la vie et les attentes quotidiennes des habitants des HLM (13 millions de personnes), le ministre a indiqué que 3 000 TUC (travaux d'utilité collective) seront mis en place d'ici à la fin de l'année (près de 700 jeunes sont déjà employés par convention et sous forme de TUC dans les HLM). Il a rappelé le lancement du programme des petits travaux d'amélioration de l'habitat (400 millions de francs de subventions devant entraîner un volume de travaux représentant 1 milliard de francs).

Enfin M. Quillès a déclaré son intention de revaloriser la fonction des gardiens et concierges ; ceux des offices seront intégrés dans les différents corps de la fonction publique territoriale.

1982-1985 : 20 lois, 180 décrets

Lancée quelques semaines après l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, la réforme de la décentralisation sera quasiment achevée - du moins sur le plan institutionnel - dans un an, au mois de mars prochain, lorsque auront été élus au suffrage universel les conseils régionaux.

Vingt lois, plus de cent quatre-vingts décrets : voilà le bilan quantitatif de la décentralisation aujourd'hui. Les bases légales sont jetées, mais il faudra évidemment du temps pour que la réforme produise ses pleins effets sur l'administration et sur la vie quotidienne des citoyens.

Par la loi du 2 mars 1982, la tutelle préalable de l'Etat (par le préfet) sur les collectivités locales a été supprimée. Les maires, les présidents de conseils régionaux et généraux exercent sans partage le pouvoir exécutif. Ils sont maîtres de leur budget et de leur politique. La commission de la République ne conserve que le pouvoir de saisir le tribunal administratif s'il estime une décision illégale. Des chambres régionales des comptes contrôlent les budgets des collectivités et les conseillers. La commission de la République, qui a été vu retirer le rôle d'exécutif, réagit par ailleurs des pouvoirs au titre de la décentralisation. Il est le chef de tous les services de l'Etat dans le département ou la région. Doté, par les textes, de pouvoirs financiers et économiques importants (notamment pour la conversion industrielle), il doit aussi empêcher l'instauration de tutelles abusives d'une collectivité sur une autre.

Depuis 1983 une nouvelle répartition des compétences a été opérée entre l'Etat, les communes, les départements et les régions. Les communes qui ont un Plan d'occupation des sols (POS) décident elles-mêmes l'attribution des permis de construire. Aux départements la responsabilité des transports scolaires, de l'action sanitaire et sociale. Communes et départements se partagent la gestion des ports. La région est en première ligne pour la planification et l'aménagement du territoire.

Le transfert de l'enseignement (construction et fonctionnement des collèges pour les départements, des lycées et établissements supérieurs pour la région) s'achèvera sur 1985 et 1986. Le transfert de l'environnement et de la culture devra être achevé au plus tard le 9 janvier 1986.

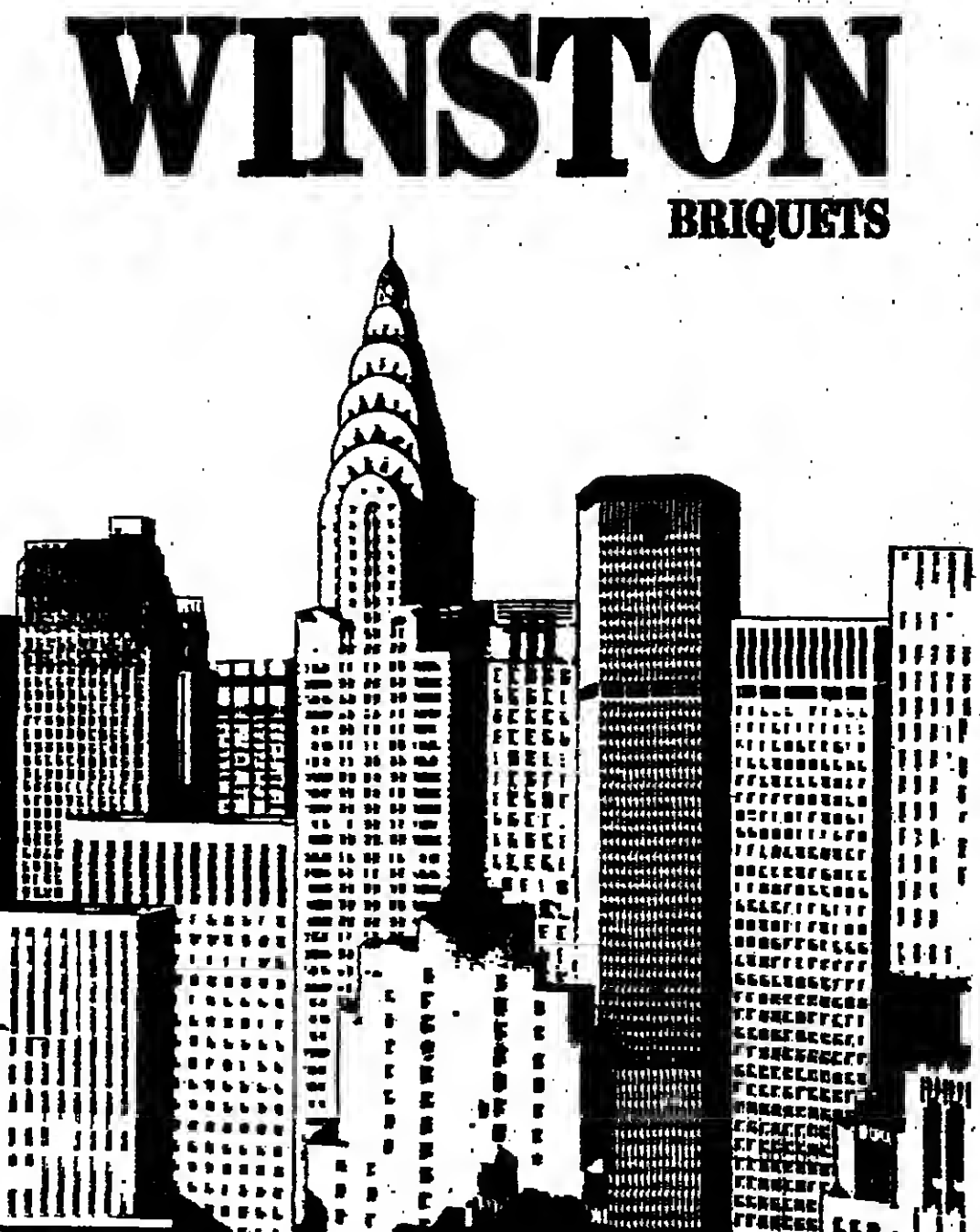
En sens inverse, l'année prochaine, l'Etat aura repris à sa charge l'ensemble des dépenses assumées par les communes et départements pour la justice, et les conseils généraux n'auront plus à payer les frais de fonctionnement et de représentation (voitures, chauffage, personnel de service, réceptions) du préfet. Un projet de loi en ce sens va être examiné par le conseil des ministres dans les prochains jours.

Les élus ayant désormais besoin de s'entourer de collaborateurs nombreux et de bon niveau, la loi du 28 janvier 1984 a créé une fonction publique territoriale dont l'organisation est comparable à celle de l'Etat.

Au chapitre des finances - et c'est sur ce point que les réorientations des élus locaux sont, naturellement, les plus vives, - une commission d'élus présidée par un magistrat de la Cour des comptes veille à ce que tout transfert de compétence se traduise par un transfert, par l'Etat, de ressources équivalentes. Deux dotations que l'Etat verse annuellement aux collectivités locales vont être réexaminées dans les prochaines semaines : la dotation globale de fonctionnement et la dotation globale d'équipement aux petites communes.

Le gouvernement, pour achever le volet institutionnel de la décentralisation, prépare encore deux textes : le statut des élus devra être révisé pour qu'ils soient assurés à la fois d'une indépendance matérielle (leur rémunération) et de la disponibilité nécessaire à leur mandat (mise en congé, cumul des mandats) ; - pour rapprocher les administrés des « élus-patrons », des dispositions devraient être prises permettant aux habitants des communes d'être mieux informés et associés à la vie municipale.

FRANÇOIS GROSCHARD.



مركز من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES

Déclaration du Président Francis Bouygues le 9 mai 1985 à la presse internationale et aux analystes financiers lors de la présentation des comptes de 1984.

Cela fait 15 ans que je présente au public les comptes de Bouygues. Cette année encore les chiffres de 1984 sont excellents, ils confirment la belle réussite du Groupe.

La quasi totalité des chiffres ou des ratios des tableaux de bord qui vous seront présentés montrent un développement de 20 à 40%, des structures financières et des équilibres renforcés.

Bouygues est aujourd'hui le seul groupe du BTP qui soit en forte croissance pour 1984. Les deux autres grands sont essouffés, leur bénéfice ou leur chiffre d'affaires sont en nette baisse, la tendance de leur évolution marque une récession.

C'est un phénomène majeur sur lequel je ne permets d'insister, il n'est pas le fait d'un hasard.

Je crois intéressant d'expliquer les raisons principales de ces performances :

- 1 - respect et service du Client : qualité, délai, prix
- 2 - adoption de techniques d'avant garde de niveau international
- 3 - informatique et bureautique très développées, parmi les plus modernes du monde
- 4 - recherche constante du progrès
- 5 - structures très responsables et solidaires avec l'entreprise
- 6 - qualité et dynamisme des hommes, hiérarchies pétries de certitudes plutôt que d'états d'âme
- 7 - esprit international
- 8 - prévision, planification et adaptation des structures aux impératifs du marché
- 9 - gestion rigoureuse des chantiers en France et en International
- 10 - diversification dans les activités nouvelles.

1984 a été marquée par quatre grands événements :
- livraison de l'Université de Riyad le 4 août, jour prévu au contrat, pour un montant de 2 M \$
- achat à 100% de la SAUR, distributeur d'eau, chiffre d'affaires 2,5 MF
- achat à 100% de l'ETDE, grandes installations électriques, chiffre d'affaires 700 MF
- reprise de certains actifs de AMREP, chiffre d'affaires 1,3 MF

1985 : Le Groupe poursuivra sa croissance et élargissant son marché et ses activités, il doit franchir une étape importante qui lui permettra de mieux résister à la crise du BTP et de trouver un équilibre renforcé. En effet les divisions "construction" et "diversification" seront dans le rapport 49/51, peut-être moins encore si de nouvelles diversifications sont engagées.

C'est important car cela permettra au Groupe de diluer les risques du BTP. Ainsi le public pourra encore mieux apprécier l'action Bouygues et lui attribuer un coefficient Capital/Bénéfice nettement plus élevé, 10 ou 12 vous semblera peut-être, comme à moi, une appréciation plus juste que 8 actuellement.

Dans tous les cas, notre division "construction" reste la plus importante et elle a notre grande

C'est pour l'essentiel parce que le groupe a su choisir puis mettre en œuvre les bonnes stratégies au bon moment. Cela est d'autant plus significatif que le marché du BTP en France, comme dans le monde, est en très forte récession :

- moins 50% en France sur 12 ans, dont 33% ces 3 dernières années,
- moins 60% en International depuis 2 ans.

Dans l'histoire industrielle, depuis 40 ans, il n'y a pas eu d'autres exemples de grands marchés fondamentaux qui se soient effondrés aussi largement et rapidement que le BTP. C'est pourtant dans de telles conditions que Bouygues a poursuivi sa croissance.

Nous sommes tous avec acharnement pour que le bénéfice de 1985 soit supérieur à celui de 1984, nous avons de bonnes raisons d'espérer qu'il en sera ainsi mais il y a encore beaucoup de travail à faire et d'efforts à déployer. Dans toutes les circonstances, nous ferons la nécessaire pour mériter encore votre confiance.

LAFFITTE-BAIL

Paiement d'un dividende 1984 en actions
Résultats de 1^{er} trimestre 1985 en hausse

L'assemblée générale, réunie le 9 mai 1985 sous la présidence de M. Bernard Fraigneau, a décidé la mise en paiement d'un dividende au titre de 1984 de 27,15 francs par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 0,16 franc. Le coupon n° 12 sera détaché le 1^{er} juillet prochain. Les actionnaires pourront opter pour le paiement sous forme d'actions nouvelles de la Société créées jouissance 1^{er} janvier 1985 au prix de 386 francs par titre.

Le conseil d'administration, au cours de sa séance du même jour, a examiné la situation financière au 31 mars 1985, qui traduit par rapport à la période comparable de 1984 une hausse des produits d'exploitation de 32,6 % (40 millions) et du résultat comptable de 16,9 % (11,2 millions).

La production annuelle engagée en crédit-bail immobilier depuis le début de l'année (plus de 100 millions) assure bien du niveau de l'activité de l'exercice en cours.

CLEMESSY

L'assemblée générale ordinaire réunie le 26 avril 1985, sous la présidence de M. Pierre Schulz, président de conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1984.

Ces comptes font apparaître un bénéfice net de 8,537 millions de francs, en progression de 39 %, alors que le chiffre d'affaires s'est accru de 20 % et s'élève à 1,241 million de francs.

La marge brute d'autofinancement en progression de 30 % s'élève à 27,7 millions.

Dans son allocution, le président du conseil M. Jean-Paul Marbacher n'a pas manqué de souligner la volonté de l'entreprise d'élever le potentiel technologique des agences et filiales, afin de renforcer sa vocation "services", et lui permettre ainsi de "Gagner l'an 2000".

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE

RÉSULTATS 1984

Le bénéfice net social du Crédit commercial de France s'élève, en 1984, à 84,2 millions de francs. Il était de 56,7 millions de francs en 1983.

Cette forte amélioration du résultat net provient de la croissance satisfaisante du produit net bancaire et d'un nouveau ralentissement de l'évolution des frais généraux. Le bénéfice brut d'exploitation après amortissements s'élève à 732 millions de francs, en hausse de 17 % par rapport à 1983. Les dotations nettes aux provisions restent à un niveau élevé, mais progressent plus modérément que les années antérieures.

Les activités des filiales et leur bénéfice brut ont continué de progresser en 1984. En outre, de substantielles plus-values sur titres ont été dégagées dans le cadre de la

gestion des participations du groupe. Cependant, un important complément de provisions a été constitué par certaines filiales, à l'étranger en particulier, du fait de la persistance des difficultés économiques et financières internationales. Le bénéfice net consolidé s'établit à 228,6 millions de francs, en hausse de 9,2 % par rapport à 1983 (8,6 % à méthodes comparables), pour tenir compte de nouvelles normes de consolidation des établissements de crédit.

La rémunération des titres participatifs, déterminée selon les modalités annexées lors de leur émission, correspond à 80 % du TMO de la période de référence, soit 102,80 francs par titre. Le coupon sera mis en paiement le 4 juin 1985.

LOUIS VUITTON

MAISON FONDÉE EN 1854

RÉSULTATS CONSOLIDÉS 1984

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 1984, qui seront présentés lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 juin 1985, font apparaître un chiffre d'affaires de 1115 MF (+34,3 %). Le bénéfice consolidé, part du groupe, s'élève à 164,6 MF (+21 % par rapport à l'exercice précédent) ; ce résultat tient compte des frais exceptionnels liés à l'introduction en Bourse de Paris et de New York. Sans ces coûts exceptionnels, il se serait établi à

178,1 MF (F. 54,4 par action), soit + 31 % par rapport au chiffre de 1983. Il sera proposé aux Actionnaires de distribuer un dividende net de F. 12 par action, contre F. 4,4 pour l'exercice précédent qui était de 6 mois. Il s'y ajoutera un avoir fiscal de F. 6 donnant un revenu global de F. 18 par action. Le chiffre d'affaires consolidé du premier trimestre 1985 s'établit à 318,1 MF, en progression de 33,5 % par rapport au premier trimestre de 1984 (258,3 MF).

TECHNOCIC

Société d'investissement à capital variable

Le conseil d'administration de TECHNOCIC réunit le vendredi 10 mai 1985, sous la présidence de M. Michel Richou, a approuvé les comptes de son premier exercice, d'une durée exceptionnelle de quinze mois, clos le 30 mars 1985.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 61,14 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 5,06 F, soit un dividende global de 66,20 F.

Au 30 mars 1985, avec un nombre de 99 710 actions en circulation, le montant de l'actif net s'établissait à 104,32 millions de francs et la valeur liquidative par action ressortait à 1 048,27 F, traduisant une hausse de 4,83 % par rapport à la date d'ouverture au public.

COMPAGNIE METALLURGIQUE ET MINIERE « C.M.M. »

Le conseil d'administration, réuni le 6 mai, a arrêté les modalités de l'augmentation de capital, dont le principe avait été décidé lors de la réunion du 14 mars. Il sera émis 17 542 actions nouvelles, soit une nouvelle pour neuf anciennes, jouissance 1^{er} janvier 1985, au prix de 200 F l'une (100 F de nominal et 100 F de prime). Le capital sera ainsi porté de 15 788 400 F à 17 542 600 F, soit une augmentation de 1 754 200 F, assortie de la création d'une prime d'émission de même montant. Les conditions de cette émission font l'objet d'une note d'information visée par la COB sous le n° 85-100.



PUBLICIS SA

Publicis SA continue avec ses filiales et participations françaises et étrangères un groupe d'entreprises qui exerce son activité dans la plupart des grands secteurs de la communication : agences de publicité, médias (presse, affichage, écran, radio), informatique et, par ses drugstores dans une forme originale de la distribution réunissant la restauration à des magasins à rayons multiples et des salles de cinéma.

Le conseil d'administration de Publicis SA réunit le 9 mai 1985, sous la présidence de M. Marcel Bleustein-Blanchet, a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Avec un chiffre d'affaires consolidé de F 5472643 000 en accroissement de 9,38 % par rapport à l'année précédente, le bénéfice consolidé courant après impôts du groupe Publicis, s'établit à F 611700000 contre F 52686000. La part du groupe s'inscrit dans ce résultat pour F 52569000 (soit F 98,11 par action) contre F 46981000, en progression de 12,06 %.

Un profit exceptionnel de F 5172000 sur cession d'un actif immobilier porte le bénéfice net consolidé de l'exercice à F 66342000 dont F 57821000 pour la part revenant au groupe.

La marge brute d'autofinancement consolidée atteint F 97973000 contre F 79234000.

Les branches principales ont concouru comme suit à l'activité du groupe :

Dans le domaine des agences de publicité, Publicis Conseil et ses filiales (vingt et une agences conseil ou spécialisées en France) ont réalisé un chiffre d'affaires de F 1957332000 en accroissement de 33,73 % après intégration de

l'agence Intermarco Conseil précédemment rattachée au réseau international et de 15,05 % à structure comparable. Le bénéfice consolidé après impôts s'est établi à F 24812000 contre F 22116000 l'année précédente.

De son côté, le réseau international (vingt-trois agences conseil ou spécialisées installées dans onze pays), désormais dénommé Publicis International, a traité un chiffre d'affaires de F 2066127000, en augmentation de 8,88 % à structure comparable, et présente un bénéfice courant consolidé après impôts de F 12535000.

Considérée globalement, l'activité des diverses sociétés de médias a représenté un chiffre d'affaires consolidé de F 1337299000, en hausse de +2,93 % et son bénéfice courant consolidé atteint F 13660512.

Dans le domaine de la distribution, la Société des Drugstores Publicis, avec un chiffre d'affaires de F 182939248, en accroissement de 10,45 %, a réalisé un bénéfice après impôts de F 4641810.

Enfin, les revenus de la société-mère du groupe, Publicis SA, se sont élevés en 1984 à F 29442553 contre F 27410248 en 1983, et le bénéfice net après impôts s'est établi à F 23008101 contre F 20541727 l'année précédente.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée le 28 juin 1985, la répartition d'un dividende de F 22,50 par action contre F 21,50 pour l'exercice précédent, ce qui représente avec l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal de F 11,25) un revenu global par action de F 33,75 contre F 32,25.

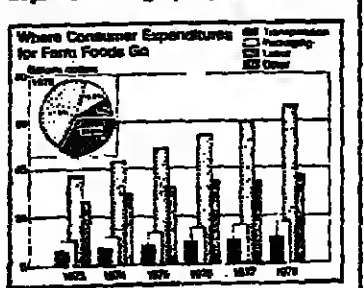
Mieux comprendre et exploiter les chiffres.

Cher lecteur,

Vous l'avez vous-même constaté : les données économiques perdent chaque jour de leur transparence et gagnent en complexité. La vocation de votre journal est de vous guider dans ce dédale de chiffres. Il utilise, pour une meilleure compréhension de l'information, un moyen visuel qui décrit et explicite les contextes économiques : le graphique.

L'image graphique crée en effet les relations entre événements, montre les tendances, permet les comparaisons. Dans la vie quotidienne de votre entreprise, pensez-vous à exploiter cette force de l'image graphique ? Pour mieux analyser une situation, convaincre, être efficace dans la décision ?

Informez-vous auprès d'ISSCO, sur la manière d'utiliser avec profit les techniques graphiques pour améliorer la communication dans votre entreprise. Plus de 50 % des 100 plus grandes entreprises mondiales utilisent déjà les outils graphiques ISSCO.



ISSCO Graphics Software: 57, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE - Tél: (1) 745.71.61

META conseil

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Organisation - Audit Social - Ateliers de Communication et de Motivation - Recherche et Sélection de Cadres - Etudes Graphologiques

BILAN de CARRIERE

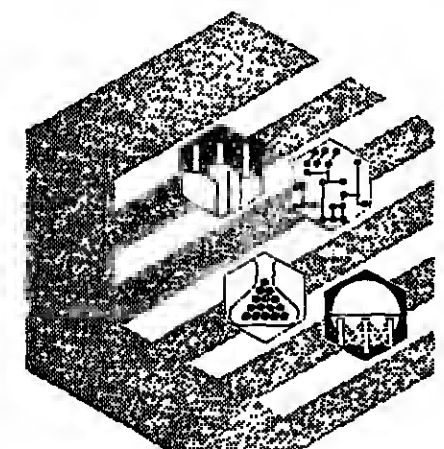
Vous souhaitez avec juste raison vous situer personnellement et professionnellement, appelez-nous -

Tél. : 233.62.00
META conseil
15, rue du Louvre
75001 PARIS

Bordeaux - Rouen
Le Havre - Lyon - Montpellier
Discrétion assurée.

CFDI

Caisse Française de Développement Industriel



Emprunts 2,5 milliards de F. garantis par l'État

	Emprunt à taux variable (T.M.O.) à option d'échange de 1 milliard de F.	Emprunt à taux fixe 11,80% de 1,5 milliard de F.
• Prix d'émission	97,50%, soit F 4 875 par obligation	95%, soit F 2 900 par obligation
• Jouissance et date de règlement	28 mai 1985	28 mai 1985
• Durée	11 ans 287 jours	11 ans 287 jours
• Intérêt annuel	égal à 90% de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts garantis par l'Etat à 11 ans, à compter du 11 mars 1985. Intérêt minimum : 6,50%.	11,80% soit F 390 par obligation payables le 11 mars chaque année et pour la première fois le 11 mars 1986.
• Marge actuarielle brute pour le souscripteur	Intérêt payable le 11 mars de chaque année et pour la première fois le 11 mars 1986, sur la base du T.M.O. actuel (11,80%), les conditions de rémunération font ressortir une marge actuarielle de -0,45%.	—
• Taux de rendement actuariel brut pour le souscripteur	—	11,77% au jour du règlement.
• Faculté d'échange au gré des porteurs	—	—
• Assimilation	—	—
• Amortissement normal	—	—
• Amortissement anticipé - rachats	—	—

Souscripteurs reçus au siège de la Caisse Française de Développement Industriel «CFDI», 25, rue d'Amiens 75004 Paris (C.C.P. 500 563 PARIS), chez les Concepteurs du Trésor et des Finances, les Centres de Caisses Postales, la Banque de France, les Banques, le Crédit Agricole, les Agences de Change.

Une note d'information (Visa COB n° 85-118 du 9 mai 1985) est disponible sur simple demande. BALU du 13 mai 1985.

ÉTRANGER

Le dollar revient en boomerang sur l'économie américaine

Washington. — Au rythme où il se creuse depuis le début de l'année, le déficit commercial des États-Unis atteindra probablement cette année 135 milliards de dollars, en augmentation de 12 milliards de dollars par rapport au déficit enregistré en 1984.

Mais alors que ces dernières années les dirigeants américains semblaient avoir fini par s'accommoder plus ou moins de cette situation, il semble qu'elle commence à peser de plus en plus sur l'économie américaine. Les dirigeants du pays cherchent à faire sérieusement pression afin d'obtenir une inflexion de la politique de l'administration Reagan.

Deux tendances s'affrontent : les protectionnistes, qui souhaitent voir s'établir autour des États-Unis un système de protection contre les importations, et les libéraux, qui préfèrent rechercher une stabilisation du dollar à un plus bas cours, fût-ce au prix d'une réduction du déficit budgétaire de l'État et d'un aménagement du système monétaire international.

Les réunions de commissions du Congrès se multiplient, dans lesquelles sont abordées en étroite liaison questions commerciales, monétaires et budgétaires. Il n'est plus rare d'entendre des personnalités comme le sénateur John Heinz, de Pennsylvanie, pourtant républicain, déclarer : « La politique de notre administration sur le dollar doit être qualifiée, pour le moins, de superbe négligence ». On croirait souvent entendre, traduits en anglais, les analyses des hauts fonctionnaires de l'administration française.

Même les hautes technologies

Les secteurs les plus touchés par l'augmentation des importations, et par la difficulté d'exporter, sont les industries manufacturières, les mines et l'agriculture. Dans le textile, le déficit des échanges extérieurs a doublé en 1984, atteignant 16 milliards de dollars. Plus de 250 usines ont été fermées depuis 1981 dans ce secteur où 400 000 emplois ont disparu. Les importations représentent maintenant près de 27 % du marché américain de l'acier. L'industrie sidérurgique américaine emploie désormais

moins de travailleurs que pendant la grande dépression des années 30. Les trois quarts des chaussures vendues aux États-Unis viennent de l'étranger. L'état de l'agriculture, avec ses fermiers endettés, et ses exportations en baisse de plus de 5 milliards de dollars, est lui aussi, de plus en plus décrit par référence à ce qu'il fut au moment de la grande crise d'avant-guerre.

Les domaines traditionnels de l'activité économique ne sont pas les seuls à être touchés. Les exportations d'avions de transports régionaux et d'avions d'affaires sont tombées de 3 535 unités à 336 en 1984. Ce sont maintenant les hautes technologies qui commencent à souffrir sérieusement. Les industries électroniques enregistreront un déficit de 12 milliards de dollars en 1985, à comparer avec 7,4 milliards en 1980.

L'augmentation des importations de biens d'équipement, dont les défenseurs de l'industrie américaine semblent soudain faire le plus grand cas, cache néanmoins un autre phénomène, dont on parle moins, la profonde modernisation et restauration de l'industrie américaine. Si ces importations ont augmenté, c'est non seulement parce que le cours élevé du dollar rendait les produits étrangers meilleur marché, mais aussi parce que l'économie américaine se développait à un rythme nettement supérieur à celui de ses partenaires étrangers. C'est aussi parce que les changements de fond qu'elle était en train de vivre se traduisaient par une augmentation spectaculaire des dépenses d'investissements en général, et des investissements destinés à augmenter la productivité en particulier.

Les biens d'équipement ont compté pour 36 % dans le déficit commercial américain de l'année dernière, alors qu'ils représentaient traditionnellement au contraire un domaine d'exportation important. Ces derniers mois, une accélération a été constatée dans les achats à l'étranger de systèmes de communication, de composants électroniques, d'ordinateurs, de machines de bureau, d'instruments scientifiques. Mais en janvier les entrepreneurs américains faisaient encore part, dans les sondages, d'intentions d'investir sans précédent. Cela signifie aussi que si le dollar baissait soudainement, l'industrie américaine

rajeunie se trouverait extrêmement compétitive.

« Les biens d'équipement étrangers volent aux fabricants américains les fruits de la convalescence de l'économie », se plaint-on ici. Mais il est difficile de gagner sur tous les tableaux. Alors que la chute du dollar renforce les tendances inflationnistes à l'étranger, les États-Unis ont pu s'offrir à bon marché une modernisation en profondeur tout en maintenant leur inflation aux alentours de 3 %. Le consommateur américain lui-même n'est pas sans en éprouver les bénéfices supplémentaires qu'il tire en important un nombre croissant de produits étrangers à bon marché sans répercuter les baisses de prix qui devraient normalement en résulter. Mais il n'en reste pas moins que les pulls en cachemire anglais qui valaient l'an dernier 19 dollars chez Woodward and Lothrop sont tombés à 16,5 dollars. Le vin français est maintenant moins cher que le vin californien, et le camembert ne coûte plus que 4,99 dollars en vaut maintenant 2,79 dollars.

Une surtaxe de 20 %

Ce sont les Japonais qui ont tiré le meilleur parti de la circonstance, et c'est principalement à leur encontre que s'exerce le ressentiment américain actuel. Le déficit, qui était de 36 milliards de dollars vis-à-vis d'eux en 1984, sera probablement de plus de 44 milliards en 1985. C'est de ce pays, en premier lieu, que viennent les importations de biens d'équipement qui sont en plein boom. Un bulldozer Komatsu, par exemple, est vendu 264 000 dollars aux États-Unis, soit 22 000 dollars de moins que son concurrent offert par Caterpillar.

Le sénateur John Heinz a introduit il y a quelques semaines une proposition de loi visant à établir une surtaxe de 20 % sur toutes les importations japonaises. Depuis, un autre sénateur républicain, qui s'exprime de plus en plus sur le sujet, M. John Danforth, du Missouri, a demandé à l'administration Reagan de prendre des mesures de rétorsion pour empêcher l'entrée de pro-

Correspondance

duits électroniques et d'automobiles nippons si le Japon ne se décide pas à ouvrir réellement son marché. Des estimations font état d'un potentiel de 10 milliards de dollars de ventes au Japon (y compris du matériel de base-ball...) qui sont entravées par les réglementations japonaises. Motorola, la grande firme d'électronique basée dans l'Illinois, conduit la charge pour obtenir l'introduction d'une surtaxe de 20 % à l'importation sur tous les produits étrangers afin de protéger l'industrie américaine.

Toutes les solutions préconisées ne passent pas, comme on le voit, par des actions sur le dollar. Et ceux qui aimeraient bien voir le cours de la monnaie américaine baisser dans le calme divergent sur les voies et les moyens. En sorte que c'est devenu le thème des affrontements les plus vifs au sein des commissions économiques du Congrès, de l'avis même du sénateur républicain Bob Packwood, pourtant chargé lui-même de la délicate réforme fiscale, qui fait elle aussi l'objet de profondes controverses.

Le mouvement protectionniste se renforce considérablement. Il a toujours existé, et les négociations commerciales internationales sont depuis longtemps, pour les gouvernements américains, un moyen de contrebalancer de l'extérieur leur influence à l'intérieur. L'administration Reagan, plus que toute autre, est convaincue du fait que des barrières douanières ajouteraient plus de chômage et d'inflation que de bienfaits à l'économie américaine. Même s'il est vrai que plusieurs millions d'emplois sont créés ou maintenus à l'étranger plutôt qu'aux États-Unis du fait du bas prix des importations, il n'en reste pas moins que l'économie américaine a créé depuis vingt ans plusieurs millions d'emplois chez elle. Tandis que les signes d'un ralentissement de la croissance se manifestent (les nouvelles commandes de biens manufacturés ont diminué de 0,9 % en mars, après un déclin du même ordre le mois précédent), et alors que les taux d'utilisation des capacités de production ne sont que légèrement au-dessus de 81 %, un nombre croissant d'entreprises américaines s'installent pour pro-

duire à l'étranger. Caterpillar transfère certaines productions de l'Ohio en Grande-Bretagne. Goodyear Tire and Rubber prend une participation dans une firme japonaise qui fabriquera pour elle. Ford, Du Pont de Nemours, etc., reconsidèrent leurs implantations. Une vingtaine de firmes cherchent officiellement des points de chute en Europe.

Erosion

Il s'agit d'y fabriquer plus que d'y vendre. De grandes sociétés comme IBM ou Kodak, dont les affaires à l'étranger sont importantes, sont en effet gênées de percevoir leurs revenus dans des monnaies faibles alors qu'elles doivent rendre leurs comptes en dollars. Les dirigeants de Kodak se sentent avoir perdu plus d'un milliard de dollars depuis 1981 en raison du fort cours du dollar. En dépit de performances commerciales brillantes, IBM a dû annoncer pour l'an dernier des résultats financiers en faible progression. Son revenu avant impôt aurait été de 1,7 milliard de dollars supérieur si la monnaie américaine était restée au son cours de 1983.

La France renouvelle un crédit de 3 milliards de francs à l'Égypte pour l'achat de produits agricoles

La France et l'Égypte ont signé un accord portant sur un crédit de 300 millions de dollars (3 milliards de francs) pour le financement d'importations agro-alimentaires. Cet accord, signé le 2 mai dernier par M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, et M. Nagui Shattah, ministre de l'approvisionnement et du commerce intérieur égyptien, renouvelle, en fait, celui du 17 juin 1982, qui, pour la période d'octobre 1983 à décembre 1984, avait porté sur le même montant, avec une durée de trois ans et un taux d'intérêt de 9 %.

La partie égyptienne a respecté ses intentions d'achat puisqu'elle a importé 140 000 tonnes de farine, 170 000 tonnes de blé et 2 000 tonnes de foinage (feta) pour une valeur de 248 millions de dollars, le reste du crédit ayant été en

partie utilisé pour le financement du fret. Le renouvellement de la ligne de crédit est plus avantageux pour l'Égypte : pour une durée identique — trois ans — le taux a été abaissé à 8,25 %. Dans leur lettre d'intention, les Égyptiens envisagent l'achat de 750 000 tonnes de farine, 500 000 tonnes de blé, 40 000 tonnes de sucre, 40 000 tonnes de poulet et 10 000 tonnes d'huile. Ce système de ligne de crédit et de lettre d'intention d'achats, qui ne sont pas des contrats fermes, est conforme à la réglementation européenne. Par ailleurs, la conservation du marché égyptien est importante pour la France, car celui-ci est devenu un enjeu de la concurrence que se livrent, sur les marchés agro-alimentaires, l'Europe et les États-Unis.

JACQUELINE GRAPIN.

CHEZ TRIGANO SA, L'INFORMATIQUE HP A PERMIS LA MISE AU POINT DU NOUVEAU CAMPING-CAR "CHALLENGER" DANS UN DELAI RECORD.



MONSIEUR F. FEULET
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE TRIGANO SA.

« Le groupe Trigano fabrique des camping-cars, des caravanes, des tentes et des accessoires de camping. Dans le cadre de notre politique de décentralisation, nous avons opté pour l'informatique HP.

Nos ordinateurs HP 3000 traitent l'ensemble de la comptabilité, la gestion de production, la gestion commerciale, et le suivi qualité, améliorant très nettement la productivité dans l'entreprise.

Ainsi, l'ordinateur HP 3000 permet une mise au point accélérée d'un nouveau produit, comme le camping-car "Challenger", dans le cadre des contraintes de prix que nous nous sommes fixées.

L'informatique HP, répartie dans nos différentes unités, a responsabilisé les utilisateurs et considérablement réduit les risques d'erreur et les délais.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
3,3 MILLIARDS DE C.A.,
3^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE.

hp HEWLETT
PACKARD

PERFORMANCES A L'APPUI.

HP France 9040 Evry Cedex. Tél. 01 0778383.

مركز من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

américaine

PARIS

14 mai

En hausse

L'avance de Wall Street depuis trois semaines consécutives impressionne favorablement la communauté boursière, mais ce sont surtout des considérations d'ordre domestique qui poussent Paris à la hausse, l'indicateur instantané reflétant un progrès de 0,4 % à l'approche de la clôture.

C'est ainsi que *Matra* semble tirer profit des informations selon lesquelles le groupe de *M. Jean-Luc Lagardère* serait bien placé pour porter le contrat de *Chicago*. Il s'agit de son procédé de véhicule automatique léger (VAL) qui permettrait d'établir une liaison rapide entre les différents satellites de l'industrie internationale d'Europe, situé à une quarantaine de kilomètres de *Chicago*. *Matra* gagne 3 % à la Bourse de Paris.

Par ailleurs, *Poliet et Lafarge-Coppé*, progressent de 6 % tandis que *Maisons Phénix, Printemps, Penhoët, Eurofrance, CGP, La Redoute et Crédit national* font aussi preuve de bonnes dispositions.

En sens contraire, *ADG, Moulins, Dastou, Sif, Générale de fonderie, Croiset, Sodexho, Bis*, cèdent 1 % à 5 % en moyenne.

Sur le marché de l'or où le volume des transactions avoisine les 10 millions de F, le lingot est inchangé à 96 700 F tandis que le napoléon cède 7 F, à 561 F. A Londres, le métal fin s'est traité à 324,75 dollars l'once contre 316,75 dollars lundi.

A Lyon où devait s'effectuer le 14 mai l'introduction de la *Société Grands vins Jean-Claude Boisset*, celle-ci a été renvoyée sur un cours de 376 F, 6 % en dessous des ordres ayant finalement été satisfaits. Ceux-ci ont porté sur 2,65 millions d'actions face à 46 942 titres offerts.

Par ailleurs, la *Société Eurofrance* a informé la Chambre syndicale des agents de change que sa participation dans *Estaur et Mense* venait de franchir le seuil de 10 %.

NEW-YORK

En hausse

Pour la troisième séance consécutive, le marché new-yorkais connaît un gain haurd, l'indice Dow Jones de valeurs industrielles s'ajustant 3,32 points, à 1 277,50. Les hausses l'ont finalement emporté sur les replis dans la proportion de 866, contre 652, près de 480 titres étant inchangés. Le montant des transactions a nettement régressé : 85,8 millions d'actions, contre 140,2 millions le vendredi précédent, et on relevait, parmi les valeurs les plus actives de la séance de lundi : *Panasonic* (1,3 million), *Warner Communication* (1,03 million), *Atlantic Richfield* (823 000) et *IBM* (789 000).

Selon les observateurs, les milieux boursiers ont porté leur attention sur les nouveaux développements à l'attendre à propos du déficit budgétaire en l'absence d'informations économiques d'ordre général. Sur ce chapitre, les opérateurs ont suivi les débats qui vont se dérouler à la Chambre des représentants cette semaine, les démocrates ayant des idées divergentes sur la façon dont il convient de réduire ce déficit.

L'adoption par le Sénat d'un programme de réduction des dépenses budgétaires sur trois ans constitue, certes, un encouragement, mais sa ratification, en l'état, par la Chambre est loin d'être acquise, voir valoir les meilleurs financements.

Quant au reste, la cote se contente de digérer les vives avances enregistrées les jeudi et vendredi précédents. « Wall Street n'est pas euphorique, mais il se sent bien », estime un analyste du *Big Board*.

VALEURS	Cours de 10 mai	Cours de 14 mai
A.T.T.	33	33 1/4
Alcoa	22 1/4	22 3/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4
Amstar	55 1/2	56 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PARIS. - Le groupe, qui a pris récemment une participation de 10 % dans *Lectra System* (société de conception assistée par ordinateur) auprès de la Compagnie financière Scribe, va apporter 3 millions de francs de fonds propres à la société *Patrick SA*, une entreprise manutentionnaire sur son marché - les chariots de football - sous les marques « *Platin* » et « *Ginette* ». Cette opération s'est effectuée par l'intermédiaire d'un nouveau fonds commun de placement (FCP), créé par la banque *Paribas* sous le nom de *Valoris*. A la différence des autres FCP qui commencent, généralement, par rassembler des capitaux avant de déverser dans quelconque industrie, celui-ci convient de les investir, *Valoris*, qui ne privilégie pas de secteur économique particulier, a été ouvert aux investisseurs.

Après avoir réalisé un certain nombre d'opérations financières, l'OPA de la *MAAF* SUR LA BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE. - La Société générale vient de porter à plus de 10 % sa participation dans le capital de l'établissement. Les modalités du projet d'OPA qui avait motivé la suspension des cotations des actions de la Banque hypothécaire européenne, le 25 avril dernier, sont maintenant connues. L'initiateur de l'offre est la Maternelle financière artisanale de France (MAAF). L'opération portera sur 588 000 actions, soit 51 % du capital. Si un nombre supérieur d'actions étaient portées, l'initiateur se réserverait le droit d'acquiescer tout ou partie des titres offerts ou de limiter son acquisition à 588 000 titres. Si les ordres de vente portaient sur moins de 588 000 titres, l'initiateur se réserverait le droit de ne pas donner suite à son offre. Le prix unitaire d'action pour chaque action BHE (anciennes ou nouvelles) a été fixé à 350 F.

Pour permettre la poursuite et la réalisation de l'augmentation du capital de la BHE, la cotation des actions ex-droit et de droit de souscription aux actions nouvelles BHE sera reprise le 15 mai.

Dans l'éventualité où l'OPA de la *MAAF* sur les actions BHE serait déclaré recevable, il est précisé que cette OPA ne viserait que les actions BHE, anciennes ou nouvelles, et en aucun cas les droits de souscription.

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 = 25 déc. 1984)

Valeur française	117,5
Valeur étrangère	104,6
C. des AGENTS DE CHANGE	218,2
(Base 100 = 13 déc. 1981)	228,2

TAUX DU MARCHE MONÉTAIRE
Euros prêts de 14 mai : 19 1/8 %

COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en yen) : 235,55

BOURSE DE PARIS

Comptant

14 MAI

VALEURS			Cours		VALEURS		Cours		SECONDE MARCHÉ		VALEURS		Cours	
% du total	% de coupes		préc.	derrière		préc.	derrière	préc.	derrière		préc.	préc.	derrière	
29 40	1 868	Euromet	900	936	Genève Madsen	450	450	1745	1750	Alber	221	240		
45 05	1 411	Energ. Accumul.	58	58	S.E.P. (M.)	200	200	350	348 20	Orléans	295			
71	2 369	Electric	968	1036	S.E.P. Equip. Véh.	36	36	C.A.B.	310	Crédit de l'Ind.	100	108		
85 41	3 541	Esor	1690	1690	Sack	81	81	C. Coop. Agric.	312	Cochery	20	21 60		
116 85	8 007	Electric Ind. (M.)	188	200	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
124 35	10 763	Finland	82	10	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
130 30	11 373	F.P.P.	115	115	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
135 05	12 590	Frer	400	400	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
138 80	13 713	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
141 55	14 937	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
144 30	16 160	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
147 05	17 383	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
149 80	18 606	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
152 55	19 829	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
155 30	21 052	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
158 05	22 275	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
160 80	23 498	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
163 55	24 721	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
166 30	25 944	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
169 05	27 167	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
171 80	28 390	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
174 55	29 613	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
177 30	30 836	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
180 05	32 059	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
182 80	33 282	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
185 55	34 505	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
188 30	35 728	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
191 05	36 951	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
193 80	38 174	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
196 55	39 397	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
199 30	40 620	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
202 05	41 843	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
204 80	43 066	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
207 55	44 289	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
210 30	45 512	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
213 05	46 735	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
215 80	47 958	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
218 55	49 181	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
221 30	50 404	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
224 05	51 627	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
226 80	52 850	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
229 55	54 073	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
232 30	55 296	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
235 05	56 519	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
237 80	57 742	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
240 55	58 965	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
243 30	60 188	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
246 05	61 411	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
248 80	62 634	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
251 55	63 857	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
254 30	65 080	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
257 05	66 303	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
259 80	67 526	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
262 55	68 749	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
265 30	69 972	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
268 05	71 195	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
270 80	72 418	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
273 55	73 641	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
276 30	74 864	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
279 05	76 087	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
281 80	77 310	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
284 55	78 533	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
287 30	79 756	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
290 05	80 979	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
292 80	82 202	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
295 55	83 425	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
298 30	84 648	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
301 05	85 871	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
303 80	87 094	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
306 55	88 317	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
309 30	89 540	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
312 05	90 763	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
314 80	91 986	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
317 55	93 209	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
320 30	94 432	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
323 05	95 655	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
325 80	96 878	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
328 55	98 101	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
331 30	99 324	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
334 05	100 547	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
336 80	101 770	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
339 55	102 993	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
342 30	104 216	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
345 05	105 439	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
347 80	106 662	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
350 55	107 885	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
353 30	109 108	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
356 05	110 331	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
358 80	111 554	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
361 55	112 777	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
364 30	114 000	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
367 05	115 223	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
369 80	116 446	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
372 55	117 669	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
375 30	118 892	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
378 05	120 115	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
380 80	121 338	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
383 55	122 561	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
386 30	123 784	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
389 05	125 007	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
391 80	126 230	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.	110			
394 55	127 453	Frer (C. Coop. Ind.)	300	300	Sack	520	520	C. Coop. Agric.	182	C. Coop. Agric.				

Règlement mensuel

du jour par rapport à ceux de la veille.																	
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1703	A.S. 1973	1000	1000	1000	0	530	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	132	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1704	C.M.E. 3 %	1210	1210	1210	0	531	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	133	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1705	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	532	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	134	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1706	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	533	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	135	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1707	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	534	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	136	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1708	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	535	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	137	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1709	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	536	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	138	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1710	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	537	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	139	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1711	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	538	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	140	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1712	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	539	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	141	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1713	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	540	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	142	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1714	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	541	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	143	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1715	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	542	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	144	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1716	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	543	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	145	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1717	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	544	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	146	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1718	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	545	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	147	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1719	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	546	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	148	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1720	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	547	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	149	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1721	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	548	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	150	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1722	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	549	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	151	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1723	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	550	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	152	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1724	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	551	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	153	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1725	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	552	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	154	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1726	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	553	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	155	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1727	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	554	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	156	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1728	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	555	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	157	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1729	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	556	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	158	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1730	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	557	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	159	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1731	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	558	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	160	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1732	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	559	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	161	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1733	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	560	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	162	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1734	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	561	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	163	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1735	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	562	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	164	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1736	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	563	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	165	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1737	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	564	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	166	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1738	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	565	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	167	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1739	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	566	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	168	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1740	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	567	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	169	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1741	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	568	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	170	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1742	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	569	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	171	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1743	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	570	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	172	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1744	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	571	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	173	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1745	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	572	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	174	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1746	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	573	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	175	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1747	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	574	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	176	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1748	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	575	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	177	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1749	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	576	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	178	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1750	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	577	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	179	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1751	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	578	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	180	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1752	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	579	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	181	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1753	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	580	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	182	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1754	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	581	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	183	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1755	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	582	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	184	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1756	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	583	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	185	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1757	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	584	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	186	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1758	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	585	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	187	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1759	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	586	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	188	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1760	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	587	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	189	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1761	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	588	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	190	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1762	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	589	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	191	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1763	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	590	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	192	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1764	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	591	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	193	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1765	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	592	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	194	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1766	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	593	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	195	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1767	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	594	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	196	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1768	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	595	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	197	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1769	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	596	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	198	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1770	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	597	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	199	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1771	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	598	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	200	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1772	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	599	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	201	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1773	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	600	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	202	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1774	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	601	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	203	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1775	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	602	Eno S.A.F.	526	540	542	+ 2,39	204	Anglo Amer. C.	138	142 50	142 50	+ 3 55
1776	Eno S.A.F.	526															

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

- LA PYRAMIDE: «Vive le Grand Louvre», par Jean-Pierre Chagnoux; «Bon goût et bonne conscience», par Guy Vanderhaeghe.
- LU: Le Placide, de Roger Faligot et Pascal Krop.

ÉTRANGER

- DIPLOMATIE: La rencontre Shultz-Gromyko.
- EUROPE: Élections municipales en Tunisie.
- PROCHE-ORIENT

ÉTRANGER

- ASE: Inde: la guerre des castes au Gujarat.
- AFRIQUE: Élections municipales en Tunisie.
- AMÉRIQUES

POLITIQUE

- La situation en Nouvelle-Calédonie.
- Les préparations de congrès du PS et de la « convention libérale » de l'opposition.

SOCIÉTÉ

- La tenue d'Auriol: la réquisition de l'avocat général.
- Le voyage de Jean-Paul II aux Pays-Bas.

DOSSIER

- La point sur le statut des immigrés.

LE MONDE SCIENCES

- Ariane au grand pas.
- L'agrandissement du spatio-drome de Kourou.
- Après, ou la recherche à l'éuro-peenne: des résultats intéressants malgré le cercueil administratif.

CFM 89

à Paris
AN 0 «le Monde»
 232-14-14
 et 720-52-97
 Mardi 14 mai, à 18 h 45

La mort sur les stades

ALAIN GIRAUDO
 répond aux questions
 des auditeurs et des lecteurs
 Débat animé
 par FRANÇOIS KOCH

CULTURE

- COMMUNICATION: la crise au Midi de Paris.
- CANNES, TRENTA-HUITIÈME.
- MUSIQUE: ouverture du Mai de Bordeaux.

ÉCONOMIE

- SOCIAL: accord dans l'Indonésie.
- CONJONCTURE: le marché hypothécaire va-t-il se réformer?
- AGRICULTURE: la négociation sur les prix européens.
- ENQUÊTE: la décentralisation trois ans après.
- ÉTRANGER: le dollar revient en boursant sur l'économie américaine.

RADIO-TÉLÉVISION (19)

- INFORMATIONS «SERVICES» (25): L'Ascension: les services ouverts au public; Météorologie; Mots croisés; «Journal officiel».
- Amorces classées (20 à 24): Carnet (16); Programmes des spectacles (18-19); Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde »

du 14 mai 1985
 a été tiré à 473 550 exemplaires

André Fontaine a exposé à la rédaction les grandes lignes du plan de redressement du « Monde »

André Fontaine, directeur général du Monde, a exposé à la rédaction, lundi 13 mai, les grandes lignes du plan de redressement qu'il se propose de soumettre le 31 mai à une assemblée générale extraordinaire de la SARL éditrice.

Il a d'abord fait état d'une amélioration des ventes, qui ont retrouvé en avril leur niveau de l'année précédente, contrairement à 15,76 % en janvier, et de la publicité, dont le chiffre de 12,21 % à celui d'avril 1984. Le caractère encourageant de ces résultats ne saurait cependant faire perdre de vue le poids excessif des charges de l'entreprise, et notamment de la masse salariale, dont la réduction est indispensable à la survie de la société. A cet effet, un accord a été conclu avec les employés et les cadres administratifs qui ont accepté une réduction forfaitaire de 10 % de leur rémunération et quatre-vingt suppressions d'emplois. Dès à présent le nombre de demandes de départ volontaire enregistré est sensiblement supérieur à ce chiffre.

Une négociation a d'autre part été engagée avec le Comité inter-syndical du livre parisien en vue d'adapter les effectifs de fabrication au volume de la production. D'importantes réductions de personnel en sont attendues. Concernant enfin les journalistes, une nouvelle grille de salaires leur a été proposée, ce qui devrait permettre, avec la

réduction des pices, de diminuer de 10 % la masse salariale.

Au total, les diverses économies envisagées devraient atteindre 104 millions de francs en année pleine. Cette somme ne suffit pas pour atteindre les quatre objectifs qu'André Fontaine a énumérés: reconnaissance des fonds propres de l'entreprise à la fin de 1985, diminution du poids excessif de l'endettement, politique de relance du produit, modernisation de la fabrication. Il paraît donc indispensable de vendre l'immeuble de la rue des Italiens et de faire appel à des capitaux extérieurs, à concurrence de 35 millions. A cet effet, l'assemblée générale de la SARL sera invitée à approuver une augmentation du nombre des parts de mille à mille trois cent trente. Les trois cent trente parts nouvelles acquiescent 25 % du capital, dont 30 % resteront dans la main de la Société des rédacteurs qui conservent ainsi la majorité du blocage. Les associés personnes physiques ou parts A auraient, eux aussi, 30 %.

Serait créée dans une première phase une association, une SA ou une coopérative qui recueillirait les souscriptions des lecteurs du Monde, à charge pour elle de se porter acquiescent de parts de la SARL. Si ces efforts ne suffisaient pas, il serait fait appel aux apports diversifiés et identifiés provenant de fonds communs de placement à risque et d'investisseurs tant institutionnels que privés.

LA SITUATION CHEZ RENAULT

Le PC propose une riposte en trois points

MM. Philippe Herzig, membre du bureau politique, et Michel Dufour, secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine du Parti communiste, ont présenté, le lundi 13 mai, une analyse de la situation chez Renault ainsi que dans les grands groupes nationalisés.

« Renault est dans une situation financière difficile. Sa direction demande 20 milliards de francs pour redresser la situation. Nous proposons qu'elle réduise de 10 % les salaires, nous formulons des propositions pour que les fonds dont dispose et disposera Renault soient utilisés efficacement », a déclaré M. Herzig.

« Il faut cinq mille emplois pour lancer un nouveau véhicule populaire, trois mille pour réaliser, en coopération avec des partenaires, un nouveau moteur et une boîte de vitesses susceptibles d'équiper les modèles bas de gamme, six mille pour produire une part accrue des équ-

ipements dont le groupe a besoin tout en contribuant à la modernisation des fourneaux. En outre, l'amélioration de la qualité pourrait provoquer la création de sept mille cinq cents emplois.

Que propose M. Herzig, considéré comme l'économiste du PC ?

« Arrêter le gâchis américain et développer la coopération avec les pays en voie de développement.

« Réduire la dette et la charge de la dette qui pèsent sur Renault, à partir de négociations « transparentes » entre les banques et les compagnies d'assurances et les groupes Renault.

« Utiliser les dotations publiques, les provisions et les autres fonds disponibles au financement de la qualification des emplois actuels et à la création de nouveaux emplois.

Pour sa part, M. Dufour a rappelé que, dans les Hauts-de-Seine, un emploi sur sept dépend de l'automobile et que toute modification profonde de Billancourt aurait des conséquences pour plusieurs dizaines de milliers de personnes. Soulignant que Billancourt est l'« épine dorsale » de la Région, il a invité la direction à créer « les conditions d'un grand débat parmi tout le personnel ».

L'emploi des nettoyeurs

OCCUPATION DU SIÈGE DE LA RATP

Depuis le 14 mai à midi, une dégradation de la CFDT occupe les locaux de la direction de la RATP, qui des Grands-Augustins, à Paris.

Le Syndicat des travailleurs assurant un service RATP, affilié à la CFDT, entend obliger la direction à négocier. Alors que mille cinq cents nettoyeurs, salariés de onze entreprises différentes, travaillent sur le réseau RATP pour assurer l'entretien, ce sera entièrement informé d'ici à 1990 et ne nécessitera plus le recours à une main-d'œuvre immigrée à 96 %. Le projet entraînerait, à brève échéance, la suppression de plusieurs centaines d'emplois, et le syndicat CFDT, qui représente 85 % de cette catégorie, veut obtenir des garanties.

En mars et avril 1980, les employés des services de nettoyage avaient suivi une grève qui avait duré trente-sept jours.

« La CGPME participera à la rencontre entre la CNPF et les syndicats. Après avoir manifesté sa mauvaise humeur et fait savoir qu'elle ne participerait pas à des négociations sociales « en signe de deuil », la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) a annoncé, le 13 mai, qu'elle assisterait à la réunion du 14 mai entre les syndicats et la CNPF destinée à « explorer » les possibilités d'une négociation sur les CFR (contrats de formation-recherche d'emploi).

OFFRES EXCEPTIONNELLES

Avion + Hôtel + Transfert	
ASCENSION 18-19 mai	2200 F (fruit, petit déjeuner) Rome 2200 F (fruit, petit déjeuner) Palme 2200 F (fruit, petit déjeuner)
INTERPOINT 18-24 mai	Palme 1250 F (pension complète) Dubrovnik 1350 F (pension complète)
PENTECOTE 25-27 mai	Palme 1950 F (pension complète) Dubrovnik 2400 F (pension complète)
VOYAGES PILOTE 57, rue d'Amsterdam, 75006 PARIS - Tél. : 281-36-00	

M. DUMAS A PRÉSENTÉ LE PROJET « EUREKA » AUX NORVÉGIENS

Oslø (APF). — Le ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, a présenté, lundi 13 mai à Oslø, au chef du gouvernement norvégien, M. Kaare Willoch, et à son homologue, M. Sverre Stray, le projet Eureka. M. Dumas a déclaré que ses interlocuteurs avaient été « très attentifs à ce projet » lancé, en avril dernier, par le président Mitterrand, qui prévoit la création, en Europe, d'un front commun de recherche, afin de faire face au défi des États-Unis et celui du Japon, dans le domaine de la haute technologie.

De source norvégienne, on rappelle que la Norvège, seul pays de l'OTAN avec la Turquie à avoir une frontière commune avec l'URSS, refuse de participer à l'initiative américaine de défense stratégique (IDS) telle qu'elle a été présentée jusqu'à présent.

M. Dumas a constaté, avec son homologue norvégien, « une large identité de vues dans l'approche des grands problèmes actuels »: relations Est-Ouest, négociations américano-soviétiques de Genève, conférence des droits de l'homme, à Ottawa, et conférence sur le désarmement en Europe à Stockholm.

M. Patrick Leclerc, ambassadeur en Jordanie, a été nommé le 15 mai au poste d'ambassadeur en Jordanie, en remplacement de M. Jacques de Sédouy.

Né en 1938, M. Patrick Leclerc est un ancien élève de l'École nationale d'administration. Il a été successivement en poste à Madrid (1967-1971) puis aux Nations unies (1971-1976) avant de rejoindre Paris, où il a servi au cabinet du ministre puis comme directeur adjoint d'Amérique. Il fut ensuite conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République (1979-1981). Il était ambassadeur à Montréal depuis janvier 1982.

M. Patrick Leclerc est chevalier de l'ordre national du Mérite.

M. PATRICK LECLERC AMBASSADEUR EN JORDANIE

Le Journal officiel du 15 mai annonce la nomination de M. Patrick Leclerc au poste d'ambassadeur en Jordanie, en remplacement de M. Jacques de Sédouy.

Aux États-Unis

Incendie dans un quartier de Philadelphie

où la police a bombardé les locaux d'une secte

La police de Philadelphie n'a pas hésité sur les moyens pour chasser de l'immeuble où ils s'étaient retranchés les membres d'une secte qui a fait du retour à la nature le credo de son mode de vie. Pour mettre fin à un siège qui durait depuis plus de douze heures, un hélicoptère de la police a largué, dans l'après-midi du lundi 13 mai, une bombe sur le toit du bâtiment, déclenchant un incendie qui s'est propagé rapidement à une dizaine de maisons voisines.

Plusieurs centaines de personnes ont dû être évacuées du quartier, mais on ignorait mardi matin le sort de cinq adultes et de huit des dix enfants qui se trouvaient dans l'immeuble au moment du siège.

C'est à la demande des voisins, qui se plaignaient de la saleté des membres de la secte Move et de leurs habitudes de vie pour le moins étranges, que l'opération de police a été montée.

Les membres de Move, secte fondée en 1972, préconisent le retour à la nature, le refus de l'hygiène corporelle et des lois en général. Ils protègent les animaux abandonnés, en particulier les chiens, ainsi que les rats. Les voisins de ces bizarres locaux avaient fini par être exaspés par leurs tapages nocturnes, les excréments laissés dans la rue par leurs nombreux chiens et la prolifé-

Le livre de Jean-Bedel Bokassa et la justice

Le président du tribunal civil de Paris a interdit, mardi 14 mai, la distribution du livre de Jean-Bedel Bokassa, ex-empereur de Centrafrique, intitulé *Ma vérité*. Le livre pourra seulement être diffusé lorsqu'il aura été expurgé de tous les passages relatifs à la vie privée de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Décès de Francis Palmero

sénateur centriste des Alpes-Maritimes

M. Francis Palmero, sénateur (Union centriste) des Alpes-Maritimes et conseiller général de ce département, ancien maire de Menton, est mort des suites d'un cancer le lundi 13 mai à Nice. M. Palmero était l'un des principales figures politiques du département, au développement duquel il a pris une part prépondérante dans la dernière décennie. Il sera remplacé au Sénat par M. Pierre Laffitte.

[Né le 8 décembre 1917 à Nice, Francis Palmero était entré comme simple ouvrier dans le bureau de la mairie de cette ville dont il était devenu secrétaire général en 1951, après avoir franchi tous les échelons de la hiérarchie. Encouragé par Jean Médecin, ancien maire de Nice, il commença sa carrière

(Publié)

Mocassins HOMME, EN CUIR

199 francs !

Escarpins en cuir pour femme: 239 F; «collège» cuir enfant: 189 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entrepôt MET, a des rapports privilégiés avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Quatre points de vente: 24, rue de la Verrerie, derrière le B.H.V., 19, rue J.-Louis-Tessier (107), M. Goncourt, 8, rue Héro (207), M. St-Fargeau, 42, rue Claude-Terrasse (107), M. Pie-St-Cloud, de 11 h à 19 h 30, tous les samedis, 239-10-01.

A B C D E F G

Sur le vif Parents-profs

Hier me belle-sœur me téléphone. Elle est à cran. C'est rapport à Chevenement.

— Tiens ! Qu'est-ce qu'il t'a fait ? Je croyais que tu l'adorais. Tu m'as même dit que c'était pas une mauvaise idée qu'on apprenne à lire et à calculer aux enfants des écoles.

— Ben, justement. « On », je croyais que c'était les maîtres. Il paraît que pas du tout. C'est les parents.

— Qu'est-ce que tu racontes ?

— Ce que j'ai entendu à la radio. Maintenant il va falloir que les parents aident les profs à faire leur métier. Ils y arrivent pas tout seuls.

— Ecoute, mets-toi à leur place. C'est pas de leur faute. La lecture, l'écriture, le calcul, c'est des nouvelles matières. Faut d'abord qu'ils les apprennent. eux, leur truc, c'est l'école, c'est pas la règle de trois. On va être obligé de les recycler. Ils vont suivre des cours du soir, ils vont...

— Quoi, bon, mais en attendant, ça va être à nous de leur donner un coup de main. Moi, j'ai pas que ça à m'occuper, figure-toi. Sois de mes heures de bureau, avec mes trois gosses, je dois galérer du coup préparatoire de David à l'Ymnale de Thomas en passant par le collège

de Noémie, tu te rends compte un peu ?

— Faut toujours que t'engages ! Pour David, je veux bien, mais Noémie, en système, depuis le temps qu'elle voit traîner des livres et des journaux à la maison, elle a dû deviner comment lire, non ?

— D'abord, j'en jure pas. Ensuite, il n'y a pas que ça. A partir de la rentrée, elle va avoir de l'informatique. Là, je nage complètement. Sans parler de l'instruction civique. Ça j'en ai jamais fait non plus.

— Que veux-tu ? C'est comme dans le temps, pour les maîtres modernes. On a bien été obligés de s'y mettre. T'es qu'à profiter de tes vacances à Arcachon pour revoir ta table de multiplication et jeter un coup d'œil sur la Constitution. C'est pas la mer à boire. D'autant que le terminale de Thomas, tu vas sûrement le redoubler, alors ça sera moins difficile que cette année.

— Parlons-en ! Il est carrément stalinien, son prof de philo. Tu me vois enseigner Marx et Engels ?

— T'es qu'à demander à être l'assistante du prof de gym. Tu remue tes fesses. Au fond, c'est ça qu'il demande, le ministre, que les parents se secouent un peu.

CLAUDE SARRAUTE.

Aux États-Unis

Incendie dans un quartier de Philadelphie

où la police a bombardé les locaux d'une secte

La police de Philadelphie n'a pas hésité sur les moyens pour chasser de l'immeuble où ils s'étaient retranchés les membres d'une secte qui a fait du retour à la nature le credo de son mode de vie. Pour mettre fin à un siège qui durait depuis plus de douze heures, un hélicoptère de la police a largué, dans l'après-midi du lundi 13 mai, une bombe sur le toit du bâtiment, déclenchant un incendie qui s'est propagé rapidement à une dizaine de maisons voisines.

Plusieurs centaines de personnes ont dû être évacuées du quartier, mais on ignorait mardi matin le sort de cinq adultes et de huit des dix enfants qui se trouvaient dans l'immeuble au moment du siège.

C'est à la demande des voisins, qui se plaignaient de la saleté des membres de la secte Move et de leurs habitudes de vie pour le moins étranges, que l'opération de police a été montée.

Les membres de Move, secte fondée en 1972, préconisent le retour à la nature, le refus de l'hygiène corporelle et des lois en général. Ils protègent les animaux abandonnés, en particulier les chiens, ainsi que les rats. Les voisins de ces bizarres locaux avaient fini par être exaspés par leurs tapages nocturnes, les excréments laissés dans la rue par leurs nombreux chiens et la prolifé-

Le livre de Jean-Bedel Bokassa et la justice

Le président du tribunal civil de Paris a interdit, mardi 14 mai, la distribution du livre de Jean-Bedel Bokassa, ex-empereur de Centrafrique, intitulé *Ma vérité*. Le livre pourra seulement être diffusé lorsqu'il aura été expurgé de tous les passages relatifs à la vie privée de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Décès de Francis Palmero

sénateur centriste des Alpes-Maritimes

M. Francis Palmero, sénateur (Union centriste) des Alpes-Maritimes et conseiller général de ce département, ancien maire de Menton, est mort des suites d'un cancer le lundi 13 mai à Nice. M. Palmero était l'un des principales figures politiques du département, au développement duquel il a pris une part prépondérante dans la dernière décennie. Il sera remplacé au Sénat par M. Pierre Laffitte.

[Né le 8 décembre 1917 à Nice, Francis Palmero était entré comme simple ouvrier dans le bureau de la mairie de cette ville dont il était devenu secrétaire général en 1951, après avoir franchi tous les échelons de la hiérarchie. Encouragé par Jean Médecin, ancien maire de Nice, il commença sa carrière

(Publié)

Mocassins HOMME, EN CUIR

199 francs !

Escarpins en cuir pour femme: 239 F; «collège» cuir enfant: 189 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entrepôt MET, a des rapports privilégiés avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Quatre points de vente: 24, rue de la Verrerie, derrière le B.H.V., 19, rue J.-Louis-Tessier (107), M. Goncourt, 8, rue Héro (207), M. St-Fargeau, 42, rue Claude-Terrasse (107), M. Pie-St-Cloud, de 11 h à 19 h 30, tous les samedis, 239-10-01.

A B C D E F G

Sur le vif Parents-profs

Hier me belle-sœur me téléphone. Elle est à cran. C'est rapport à Chevenement.

— Tiens ! Qu'est-ce qu'il t'a fait ? Je croyais que tu l'adorais. Tu m'as même dit que c'était pas une mauvaise idée qu'on apprenne à lire et à calculer aux enfants des écoles.

— Ben, justement. « On », je croyais que c'était les maîtres. Il paraît que pas du tout. C'est les parents.

— Qu'est-ce que tu racontes ?

— Ce que j'ai entendu à la radio. Maintenant il va falloir que les parents aident les profs à faire leur métier. Ils y arrivent pas tout seuls.

— Ecoute, mets-toi à leur place. C'est pas de leur faute. La lecture, l'écriture, le calcul, c'est des nouvelles matières. Faut d'abord qu'ils les apprennent. eux, leur truc, c'est l'école, c'est pas la règle de trois. On va être obligé de les recycler. Ils vont suivre des cours du soir, ils vont...

— Quoi, bon, mais en attendant, ça va être à nous de leur donner un coup de main. Moi, j'ai pas que ça à m'occuper, figure-toi. Sois de mes heures de bureau, avec mes trois gosses, je dois galérer du coup préparatoire de David à l'Ymnale de Thomas en passant par le collège

de Noémie, tu te rends compte un peu ?

— Faut toujours que t'engages ! Pour David, je veux bien, mais Noémie, en système, depuis le temps qu'elle voit traîner des livres et des journaux à la maison, elle a dû deviner comment lire, non ?

— D'abord, j'en jure pas. Ensuite, il n'y a pas que ça. A partir de la rentrée, elle va avoir de l'informatique. Là, je nage complètement. Sans parler de l'instruction civique. Ça j'en ai jamais fait non plus.

— Que veux-tu ? C'est comme dans le temps, pour les maîtres modernes. On a bien été obligés de s'y mettre. T'es qu'à profiter de tes vacances à Arcachon pour revoir ta table de multiplication et jeter un coup d'œil sur la Constitution. C'est pas la mer à boire. D'autant que le terminale de Thomas, tu vas sûrement le redoubler, alors ça sera moins difficile que cette année.

— Parlons-en ! Il est carrément stalinien, son prof de philo. Tu me vois enseigner Marx et Engels ?

— T'es qu'à demander à être l'assistante du prof de gym. Tu remue tes fesses. Au fond, c'est ça qu'il demande, le ministre, que les parents se secouent un peu.

CLAUDE SARRAUTE.

Aux États-Unis

Incendie dans un quartier de Philadelphie

où la police a bombardé les locaux d'une secte

La police de Philadelphie n'a pas hésité sur les moyens pour chasser de l'immeuble où ils s'étaient retranchés les membres d'une secte qui a fait du retour à la nature le credo de son mode de vie. Pour mettre fin à un siège qui durait depuis plus de douze heures, un hélicoptère de la police a largué, dans l'après-midi du lundi 13 mai, une bombe sur le toit du bâtiment, déclenchant un incendie qui s'est propagé rapidement à une dizaine de maisons voisines.

Plusieurs centaines de personnes ont dû être évacuées du quartier, mais on ignorait mardi matin le sort de cinq adultes et de huit des dix enfants qui se trouvaient dans l'immeuble au moment du siège.

C'est à la demande des voisins, qui se plaignaient de la saleté des membres de la secte Move et de leurs habitudes de vie pour le moins étranges, que l'opération de police a été montée.

Les membres de Move, secte fondée en 1972, préconisent le retour à la nature, le refus de l'hygiène corporelle et des lois en général. Ils protègent les animaux abandonnés, en particulier les chiens, ainsi que les rats. Les voisins de ces bizarres locaux avaient fini par être exaspés par leurs tapages nocturnes, les excréments laissés dans la rue par leurs nombreux chiens et la prolifé-

Le livre de Jean-Bedel Bokassa et la justice

Le président du tribunal civil de Paris a interdit, mardi 14 mai, la distribution du livre de Jean-Bedel Bokassa, ex-empereur de Centrafrique, intitulé *Ma vérité*. Le livre pourra seulement être diffusé lorsqu'il aura été expurgé de tous les passages relatifs à la vie privée de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Décès de Francis Palmero

sénateur centriste des Alpes-Maritimes

M. Francis Palmero, sénateur (Union centriste) des Alpes-Maritimes et conseiller général de ce département, ancien maire de Menton, est mort des suites d'un cancer le lundi 13 mai à Nice. M. Palmero était l'un des principales figures politiques du département, au développement duquel il a pris une part prépondérante dans la dernière décennie. Il sera remplacé au Sénat par M. Pierre Laffitte.

[Né le 8 décembre 1917 à Nice, Francis Palmero était entré comme simple ouvrier dans le bureau de la mairie de cette ville dont il était devenu secrétaire général en 1951, après avoir franchi tous les échelons de la hiérarchie. Encouragé par Jean Médecin, ancien maire de Nice, il commença sa carrière

(Publié)

Mocassins HOMME, EN CUIR

199 francs !

Escarpins en cuir pour femme: 239 F; «collège» cuir enfant: 189 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entrepôt MET, a des rapports privilégiés avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Quatre points de vente: 24, rue de la Verrerie, derrière le B.H.V., 19, rue J.-Louis-Tessier (107), M. Goncourt, 8, rue Héro (207), M. St-Fargeau, 42, rue Claude-Terrasse (107), M. Pie-St-Cloud, de 11 h à 19 h 30, tous les samedis, 239-10-01.

A B C D E F G

هكذا من الأصل